BnF Gallica

Documentation des cadres de la Milice française

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Ecole nationale des cadres (Uriage, Isère). Auteur du texte. Documentation des cadres de la Milice française. 1944.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisation.commerciale@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

FRANÇOIS 1966

8° Z
29745
(175)

125 - 3 MAI 19..

R

IMPR. LYON. 44. _ _ 391

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

DOCUMENTATION DES CADRES DE LA MILICE FRANÇAISE

1

5072

8° Z. 29745 (1-5)

SOMMAIRE

I. - Doctrine, page 5

D'une Révolution à une autre.

II. - Combat, page 19.

Partie générale :

La Milice et l'esprit militaire.

Annexe à l'étude sur la Milice et l'esprit militaire.

Partie technique :

Armement.

Partie tactique :

Progression de la trentaine isolée dans une localité. - Combats de rues.

III - Informations, page 49.

De la dissidence bourgeoise et bien pensante au bolchevisme.

Etude de politique contemporaine : Le Malaise catholique.

Un livre actuel : « La Race de Walter Darré ».

Un livre à lire : « Nietzsche et le Problème européen », par Spenlé.

Reproduction interdite. Il a été tiré
2.000 exemplaires hors commerce.
Numérotés de 1 à 2.000

DOCTRINE

D'UNE RÉVOLUTION A UNE AUTRE

Les Français qui veulent une Révolution et qui sont capables de penser cette révolution ne sont pas tellement nombreux, que la liberté puisse leur être laissée, de la penser chacun à leur manière. Demain, nous nous battrons contre des adversaires que nous connaissons bien, amis ou ennemis d'hier, et leur destruction s'imposera à nous comme un devoir. Encore faudra-t-il avant d'aller à ce combat, savoir pour quel idéal il est livré. La guerre civile la plus atroce, mais aussi la plus légitime et la plus fondée des guerres, est avant tout une guerre d'idées ! Former des soldats pour la lutte que nous avons entreprise exige d'abord que l'idéologie à abattre en la personne des combattants adverses, ait été clairement définie, et ensuite qu'aucune équivoque ne subsiste à propos des idées qui furent la cause de leur propre vocation révolutionnaire.

Tout nous prouve, hélas, que nous n'en sommes pas encore-là ! Le mot même de Révolution risquerait de n'avoir que la valeur d'un mythe, si la confusion qui règne aujourd'hui dans les esprits, permettait à chacun de lui donner le sens de son choix. Défions-nous de ces mots magiques. sans cesse répétés, et jamais précisés, dont le sens change avec ceux qui les prononcent ! Défions-nous aussi de ces attachements purement sentimentaux à des valeurs indéterminées et vagues, qui ne suscitent que des adhésions souvent sans lendemain !

Y

Il y a, nous l'avons déjà dit, Révolution et Révolutions ! Mais depuis longtemps déjà les Français ont donné à ce mot un sens restrictif. Ils l'appliquent exclusivement à l'ensemble des évène-

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. BAECHTOLD

ments qui se déroulèrent en France du 1er Mai 1789 à la chute de l'Empire. Naguère lorsqu'un Français parlait sans autre précision, de la Révolution, c'est à ces événements qu'il faisait allusion, comme si ce mot ne pouvait désigner qu'eux !

Cette confusion, née d'une inévitable similitude de mots, et provoquée aussi par l'ampleur exceptionnelle qu'eut le mouvement de 1789, serait sans gravité, si d'une confusion dans les mots ne risquait de naître une confusion dans les idées !

C'est bien là ce que nous constatons ! La Révolution de 1789 est plus que jamais à la mode ! On parle toujours des grandes espérances qu'elle suscita, espérances qui par la suite, nous dit-on, furent malheureusement déçues, sous l'influence de causes étrangères, dont on se garde par ailleurs de préciser l'action. On parle volontiers des vertus du jacobinisme ; on vante l'esprit jacobin et on regrette qu'il ne se soit pas perpétué jusqu'à nous. Finalement on ne craint pas d'avancer que la Révolution Nationale devra renouer avec la tradition révolutionnaire française et achever son œuvre ! On tient en somme le siècle qui s'est écoulé depuis la chute de l'empire jusqu'à nos jours, pour une période, où le sens révolutionnaire a été momentanément perdu. A nous de le retrouver maintenant, en nous souvenant que nous avons des précurseurs en la personne des « grands ancêtres », et que les « immortels principes » restent nos guides spirituels !

Pour justifier ces vues, qui ne sont pas dépourvues d'un certain parfum de paradoxe, on se livre à de savantes spéculations sur le sens profond de la Déclaration des Droits de l'Homme. La liberté, l'égalité, la fraternité : « les trois grues métaphysiques » retrouvent dans cette aventure une nouvelle virginité. On nous les présente comme d'aimables jeunes personnes, dont on nous invite à être à nouveau les soupirants, et on ajoute qu'en dépit de leurs détracteurs, qualifiés de réactionnaires et de conservateurs, elles ne pourront pas ne pas être les colonnes du temple de la nouvelle France.

Nous ne plaisantons nullement ! Jamais nous n'eûmes aussi peu envie de rire, et notre sérieux n'a d'égal que celui des étranges doctrinaires dont nous rapportons les propos ! Ainsi, après des années, pendant lesquelles le loisir de méditer sur les causes de nos malheur ne nous a pas manqué, nous en sommes encore là ! Après les terribles expériences que nous venons de faire, il existe encore des Français, prétendus révolutionnaires, pour vouloir lier les destinées de la Révolution Nationale à ce hideux fatras que l'on nomme l'héritage de 1789, et donner, en guise de règle de vie à la

jeune Europe de demain, une philosophie poussiéreuse et usée dont le caractère anti-social a été maintes fois démontré !

Y

Le plus grave de l'affaire, c'est que d'aussi inadmissibles positions doctrinales ne se rencontrent pas seulement dans les milieux qui ont juré fidélité à la démocratie, et à l'ancien régime, mais dans certains groupes situés à l'avant-garde de la Révolution Nationale, là justement où nous eussions pu espérer ne rien voir subsister de cette idéologie inhumaine que l'Europe révolutionnaire est en train de vomir.

Avions-nous tort d'affirmer qu'il était grand temps de dire aux hommes les raisons de leurs prochains combats ? L'exemple de révolutionnaires aussi dangereusement fourvoyés, nous incite à penser qu'il est aujourd'hui plus utile que jamais, de dissiper les malentendus, et de montrer que rien de commun ne peut exister entre ce qui fut hier et ce qui sera demain ! Cette rupture que nous voulons aussi marquée que possible entre l'ancien monde et le nouveau, aura pour symbole le rejet définitif de l'idéologie individualiste et égalitaire, et le retour aux principes éternels qui de tout temps ont assuré la santé et la prospérité des nations.

Loin de chercher vainement à notre révolution des origines et une filiation, qui ne sauraient lui appartenir, ou risqueraient de faire d'elle un être hydride, traînant après lui une hérédité impossible, nous voulons que tout en retrouvant le meilleur de nos traditions, elle permette à notre pays de figurer à sa place dans l'Europe de demain. N'en déplaise à certains, cette Europe ne sera pas ce qu'ils pensent. Les dogmes de 1789 sont morts! Rien ne leur redonnera la vie ! Liberté, Egalité, Fraternité, Démocratie. Individualisme et Libéralisme ne sont plus que des mots, auxquels s'attachent des souvenirs plus amers que brillants ! L'Avenir appartient aux nations qui, après en avoir à la fois pesé le vide et mesuré la malfaisance, sauront se passer d'eux ! Les peuples qui ont fait leur révolution les ont rayés déjà de leur vocabulaire politique. N'hésitons pas à les imiter !

Y

Et d'abord quel est le but premier de cette Révolution, qualifiée de nationale, par opposition à une autre révolution, qui eût voulu,

celle-là, être internationale ? Dégagée de tout ce qui n'est qu'accessoire ou secondaire, la Révolution Nationale doit avoir pour objectif central, de refaire une communauté française, et d'intégrer ensuite à cette communauté tous les éléments qui n'en font pas intimement partie.

Si nous avons aujourd'hui à refaire une communauté française, c'est — il est à peine besoin de le dire — parce qu'à un certain moment de notre histoire, cette communauté a été détruite! Qu'elle ait existé autrefois, nous ne pouvons en douter. Les vingt siècles, brillants pour la plupart de notre histoire, et les gloires de notre passé composent l'argument le moins discutable en faveur de l'existence antérieure d'une communauté française, exceptionnellement réelle et vivante.

Avant de nous prononcer pour une solution quelconque, nous devons donc nous demander d'abord pourquoi une communauté française a existé puis s'est dissoute, et essayer de dégager ensuite les causes de sa disparition. Sans anticiper sur les conclusions de nos recherches, nous pouvons d'ores et déjà entrevoir la part qu'eut l'idéologie de 1789 dans cette dissociation des forces françaises, et le rôle que joua sa philosophie dans l'élaboration de cet être anti-communautaire qu'est le Français d'aujourd'hui !

Y

La vie communautaire qui est la vraie vie de l'homme, est une loi que lui dicte la nature. A quelque moment de notre vie que nous nous trouvions, c'est toujours à l'intérieur d'une communauté que s'exerce notre activité. Qu'il s'agisse de l'enfant, pour qui la famille est la première communauté, ou de l'homme, membre d'une entreprise ou d'une profession, et citoyen d'une commune, d'une province et d'une nation, les réalités de la vie communautaire ne cessent jamais de s'imposer à nous. Ses disciplines sont la rançon des bienfaits qu'elle nous dispense, et comme la contre-partie des richesses dont nous sommes grâce à elle constamment pourvus.

L'homme tel que nous le révèle, non point la spéculation philosophique, mais la nature elle-même est essentiellement, parmi les autres êtres, celui qui est fait pour vivre dans des communautés, et dont l'existence même dépend de ces dernières. Vouloir l'en détacher, et prétendre le libérer des contraintes de la vie communautaire, c'est aller à l'encontre de sa destinée, et faire de lui, un instable, un déraciné, souvent même un révolté, incapable de trouver nulle part la stabilité et la paix.

Sans doute la vie de communauté. nous oblige à sacrifier certaines de nos aspirations individuelles et nous conmmande de subordonner parfois notre intérêt personnel à ceux des communautés auxquelles nous appartenons. Elle exige aussi de nous des efforts continuels de dépassement ! Il serait absurde de le nier, mais il serait plus absurde encore de croire, comme on l'a fait depuis, que l'homme pourrait ne connaître qu'une destinée individuelle, et que, délivré des chaînes communautaires, il trouverait ailleurs de nouveaux moyens d'épanouir sa personnalité.

Y

Que nous le voulions ou non, nous sommes ce que la nature nous a fait ! Des êtres destinés à partager le sort de nos semblables, et à mener avec eux cette sorte de vie d'équipe qu'est la vie communautaire, vie complexe et difficile, qui sans rien nous demander qui soit au-dessus de nos forces, exige néanmoins beaucoup de nous.

La France connut pendant des siècles, une organisation sociale s'inspirant de ces principes : familles, corporations, communes, provinces, étaient autant de communautés aux structures solides s'intégrant à leur place et à leur rang, dans une robuste communauté nationale dont personne n'était exclu. La vigueur de cette communauté nationale était fonction de la vigueur des autres communautés qui lui servaient de soutien et d'assise.

L'ordre social de l'ancienne France, ignorait l'homme isolé, face à face avec l'Etat, qu'est devenu le Français d'aujourd'hui : plus près des réalités concrètes il ne voulait voir en l'homme qu'un membre des communautés naturelles, et savait qu'il serait d'autant mieux attaché à la nation qu'il serait plus intimement lié aux communautés inférieures, plus près de lui et plus à sa mesure. C'est parce que la famille était forte et le métier organisé, c'est parce que la commune et la province vivaient d'une vie indépendante, que la nation existait en tant que communauté, et que d'instinct tous les Français s'y intégraient.

Y

Tout a changé depuis ! L'homme du XX^e^ siècle en perdant le sens communautaire, a perdu en même temps le sens national, et un problème se pose aujourd'hui, qui jamais ne s'était posé autrefois : refaire une communauté française. La légitimité de cette dernière a même été mise en cause, puisque nous avons assisté au cours du XIX^e^ siècle à la naissance de l'Internationale ouvrière, qui

pour la première fois dans l'histoire, nia la réalité des valeurs nationales, et affirma sa foi nouvelle, au-dessus des nations, en une solidarité internationale des travailleurs.

Le mal n'était plus seulement dans les âmes et dans les cœurs, il ne se signalait plus seulement par une simple tendance à satisfaire par priorité toutes les aspirations individuelles ; il apparaissait désormais en pleine lumière puisque d'elle-même une classe sociale toute entière s'excluait de la vie nationale, et affirmait se désolidariser de tous ceux qui, bien qu'appartenant à la même communauté nationale, n'avaient pas des intérêts strictement identiques aux siens !

Un phénomène de cette ampleur était le signe d'une désagrégation sociale profonde ; il révélait qu'une crise d'une exceptionnelle gravité menaçait la société toute entière. Au lieu de s'en tenir aux manifestations bruyantes ou purement extérieures de la jeune internationale, au lieu de s'indigner sottement de l'état d'esprit de ses promoteurs — ce qui n'avait rien à voir à l'affaire — il eût fallu en rechercher les causes, et se demander si, pour la classe ouvrière vouloir s'évader volontairement de la communauté nationale n'était pas la conséquence de son exclusion forcée des autres communautés ! Il eût fallu, en d'autres termes, ne pas céder à l'obsession exercée par ce fait brutal, mais chercher à l'expliquer en partant de la situation qui avait été faite aux ouvriers dans les autres communautés ! Cet examen eût révélé que les ouvriers, moralement exclus des entreprises et des professions et réduits au simple rôle de vendeurs d'énergie, avaient été, malgré eux, comme poussés à perdre le sens communautaire. Or, nous l'avons déjà dit, la Nation est parmi toutes les communautés, à l'intérieur desquelles s'écoule notre vie, celle qui est le moins faite pour nous attacher directement, parce qu'elle est en même temps la plus éloignée de nous. Les valeurs communautaires supérieures, ne s'imposent à l'homme que par le truchement des communautés inférieures, celles dont il pénètre le mieux l'intimité, celles dont la réalité est pour lui la plus proche. Désintégré de celle-ci, il était fatal que la nation lui apparut bientôt, comme un cadre artificiel dont toute vie s'était retirée.

Y

La question se ramène donc à rechercher sous quelles influences la vie communautaire autrefois si intense, s'est ralentie jusqu'à disparaître. Ces influences sont celles qu'exerça l'idéologie indivi-

dualiste et libérale, préparé par le XVIII[e] siècle et dont la Révolution de 1789 assura le succès. C'est elle qui émancipa l'individu au détriment des communautés et offrit aux hommes un idéal de vie, où l'accent allait être mis exclusivement sur leur destinée purement individuelle ! La Révolution ne se contenta d'ailleurs pas d'exalter cette nouvelle philosophie ; tout en livrant à l'ancien ordre social un assaut d'ordre doctrinal, elle supprima tout ce qu'il comportait d'institutions communautaires ! Si la famille, bien que mutilée, et la nation, furent les seules à subsister c'est parce qu'à moins de tarir la source même de toute vie sociale, ou de sombrer dans la plus folle anarchie, il n'était pas possible de ne pas les maintenir. L'idéologie utopique cédait devant la réalité et ses exigences. Mais plus tard d'autres doctrinaires, plus utopiques encore mais aussi plus logiques, voulurent pousser plus loin les conséquences des principes auxquels la Révolution avait donné le jour : son côté inachevé ne leur échappa pas et ainsi naquirent les Ecoles anarchistes et collectivistes, toutes deux issues de l'idéologie individualiste, bien qu'en fin de compte elles dussent aboutir à des résultats rigoureusement opposés !

L'action révolutionnaire s'exerça d'une façon constante, à la fois dans le domaine des idées, et dans celui des institutions. Pendant que les droits de l'individu étaient exaltés et les vertus de l'intérêt individuel définitivement consacrées, on veillait à interdire la reconstitution de tout ce qui eût révélé la survivance de l'esprit communautaire ! L'entreprise cessait d'être une communauté de travail : soumise à la règle souveraine de l'intérêt individuel, elle devint la propriété exclusive de celui qui l'exploite, et ainsi naquit le patronat capitaliste, étranger à tout bien commun, pour qui l'exercice d'une profession n'est qu'un simple moyen d'enrichissement personnel. La profession perdit à son tour sa qualité de communauté : la notion d'intérêt commun s'évanouissait devant les exigences triomphantes de l'intérêt individuel.

Tout en supprimant par simple décret les institutions anciennes qui avaient cessé d'être au goût des idées nouvelles, la Révolution, en prêchant cette croisade individualiste, devait encore avoir pour résultat de rendre intolérables aux hommes, celles des communautés naturelles qui avaient échappé à la destruction, parce que leur existence était la condition même de la vie sociale ! Pour avoir trop vanté l'individu, pour lui avoir octroyé des droits démesurés, sans devoirs en contre-partie, et lui avoir trop dit qu'il était Dieu, elle finit par inspirer aux hommes l'horreur des obligations qu'un inévitable minimum de vie communautaire leur

imposait encore. L'individu, déchaîné, ne voulut plus connaître aucune restriction à ses droits. Il ne voulut plus qu'au nom d'une morale sans fondement, ou de principes désormais dépourvus de valeur et de sens, on prétendit opposer un frein à ses désirs, qui déjà n'étaient plus que des instincts. Et ainsi apparaissait peu à peu, partout où pénétrait l'idéologie individualiste, un type d'homme absolument neuf, qui n'avait plus rien d'humain, et n'était plus sociable. Pour nous convaincre de la réalité de son existence, regardons autour de nous ! Le Français du XX^me^ siècle, qui vit replié sur lui-même dans une hargne perpétuelle, égoïste, malveillant avec ses semblables, dont la présence, à elle seule, constitue pour lui une gêne constante, qui tient l'héroïsme pour une folie et ricane grossièrement devant tout ce qui le dépasse, cet homme qui ne sait plus ni rire ni pleurer, qui est incapable de la moindre fantaisie comme du moindre geste désintéressé, cet homme-là n'est-il pas celui-là même que forgèrent, peut-être sans l'avoir voulu, les sectateurs de l'individualisme ?

Ainsi la Révolution de 1789 se révèle à nous comme l'agent dissociateur par excellence, celui qui dissout pour dissoudre, et libère des forces qu'il n'est plus capable par la suite de maîtriser. Ses doctrinaires ont ramassé tout ce que la littérature du XVIII^me^ siècle comportait de dissolvant et d'antisocial. De cet amas de niaiseries ou de sottises, ils firent une synthèse monstrueuse, et conçurent le projet insensé de la faire servir à la construction d'un ordre social durable ! Rousseau en particulier, l'apôtre de l'anarchie, le laudateur de tous les débordements, l'inventeur du contrat social, le champion de toutes les libertés et de toutes les licences, fut promu au rang de Docteur de la Société Nouvelle. Son influence, qui fut énorme sur les hommes de 1789, n'a pas cessé depuis de s'exercer, et ceux qui aujourd'hui vantent encore l'œuvre révolutionnaire, ne manquent jamais une occasion d'exprimer leur fidélité à sa mémoire. Comme pour l'idéologie révolutionnaire elle-même, on nous dit de lui qu'il n'a pas été compris, ou trahi par ses disciples, laissant entendre par là que sa pensée est encore capable d'inspirer utilement l'ordre nouveau !

Nous assistons là, en vérité, à une bien curieuse entreprise ! Vouloir réhabiliter Rousseau et la littérature révolutionnaire, et

sauver du désastre la Révolution de 1789 elle-même, révèle une contradiction sans précédent dans l'histoire, comme dans l'aspect spirituel, des révolutions européennes du XX^me^ siècle ! Ce monde que nous tenons pour définitivement mort, ce monde qu'à aucun prix nous ne voudrions voir renaître, et que la majeure partie des nations européennes a déjà condamné, n'est-il pas justement celui qui naquit des convulsions de 1789, et s'instaura partout au cours du XIX^me^ siècle, sous l'influence des idées que les armées napoléoniennes traînaient après elles ? Quel que soit l'exemple que nous choisissions, qu'il s'agisse de la Russie, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, ou du Portugal, nous constatons partout le déclin du libéralisme et de tout ce qu'il valut à l'Europe d'institutions vieillies ou en voie de disparition. Il n'est pas une seule des conceptions individualistes et libérales, tant en politique qu'en économie, ou en matière sociale, qui au cours de ces trente dernières années n'ait été critiquée, puis abandonnée.

L'Europe qui est en train de naître sous nos yeux a déjà tourné le dos à ce fatras de doctrines désuètes, dont seul un orgueil puéril pourrait encore nous commander d'être fiers. Rien ne subsistera demain des fausses divinités que nos aïeux adorèrent. Rien ne survivra de cet héritage encombrant, qui, sous prétexte de liberté et d'égalité, permit de créer un monde où fleurirent les antagonismes et les injustices. L'Europe ne sera ni démocratique, ni libérale, ni capitaliste. Elle ne sera elle-même que dans la mesure où elle aura renoncé à être ce qu'elle fut et notre Révolution aura d'autant plus de chance de créer un ordre nouveau que nous aurons plus complètement rompu avec la tradition libérale et égalitaire de 1789 ! Notre réussite, à nous révolutionnaires européens, sera fonction du soin que nous mettrons à nous dépouiller des fausses idéologies qui bercèrent notre jeunesse, et des mythes sans valeur à travers lesquels la réalité finit par nous apparaître déformée.

Si les mots ont encore un sens, auquel nous pouvons nous fier, les quelques fidèles que compte la Révolution de 1789 ne devraient pas rester indifférents devant le nom que portent les Révolutions du XX^me^ siècle. Toutes se qualifient d'anti-libérales, par opposition aux révolutions libérales du XX^me^ siècle, qui furent les filles spirituelles de notre propre Révolution. Ce n'est pas par hasard que

ce qualificatif leur fut donné ! La Révolution nationale-socialiste allemande, la moins inachevée des révolutions européennes, celle pour laquelle, par une curieuse inconséquence, nos admirateurs de 1789 professent le plus profond respect, est un exmple éclatant d'anti-libéralisme. Le national-socialisme est tout entier construit sur des principes, qui semblent être le contre-pied systématique de ceux que l'autre Révolution enseigna au monde ! Il n'y subsiste plus rien qui de près ou de loin rappelle les mythes de 1789 !

La nation allemande est conçue comme une communauté raciale, composée de tous ceux qui sont de sang allemand, et que le sol allemand a nourri. Cette communauté, dont tous les membres sont unis par des liens quasi physiques et biologiques, et par conséquent d'une extrême intimité, c'est un chef qui la dirige, un chef de sa race, nourri par son sol, seul responsable des destinées du peuple allemand. Il ne partage son autorité avec personne ; il est maître absolu de ses décisions, et ne connaît d'autres restrictions à son pouvoir que celles qui lui sont imposées par le souci du bien commun.

Nous serions curieux de savoir comment les apôtres de 1789 et les fils de J.-J. Rousseau se tireraient du petit exercice qui consisterait à concilier cette conception nationale-socialiste de la communauté allemande et du rôle de son chef, avec les thèses de Rousseau sur le contrat social, sur le gouvernement, et les exigences de la volonté générale ? Nous voudrions aussi qu'on nous dise comment en partant de Rousseau, si Rousseau doit rester un des inspirateurs de la Révolution Nationale, nous avons pu assister à l'éclosion d'un ordre social qui est exactement aux antipodes de celui que l'on admire aujourd'hui en Allemagne ! Devons-nous vraiment continuer à invoquer Rousseau et la Révolution de 1789, quand nous savons que nous leur devons la reconnaissance aux Juifs du droit de cité, et qu'on nous obligea, au nom d'un égalitarisme impardonnable, à accueillir au sein de la communauté française, avec des droits identiques à ceux des Français de vieille souche, tout ce que le monde contenait de gens à l'hérédité douteuse, étrangers à notre race, à notre sol et à nos traditions ? Est-ce en invoquant Rousseau et l'égalitarisme libéral, que nous pourrons refaire l'unité raciale de la France, écarter les dangers de métissage, et reconstituer chez nous une communauté française, fondée sur des valeurs que nos prédécesseurs se sont plus à piétiner ?

Et quand nous entendons le chef de l'Allemagne nationale-

socialiste affirmer que « l'intérêt général prime l'intérêt individuel » ou bien que « l'Economie n'est pas au service de l'Individu, mais au service de la Nation», peut-on croire vraiment que c'est chez Rousseau, ses contemporains ou ses continuateurs que le chancelier Hitler a découvert ces formules ? Si nous voulons à notre tour créer une France, capable de vivre sur de tels principes, devons-nous continuer à aller chercher notre inspiration chez ceux qui crurent au dogme ruineux de la primauté de l'individu, et réduisirent la vie sociale à une simple affaire individuelle ?

Y

Nous pourrions pousser plus avant ces comparaisons faciles ! Toutes accuseraient un contraste frappant et sans cesse renouvelé entre les matériaux qu'utilisera la nouvelle Europe et ceux que nous tenons de la tradition révolutionnaire française. Nous ne serons vraiment capables de comprendre cette Europe, et nous ne pourrons à notre tour nous y intégrer que le jour où nous serons convaincus que rien n'est à retenir, sur le plan doctrinal, de tout ce qui de près ou de loin reste lié aux enseignements de 1789. La Révolution Nationale ne peut être en ce sens qu'une contre-révolution ! Elle ne serait qu'un raffistolage sans grandeur, si elle devait tenter de faire revivre dans un ordre nouveau l'essentiel de ce qui fit la bassesse et la laideur de cette France démocratique, morte le 12 juillet 1940. Quoiqu'en pensent les Français révolutionnaires, de bonne foi mais aveugles, qui s'obstinent à vouloir rester les descendants et les continuateurs de ces autres révolutionnaires, et ne peuvent se résoudre à se détacher de ce passé tyrannique, la Révolution Nationale devra se proposer pour premier but, si elle ne veut pas échouer dans sa tentative de refaire une communauté française, d'extirper tout ce qui subsiste encore en nous de cet homme insociable que créa la Grande Révolution !

Il ne suffirait pas en effet de reconstruire artificiellement une communauté française, et de la doter de structures nouvelles, si seuls devaient y vivre des individualistes, et surtout les individualistes forcenés que nous sommes devenus ! Pour être certains que notre jeune communauté, fraîchement rappelée à l'existence, ne courra pas le risque de se désagréger à la moindre crise, encore faudrait-il que tous nous soyons capables de nous y intégrer sans arrière-pensée, en renonçant une fois pour toutes aux préoccupations d'ordre exclusivement individuel qui étaient autrefois les

nôtres ! Nous devrons donc dépouiller le vieil individualiste qui vit en nous, refaire notre âme, et, d'êtres créés spécialement pour mener l'existence des solitaires, devenir des hommes capables de vivre en communauté !

Des esprits qui se croient très forts, et ne sont que stupides, rient lorsqu'ils entendent dire qu'en Russie, les Soviets cherchent à créer l'homme collectif. Les mêmes rient probablement aussi devant la volonté de l'Allemagne d'enfanter un type d'homme nouveau, dont la personnalité soit à la mesure de la nouvelle communauté allemande nationale-socialiste. Au lieu d'user envers de pareils desseins de cette ironie décadante, qui est le suprême refuge des peuples incapables de se repenser eux-mêmes, et de créer, au lieu d'objecter que les hommes seront toujours des hommes et que rien ne les changera jamais, songeons à ce que furent les Français d'autrefois, et à ce qu'ils sont devenus depuis ! L'homme qui aujourd'hui, en 1944, habite le sol de France, n'a plus que très peu de points communs avec ses ancêtres, non pas lointains, mais simplement immédiats ! Celui, dont nous traçions tout à l'heure un portrait qui n'avait rien de caricatural, n'est pas le même que celui qui jadis savait dans la paix goûter les joies de la vie communautaire ! La Révolution en créant une société où l'individu allait être roi, voulut aussi peupler cette société d'une humanité nouvelle : elle voulut que les hommes qui y vivraient fussent eux-mêmes capables de la comprendre et de l'aimer ! Avec leurs vices énormes, et leurs qualités purement négatives, la plupart des Français qui nous entourent appartiennent à ce type d'hommes très particulier, qui aurait fini par n'avoir plus rien d'humain, et fut un être artificiel, fabriqué spécialement pour une société où il était bien entendu que tout devait être ordonné par rapport à l'individu seul.

Nous ne pourrons instaurer un ordre communautaire, que si à notre tour nous apportons tous nos soins à forger une âme française neuve. Refaire la France, ce n'est pas seulement modifier ses structures, politiques, économiques, sociales, c'est encore et surtout faire de nouveaux français, eux-mêmes pénétrés et comme pétris par les idées et la mystique révolutionnaire, et chez qui le sens communautaire soit suffisamment vivant, pour que les contraintes et les disciplines souvent très dures de la vie sociale soient

acceptées par eux sans révolte ni dégoût, et que le renoncement et le sacrifice consentis aux intérêts supérieurs de la communauté leur apparaissent comme les moyens les plus sûrs de se grandir eux-mêmes !

S'imagine-t-on que les Français pourront un jour se consacrer à cet idéal, jusque là inconnu d'eux, et dont on s'était acharné à les écarter, idéal fait de grandeur et d'héroïsme, si on continue à donner pour maîtres à notre jeunesse ceux qui prêchèrent les droits de la conscience individuelle et le débridement des instincts, et tentèrent de prouver aux hommes que la satisfaction de leurs intérêts justifie seule leurs efforts et leurs peines ? Il y a là une contradiction énorme, devant laquelle nous demeurerions confondus, si nous ne savions par expérience combien les puissances du sentiment attachent les hommes à tout ce qu'ils ont aimé et aux êtres comme aux idées en qui ils eurent foi jadis ! Il en est peu parmi eux qui soient capables de brûler ce qu'ils adorèrent, et au fond de leur cœur subsiste toujours quelque coupable tendresse pour des erreurs qui leur furent chères !

Y

Mais nous ne vivons plus en des temps où ces complaisances pouvaient passer pour légitimes, où nous pouvions cultiver en nous cet attrait pour l'erreur encore séduisante. Il s'agit plus que jamais de nos jours d'avoir une pensée droite, de savoir où l'on va, et surtout où l'on conduit les autres ! Celui qui en 1944 se dit national-socialiste n'a pas le droit de considérer encore avec attendrissement les dogmes égalitaires et libéraux qu'en 1789 la Révolution nous proposa ! Nous avons pendant un siècle vécu sur ces abstractions, nous en avons aujourd'hui fait le tour, nous connaissons leur valeur ou plutôt leur malfaisance, et nous savons par expérience qu'une société, si elle veut vivre, est tôt ou tard contrainte de les rejeter !

Le libéralisme révolutionnaire a été pour les nations occidentales une espèce de maladie de croissance, à laquelle aucune ne put échapper. Ce fut une crise inévitable, mais dont nous serions coupables de vouloir prolonger les effets. Nous ne l'éliminerons pas de nos institutions en nous en détournant à demi et comme à regret. Celui qui adhère aux doctrines, qui serviront de fondement à la nouvelle Europe, doit abjurer le libéralisme, et l'en-

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

semble des enseignements de 1789, exactement comme lors d'une conversion on abjure les dogmes de l'hérésie dont on se détourne.

Tout pourrait être remis en cause si nous, qui avons opté pour la Révolution, et voulons que la France connaisse au sein de l'Europe un ordre communautaire et socialiste, pouvions encore être tentés de demander d'être nos guides et nos maîtres à ceux qui brisèrent la vieille communauté française, et permirent ainsi la naissance d'un autre socialisme, celui du Juif Marx, qui ne saurait en rien ressembler au nôtre !

La Révolution nationale et socialiste ne peut être qu'anti-individualiste et anti-libérale ; elle n'aura sa vraie signification qu'en se dégageant radicalement de tout ce qui, de près ou de loin, pourrait rappeler l'autre Révolution.

Nous n'avons, certes, pas l'ambition ridicule et vaine de vouloir restaurer le monde qu'elle détruisit ! Mais si nous savons que le passé ne peut revivre dans le présent, nous savons aussi qu'il existe des principes qui valent pour tous les temps, et ne vieillissent pas ! Quitte à passer aux yeux de certains pour des réactionnaires, quitte à risquer les injures de ces révolutionnaires inconsciemment attachés au plus plat conservatisme, nous restons persuadés que l'Occident ne gagna rien à l'éclosion de l'idéologie libérale ! Il n'est pas de maux qui accablent les sociétés contemporaines qui n'y trouve directement son origine ! Les injustices de l'ordre social qu'elle détruisit, elle ne fit en réalité que les remplacer par des injustices nouvelles plus choquantes et plus intolérables encore, et si nous voulons aujourd'hui que ces injustices disparaissent, nous n'y parviendrons qu'en oubliant tout ce que nous avons appris de ces mauvais éducateurs !

Tant pis pour la gloire que nous valut la Révolution ! tant pis pour les victoires qu'en son nom remportèrent les armées de la République et de l'Empire ! La sagesse nous conseille de ne conserver d'elle que ces souvenirs brillants ! Que les Français en fassent encore l'objet de leurs rêves, mais qu'ils évitent une fidélité plus profonde et n'aillent pas au-delà de ce que commande le culte mesuré des grandes pages de notre histoire !

C O M B A T

Partie générale

La Milice et l'esprit militaire

Une des plus graves conséquences de la « dissidence » réside dans l'écroulement de nos valeurs militaires. Tandis que notre armée est sortie de la défaite, en juin 1940, amoindrie, mais non déshonorée, elle est aujourd'hui méprisée par l'étranger et par les Français loyaux ; quant aux dissidents « pantouflards » de la métropole, s'ils montent pour l'instant au pinacle les officiers et sous-officiers de notre armée d'armistice, fourvoyés dans le « maquis » ou dans les comités dits de libération, ils sont prêts à brûler sans l'ombre d'une hésitation, aux prochains succès allemands, ce qu'ils adorent aujourd'hui ; pour eux, l'armée est un instrument, au service de leurs appétits personnels ; et l'ardeur qu'ils mettent à la défendre est fonction des espérances que leurs ventres placent en elle ; autant dire que leur avis importe peu et que leurs louanges provisoires ne contribuent guère à redresser un prestige bien compromis.

Loin de nous le désir trouble de nous ébattre avec complaisance dans la vase d'un marécage nauséabond ; il y a au sein de la Milice Française bon nombre d'anciens militaires, trop attachés à l'Armée et à ses traditions pour tolérer que l'on confonde une poignée de grands chefs politiciens, nourris à la mamelle du régime défunt, avec cette institution glorieuse, fécondée au cours de notre histoire par le sang des meilleurs de nos pères. Nous estimons au contraire qu'en invoquant cette distinction et en

dégageant les raisons accidentelles de l'abaissement de nos valeurs militaires, nous travaillons à reforger le bouclier à l'abri duquel la France, enfin libérée de l'emprise juive, pourra se consacrer, dans une Europe pacifiée, à sa rénovation nationale et sociale.

ϒ

A LA MILICE, NOUS NE SOMMES PAS ET NOUS NE VOULONS PAS ÊTRE DES ANTIMILITARISTES. — Si le régime que nous désirons instaurer doit prendre sa base dans le peuple, nous ne sommes pas prêts à berner celui-ci en lui promettant l'âge d'or, l'ère de la paix universelle ; nous laissons cela aux démagogues pacifistes de 1936, revanchards de 1943, et défenseurs patentés de notre armée dissidente, à ceux qui faisaient alors inscrire sur les murailles de nos villes les slogans : « A bas la guerre, à bas les deux ans, à bas l'armée » ; nous prétendons au contraire que la vie est par essence un combat et que la pratique des vertus guerrières est indispensable aux peuples qui ne veulent pas mourir. Aussi notre révolution doit-elle viser à la restauration de l'esprit militaire dans le pays : c'est cet esprit seulement que nous voudrions définir dans cette brève étude, nous abstenant d'errer prématurément dans le domaine de l'organisation militaire future.

ϒ

Nombre de miliciens éprouvent encore devant les problèmes militaires des réactions de démocrates ; cette chose se comprend lorsqu'on constate la peine que nous avons les uns et les autres à dépouiller le vieil homme et à vivre intensément notre révolution. Combien de militants, loin de réviser les notions acquises antérieurement à notre défaite, jugent-ils inconsciemment l'armée avec la mentalité de leur service militaire ou avec celle de la drôle de guerre (1). Le terme : armée, évoque souvent en leur esprit, parmi de rares souvenirs de camarades fidèles et de chefs bienveillants, le cadre étouffant de la caserne, la promiscuité de la chambrée malodorante, le troupeau anonyme des matricules,

(1) Chose à noter : les attaques les plus injustes envers l'armée émanent d'hommes trop jeunes pour avoir fait la guerre de 1914-1918.

juxtaposition niveleuse d'individualités hétérogènes mal utilisées, les silhouettes de l'adjudant Flic et du sergent-major Vorace, âmes damnées du capitaine Ronchonneau ; enfin, plus près encore, la vision fugitive de conduites intérieures se glissant le long des routes encombrées pendant l'exode de 1940 et laissant entrevoir au travers d'un amoncellement de bagages, des robes claires de femmes au côté d'uniformes galonnés ; et pour fermer ce triste cortège, un de Gaulle ou un Giraud entraînant vers la dissidence et le déshonneur l'armée française renaissante.

Certains esprits sensibles choqués par ce tableau, nous accuseront de manquer de pudeur et d'insulter bassement notre armée ; qu'ils se rassurent : ce n'est pas sans un serrement de cœur que nous avons enregistré nous-mêmes les attaques dont notre organisme militaire était l'objet ; mais par goût de la vérité et parce que nous voulons aussi tirer enseignements de nos erreurs, nous osons regarder en face une des pages les plus tristes de notre histoire militaire, non pour nous abandonner dans une résignation indignée, mais pour effacer le déshonneur. Ceci posé, il ne faudrait pas croire : d'abord que nous considérons comme justifiées toutes ces attaques, ensuite que les vices constatés condamnent définitivement l'institution ; nous voulons au contraire montrer à nos camarades qu'en dénigrant notre armée systématiquement et sans mesure, ils se conduisent en parfaits démocrates et que leur indignation, accrue démesurément par des généralisations hâtives. masque souvent une répugnance instinctive pour la hiérarchie, l'autorité, l'oubli de soi-même, en un mot pour ce qui constitue le fond de la vie communautaire, telle que nous la concevons.

Il était normal que notre armée de conscription souffrit des tares du régime républicain, démocrate et parlementaire.

L'armée, cette « grande muette », ne devait pas faire de politique ; c'était là un bien et un mal ; un bien parce que la vie politique d'alors était basée sur le système des partis et qu'une ingérence de la part des militaires dans ce domaine, eût entraîné nécessairement la désunion au sein de notre armée ; un mal parce que nos grands chefs militaires, non formés politiquement, devaient être de simples jouets aux mains des gouvernants. Pratiquement. les militaires dépourvus du droit de vote se désintéressaient de la politique ; la majeure partie des cadres subalternes des corps de troupe ou des petits états-majors remplissaient consciencieusement leurs fonctions militaires, comptaient pour trouver place

honorable à l'Annuaire sur la juste appréciation de leurs mérites et sur la chance, se gardaient bien d'afficher telle ou telle opinion, souffraient en silence de l'hostilité ou du mépris dont l'ensemble du pays les gratifiait, savaient faire le moins de cas possible des trop nombreuses recommandations dont les assiégeaient les représentants du peuple, étaient prêts à servir sous n'importe quel régime, pourvu qu'il ne fut pas antimilitariste ; tout se passait comme si le militaire et le civil devaient déployer leurs activités dans des domaines distincts : au civil le soin et le loisir de bâtir la maison France à sa guise, de peindre sa façade en rouge ou en blanc, et de la transformer éventuellement en champ clos pour luttes intestines (1), au militaire la mission de protéger contre l'adversaire extérieur les travaux et les ébats de ses concitoyens ; par contre, certains grands chefs, ou futurs grands chefs, faisant leur noviciat à l'Etat-Major général de l'Armée, accordaient cependant quelque crédit à la politique dans la mesure où son évolution pouvait renforcer la position de l'homme public aux basques duquel ils étaient accrochés. Combien avons-nous vu de chefs de corps brevetés, ayant abandonné pour deux années l'Etat-Major général afin de faire leur temps de commandement, décrire avec force détails à leurs subordonnés du corps de troupe, les beautés du « panier aux crabes » dont ils venaient de s'évader. Cynisme déconcertant, direz-vous. Non pas, simple réaction naïve de gens qui vivaient intensément une époque où les valeurs étaient renversées et où l'honnête nomme, éternelle victime des loups, était un objet de dérision et de mépris.

L'état d'esprit de ces chefs de corps d'occasion se manifestait d'ailleurs dans l'exercice de leur commandement : à leur arrivée, tout feu, tout flamme, ils s'attachaient à donner à leur unité une empreinte personnelle et à en faire leur plus bel ornement ; ce beau zèle durait une année, mais à l'aurore de la deuxième année, il tiédissait ; il s'agissait alors de préparer par de nombreux contacts leur accession à un nouveau poste élevé, à l'Etat-Major ; après avoir manié la cravache pendant un an, ils lâchaient la bride

---

(1) Luttes auxquelles le militaire entendait bien d'ailleurs ne pas participer. A témoin la répugnance instinctive du militaire pour les missions de maintien de l'ordre intérieur ; seule était visée avec faveur la mission d'assurer l'intégrité du territoire national ; même dans l'armée de l'armistice, armée du maintien de l'ordre intérieur, les cadres n'ont pu se faire à cette idée ; c'est une des raisons capitales du désarroi qui n'a cessé de se manifester dans cette armée ; une armée du maintien de l'ordre doit être une armée politique.

à leur monture, ne lui demandant qu'une chose : de bien tourner en rond, sans faux-pas. C'était le deuxième épisode d'un règne bien commencé : l'épisode du « pas d'histoires ».

Si les cadres faisaient fi de la politique, il va de soi que l'instruction civique des hommes était inexistante. Même dans l'armée d'armistice, si l'on mit quelque peu l'accent sur l'instruction morale de la troupe, on négliga systématiquement toute formation civique de celle-ci ; les rares tentatives en ce sens ne furent nullement encouragées et l'ensemble des cadres les considéra avec scepticisme. Dieu sait pourtant si les innovations de toutes sortes fleurirent, si l'on fit alors aisément table rase du passé pour le plus grand profit de quelques grands chefs en veine d'originalité. Mais il était bien difficile de condamner devant la troupe un régime dont bon nombre de grands chefs vivaient encore et de lui demander d'accorder sa confiance et son loyalisme à un gouvernement dont le grand crime — simple prétexte pour beaucoup — était de tenter la réconciliation franco-allemande. Cette armée, dont l'ambition légitime à l'origine était grande, cette armée qui, selon l'expression du Général Huntziger dans son ordre du jour n° 1, « devait s'intégrer dans la nation régénérée » a vécu en permanence sous le signe de l'équivoque ; elle n'a pu se faire un visage et encore moins une âme ; sa démobilisation, si dure au cœur de ses membres, a été la confirmation officielle de sa faiblesse ; il est certain que, si elle avait dû se battre, quel que fût l'adversaire, elle n'aurait pu faire honneur à sa mission. Sans foi politique. l'armée la mieux instruite, la mieux équipée, n'est qu'un fétu de paille aux mains du destin.

Voilà le grand grief que l'on peut imputer à notre armée et encore faut-il noter qu'elle n'en est pas entièrement responsable. Une armée professant une saine doctrine politique n'était pas concevable sous notre régime républicain ; notre organisation politique s'y opposait. Soyons donc justes en disant que la France a eu l'armée qu'elle méritait.

Passons aux autres griefs. On reproche aux militaires d'avoir, dans leur ensemble, méconnu les lois de l'honneur en violant le serment de fidélité qui les liait au Maréchal. C'est malheureusement vrai. Mais il faut distinguer : sont d'abord parfaitement innocents les cadres subalternes qui, outre-mer, ignorants de la situa-

tion, ont cru de bonne foi faire la volonté du Maréchal, en exécutant les ordres de leurs chefs. Ceux qui, dans la métropole, après la démobilisation de novembre 1942, ont abandonné le Maréchal et se sont fourvoyés dans l'armée secrète ou dans les comités de libération sont certainement bien coupables ; *mais la plupart de ceux-ci seraient restés dans la bonne voie si l'influence de leurs chefs, inféodés à l'ancien régime, ne s'était pas exercée sur eux.* Ce sont les chefs de corps issus de l'Etat-Major Général et plus spécialement du 2e Bureau qui sont à la base de ces défaillances.

Y

On pourrait déduire, de la remarque précédente, que l'esprit de discipline a fort bien joué dans notre armée et que cette vertu y était toujours cultivée. Ce serait s'illusionner gravement. Nous prétendons au contraire que depuis 1918 notre armée avait perdu le sens de la discipline, ou plutôt que si l'on comprenait encore sa nécessité, on ne s'appliquait pas pratiquement à la faire régner. Si après novembre 1942, des militaires en congé d'armistice sont passés à la dissidence, ce n'est pas par esprit de discipline vis-à-vis de leurs chefs qu'ils ont agi ainsi, c'est parce que versés dans la vie civile, dépourvus de toute formation politique et victimes d'une équivoque savamment orchestrée pendant deux ans dans la machine militaire, ils ont cédé à l'influence de ces chefs et à l'entraînement de la masse.

Ce qui est certain c'est que dans notre armée d'entre les deux guerres et dans notre armée d'armistice, les ordres n'étaient pas exécutés ; non par mauvaise volonté ou mauvais esprit, certes, mais par inaptitude mentale : les subordonnés qui recevaient un ordre verbal ou écrit étaient d'abord incapables de fixer leur attention sur les termes de l'ordre ; ils l'enregistraient donc mal ; ou bien, une fois l'ordre enregistré, leur esprit s'en distrayait, pour ne plus s'y reporter : alors l'ordre n'était pas du tout exécuté. Ceci était — et est encore — un mal très grave, généralisé : le Français de notre époque est dans l'ensemble inapte à fixer son attention sur un objet déterminé ; nous sommes d'éternels rêveurs ou promeneurs et les dilettantes et les sceptiques sont légion parmi nous.

Mais, objecteront certains, si la discipline était bannie de notre armée, comment expliquer qu'elle ait produit tant d'exemplaires de ce type traditionnel d'adjudant Flic, immortalisé par Courteline. Mais tout simplement par ce fait que, contrairement à l'opi-

nion courante, l'armée d'entre les deux guerres et l'armée d'armistice n'ont pas connu d'adjudants Flic. Si dans l'armée disciplinée d'avant 1914, l'on trouvait couramment l'adjudant Flic, type excessif de sous-officier brutal et borné, nous avons rencontré depuis 1918 un type encore moins réjouissant : l'adjudant Camarade. Si l'adjudant Flic n'avait pas le sens des nuances, était jaloux de son autorité au point d'en abuser et de piquer au vif tel jeune intellectuel aux mains blanches, égaré dans un corps de garde, l'adjudant Camarade, fier de son Brevet supérieur ou même de son baccalauréat, n'a jamais voulu s'abaisser à faire le chien de quartier et à exiger l'exécution stricte des détails les plus humbles du service. Sachant trop quel discrédit la tradition accordait à Flic, et trop soucieux de l'opinion que l'on pouvait avoir de lui, il a voulu se montrer bon prince, large d'esprit et aussi peu « brute galonnée » que possible. Et c'est en partie de cela que notre armée est morte, car cette mentalité n'était pas particulière aux sous-officiers ; elle était générale. La plupart des chefs ne voulaient pas punir parce que l'exercice ingrat de ce droit et de ce devoir exige par les temps qui courent beaucoup d'abnégation, parce que l'on accordait toujours un préjugé favorable à la malheureuse victime ; le slogan de circonstance était : « dans une unité bien commandée il n'y a jamais de punitions » ; ainsi le chef se satisfaisait à bon compte ; et si par aventure, il se décidait à sévir, rarement le sous-officier, encore plus rarement l'officier étaient l'objet de la sanction ; il était plus commode, plus courant, de punir le simple soldat de deuxième classe, en enjambant plusieurs échelons dont la responsabilité n'était pas le moins du monde mise en cause. « Nous crevons de gens intelligents ou qui se croient tels et nous manquons de gens humbles et disciplinés », disait un chef de troupe, quelque temps avant 1939 ; cette boutade reflétait exactement la situation de l'encadrement de l'armée d'alors.

Nous avons essayé par ces quelques notes de décrire impartialement l'état d'esprit de notre armée défunte, d'en montrer les faiblesses et les insuffisances, non pour exercer de stériles critiques, mais afin d'en tirer d'utiles enseignements. Si l'armée investie en 1940 de la haute mission de soutenir le Maréchal dans son œuvre de rénovation nationale a failli à sa tâche, il appartient à la Milice Française de prendre en main et de brandir fièrement le drapeau endeuillé. Un pays tel que le nôtre ne peut vivre sans armée ; mais il faut pour cela que chaque milicien fasse sa révolution intérieure,

qu'il acquierre cette forme d'humanité que notre révolution prétend restaurer et qu'ainsi, la Milice soit au plus tôt l'image en réduction de la communauté française régénérée. Alors du sein de nos Francs-Gardes naîtront les unités de cette armée nouvelle que nous souhaitons tous voir revivre : armée instruite, certes, mais possédant d'abord au plus haut degré les vertus traditionnelles d'honneur et de discipline, armée animée d'une profonde foi politique sans laquelle les armes les plus perfectionnées et les règlements les plus savants ne sont qu'instruments inanimés et grossiers trompe-l'œil, armée où cadres et hommes, unis par une même mystique, ne manifesteront plus par l'isolement réciproque le respect légitime des hiérarchies et des fonctions ni par la familiarité déplacée et le débraillé, les sentiments d'estime ou d'amitié, mais où chefs et subordonnés, artisans d'une même œuvre, fiers de leurs responsabilités et de leurs privilèges, communieront étroitement dans un grand esprit de charité et de respect.

Annexe à l'étude sur la Milice et l'esprit militaire

Un camarade à qui nous avons donné connaissance, avant sa parution, de l'étude intitulée : « La Milice et l'Esprit Militaire », nous communique un extrait du livre : « Le Colonel de la Tour du Pin d'après lui-même », ouvrage écrit par Bossan de Garagnol.

Il y a de troublants rapprochements à faire entre l'état moral de notre armée d'alors et celui de notre armée à la suite de l'armistice de 1940. Laissons parler l'auteur :

« Prisonnier sur parole, la Tour du Pin n'entendait pas plaisanterie à ce sujet, et, à peine interné, il entreprenait une campagne contre le relâchement des traditions et « l'abandon des mœurs militaires. »

Son premier apostolat social fut ainsi celui de l'honneur. Il s'appliquait à entourer, à soutenir ceux de ses camarades qu'il sentait malheureux, hésitants et tentés. Tant bien que mal, il parvenait à maintenir dans le devoir des éléments disparates et bouillants, s'entremettant quand il le fallait auprès du Hauptmann buveur et borné, qui en avait la charge. Sa connaissance parfaite de la langue allemande facilitait à chacun des rapports pénibles. Un noyau de camarades se groupait chaque soir en d'intimes causeries autour de lui et de son ami de Mun. Le Hauptmann se vanta bientôt d'avoir « die feinste Gefangenschaff » (1). Un beau matin, la Tour du Pin apprit qu'il serait dirigé vers l'intérieur. Le Hauptmann lui demandait pour cela un nouvel engagement d'honneur. La Tour du Pin refusa net, disant que n'ayant qu'une parole, et l'ayant donnée, « si elle n'était pas bonne pour le voyage, elle ne valait pas davantage pour Aix-la-Chapelle ». Rien ne put le fléchir.

Il avait espéré que l'autorité militaire passerait outre, et que délié de son engagement, il s'évaderait en cours d'étape, résolu à se servir au besoin du stylet qu'il avait pu se procurer. Mais on

---

(1) Le groupe le plus distingué des prisonniers.

le maintint à Aix-la-Chapelle. En ce temps-là, les prisonniers ne se voyaient pas refuser les nouvelles : celles de France ne leur parvenaient que trop. Avec elles grandissaient la nostalgie de la patrie malheureuse, la douleur de ses divisions, la honte des manquements à l'honneur.

« La capitulation signée entre les chefs des armées belligérantes le 9 octobre, portait que, aussitôt les troupes sans armes conduites en ordre militaire aux lieux indiqués pour chaque corps, les officiers rentreraient librement dans l'intérieur du camp retranché ou à Metz, sous la condition de s'engager sur l'honneur à ne pas quitter la place sans l'ordre du commandement prussien. »

Le 14 novembre, La Tour du Pin pouvait écrire déjà :

« Tous les officiers, à ma connaissance, profitèrent de cette disposition de convenance, mais beaucoup, ignorant sans doute qu'en principe de droit, user volontairement des bénéfices d'un contrat engage à en supporter les charges, et voyant que l'armée prussienne évacuait à la hâte ses lignes d'investissement pour se porter contre l'armée de la Loire, attendirent le moment favorable et purent gagner dès lors sans obstacle le Luxembourg pour se rapatrier ensuite tandis que les soldats et leurs camarades étaient emmenés prisonniers en Allemagne.

« Cette conduite, qui révélait déjà dans notre malheureuse armée, le manque d'unité de sentiment sur le devoir et sur l'honneur, porta bientôt de tristes fruits. Les officiers internés sur parole dans les villes ennemies, comme il est de coutume entre peuples civilisés, apprirent que des camarades, qui s'étaient ainsi séparés d'eux, avaient donné leur rapatriement trop facile pour une prouesse, et étaient élevés à des grades supérieurs dans les armées de la nouvelle formation. Il en était fait de même à l'égard de ceux qui, ayant simplement opté à Metz pour la faculté de rentrer en France sur parole « de ne plus porter les armes contre l'Allemagne, et n'agir d'aucune manière contre ses intérêts jusqu'à la fin de la guerre actuelle » avaient repris du service dans les garnisons éloignées ou même croyaient dégager leur honneur — comme une faiblesse féminine se réhabilite dans un mariage tardif — par l'échange éventuel de quelques officiers allemands qui seraient capturés dans la suite.

« Alors commencèrent, au mépris de l'honneur, les évasions de malheureux officiers dont on ne peut avoir pitié comme hommes autant que honte comme camarades : ils étaient captifs tandis que leurs frères se battaient, et ils voyaient des armes à

reprendre ; ils étaient dénués de tout dans le présent et peut-être dans l'avenir, et ils entrevoyaient une carrière au-dessus de toutes leurs espérances...

« ...Ah ! nous avons bu le calice jusqu'à la lie, et nous savons tous maintenant, — et il faut que la France le sache par nous, — ce que peut devenir la plus belle armée quand, à travers la multiplicité des règlements et serments, l'esprit prétorien et révolutionnaire (1) — car c'est tout un — a travaillé à ce que cette armée perdît les mœurs militaires...

« ...Les souffrances de notre captivité ont été accrues par la déconsidération à la loyauté française. Mais il y a là un signe que nous devons recueillir pour en déduire plus tard le principe de nos efforts politiques : nous nous rappellerons combien les lois développées lentement à travers les siècles par la civilisation sont vite exposées à disparaître sous un retour aux mœurs de la barbarie, lorsque dans une armée à renom jadis chevaleresque, se sont affaiblis l'étude, la réflexion et l'esprit militaire... »

---

(1) Il s'agit de l'esprit particulier de la Révolution de 1789.

Partie technique

A l'occasion des stages à l'Ecole Nationale des Cadres de la Milice, nous avons demandé à nos camarades stagiaires de nous faire part des résultats de leurs études ou expériences. Cet appel a déjà été entendu. Nous donnons ci-après à nos lecteurs :

1° Une dotation-type d'outils et matériels divers pour une trentaine permanente équipée pour le combat de rue ;

2° Un modèle de crochet d'escalade.

Ces études émanent du chef de centaine DUPUY Gabriel, des Basses-Pyrénées.

Dotation d'outils et matériels divers pour une trentaine équipée pour le combat de rues

A) Matériel de la Section de Commandement :

— 2 crochets d'escalade (portés par le chef de la section de commandement et par le secrétaire).
— 1 corde de 5 m. (portée par l'agent de transmission).
— 1 voiture à bras contenant :
1 échelle de 3 m.
20 sacs à terre.
1 madrier de 3 m.
10 piquets de fer de 1 m. 50.
1 rouleau de fil de fer ou de ronce.

B) **Matériel porté par le personnel des dizaines:**

par dizaine :

— 1 corde de 5 m. ; 3 pétards de cheddite ; 3 m. de cordon Bickford ; 3 détonnateurs (portés par le chef de dizaine).
— 1 hache ; 3 pétards de cheddite ; 3 m. cordon Bickford ; 3 détonnateurs (portés par le chef de main).
— 5 pioches modèle 1916 (portées chacune par 1 voltigeur et par le chargeur du FM).
— 1 barre à mine (portée par un voltigeur-ravitailleur).
— 1 masse (portée par un voltigeur-ravitailleur).
— 1 cisaille (portée par un voltigeur).
— 1 pince-monseigneur (portée par le tireur du FM).
— 1 hache (portée par le pourvoyeur du FM).

Soit au total pour les trois dizaines:

— 3 cordes de 5 m.
— 18 pétards de cheddite.
— 18 mètres cordon Bickford.
— 18 détonnateurs.
— 6 haches.
— 15 pioches 1916.
— 3 barres à mine.
— 3 masses.
— 3 cisailles.
— 3 pinces-monseigneur.

MODELE DE CROCHET D'ESCALADE

Il existe des grappins d'escalade, qui placés à l'extrémité d'une corde, peuvent être lancés sur une corniche, sur un balcon, par exemple. Mais ces engins présentent deux inconvénients :

— ils ne s'accrochent pas à coup sûr,

— ils sont bruyants.

Le dispositif dont le schéma est donné à la page suivante permet de fixer la corde d'escalade sans bruit et sans hésitation : il est constitué par une perche formée de 4 tronçons de tube en métal léger (ou en roseau) qui s'emboîtent l'un dans l'autre à la manière des cannes à pêche (fig. I). A l'extrémité « A » de ce support est placé le crochet (fig. 2) ; la douille du crochet doit pouvoir coulisser librement sur la partie A de la perche ; à l'anneau B du crochet est fixée la corde d'escalade. Comme l'indique la fig. 3, la corde comporte à son extrémité supérieure 3 étriers de corde destinés à soutenir les pieds du franc-garde en fin d'escalade, afin de permettre à celui-ci, au terme de l'ascension, de travailler librement (ouverture de fenêtre par exemple). Enfin la fig. 4 représente un dispositif d'arrimage des 4 tronçons de perche pour le transport à dos d'homme.

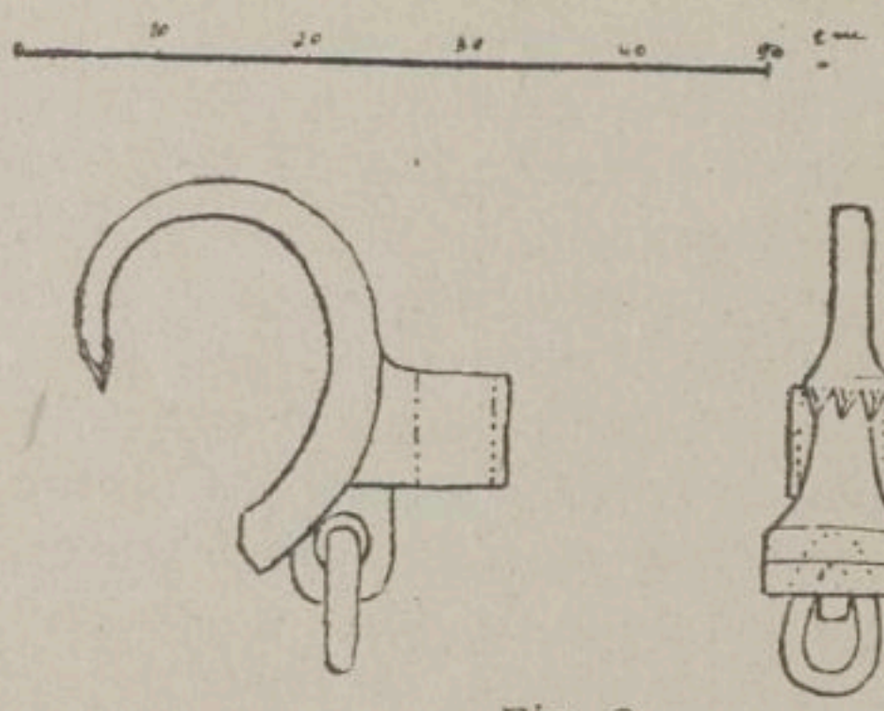


Fig. 2

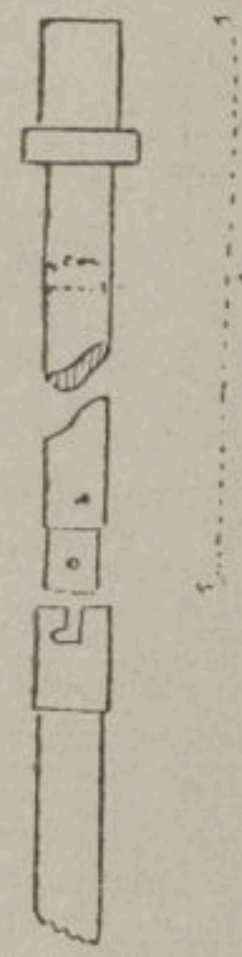


Fig. 1

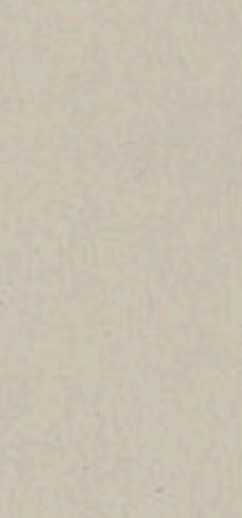


Fig. 3 bis

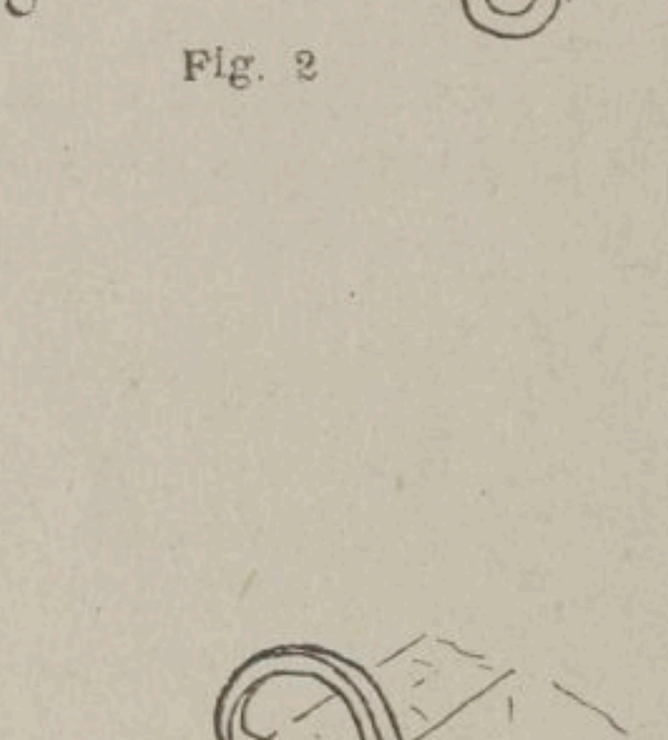


Fig. 3

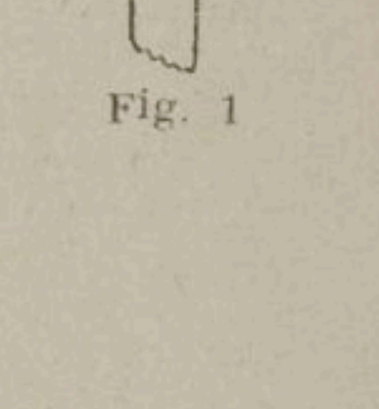


Fig. 4

Armement

Certaines de nos unités sont dotées d'un matériel d'appoint, d'origine anglaise, destiné aux gens du « maquis » : il s'agit de la mitraillette Sten du calibre de 9 mm.

Bien que cet engin, peu robuste, sujet à une usure rapide et presque aussi dangereux pour l'usager que pour l'adversaire, soit, de par sa construction grossière, une arme de propagande plus qu'une arme de guerre digne de ce nom, il est utile que nos francs-gardes connaissent les caractéristiques et les conditions d'utilisation de cet engin.

Aussi nous faisons-nous un plaisir de donner communication à nos lecteurs de la notice qui accompagne ce matériel, lors des parachutages d'armes. A titre d'exercice, ils pourront mettre en œuvre utilement sur ce matériel, la méthode d'étude d'une arme que nous leur avons présentée dans le numéro 1 de notre revue. Nous assurons à cette occasion nos amis Anglais de toute notre gratitude pour l'aide efficace qu'ils nous fournissent ainsi dans notre mission d'instructeurs ; et nous espérons que les prochains parachutages seront pour nous l'occasion d'enseignements nouveaux ; nous ne manquerons pas de les transmettre à nos militants.

MITRAILLETTE STEN (MARK II) CALIBRE (9 mm.) (1)

1. — Description générale.

La mitraillette Sten est une arme très efficace pour le combat de près, mais quoiqu'effective à une assez longue portée, elle ne saurait être substituée au fusil de guerre. L'extérieur n'a pas été fignolé, mais le canon et le mécanisme sont néanmoins de bonne fabrication et assurent le bon fonctionnement de l'arme.

---

(1) Nous ne répondons pas du style « français » des juifs de Londres ; nous transcrivons fidèlement la notice.

2. — **Munitions:**

La mitraillette Sten se charge avec la cartouche Luger 9 mm. (Parabellum). On trouve des munitions de ce type de fabrication américaine, belge, anglaise et allemande.

Quatre chargeurs complets sont fournis avec la mitraillette.

3. — **Montage** (voir fig. I et II).

Pour faciliter l'emballage, la mitraillette est livrée démontée. Ses quatre parties sont :

A) Canon avec cylindre de refroidissement,

B) Corps,

C) Crosse,

D) Chargeur.

Pour assembler A, B et C :

S'assurer que la gaine du chargeur (2) est dans la position montrée sur le dessin, c'est-à-dire horizontale et à angle droit avec le corps de la mitraillette. Tenant le cylindre de refroidissement (1) visser le canon au corps. Si vous éprouvez une résistance, lever le cliquet du cylindre de refroidissement (3). Visser à fond, mais éviter de bloquer.

Ensuite tenant la crosse (c) avec la partie triangulaire perforée (4) en bas, engager le bouton (5) dans la glissière (6) qui se trouve immédiatement derrière et au dessus de la gâchette (7). Appuyer sur le bouton ressort (8) et engager la crosse à fond, c'est-à-dire jusqu'à ce que le bouton s'encastre dans l'orifice correspondant à la crosse.

4. — **Préparations pour armer la mitraillette:**

Ramener le levier d'armement (9) jusqu'à ce qu'il soit en face du cran de sûreté (10). Le lever et le tourner à gauche jusqu'à ce qu'il s'engage dans le cran de sûreté. La mitraillette est maintenant en état de sûreté.

Vous décidez maintenant si vous désirez tirer coup par coup ou par rafales. Pour tirer par rafales, appuyer sur le bouton A situé

sur le côté droit de la mitraillette (11). Pour le coup par coup, appuyez sur le bouton R situé sur le côté gauche. On recommande le coup par coup, car le tir est plus juste et plus économique. Quoique l'on doive appuyer sur la gâchette pour chaque coup, avec un peu de pratique, l'on arrive à une cadence rapide de tir. Si la mitraillette est sur « automatique », il faut se rappeler que si l'on maintient le doigt sur la gâchette il en résulte que l'on décharge le contenu du chargeur. On peut naturellement assurer le contrôle de l'automatique en appuyant et lâchant rapidement la gâchette, mais ceci demande beaucoup de pratique.

Avec la main gauche insérer un chargeur dans la gaine (2), s'assurant que les balles sont en direction de l'avant. Engager le chargeur à fond et s'assurer qu'il est retenu en essayant de le retirer. Les chargeurs fournis sont déjà chargés. Pour les recharger voir les instructions pour se servir de l'appareil à charger (fig. IV).

Avec la main gauche, dégager le levier d'armement du cran de sûreté et le laisser s'engager en avant jusqu'à ce qu'il soit dans la position armée. La mitraillette est maintenant prête pour tirer.

En tirant, la main gauche doit tenir le cylindre de refroidissement (1), le pouce et l'index tenant fermement la face antérieure. Les doigts ne doivent pas être en contact avec l'éjecteur (12). NE JAMAIS TENIR LA MITRAILLETTE par le chargeur. La main droite serre la crosse comme avec un fusil.

Après avoir tiré, ramener le levier d'armement dans le cran de sûreté (10). Enlever le chargeur en appuyant sur le cliquet (13) et en tirant vers l'extérieur. Examiner la chambre pour s'assurer qu'il n'y a pas de balle, puis ramener le mécanisme vers l'avant.

5. — **Pour viser** (voir fig. III).

En tirant sur une cible, le bout du guidon (14) doit être en ligne avec la partie inférieure de la mouche. Avec l'œil vous concentrer le guidon dans la hausse (15). Si vous tirez sur un homme, de préférence visez la taille.

6. — **Pour démonter:**

Enlever le chargeur (D) en appuyant sur le cliquet (13) et en tirant le chargeur vers l'extérieur. Enlever la crosse (C) en appuyant sur le bouton ressort (8) et en glissant la crosse vers le bas jusqu'à ce qu'elle soit dégagée de la glissière (6).

Enlever le mécanisme (16) en appuyant sur le godet retenant le ressort de récupération en le tournant jusqu'à ce qu'il soit libéré. Retirer le godet et le ressort. Ensuite appuyer sur la gâchette et ramener le mécanisme (16) vers l'arrière. Retirer le levier d'armement quand il sera en face du cran de sûreté. Lever le canon et le mécanisme sortira tout seul.

Pour enlever le canon, lever le cliquet (3) et tourner la gaine du chargeur vers le bas. Dévisser le cylindre de refroidissement et enlever le canon.

Rassembler dans l'ordre inverse.

7. — **Incidents du tir et leurs remèdes:**

a) *Arrêt d'alimentation.* — Mettre le levier d'armement dans le cran de sûreté. Replacer la première cartouche dans le chargeur, c'est-à-dire avec le bas de la douille contre l'arrière du chargeur, et puis l'éliminer. Replacer le chargeur, remettre le levier d'armement en position et continuer de tirer.

b) *Mauvaise éjection.* — Mettre le levier d'armement dans le cran de sûreté. Enlever le chargeur. Retirer la douille pour voir s'il n'y a pas de balle dans le canon. S'il y a une balle, la dégager en secouant jusqu'à ce qu'elle tombe, remettre le chargeur et continuer le tir.

c) *Défaut de percussion.* — Armer le levier, éjecter la cartouche défectueuse et continuer le tir.

d) *Douille éclatée.* — Mettre le levier d'armement au cran de sûreté. Retirer le chargeur. Sortir la douille éclatée, s'assurer que la balle n'est pas dans le canon. Remettre le chargeur et continuer le tir. Si pour quelque raison la mitraillette ne fonctionne pas, examiner la culasse et la chambre, pour voir s'il n'y a pas de poussière ou autre matières et finalement voir s'il n'y a pas de pièces brisées.

8. — **Soins et nettoyage.**

a) Avant de tirer, enlever toute huile ou graisse qu'il pourrait y avoir sur la culasse ou dans le canon.

b) Après avoir tiré, enlever le canon et le nettoyer avec une baguette ou un écouvillon. Nettoyer le mécanisme et toutes les parties pouvant être souillées. Huiler le canon et essuyer les autres parties avec un chiffon gras.

9. — **Magasinage.**

Si la mitraillette doit être rangée pour un délai assez long sans soin, bien la graisser extérieurement et intérieurement (vaseline ou huile de moteur). Envelopper dans du papier gras et mettre à l'abri de l'humidité. Ne pas oublier de la nettoyer avant usage.

Les chargeurs doivent être emmagasinés VIDES.

10. — **Appareil pour remplir le chargeur** (fig. IV).

Pour remplir le chargeur, mettre l'appareil sur le chargeur de façon que le cliquet (f) entre dans la fente (g). Placer les 4 doigts de la main gauche sur le levier (a) de façon que l'annulaire soit dans le trou (b) dans le levier et l'index sur le point (c). Baisser le talon (d) sur lequel l'auriculaire est placé et insérer une cartouche, douille en avant, dans l'ouverture (e) avec la main droite. Lever le levier avec l'annulaire et pousser pour insérer une nouvelle cartouche. Répéter jusqu'à ce que 28 cartouches aient été chargées. Le chargeur peut être chargé à la main si l'on n'a pas d'appareil. Voir que les munitions soient propres avant de charger.

MITRAILLETTE STEN (MARK II)

CALIBRE (9 mm.)

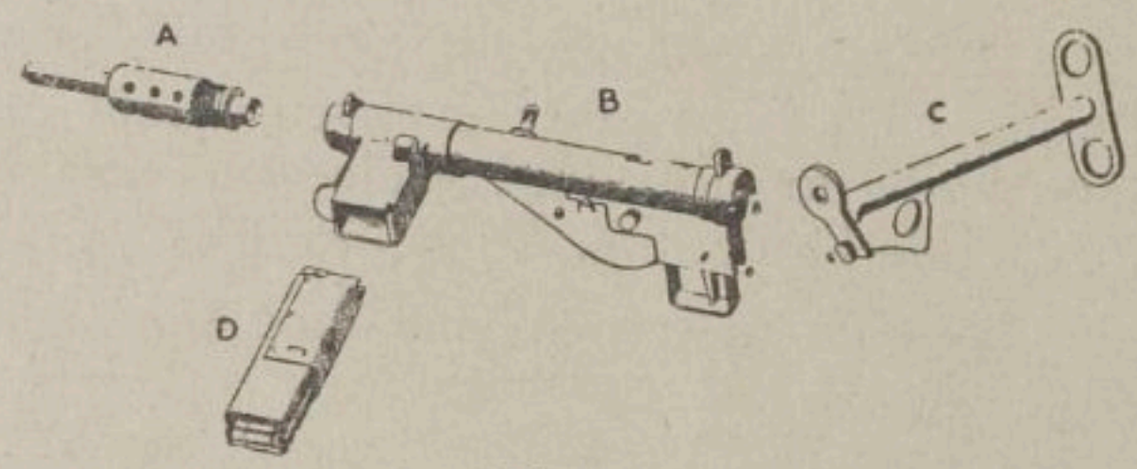


Fig. 1

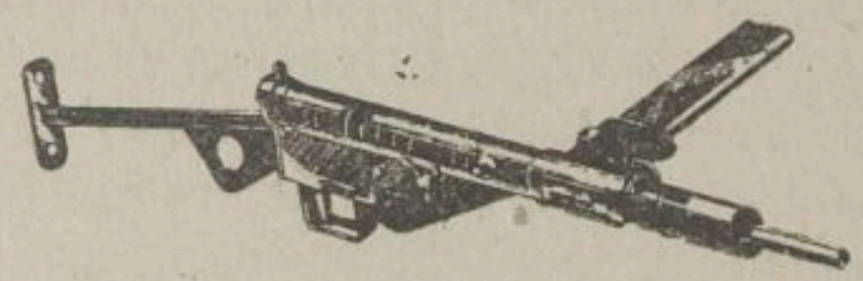


Fig. 2

Fig. 3

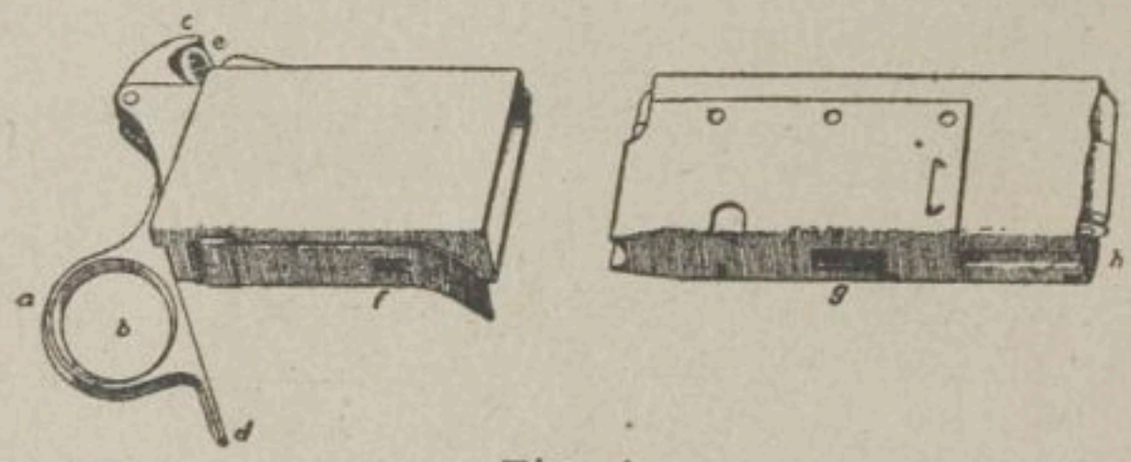


Fig. 4

Partie tactique

Progression de la trentaine isolée dans une localité - Combat de rues

Nous avons examiné dans le numéro précédent les caractères du combat de rues, et les facteurs qui président à l'élaboration de *l'ordre*.

Sans nous attarder à de plus amples considérations, nous passons immédiatement à la pratique en traitant le sujet dans le vif.

Avant d'aborder le combat proprement dit, notre trentaine aura à rejoindre le lieu des opérations en progressant, presque toujours, dans des conditions d'insécurité, même lorsqu'elle sera éloignée du lieu du combat. Aussi nous faut-il étudier dès à présent les conditions dans lesquelles pourra s'effectuer cette progression.

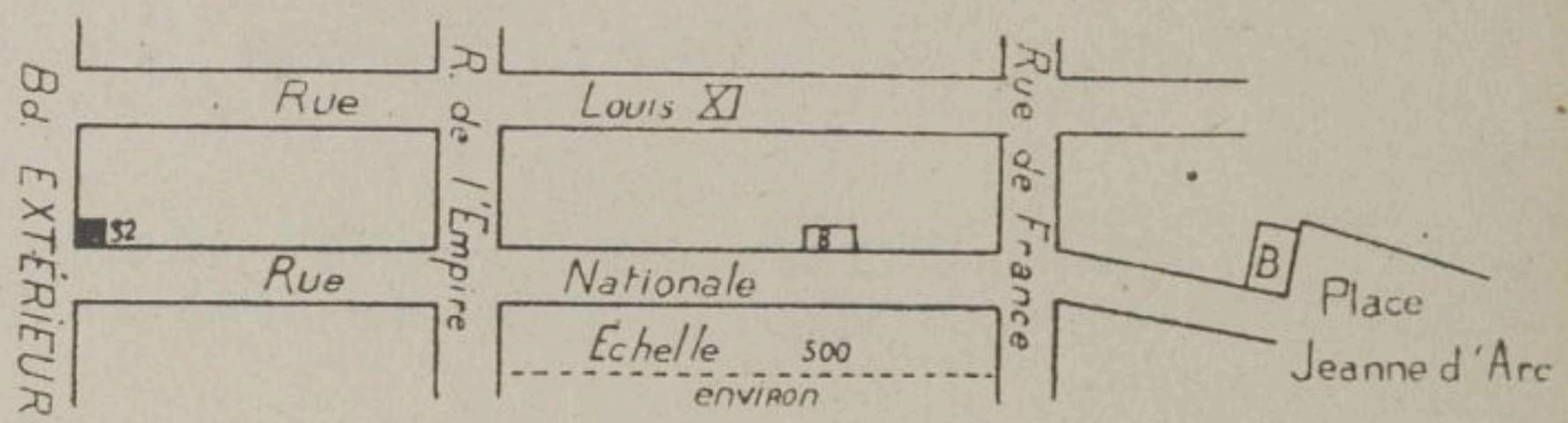
C'est pourquoi nous avons choisi pour le thème de combat de rues « la progression de la trentaine isolée dans une localité ».

Nous traiterons le problème sous la forme d'un cas concret type de progression. Il sera par la suite aisé à nos militants d'appliquer aux divers cas particuliers qui pourraient se présenter à eux la méthode de résolution des cas concrets de combat que nous comptons illustrer à l'occasion du présent exercice (1).

(1) Méthode exposée dans le N° 1 de la Revue

A) SITUATION DE BASE :

Ordre est donné à notre trentaine de se rendre du boulevard Extérieur à la place Jeanne-d'Arc, sur laquelle se trouve la Préfecture, dont elle devra assurer la défense. Toutes directives lui seront fournies sur ce dernier point par le Préfet, en accord avec le chef départemental.



Cet ordre reçu par le chef de trentaine, le 3 février, à 8 h. du matin au P.C. de trentaine (n° 32, boulevard Extérieur), précise que la mise en place à la Préfecture devra être terminée pour 11 heures du matin, le même jour.

Les précisions suivantes définissent la situation dans laquelle nous devons opérer.

1° *ENNEMI :*

A la suite d'un débarquement allié dans la région et du départ des troupes occupantes, la ville, ancien fief radical-socialiste est en état d'insurrection depuis 4 h. du matin.

Certains points vitaux, comme la Préfecture, la Poste, défendus jusqu'ici par des forces de police, n'ont cependant pas été occupés par les insurgés, dont le P.C. est à la Mairie.

Plusieurs personnalités collaboratrices du Gouvernement ont été passées par les armes ; il semble qu'une action énergique de notre part doive cependant faire entrer la masse dans l'ordre.

Le quartier boulevard Extérieur, place Jeanne-d'Arc, qui nous intéresse, est jusqu'ici resté calme.

a) *Milieu humain :* La foule amorphe a été entraînée par des meneurs communistes, parfaitement organisés. Elle est par principe opposée au régime qu'elle subit depuis plusieurs années.

b) Inobservation des lois : La masse gagnée d'office à la cause des meneurs, espère fermement en une « libération » du pays et en l'instauration d'une X[e] République... Sans autre réflexion elle est persuadée que ses « libérateurs » châtieront les partisans du régime actuel, que donc les lois maintenues ou instaurées par ce régime, sur la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, les droits d'association et de réunion, le droit de propriété, voire le respect de la vie d'autrui, seront désuètes et sans valeur.

2° *TERRAIN :*

Nous sommes dans une ville ouvrière de 30.000 habitants environ, ancien fief radical-socialiste.

Les rues dans lesquelles nous aurons à progresser sont bordées d'immeubles de rapport de 3 à 5 étages. Elles sont de largeur moyenne. A la hauteur du carrefour « rue de France », « rue Nationale », la rue Nationale s'infléchit sur la droite, cachant à notre vue la place Jeanne-d'Arc.

3° *MOYENS A NOTRE DISPOSITION :*

Une trentaine à effectif et armement conventionnels, à savoir :

Le Chef ..... disposant d'une mitraillette.
L'Adjoint au Chef .. disposant d'une mitraillette.
L'Agent de liaison .. disposant d'un pistolet.
1re dizaine ..... disposant d'une mitraillette (Chef), d'un FM, de mousquetons, pistolets, grenades.
2e dizaine ..... disposant d'une mitraillette (Chef), d'un FM, de mousquetons, pistolets, grenades, plus d'une charrette à bras portant les outils, les écritaux et les munitions de réserve et explosifs.
3e dizaine ..... disposant d'une mitraillette (Chef), d'un FM, de mousquetons, pistolets, grenades.

Y

En fonction de cette situation de base, nous allons discuter les éléments de notre décision, à savoir :

Mission — Ennemi — Terrain — Temps — Moyens.

B) *DISCUSSION DU PROBLEME :*

1° Tout d'abord, quelle est notre *Mission ?* Nous rendre du boulevard Extérieur à la Préfecture, pour la défense de laquelle nous recevrons des ordres du Préfet, en accord avec notre Chef départemental.

Nous ne prévoierons pas pour l'instant l'installation défensive dans la Préfecture, car cette étude ne pourra se faire utilement que sur place. Par ailleurs, ordre nous a été donné de progresser de A à B. Et non point de nous « accrocher » à tout ennemi que nous pourrions rencontrer sur notre route, à moins qu'il n'entrave notre progression et que nous ne puissions l'éviter.

Aucune diversion, aussi tentante soit-elle, ne devra donc nous détourner de notre mission.

2° *Quel est l'ennemi ?* Une population surexcitée, encadrée par des professionnels de l'émeute. Aucun quartier à attendre de ces derniers en cas de prise de contact. Mais la foule pourra cependant être impressionnée par notre attitude énergique et disciplinée. Nous devrons donc veiller sur celle-ci, afin de dégager une impression de force, qui aura pour effet de faire rentrer cette foule dans l'ordre après que nous aurons annihilé les meneurs. Ceci sans pitié inutile. Il faudra pour cela, non plus s'appuyer sur des règlements de police devenus périmés, mais tenir compte de l'inobservation des lois par la masse, et des dangers qu'elle entraînera pour nos hommes durant les opérations à venir.

Par ailleurs il ne faudra pas perdre de vue notre mission, qui est de *progresser,* et non de combattre ; le combat ne devra être engagé que dans la mesure où l'ennemi s'opposera à notre progression de façon telle qu'elle soit rendue impossible, et encore dans la stricte mesure nécessaire à la reprise de cette progression ;

la rapidité de notre marche sera d'ailleurs vraisemblablement facilitée, puisque le quartier à traverser n'a pas jusqu'ici été troublé.

Aussi comptons-nous exécuter notre déplacement *en un seul bond* du boulevard Extérieur à la place Jeanne-d'Arc.

3° Dans quel *terrain* évoluerons-nous ? Notre progression s'effectuera dans une artère courbe, de largeur moyenne, bordée d'immeubles de rapport de 3 à 5 étages, sur une profondeur de 1.500 m. environ.

Notre vue sera donc limitée sur l'avant, et, à plus forte raison, sur les côtés. Il nous faudra surveiller particulièrement les soupiraux, les toits, les fenêtres, d'où pourraient partir les coups de feu, en fixant plus particulièrement notre attention sur celles qui seraient ouvertes : ces dernières nous apparaîtront immédiatement comme suspectes, puisqu'en période de guerre civile nous imposerons aux habitants de laisser portes ouvertes et volets fermés.

Nos hommes ne devront pas être groupés, afin d'offrir le minimum de vulnérabilité au tir des ennemis dissimulés dans les maisons ou sur les toits. En cas de besoin, les portes ouvertes pourront constituer un excellent abri provisoire, en attendant le bond suivant.

L'étude de ce terrain nous permet de nous rendre compte qu'en cas d'interdiction de notre itinéraire par l'ennemi, il nous sera possible de varier l'itinéraire : la disposition des rues avoisinantes (rue de l'Empire, rue Louis XI, rue de France) rend aisé ce mouvement éventuel.

4° De combien de *Temps* disposerons-nous ? Nous avons trois heures pour mener à bien notre mission, y compris l'installation défensive initiale à la Préfecture. Si aucune difficulté ne nous retarde, ce temps sera plus que suffisant. En effet, prenons le problème par la queue :

— Durée probable de l'installation défensive à la Préfecture: 30' (qui doit être réalisée à 11 heures) ;

— Durée de la progression de notre point de départ à la Préfecture (en supposant que rien de sérieux ne nous arrête : 30'.

Soit au total : 30 minutes + 30 minutes = 60 minutes.
Marge de garantie pour incidents possibles : 1 heure.
Donc départ à 9 heures au plus tard.

L'ordre nous étant parvenu à 8 heures, le Chef de trentaine aura donc 1 heure environ pour :

— élaborer sa décision,
— donner ses ordres.

C'est amplement suffisant à l'échelon considéré.

5° De quels *Moyens* disposons-nous ? Nous disposons d'une trentaine à effectif et armement normaux (voir plus haut).

Nous supposons par ailleurs que le moral et l'état physique de nos hommes sont satisfaisants et que le Chef de trentaine dispose de Chefs de dizaine suffisamment dressés pour qu'il n'ait pas à s'immiscer dans leurs attributions.

Y

Voici donc examinés rapidement tous les facteurs dont il nous faudra tenir compte pour prendre notre décision.

En conclusion de cette étude, le Chef de trentaine est en mesure de préciser son idée de manœuvre :

« Progresser hardiment selon l'itinéraire imposé, en un seul bond et en se couvrant dans toutes les directions ; en cas de rencontre d'éléments légers ennemis, les refouler ; en cas de rencontre d'éléments puissants, les déborder, en évitant d'être accroché par eux. »

Y

C) *ORDRE*

1° *SITUATION :*

La ville de 30.000 habitants est en état d'insurrection. Il ne faut attendre aucun quartier des rebelles, en raison de la personnalité des meneurs communistes qui l'encadrent. Nous ne sommes plus couverts par les lois hier encore en vigueur. La zone que nous avons à traverser est toutefois jusqu'ici restée calme.

2° *MISSION DE LA TRENTAINE :*

Se rendre du n° 32 du boulevard Extérieur à la Préfecture, située place Jeanne-d'Arc, pour en assurer la défense. La mise en place de la défense doit être réalisée pour 11 heures.

3° *IDEE DE MANŒUVRE DU CHEF DE DIZAINE :*

Progresser hardiment selon l'itinéraire imposé, en un seul bond et en se couvrant dans toutes les directions. En cas de rencontre d'éléments légers ennemis, les refouler.

En cas de rencontre d'éléments puissants, les déborder, en évitant d'être accroché par eux.

4° *MODALITES D'EXECUTION :*

a) *Dispositif et répartition des missions :*

— 1re *dizaine* (pointe avant de la formation) :

Progresser sur le trottoir de gauche, par mains successives, main de voltigeurs en tête (1).

En cas de coups de feu provenant : 1° des soupiraux du trottoir de gauche : neutraliser à la grenade ;

2° du trottoir de droite ; neutraliser au mousqueton, à la mitraillette ou au FM, suivant l'importance ;

3° des étages du trottoir de gauche, laisser à la dizaine marchant sur le trottoir d'en face le soin de neutraliser.

Tout ceci sans interrompre la progression.

Interdiction de déclencher le tir sans ordre du Chef de dizaine.

---

(1) A titre d'indication nous donnons ci-après l'ordre de marche et les missions de surveillance de la dizaine. Ce dispositif n'a pas à figurer dans l'**Ordre** aux chefs de dizaine, lesquels sont tenus de connaître leur métier :

	Mission de surveillance :
1° En tête, chef de dizaine	en avant.
2° Voltigeur de main	soupiraux de gauche.
3° Voltigeur de main	fenêtres rez-de-chaussée et portes de gauche.
4° Voltigeur de main	soupiraux de droite.
5° Voltigeur de main	fenêtres rez-de-chaussée et portes de droite.
6° Chef de main	l'ensemble.
7° Fusil-mitrailleur	néant.
8° Chargeur	fenêtres 1er étage de droite.
9° Pourvoyeur	fenêtres 2e étage de droite.
10° Voltigeur ravitailleur	fenêtres étages supérieurs de droite.
11° Voltigeur ravitailleur	toits et lucarnes de droite.

N'interrompre la progression pour se réfugier provisoirement dans les portes cochères que sur mon signal (un coup de sifflet bref) ; en sortir toujours sur mon signal (2 coups de sifflet brefs).

— 2e *dizaine* (pointe droite du triangle) :

Même formation et même mission que la 1re dizaine, mais sur le trottoir de droite. Le Chef de dizaine se trouvant au niveau du dernier voltigeur de la 1re dizaine. Les missions de surveillance étant évidemment inversées.

— 3e *dizaine* (pointe arrière du triangle) :

Même formation de la 1re dizaine, mais avec la main de fusiliers en tête, celle des voltigeurs en queue. Mission de surveillance des arrières et de couverture. Le Chef de dizaine, marchant en tête de la dizaine, marchera sur le trottoir de gauche, au niveau du dernier voltigeur de la 2e dizaine.

Voiture de ravitaillement et de munitions de réserve : traînée par les deux voltigeurs-ravitailleurs de la 3e dizaine, entre la 1re et la 3e dizaine.

b) *Place du Chef de trentaine-adjoint :* sur le trottoir de gauche, en serre-file ;

c) *Place du Chef de trentaine :* sur le trottoir de gauche entre la 1re et la 3e dizaine, au niveau de la voiture de ravitaillement ;

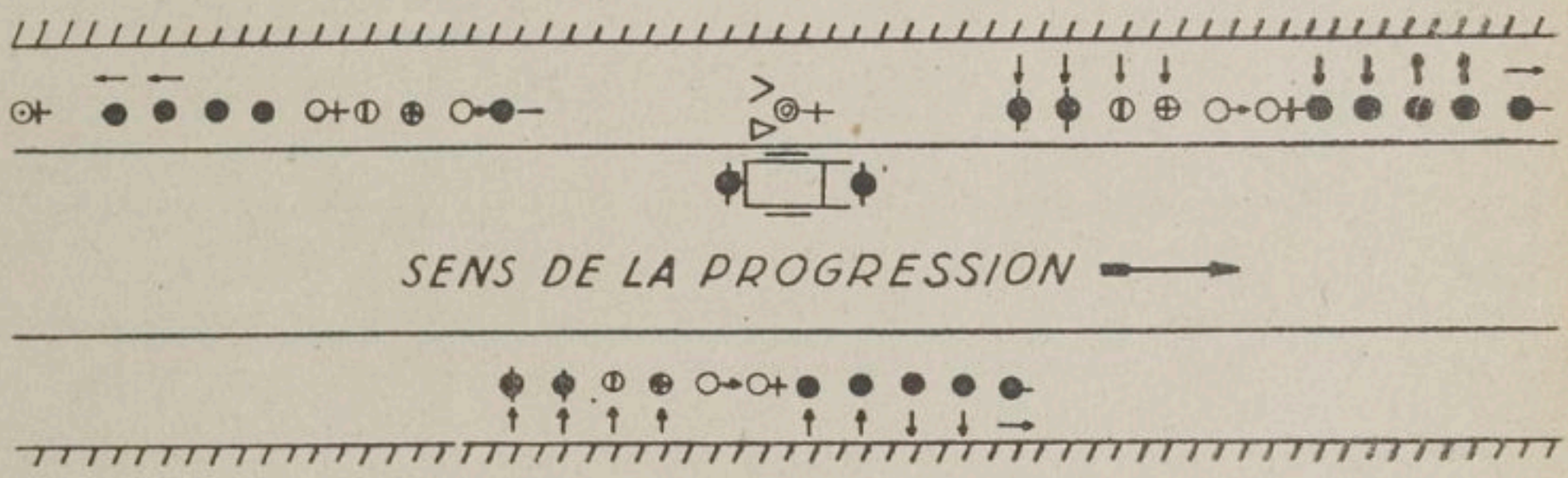
d) *Mesures d'ordre sanitaire :* les blessés seront confiés à la 3e dizaine, qui les chargera au besoin sur la charrette de ravitaillement ;

e) *Heure de départ :* du 23, boulevard Extérieur, vers 8 h. 45. à mon signal.

On remarquera que toutes les formes de type « essayer », « si possible », etc... ont été bannies au même titre que « à tout prix », « coûte que coûte », « absolument », etc...

Le terme ordre est suffisamment clair en soi, pour qu'il n'y ait pas besoin de formules lénitives ou catégoriques pour en atténuer ou en renforcer la portée.

DISPOSITIF DÉTAILLÉ DE PROGRESSION DE LA TRENTAINE



Légende :

- Chef de trentaine
- Chef de trentaine-adjoint
- Chef de dizaine
- Chef de main
- Tireur F. M.
- Chargeur
- Pourvoyeur
- Voltigeur ravitailleur
- Voltigeur
- Agent de transmission
- Directeur de Surveillance
- Observateur

INFORMATIONS

De la dissidence bourgeoise et bien pensante au bolchevisme

Tout a été dit déjà sur la stupidité des hommes, leur orgueil, et leur obstination à persévérer dans l'erreur. Les événements auxquels nous assistons depuis quelques mois nous valent de nouvelles manifestations de cette bêtise diabolique, qui étreint les hommes, et plus particulièrement les Français, jusqu'à anéantir leur intelligence et les laisser désarmés et sans réaction devant les outrances d'une propagande étrangère, dont l'extraordinaire réussite ne semble pouvoir s'expliquer que par le souverain mépris qu'elle cultive envers ses auditeurs.

Nous sommes depuis un an les spectateurs d'une évolution politique aussi claire que possible, et qui à force de se renouveler et de se répéter chaque jour, devrait finir par impressionner les plus bornés et les plus aveugles des Français ! Cette réalité, ce fait capital, qui domine toute la politique actuelle et notre époque elle-même, et fait de tout ce qui n'est pas lui un événement forcément secondaire et sans intérêt, c'est le rôle chaque jour plus envahissant, que joue la Russie au sein de la coalition dressée contre l'Allemagne nationale-socialiste par les forces du judaïsme international.

L'Angleterre la première perdit pied et dut abandonner aux Etats-Unis le droit de parler au nom des Alliés. Puis les nations anglo-saxonnes se virent toutes deux supplantées à leur tour par la Russie, le jour où il apparut évident que seule cette dernière pouvait être pour le Reich un adversaire sérieux. Sa puissance guerrière et les succès qu'elle remporta sur les Allemands, lui permirent de s'octroyer la première place dans le trio, et surtout d'exercer sur ces deux partenaires un chantage constant, auquel dès l'origine les autres furent incapables de répondre autrement qu'en souscrivant à toutes ses volontés. La situation est telle aujourd'hui, que les Soviets sont les maîtres absolus de la coalition et contraignent bon gré mal gré l'Angleterre et les Etats-Unis à jouer leur propre jeu.

Nous n'avions pas besoin certes, de l'expérience des faits, pour nous convaincre du caractère inéluctable de cette évolution ! Le judaïsme s'étant trouvé être, dès les premiers jours du conflit, le seul lien véritable existant entre les membres très divers de la conjuration anti-nazi, il était inévitable que la Russie des Soviets fut conduite à prendre la Direction des opérations, et à dominer les autres conjurés, réduits au rôle subalterne de brillants seconds.

Le bolchevisme stalinien — le comprendra-t-on un jour ? — n'est rien d'autre que le triomphe du judaïsme sous sa forme à la fois la plus redoutable et la plus repoussante. Il symbolise la victoire juive totale, et c'est à ce titre qu'il jouit d'un préjugé favorable de la part de tous ceux qui en ce monde ont subi l'influence du matérialisme juif, même lorsque ce dernier s'exprime sous une forme apparemment opposée, même et surtout lorsqu'il s'incarne dans les aspirations du haut capitalisme. Il n'entre pas dans nos intentions de revenir sur ce problème capital des liens existant entre les deux Internationales, que nous avons déjà traité dans une de nos précédentes études. Bornons-nous aujourd'hui à constater ce phénomène tel que nous le révèle l'expérience : l'Angleterre et les Etats-Unis ont abandonné à la Russie la direction de la coalition. Elles ont abdiqué devant cette alliée qui les domine et accepté de se mettre elles-mêmes au service des seuls intérêts bolchevicks. Les nations anglo-saxonnes, impuissantes et comme médusées, assistent impassibles à une entreprise qui les dépasse. Autrefois championnes de la démocratie, pour laquelle elles ont fait la guerre, on croirait aujourd'hui qu'elles se sont proposés pour but la bolchevisation de l'Europe et du monde, et résignées une fois pour toute à n'être que les exécutants des desseins soviétiques !

***

Cette impuissance de l'Angleterre et des Etats-Unis à opposer la moindre résistance aux exigences de la diplomatie russe, a comme il fallait s'y attendre, réagi sur les divers mouvements de dissidence qui sont nés au sein des nations vaincues par l'Allemagne.

Après chacune des victoires de l'Allemagne, l'Angleterre a favorisé la création de gouvernements qualifiés de « libres », réduits le plus souvent à un groupe d'émigrés, installé sur son propre territoire. Lorsque les Etats-Unis entrèrent en guerre, ils reconnurent à leur tour ces gouvernements inconsistants et symboliques, qui manifestaient la volonté des nations anglo-saxonnes de maintenir intacte envers et contre tous la fiction d'une coalition anti-nazie de tous les peuples vaincus, mais non résignés. Conservèrent ainsi leur rang d'alliés, des pays, qui en fait avaient disparu, en tant que nations indépendantes. D'autres qui avaient accepté de signer des armis-

tices, et qui malgré l'occupation allemande restaient indépendants, se voyaient dotés par l'Angleterre de gouvernements dissidents, décidés à continuer la lutte à ses côtés.

La Pologne, première victime de la croisade dont le Royaume-Uni s'était fait le champion, fut aussi la première à posséder un gouvernement émigré, qui siégea d'abord chez nous, puis s'installa à Londres, lorsque vint notre tour de connaître les malheurs de la défaite. La France sans gouvernement dissident officiellement reconnu, continua à figurer aux côtés de l'Angleterre, grâce au groupe de juifs et de francs-maçons, qui, au lendemain de l'armistice suivit de Gaulle dans sa trahison. Plus tard, la dissidence d'Afrique du Nord, dont Giraud prit la tête, aboutit à la création du Comité d'Alger, seconde incarnation de la « France Libre », dont, avec certaines restrictions, on affecta aussitôt de croire qu'il était le gouvernement légitime de la France. Lorsque la victoire allemande s'étendit sur les Balkans, la Yougoslavie et la Grèce, bien que totalement occupées et militairement anéanties, n'acceptèrent pas d'armistice. Leurs rois suivis d'un groupe de fidèles, s'installèrent en territoire britannique et affirmèrent leur intention de continuer la guerre.

A ces gouvernements émigrés, à ces groupes de dissidents plus ou moins officiellement reconnus, l'Angleterre fit des promesses. Elle leur conserva le titre d'alliés et pris envers eux l'engagement de « libérer » leur pays. Cet engagement ne pouvait rien signifier d'autre que la restauration après la défaite de l'Allemagne, de l'indépendance des vaincus et le rétablissement à la tête des affaires de ceux qui acceptaient de rester fidèles à l'alliance anglaise.

Pendant que les gouvernements des nations vaincues quittaient le territoire national et acceptaient de la part de l'Angleterre une protection qui rapidement devait se transformer en tutelle, à l'intérieur même des pays occupés militairement par l'Allemagne, apparaissaient les mouvements de résistance. Leur but était de continuer en partisans une guerre, désormais impossible par d'autres moyens, de créer aux occupants le maximum de difficultés et de mettre en place une organisation secrète de défense, prête à fonctionner le jour où la « libération » deviendrait effective.

Ces mouvements de résistance restaient en liaison, soit avec les gouvernements émigrés, soit avec les chefs de la dissidence, installés en territoire étranger. Ils devaient seconder leur action, entretenir à l'intérieur une atmosphère de guerre civile, et empêcher les populations de se résigner à la défaite et à l'occupation. De son côté, l'Angleterre fournissait armes et matériel de guerre, et faisait face en outre aux dépenses de l'entreprise.

L'Angleterre en créant, puis en soutenant tant sur le plan militaire que sur le plan financier, les mouvements de résistance ou de « libération » spéculait sur les sentiments les plus légitimes et les plus respectables. Réactions nationales et patriotiques, révolte instinctive de gens ignorant tout de la politique et de ses méandres, et qu'aveuglait la présence chez eux d'armées étrangères victorieuses, tels furent les mobiles qui agirent sur les vaincus, et favorisèrent dès les premiers jours les projets de l'Angleterre.

Certes, il y aurait beaucoup à dire sur d'autres causes, moins honorables de la dissidence. On pourrait invoquer les manœuvres de l'Intelligence Service, le rôle de l'or anglais, l'influence des juifs et de la franc-maçonnerie. A tout observateur, qui n'est ni un naïf, ni un fanatique de la démocratie, il apparaît que nulle part la résistance ne fut aussi pure qu'on le prétendit. A côté de patriotes, ulcérés par la défaite, et sincères, s'agitèrent partout de singuliers personnages, nationaux de fraîche date, chez qui le sens national autrefois beaucoup moins chatouilleux s'accordait, tout à coup et fort à propos avec la haine du national-socialisme et le goût de l'idéologie démocratique. D'autres comme nos propres dissidents, furent de franches crapules, qui ne virent dans le retour de la démocratie et du Parlementaire, qu'un moyen de retrouver les enviables situations que leur avait ravi la défaite.

Malgré ces à-côtés inquiétants, malgré l'ignominie de certains de ces promoteurs, il n'en demeure pas moins que les mouvements de résistance ont rallié à peu près partout cette fraction du peuple ignorante, naïve et sans culture politique, qui ne vas pas au delà des apparences, et pour qui l'Allemagne reste l'ennemie victorieuse sur laquelle une revanche doit tôt ou tard être prise. Incapables de comprendre les raisons de cette guerre, plus incapables encore d'entrevoir les conséquences lointaines d'une victoire anglo-saxonne, les dissidents comme ceux de la résistance intérieure, ont cru de bonne foi, que l'amour de la Patrie non seulement leur interdisait tout compromis avec l'Allemagne, mais leur commandait encore d'embrasser la cause des peuples qui restaient en guerre avec elle.

Se rapprocher de l'Allemagne, faire taire ses ressentiments, et malgré les blessures ouvertes par la défaite, se désolidariser des anglo-saxons exigeait que l'on fut capable d'imposer à ses propres sentiments l'arbitrage de la raison. On ne pouvait évidemment espérer une semblable attitude que de la part d'une minorité, celle des « politiques ». Il était fatal en revanche que la majorité, celle des sentimentaux, allât d'instinct vers les mirages de la dissidence, ou crût servir la Patrie en prêtant la main aux agissements de la résistance. Ce rêve puéril d'une « libération » dont seuls les anglo-saxons seraient les artisans, l'Angleterre et les Etats-Unis l'exploi-

tèrent avec un cynisme et une habileté qui ne font peut-être pas honneur à leur loyauté, mais qui dénotent en revanche une incontestable maîtrise, dans l'art d'exploiter pour des fins personnelles les sentiments généreux qu'elles rencontrent chez les autres !

***

Pendant longtemps les espérances qu'avaient suscitées les promesses de l'Angleterre, purent dans une certaine mesure passer pour fondées. On comprend aussi qu'elles aient attaché à la cause anglaise, tous ceux qui à défaut de sens politique, n'étaient pas insensibles aux malheurs de la Patrie, et croyaient que leur hostilité envers l'Allemagne, servait cette dernière ! Bourgeois modérés, et patriotes comme on l'était au temps de Déroulède, catholiques ayant depuis longtemps perdu l'habitude de penser fortement, nationalistes plus avertis, mais mentalement amoindris par la défaite, tels furent tant en France, qu'en Belgique et en Yougoslavie ou ailleurs les premiers adeptes de la dissidence ! Milieux de braves gens, presque toujours stupides, mais aussi presque toujours sincères, clientèle en or pour ces maîtres en l'art de duper que se sont les anglo-saxons ! L'Angleterre allait se servir d'eux, les tromper effrontément et mettre à profit leur inlassable bonne volonté, pour leur faire courir la moins imprévue mais aussi la plus surprenante des aventures, et finalement leur tourner le dos et les abandonner à leurs nobles sentiments le jour où elle dut s'attacher à de nouveaux alliés, qui n'étaient point, ceux-là, des innocents et des naïfs, mais surent lui parler un langage, auquel il lui était désormais impossible de résister.

Ces nouveaux alliés réalistes et sans scrupule, n'entendaient pas se laisser lier par des engagements auxquels eux-mêmes n'avaient pris aucune part. Leurs intentions comme leurs desseins secrets, ne coïncidant pas exactement avec ceux de l'Angleterre, ils manifestèrent sans équivoque le désir de faire servir la guerre à la réalisation de leurs propres aspirations. Ils virent dans le conflit actuel, tel qu'il était engagé, un moyen d'atteindre à moindre frais, le but qui de tout temps fut le leur : la bolchevisation de l'Europe. Peu leur importait que l'Angleterre et les Etats-Unis, eussent promis aux nations vaincues par l'Allemagne, de relever leurs ruines et de restaurer les régimes disparus ! La Russie stalinienne se moquait de la « libération » telle que les anglo-saxons l'avaient laissé entrevoir à ses éventuels bénéficiaires. N'ayant rien promis, elle avait les mains libres pour utiliser les circonstances présentes au mieux de ses intérêts.

Quant aux dissidents ou aux mouvements de résistance que soutenait l'Angleterre, elle conçut le projet, soit de les utiliser à son profit en leur donnant une orientation politique appropriée, soit de leur opposer des dissidences nouvelles partout où les chefs en place renacleraient devant les exigences des nouveaux maîtres de la coalition. En même temps les adhérents illégaux que le parti communiste possède dans les pays européens, furent invités, soit dans le premier cas de rallier la résistance nationale et patriote, soit dans le second, à dresser contre la dissidence déjà existante, une dissidence prolétarienne aux tendances staliniennes nettement affirmées ! La première solution fut adoptée pour la France, où patriotes et nationaux sont maintenant les complices des Soviets, qu'ils combattaient autrefois. Côte à côte, réfractaires du S. T. O., armée secrète et militants illégaux du parti communiste, animent la résistance française pendant qu'au Comité d'Alger, un Bernard de Menthon, siège aux côtés de Marty et de Thorez sous la surveillance de Vichinsky et Bogomolof.

La seconde au contraire fut appliquée à la Yougoslavie, où la Russie, méprisant le roi Pierre et son entourage de généraux réactionnaires, inventa le dénommé Tito, personnage peut-être mythique, hier obscur agitateur et chef de bande, aujourd'hui Maréchal et Chef du Gouvernement national Yougoslave. La Russie reconnut son gouvernement et traita avec lui, par dessus la tête de la Yougoslavie « libre » du roi Pierre, en même temps qu'une pression énergique était exercée, que l'Angleterre et les Etats-Unis, pour les amener à abandonner le gouvernement du roi Pierre et à reconnaître celui de Tito.

C'est cette même solution qui paraît devoir s'appliquer à la Pologne. La Pologne « libre » émigrée à Londres, n'est pas non plus du goût de Staline, qui se refuse à traiter avec son gouvernement londonien, la curieuse affaire des frontières russo-polonaises. Un autre gouvernement polonais, symbole d'une autre Pologne libre, est en train de naître, sous l'œil bienveillant des Soviets, tout disposés déjà à entrer en pourparlers avec lui !

***

Les Soviets poursuivent — nul ne peut l'ignorer — un dessein qui pour nous n'a rien de ténébreux, si parfois les moyens mis en œuvre le sont avec excès ; ce dessein, c'est à la faveur d'une défaite allemande, de bolcheviser les nations européennes, et de préparer pour le jour où l'appareil militaire allemand s'effondrera, la proclamation des Soviets ! Rien ne nous surprend donc des manœuvres russes, qui au demeurant ne diffèrent en rien des manœuvres auxquelles depuis 4 ans nous a habitué l'Angleterre ! Cette dernière a

voulu posséder des dissidences à sa dévotion, pétries de ses propres mains, et prêtes à jouer le jeu anglais. La Russie, survenant après coup, juge ces dissidences beaucoup trop anglaises. Elle les voudrait davantage russes, et tente de les attirer à elle. Si la superposition des deux dissidences se révèle impossible, la Russie abandonne sans insister davantage, les récalcitrants et crée à son tour une dissidence nouvelle ! En procédant ainsi, la Russie n'a rien inventé, elle n'a fait qu'imiter l'Angleterre et suivre l'exemple que celle-ci lui donna.

Ce qui est par contre beaucoup plus instructif, c'est la passivité de l'Angleterre et des Etats-Unis tolérant que les Soviets viennent travailler en sous-œuvre dans les chantiers de leurs dissidences et laissant sans broncher donner à ces dernières une orientation qui manifestement n'est pas celle qu'elles souhaitaient. L'action des Soviets sur la dissidence et les mouvements de résistance, non seulement dépossède les nations anglo-saxonnes ,de l'instrument qu'elles-mêmes s'étaient forgé, mais les place encore en fâcheuse posture devant les gouvernements « libres » envers lesquels des engagements formels avaient été pris.

Bien que nous éprouvions qu'une sympathie relative pour les rois de Grèce et de Yougoslavie, qui tous deux ont choisi l'exil doré sous la protection anglo-saxonne, plutôt que de partager les épreuves de leur peuple, nous ne pouvons nous empêcher de plaindre ces malheureux que l'Angleterre abandonne, après les avoir encouragés à une résistance qu'elle-même n'est plus en état de soutenir. Incapables de tenir tête aux pressions soviétiques, l'Angleterre et les Etats-Unis, sont comme écartelées entre la nécessité qui les oblige à ne rien entreprendre contre les desseins de la Russie, alliée encombrante, mais indispensable, et ses alliés malheureux d'hier, devenus des poids morts, que la Russie soviétique rejette sans ménagement.

Après l'aventure yougoslave, l'intronisation de Tito et l'abandon du roi Pierre, un exemple nouveau et récent nous est fourni, de l'opposition existant sur le plan de la dissidence, entre la Russie et l'Angleterre, par les avatars du gouvernement polonais de Londres. Staline lui conteste le droit de traiter au nom de la Pologne, libre, bien qu'il soit depuis 1939 tenu par l'Angleterre, comme le gouvernement légitime de la Pologne.

Déjà à propos des découvertes macabres de Katyn, la gêne de Londres avait été visible, et les protestations du gouvernement du Général Sikorski avaient beaucoup plus embarrassé l'Angleterre que la Russie. L'affaire se termina fort à propos par la mort accidentelle du Général polonais, qui avec lui emporta ses protestations dans la tombe. Mais la difficulté rebondit aujourd'hui et il ne semble pas qu'une nouvelle mort violente soit capable d'en venir à

bout ! L'Angleterre sacrifiera-t-elle le gouvernement polonais aux exigences staliniennes ? Tout nous porte à le croire ! A chaque renoncement des anglo-saxons, on croit entendre les ricanements du Géorgien rusé et sournois qui méprise ses alliés impotents et débiles, et, en grand seigneur hautain et cruel, éprouve la joie sadique d'ajouter à la satisfaction d'imposer sa propre politique, le plaisir d'humilier les larves bourgeoises aujourd'hui à sa botte.

***

Si nous étions les ressortissants heureux de quelque république sud-américaine, voisine de l'équateur, nous nous distrairions à ce jeu politique plus voisin de l'Opéra-Bouffe que du Drame. Mais nous n'avons malheureusement pas le loisir de n'en être que les spectateurs ! Nous en sommes hélas ! les acteurs et même les protagonistes ! La dissidence chez nous aussi a fait ses ravages. Elle est née sous le signe du drapeau tricolore, s'est parée du patriotisme le plus pur, a voulu prendre le visage de la vraie France. Et puis un jour le plissement a commencé. Sous l'influence de la Russie, que l'Angleterre laissa faire, la dissidence changea de nature sans changer de nom. Elle avait au début attiré les Français honnêtes, certains de servir leur pays en résistant à l'occupant. Ces mêmes Français ne s'aperçoivent-ils pas qu'à leur côté dans les rangs de la dissidence se sont glissés de nouveaux alliés, retraités des brigades internationales, dynamitéros et professionnels de l'agitation terroriste ? Ne voient-ils pas que le visage de ces hommes n'est pas celui de Français, préoccupés des seuls intérêts de leur pays ? Ne s'aperçoivent-ils pas qu'ils se trouvent aujourd'hui entraînés à des actes qu'hier encore ils réprouvaient ? Combien de temps seront-ils encore les complices de misérables pour qui la « libération » ne signifie pas la défaite de l'Allemagne, mais l'asservissement de notre pays au bolchevisme stalinien ?

***

La dissidence nationale, la dissidence des bourgeois bien pensants est morte ! Ceux qui eurent foi en elle n'étaient pas que des misérables ! Trompés par des chefs indignes, ambitieux, ou vénaux, leur haine de l'Allemagne victorieuse les a aveuglés au point de leur faire croire que les intérêts de notre pays se confondaient avec ceux de l'Angleterre et des Etats-Unis. Toutes deux se sont aujourd'hui effacées devant la Russie stalinienne, maîtresse conditionnelle des destinées de l'Europe et n'ont pu empêcher les dissidences de s'engager sur la route du bolchevisme !

Que les Français ne se bercent pas de vains espoirs ! Il n'y a pas deux dissidences, mais une seule ! La dissidence nationale s'est toute entière résorbée dans la dissidence rouge, et se confond maintenant avec elle ! Ceux qui involontairement, et par patriotisme, en furent les complices, le comprendront-ils ? Comprendront-ils que l'intérêt de notre pays nous commande plus que jamais d'abandonner le camp anglo-saxon, dont la défaite, quoiqu'il advienne est maintenant certaine, pour joindre nos efforts à ceux de l'Allemagne nationale-socialiste, gardienne malgré nous de nos foyers et de nos traditions. La victoire de l'Allemagne, parce qu'elle rejettera le communisme hors des marches de l'Europe, sera la victoire de toutes les nations européennes ! Si les Français ne le comprenaient pas, s'ils s'obstinaient dans une dissidence dirigée par Moscou, et destinée à servir les intérêts du bolchevisme international, ils risqueraient de précipiter notre pays dans des malheurs irréparables et se feraient inconsciemment les artisans d'une œuvre, dont nous persistons à penser qu'elle ne peut pas être la leur !

Etude de politique contemporaine

LE MALAISE CATHOLIQUE

Pourquoi nier qu'il existe ? Tout nous le révèle, l'attitude réticente des clercs à l'égard du mouvement révolutionnaire français, comme l'excessive prudence qu apporte l'Eglise, sous prétexte de neutralité politique, à prendre parti, à un moment où pourtant l'indifférence apparaît sans excuse.

Il n'y avait pas avant la guerre de malaise catholique ! L'Eglise s'était depuis longtemps ralliée à un régime qui l'ignorait ou affectait de le faire. La France démocratique et l'Eglise catholique, sans qu'un Concordat vint régler leurs rapports, vivaient côte à côte et se supportaient. Les froissements de jadis paraissaient oubliés, ou plus exactement l'Eglise avait renoncé à en faire état. Par opportunisme politique, elle avait cessé de faire valoir ses griefs contre le régime, qui autrefois tenta de la détruire, mais dont l'anticléricalisme s'était avec le temps sensiblement atténué.

Les lois qui au début du siècle mirent le feu aux poudres, et consacrèrent la séparation de l'Eglise et de l'Etat étaient toujours en vigueur. Officiellement, le régime n'avait rien renié de sa doctrine. Il restait attaché au paradoxe de la laïcité, mais peu à peu, son hostilité, d'abord franchement avouée, avait fait place à une indifférence dédaigneuse, où la condescendance et le mépris entraient chacun pour une part.

Ce changement s'était effectué sans volte-face brusque, et sans que jamais l'Eglise obtint la moindre satisfaction d'ordre doctrinal. Le régime restait areligieux. Les relations de l'Eglise et de l'Etat étaient ordonnées suivant un modus vivendi nouveau, qu'aucun accord n'avait consacré, et qui restait précaire.

Cette situation pleine d'équivoque, permit à l'Eglise, qui sait avec patience user de ses adversaires, de retrouver certains droits, dont elle avait été jadis brutalement privée. Les communautés religieuses avaient pu rentrer, quand elles l'avaient voulu ; la vie monastique, profitant de cette tolérance nouvelle, avait repris ça et là. Les relations diplomatiques avaient été rétablies entre le Saint-Siège et la République. Les mangeurs de curés, personnages vieillis, n'étaient plus pris au sérieux ! Mais, bien qu on eut cessé de crier « A bas la Calotte », le Régime n'en continuait pas moins, de façons plus sournoises, son œuvre de déchristianisation.

L'enseignement public, derrière le leurre de la neutralité, était foncièrement anti chrétien, et l'Etat en décourageant par tous les moyens

l'enseignement libre, réduit le plus souvent à une situation matérielle misérable, tendait au monopole de fait. Les maîtres de l'enseignement public formés dans les écoles normales, à juste raison, qualifiées de séminaires laïques, subissaient eux-mêmes l'emprise d'une éducation qui niait la réalité des valeurs spirituelles, et ne reculait pas devant un athéïsme intransigeant.

***

C'est dans cette atmposphère de duperie que vivait l'Eglise de France. On eut compris que faute de mieux, elle s'en contentât ! On eut compris aussi que dépourvue de moyens lui permettant de retrouver son éclat passé, elle se fut provisoirement résignée à vivre dans cette condition de parent pauvre ! Mais l'Eglise ne se borna pas à cette résignation apparente, qui d'ailleurs n'était pas exempte d'une certaine sagesse. Elle voulut aller plus loin ! On murmura d'abord, puis on avoua tout haut, que la Séparation, en dégageant l'Eglise de l'Etat, l'avait servie, et que loin de lui nuire, elle lui avait permis au contraire de retrouver une liberté et une indépendance qui de tout temps lui furent chères. Les clercs, privés d'autre part du traitement que leur servait le budget des cultes, cessaient d'être tenus pour des fonctionnaires. L'hostilité de l'Etat les contraignant malgré eux à vivre d'une vie plus voisine de l'idéal évangélique de pauvreté, ils n'en étaient que mieux armés pour prêcher les âmes, et devenir des pasteurs exemplaires.

Cette liberté, cette indépendance que l'Eglise acquérait par un singulier détour, et qui eurent comme contre-partie, la négation officielle de ses droits, allait elle au moins les mettre à profit, pour lutter sur le terrain doctrinal avec le personnel de la République, et dire son fait à un Etat qui matériellement l'avait dépouillée, et n'hésitait pas sur le plan spirituel à user de tous les moyens loyaux ou déloyaux pour l'empêcher d'exercer son ministère, et achever de ruiner son influence ? On aurait pu le croire ! Et pourtant l'Eglise abandonna très tôt cette position de combat où elle eut été pratiquement inattaquable, pour une attitude plus souple, faite de mille nuances, et qui décelait déjà une complaisance naissante à l'égard du régime.

Engagée dans cette voie qui symbolisait l'abandon de revendications légitimes, et compromettait l'Eglise sur le terrain doctrinal, il était fatal qu'elle finit par apparaître un jour comme indissolublement liée à la Démocratie, au régime parlementaire et au libéralisme.

Dès lors il ne s'agissait plus seulement de supporter, même avec bonne humeur, ce que les circonstances lui imposaient ; il ne s'agissait pas davantage d'attendre avec patience que le vent tournât et que les choses changeassent ! La question se déplaçait : à un problème auquel on avait d'abord apporté une solution dictée par le souci d'éviter l'irréparable, on répondait maintenant en mettant en avant les vertus du régime démocratique.

Au prix d'adaptations doctrinales aventurées, ou d'interprétations tendancieuses des textes traditionnels, on tenta de faire croire et on y réussit parfois, que le régime existant, avec ses tares et ses vices, n'en était pas moins respectable en soi, et qu'en conscience, il était interdit

à tout catholique de rien entreprendre contre lui. D'autres, plus radicaux, surenchérirent : par une exégèse suspecte et malheureusement jamais condamnée, ils prétendirent justifier dogmatiquement la démocratie, le seul régime, disaient-ils, qui soit compatible avec la dignité de la personne humaine.

Ainsi, cette étrange évolution, qui eut pour point de départ un compromis légitime, devait aboutir finalement, à créer au sein de l'Eglise, parmi les clercs, comme parmi les fidèles, une véritable mystique « de Gauche » curieusement semblable à celle qui sévissait dans les partis politiques. Les catholiques, tout en conservant intacte la pureté de leur foi, devinrent les défenseurs les plus sûrs du régime. Mais ils le défendaient avec une espèce de religiosité, comparable en tous points à l'esprit des partis de gauche, qui rêvaient d'une nouvelle inquisition, capable de châtier au même titre que des hérétiques, ceux qui refusaient d'adorer la déesse démocratie. Au terme de cette évolution, et bien que se défendant toujours de prendre parti sur le terrain politique, le catholicisme en France, était intégré au régime, et souvent laissait croire qu'il avait fait sienne l'idéologie officielle, devenue une annexe de sa théologie.

***

Cette position nouvelle ne fut pas adoptée sans soulever de véhéments protestations, et nombreux furent les catholiques, qui, malgré la pression dont ils étaient l'objet, refusèrent de croire que les intérêts du catholicisme se confondaient avec ceux du régime démocratique. Mais si, l'unanimité ne fut jamais acquise sur ce point, le nombre des ecclésiastiques et des laïcs qui crurent trouver dans la foi chrétienne la justification de leur attachement à la Démocratie était tel avant guerre, que l'on peut sans forcer la vérité, s'arrêter à cette conclusion.

Le ralliement de l'Eglise à la République démocratque et parlementaire était total, et ceux parmi les catholiques qui, soit par nationalisme, soit simplement parce qu'ils ne voyaient aucune conciliation possible entre le catholicisme et l'esprit démocratique, avaient refusé de céder à l'entraînement général, n'étaient pas loin de passer pour des révoltés, dont on soupçonnait l'orthodoxie !

Officiellement, l'Eglise n'avait rien abandonné de sa traditionnelle neutralité politique, mais à la faveur de ce principe désuet, derrière lequel prudemment elle s'abritait, on sentait qu'elle défendait le régime, parce qu'elle l'aimait, et que l'idéologie démocratique l'avait séduite à son tour. La presse catholique faisait figure de presse gouvernementale : la littérature catholique ne répugnait pas à faire l'apologie du régime, et parfois les théologiens les plus autorisés, au nom du catholicisme, prenaient ouvertement sa défense.

Par leur façon de se comporter envers les personnages officiels du régime, les membres de la hiérarchie catholique prouvaient journellement leurs bonnes dispositions à l'égard de la Démocratie. Les évêques et les cardinaux n'hésitaient pas, dans des manifestations où leur présence n'était en rien exigée par le protocole, à voisiner avec les plus tarés de nos politiciens, avec les juifs de la politique et de la finance, avec ce que la France officielle comptait de plus vil et de plus mépri-

sable ! Depuis longtemps les dignitaires ecclésiastiques avaient cessé d'user envers eux de cette raideur qui blessait au plus vif de leur orgueil les seigneurs du régime ; le temps était passé où l'Eglise de France, par son attitude réservée, ne perdait jamais une occasion de marquer la différence existant entre la dignité de l'Eglise et le débraillé démocratique. Elle paraissait au contraire se complaire maintenant dans ces voisinages déshonorants, dans ces contacts douteux auxqueis peut-être prêtait elle un sens symbolique, mais qui ne parvenaient pas à lui gagner l'estime et le respect de ses partenaires.

Toujours désireuse de montrer que les catholiques étaient les sujets fidèles du régime, et pressée de voir son loyalisme mis à l'épreuve, elle prêta parfois son concours à des manœuvres politiques, dont on veut espérer que jamais elle ne soupçonna le côté déloyal. Il nous souvient à ce propos d'une intervention que fit à la Radio un Cardinal, dans le but d'inviter les catholiques à souscrire les titres d'un emprunt, émis par le gouvernement front populaire du juif Blum. Officiellement, les fonds provenant de cet emprunt étaient destinés à faire face aux dépenses de la défense nationale, alors qu'ils devaient tout simplement servir — et nul ne l'ignorait — à venir à bout de difficultés de trésorerie, dues à une gestion financière quasi frauduleuse.

L'Eglise de France, à la veille de la guerre, ressemblait à ces néophytes, qui tremblent à l'idée que leur fidélité peut être mise en doute et qui, constamment, sont prêts à en donner des preuves que jamais personne n'a exigé d'eux.

***

Cette soumission lui valut-elle au moins quelques compensations ? Put-elle se flatter d'avoir, par son habileté et sa complaisance, obtenu plus qu'elle n'eût pu obtenir en se confinant dans l'intransigeance dont elle avait fait preuve au début de la crise ? A entendre les thuriféraires dévôts du régime, on pourrait croire que l'Eglise fut largement récompensée de sa souplesse, et que ce fut elle qui finalement gagna la dernière manche de la partie qui s'était engagée presque un demi-siècle plus tôt ! Ce qu'on a appelé « les gains acquis » a beaucoup impressionné les fidèles, auprès desquels on ne manqua pas de vanter les quelques avantages qui, depuis la Séparation, avaient été, assez dédaigneusement d'ailleurs, concédés à l'Eglise ! Nous avons fait allusion déjà à ce régime essentiellement précaire, dont jamais nous n'aurions pu supposer que l'Eglise un jour se montrerait fière !

Incontestablement, elle a cessé depuis longtemps de se voir appliquer à la lettre le régime rigoureux, instauré par les lois de 1901 et 1904 : elle connut progressivement certains adoucissements à ce statut imposé par la force, mais ces derniers ne lui furent accordés qu'à titre révocable, et comme prix de sa loyauté envers les institutions établies !

L'existence même de ces entorses à une législation non abrogée, fut pour les catholiques inféodés à la démocratie, une raison de plus de se féliciter de leur ralliement. Elles leur fournirent aussi de nouveaux arguments pour convaincre les récalcitrants, et les persuader d'avoir à se départir sans délai d'une hostilité sans fondement, qui risquait à la

fois, et de compromettre les résultats déjà obtenus, et d'éloigner le moment où d'autres viendraient s'ajouter aux premiers.

On semblait oublier un peu légèrement que tout ce que l'Etat démocratique abandonnait maintenant à l'Eglise n'était qu'une faible partie du statut, dont elle avait joui jadis, aux termes même d'un concordat, qui fut rompu unilatéralement par l'Etat, et sans même que l'Eglise en ait été officiellement informée. Si certaines communautés religieuses avaient pu se réinstaller en France, dans des conditions difficiles et toujours précaires, il eut tout de même fallu se souvenir qu'elles en avaient été chassées ignominieusement quelques années plus tôt, et éviter aussi de faire gloire à l'Etat de la réparation d'ailleurs partielle d'une injustice ! Les catholiques, qui lors de la guerre civile, avaient pris parti pour les rouges d'Espagne, faisaient preuve de la même naïveté, ou plutôt de la même inconséquence, en répondant à ceux qui leur opposaient les persécutions religieuses des rouges, que la messe était néanmoins célébrée chaque dimanche à Barcelone... dans les caves !

***

Mais, nous n'ergoterons pas longtemps sur ces questions pour nous secondaires ! Nous admettrons bien volontiers que son attitude conciliante valut à l'Eglise de connaître assez rapidement un régime meilleur que celui que lui laissait entrevoir les lois laïques. Beaucoup plus importantes sont pour nous les conséquences qu'eurent sur les fidèles, l'exemple que leur donnait la hiérarchie ecclésiastique elle même bientôt prise à son propre jeu !

Ce n'est pas impunément et sans dommage que des hommes formés à une discipline aussi particulière que le catholicisme, subirent le contact de l'insidieuse idéologie démocratique. Il est dans l'ordre intellectuel des fréquentations dangereuses, que la prudence, à défaut de sagesse, commande d'éviter à tout prix ! Une adhésion simultanée à deux doctrines, aussi opposées que le catholicisme et l'idéologie libérale, ne pouvait pas être sollicitée et obtenue, sans que l'un ou l'autre s'en ressentît. On aurait pu prévoir, non pas comme longtemps on l'espéra en vain, que le catholicisme déborderait la démocratie pour la modifier et lui insuffler l'esprit chrétien, mais plutôt que l'esprit démocratique s'insinuerait dans le catholicisme pour s'allier à lui et le corrompre !

Ce n'est pas à la légère que nous parlons de corruption ! Nous n'ignorons rien de la gravité de nos propos ! Mais ce que nous avons pu connaître de la mentalité nouvelle qui naquit de ce rapprochement entre le catholicisme et la démocratie, nous incite à penser que les catholiques devenus démocrates ont cessé dans une certaine mesure d'être catholiques. Certes, le dogme lui-même est resté à l'abri de toute atteinte, et la foi, telle que l'enseigne l'Eglise est toujours aussi vive dans les cœurs Mais ce qui a été perdu, et n'est pas près d'être retrouvé, c'est très exactement le sens chrétien ! Les catholiques qui se laissèrent toucher par l'esprit égalitaire et démocratique, cessèrent de réagir en chrétien ! Leurs réactions furent désormais celles de démocrates. Inconsciemment ils versèrent dans toutes les sottises que l'idéologie officielle rendait inévitables, et sans s'en douter adoptèrent les thèses que défendait le régime avec l'illusion que celles ci leur étaient dictées par les exigences de la foi. Les exemples de cette aberration sont innombrables.

Dans les années qui précédèrent la guerre les catholiques, ou du moins ceux qui s'étaient ralliés à la Démocratie, furent les premiers à défendre les positions les plus insensées qu'adoptèrent les divers gouvernements de la République. Toutes les erreurs de notre politique extérieure, comme celles de notre politique intérieure, n'eurent pas de plus acharnés partisans que ces catholiques dévoyés, toujours prêts à voler au secours d'un régime qui déjà apparaissait comme le fossoyeur de la France, et lui préparait une des plus totales défaites de son histoire. Ils furent pacifistes, quand l'idéologie démocratique le commandait, et que le pacifisme nous préparait la malheureuse armée qui connut en 1940 l'humiliation d'avoir à se mesurer avec la Werhmacht. Ils furent par contre belliscistes, avec les démocrates et les partis de gauche, au moment où seul un pacifisme intransigeant pouvait sauver la France. Entre temps ils furent antifascistes et antihitlériens, après avoir été pro allemands tant que vécut l'Allemagne démocratique de Weimar ! Ils prirent pendant la guerre d'Espagne, le parti des rouges, contre Franco et la Phalange. Ils furent objecteurs de conscience, antiracistes et philosémistes. Ils détestaient les pays autoritaires, parce qu'autoritaires, aimaient la Pologne et la Tchécho-Slovaquie, et éprouvaient pour la Russie des Soviets une sympathie, qu'en dépit des encycliques pontificales, ils ne dissimulaient que très mal !

Au contact de la Démocratie et de son idéologie dissolvante, le Catholicisme, perdait le sens des réalités et donnait tête baissée dans l'idéalisme le plus faux ! Indifférent devant les exigences les plus éclatantes de l'intérêt national. Il se passionnait pour des causes perdues d'avance, et chaque fois qu'il avait à choisir, embrassait immanquablement le parti qui par la suite devait se révéler le plus ruineux pour notre pays.

Toujours disposés à soutenir le régime, ces honnêtes gens fourvoyés parmi les pires forbans de notre politique, étaient persuadés que le catholicisme disparaitrait avec la Démocratie, et que l'indépendance de l'Eglise comme sa vie même, exigeaient que cette dernière fut sauvée. Dupés et aveuglés par la propagande d'extrême gauche, ils croyaient que la pratique de la foi chrétienne était incompatible avec les régimes autoritaires Ils gémissaient sur l'état des églises d'Allemagne et d'Italie, dont ils ignoraient tout, et le plus sérieusement du monde parlaient avec horreur de la vague néo païenne, qui était en train de submerger l'Allemagne nationale-socialiste ! Ils n'étaient pas loin d'imaginer qu'avec le totalitarisme, c'était le règne de l'anté-Christ qui s'instaurait !

Les catholiques à la veille de la guerre étaient mûrs pour une nouvelle croisade ! Ils furent en 1939, du parti de la guerre, et par aveuglement, après avoir été pendant des années pacifistes par conviction religieuse, virent avec joie éclater un conflit où nous étions perdants d'avance, parce que ce dernier symbolisait l'assaut que livraient les Démocraties aux régimes totalitaires, destructeurs du catholicisme, et persécuteurs de la foi.

***

Le catholicisme avait fait plus que se rallier à la Démocratie : il s'était identifié à elle ! Il s'était intégré au régime de façon si intime et si totale, qu'il en était arrivé à avoir les mêmes réactions que lui, à par-

tager ses amitiés, à épouser ses querelles. Fanatisés par l'idéologie et la mystique démocratiques, les catholiques avaient perdu tout sens critique !

La gravité de la crise qu'ils traversaient était d'autant plus redoutable, que leurs positions les plus aventurées, ils prétendaient toujours les justifier au nom de la foi. Invoquant à tort et à travers le dogme et la morale, ils s'abritaient impudemment derrière l'autorité de l'Eglise, qu'ils entraînaient après eux dans une aventure où elle n'avait rien à faire, et d'où elle risquait de ne pas sortir grandie !

Leurs erreurs, appartenaient à la même famille que celle des démocrates et des fervents de l'idéologie libérale, mais leur qualité de catholiques qu'ils invoquaient à tout propos, semblait conférer à ces pauvres sottises une majesté particulière. On haussait les épaules devant l'antifascisme ou le pacifisme et plus tard le bellicisme, d'un marxiste ou d'un quelconque cuistre du parti radical, mais on ne pouvait pas sans surprise rencontrer les mêmes tendances chez un catholique, et l'on en demeurait malgré soi troublé, surtout lorsqu'on entendait ce dernier affirmer qu'il était antifasciste parce que catholique !

Ainsi naquit peu à peu dans les esprits une confusion qui allait avoir dans l'après-guerre des conséquences terribles pour le catholicisme ! Parce que sans en avoir le droit, ils se comportaient en porte-paroles officiels de l'Eglise, les catholiques démocrates accréditèrent la version d'un catholicisme, qui aurait définitivement lié son sort à celui des démocraties, et devrait lutter à leur côté contre les Etats totalitaires.

Alors que ceux d'entre les catholiques qui prirent à leur compte les rancunes du régime, n'étaient poussés dans cette voie, que par l'idéologie dont ils s'étaient laissés pénétrer, on put légitimement croire que leur position politique trouvait une justification dans la doctrine catholique elle-même.

De cette équivoque, l'Eglise ne paraît pas avoir soupçonné la gravité ; elle ne fit rien autrefois pour la dissiper, et aujourd'hui encore, alors que la crise atteint des proportions telles que l'avenir du catholicisme semble dangereusement compromis, elle se tait, et se garde de décourager par un acte officiel, les catholiques, clercs ou fidèles, engagés dans la guerre des démocraties, devenue pour eux une guerre sainte !

***

Le catholicisme paye aujourd'hui ses erreurs passées ! Rallié par opportunisme politique à un régime qui lui était hostile par essence mais, qu'il n'était pas en son pouvoir de faire disparaître, elle eut le tort de ne pas s'en être tenu là ! Au lieu de suivre l'exemple qu'à l'origine leur donnait le Saint-Siège lui même, les catholiques, théologiens et philosophes en tête, conçurent le projet insensé de faire la synthèse de la foi catholique et de l'idéologie libérale. C'était abandonner le terrain, où avait voulu autrefois se placer l'Egise, pour s'aventurer dans les zones dangereuses, où le catholicisme allait subir des atteintes, qui ne sont peut-être pas irréparables, mais qui en tout état de cause ne seront pas effacées sans mal.

Un livre actuel

LA RACE DE WALTER DARRÉ

Il est incontestable que tous les problèmes intérieurs auxquels l'Allemagne a tenté de faire face se retrouvent chez nous avec une acuité accrue par notre avance historique et le poids des années physiques. Nous aussi et plus tout autre avons posé le problème de la Race et avons lutté sans retard contre la dégénérescence rapide qui met en péril de mort non seulement la quantité, mais surtout et plus encore la qualité de notre population et nos productions artistiques.

Il est d'ailleurs impossible de nos jours de considérer un aspect du problème Européen, celui de la race en l'occurence, sans prendre comme base de discussion, la totalité des nations européennes.

Le contact immédiat entre tous les points du globe, créé par les moyens de communications modernes a fait de tous les Européens d'aujourd'hui des voisins qui s'influencent mutuellement.

L'esprit du XX[e] siècle est un esprit planétaire et l'autarcie de la pensée est une idée réfutée par tous les faits sur le plan psychique. Il n'y a plus de civilisation exclusive dans le monde d'aujourd'hui.

Il s'agit donc pour les hommes des différentes nationalités qui discutent des problèmes les plus graves de l'heure de ne pas s'embarrasser d'idées préconçues, plus aptes à creuser des fossés qu'à favoriser des rapprochements.

Le livre : « La Race de Walter Darré », un des grands théoriciens du racisme allemand, a le grand mérite de nous apporter sur le plan de la compréhension des conceptions théoriques et pratiques de base du National - Socialisme, une aide d'une grande efficacité.

En toute conscience, qui aujourd'hui oserait nier que l'idée raciste renferme une large part de vérité ? Non seulement toutes les aristocraties auxquelles nous devons notre culture traditionnelle ont été racistes, (sinon les idées d'égalité de rang, de mésalliance n'auraient pas joué, chez toutes sans exception un rôle primordial) mais le peuple juif, aussi, lui qui se pose aujourd'hui en victime du racisme, n'a-t-il pas proclamé l'un des premiers, par la voix de Moïse, l'indissolubilité absolue des liens entre le Sang et l'Esprit.

L'ouvrage de Walter Darré nous définit clairement en quoi consiste cette notion de « race » pour les habitants du III[e] Riech.

Dans la première partie de son ouvrage que l'on pourrait définir, un bref résumé de l'histoire moderne, Darré, nous montre la lutte séculaire

qui opposa les éléments germaniques aux éléments Romanisés, d'une part les traditions germaniques et mystiques du Nordique, ses conceptions de l'inégalité des hommes, de leurs droits, de leurs devoirs, de l'autre côté le droit égalitaire Romain, le Christianisme. Et dans la pensée de l'auteur de la « Race » l'on sent combien pour lui cette lutte reste le symbole de la guerre acharnée qui domine depuis vingt siècles, l'histoire et l'humanité « L'Assaut des peuples Sémitisés et inférieurs contre l'Idéal Noble » et quoique l'auteur ne le mentionne pas, on voit la grande ombre de Gobineau planer sur ces pures théories Nationales socialistes.

Mais alors, qu'un autre grand allemand, le philosophe Frédéric Nietzsche voulait voir dans la Renaissance, un réveil superbe de l'idéal Noble et dans la Réforme, un mouvement de ressentiment, Darré lui, salut en cette dernière la Revanche des consciences d'élite sur ce qu'il appelle « les excès de l'Eglise à niveler les âmes ». Il semble cependant que l'Eglise du moyen âge accordait aux notions de hiérarchie et d'autorité une importance de premier plan, et il s'agit pour cela de contempler le premier visage de l'Europe : Le visage grandiose de la chrétienté d'Occident.

Enfin, Darré nous parle de la révolte de 1813, contre les idéologues de la Révolution Française. Mais déjà en France, en face de l'ordre mensonger et égalitaire qui claironnait les prérogatives de la Masse, n'avait-il pas retenti, comme Nietzsche lui-même nous le dit, le mot d'ordre de la prérogative du petit nombre, avec l'apparition de Napoléon ?

Le profond intérêt du livre de Walter Darré réside surtout dans l'exposé des mesures qu'il a prise en temps que ministre du Reich, ou qu'il a préconisées pour faire passer dans la vie pratique les abstractions des théories racistes.

Pour lui, seule est saine la race fortement incrustée dans le sol. Le culte du sol doit compléter celui de la race. Le sol est la source du Sang le creuset où jaillit la Race qui y est attachée par la longue suite des âges.

La plus grande force d'un pays est pour Darré dans sa paysannerie et le premier il pousse ce cri fameux : « La mort du paysan, c'est la mort de la Nation ». « Ce n'est pas seulement du pain qui pousse dans nos sillons ajoute-t-il, ce sont aussi des hommes ».

Et, pour maintenir la qualité et augmenter la puissance de la race humaine, Darré en arrive à préconiser la subordination complète de l'individu à la famille de la personne au groupe. Seule l'espèce doit compter. Mais n'en est-il pas ainsi sur tous les points du globe où l'on voulait construire une humanité supérieure. Sur Sparte, Maurice Barrès n'a-t-il pas écrit : « Le Spartiate ne poursuit pas la suprématie de son individu éphémère, mais la création et le maintient d'un sang noble ». Car si Barrès fut l'un des tenants de ce nationalisme claironnant qui nous semble si désuet, il est aussi l'un des hommes qui avec Proudhon et bien avant Walter Darré, a le mieux senti ce lien qui s'établit entre le sol, le sang, la race.

Walter Darré comme Hans Holfeder pense que l'Allemagne d'aujourd'hui a de « l'emploi pour une nouvelle noblesse ». Il faut créer cette noblesse et la substituer aux fausses élites qui se sont laissé corrompre par l'influence ou l'or juif et métèque.

Il préconise la création d'une nouvelle chevalerie raciale largement ouverte au mérite et qui devra, pour garder toute sa valeur à travers les siècles rester liée au sol. Le gentilhomme campagnard doit constituer l'épine dorsale de la nation car « toute famille citadine qui ne peut se retremper dans la possession d'un lieu rural où elle se rend fréquemment se condamne à brève échéance à la dégénérescence ».

Fort de son expérience d'agriculteur et d'éleveur, Darré affirme les dispositions particulières, favorables, du soldat, fils de soldat, de l'ingénieur, fils de l'ingénieur, du technicien, fils du technicien, etc... imprégnés dès leur jeune âge dans le milieu particulier de leur famille. Pourquoi alors ne pas créer une classe spécialement entraînée et formée pour devenir des chefs et où l'Etat puiserait selon ses besoins.

Aux Germains d'origine éprouvée l'Etat National-Socialiste propose l'autorisation préalable au mariage avec examens physique et généalogique. Ceux qui accepteront ces disciplines en retireront de nombreux avantages particuliers et Walter Darré ministre du Reich, Fuhrer de l'Office principal de la Race, Fuhrer Supérieur des groupes SS, préside à ce titre cette formation spéciale des jeunes du IIIe Reich. Tous les ans une nouvelle promotion SS d'environ cinquante mille membres choisis physiquement et moralement et former pour créer l'élite nouvelle, prêtent serment au cours d'une grande réunion nocturne, ordonnée selon les vieux rites germaniques. Les plus hautes autorités nationales-socialistes assistent à cette cérémonie. Par la suite des réunions intellectuelles mondaines, sportives réunissent ces jeunes gens de l'Union de qui, le Reich attend la naissance d'une nouvelle aristocratie.

Il est nécessaire qu'en cette période où le choc de la défaite a créé chez beaucoup de Français une plaie très vive, qu'il faille réfuter avec violence les affirmations, attribuant aux seuls penseurs Allemands la création du grand mythe de la Race. Au XIXe siècle beaucoup de doctrinaires Français se refusant de suivre les impuissants et les démagogues qui s'épuisaient à sophistiquer sur des nuées, se soumirent les uns comme Taine aux dures disciplines d'une critique scientifique sérieuse, les autres derrière Gobineau, et entreprirent le combat qui devait mener le XXe siècle selon l'expression même de Roussel : « A l'aube du Racisme ».

Nous rejetons donc une fois pour toutes et sans faux semblants, les philosophies universalistes et progressistes de l'Histoire, des Francs-maçons ou des démocrates chrétiens, qui nient les bases de départ et les conditions d'application de la volonté des hommes et nous répondons aux dévots personnalistes ou aux petits intellectuels avancés qu'aujourd'hui en Occident, l'esclave qui vivait dans l'âme de la plupart s'est définitivement affranchi. L'impulsion venue du Christianisme a accompli son œuvre, d'où, et non pas parce que le christianisme aurait eu tort, ce nouveau culte de l'héroïsme, de la violence, de la beauté et de tout ce qui aux yeux des gens de la démocratie chrétienne apparaît comme une tentative de repaganisation. En vérité, l'inconscient collectif des peuples européens continue son évolution, mais en sens inverse du progrès accompli, il y a deux mille ans. Cependant ce sont encore les aspirations des humbles qui ont déclenché comme à l'aurore de l'ère chrétienne, la grande révolution européenne que nous vivons et les mouvements de rénovation actuels, les

plus consciemment anti-démocratiques, sont certainement plus peuples que les systèmes libéraux contre lesquels ils luttent, puisqu'ils vont jusqu'à nier la supériorité que pourrait créer, telle ou telle classe.

Enfin, une des caractéristiques essentielles de notre époque est le caractère religieux qu'affectent ces mouvements de masses, la-même où leurs idées sont anti-religieuses, comme en Russie par exemple. C'est la religion du sol, le réattachement à la terre, à la race, à la communauté nationale qui inspire tous les pionniers des mouvements national-socialiste, fasciste ou kemaliste.

En Allemagne où le sentiment religieux semble avoir le plus inspiré le mouvement de réforme sociale, nous sommes aussi près que possible des conditions de naissance d'une nouvelle culture intégrale qui unifiera dans une synthèse unique toutes les forces de la terre et les puissances de l'esprit.

Aussi l'œuvre sociale de libération commencée par le christianisme il y a 20 siècles se poursuit et la crise, où certains voudraient voir une scission, une lutte de la terre et de l'esprit, n'est que l'effort de leur synthèse sur un plan supérieur où les préoccupations de mieux être matériel feront corps avec le progrès ascensionnel le plus spirituel.

Un livre à lire

NIETZSCHE ET LE PROBLÉME EUROPÉEN

par SPENLÉ

Les changements qui se préparent à travers les événements actuels sont probablement aussi importants que ceux qui se produisirent il y a deux mille ans. Nous vivons un effrayant crépuscule ou les anciens dieux agonisent et où les nouveaux ne sont pas encore nés, nous assistons à un progrès d'ordre spirituel certain coïncidant avec une certaine métamorphose géologique.

Tout l'organisme héréditaire est disloqué, bouleversé, l'âme s'ouvre naturellement aux tables nouvelles, une refonte générale se produit qui n'attend plus que le moule spirituel dont elle recevra sa forme nouvelle. Et c'est cette immense possibilité entrevue, sentie par des millions d'hommes qui nourrit cet enthousiasme, cette volonté de sacrifice que nous avons vu à l'œuvre dans les pays totalitaires et que nous voyons aujourd'hui animer les combattants de l'Europe nouvelle.

Ces réflexions qui sont presque des truismes demandent cependant à être précisées. Devant la gravité de cette question Européenne, on s'est souvent senti, au cours de ces dernières années, obligé de découvrir des solutions rapides, hatives, dont la croissance forcée, fait pardonner les quelques erreurs qui peuvent les accompagner.

Avec toute ces erreurs et les outrances de sa prodigieuse vision, Frédéric Nietzsche nous aide à comprendre les données du problème européen dont il fut un des premiers « formulateurs ». L'on peut difficilement ignorer aujourd'hui celui qui dans ce XIX[e] siècle que Daudet qualifiait de stupide, s'écriait : « Un peu d'air pur ! Cet état absurde de l'Europe ne peut plus durer longtemps ».

Cette formule lapidaire nous revient à l'esprit en lisant le petit livre dense, objectif, que l'un de nos plus éminents germanistes, M. Spenlé vient de publier sous le titre: « Nietzsche et le problème européen ».

Certes il faudrait des dizaines de livres pour étudier les vues du grand philosophe Allemand sur l'Europe, mais le livre de M. Spenlé est une magistrale introduction à l'étude des problèmes européens. Il a le grand mérite d'être lumineux et complet, malgré sa rapidité, dans l'exposé de l'essentiel de la philosophie Nietzsche, non seulement au point de vue spécial qu'annonce le titre, mais aussi dans son ensemble.

Comme on le sait, Nietzsche n'est pas l'homme d'un système, il ne pro pose guère de solutions à l'angoissant problème Européen. Les sentier où il s'aventure sont des voies difficiles que son génie, illumine ça et là par de fulgurantes prophéties.

Nietzche est un prophète, un prophète qui se crée lui-même sa vérité sous cette seule forme, il doit être connu et étudié.

Aux prophéties de l'auteur de « Ainsi parlait Zarathoustra », l'histoir oppose souvent quelques réalités imprévisibles. On ne jugera donc pa Nietzche sur les détails, mais sur le sens. C'est là où l'on sent la gran deur de la vision. En ce qui est du problème européen par où il faut com prendre nous dit M. Spenlé « le problème de la régénération Européenn au moyen de la sélection et l'éducation d'une race forte à l'avenir » Nietz che a posé une vérité absolue quand il nous dit qu'en Occident il n'y aur pas de grande politique sans grande culture. D'autre part, Nietzche voi dans la démocratie, le plus grand fléau qui ait frappé les Etats. Nou voyons là, se rejoindre les conceptions aristocratiques d'un Gobineau et les conceptions Nietzcheennes du surhumain. Mais, alors que le Comt de Gobineau plaçait le type parfait de l'humain à l'aurore de l'évolution le philosophe allemand, lui, le veut dans cette créature énergique, dure amorale qui est dans le devenir, que l'homme peut réaliser pleinemen s'il le veut et qui a pour nom « le Surhomme ». C'est de l'existence de ce être que dépend l'avenir Européen. Dans la généalogie de la Morale il es écrit : « Les castes dirigeantes furent toujours à l'origine des castes bar bares, leur supériorité réside autant dans leur force physique que dan leur énergie morale ». C'est de l'action de ces castes nouvelles que Nietzch attend le renouvellement de l'esprit Européen.

Il est certain que l'homme, comme nous le dit le Docteur Alexis Carre dans son remarquable ouvrage « L'Homme cet Inconnu » doit rester à la taille de son univers. Si le manque de contrôle de sa propre action le dépasse (c'est le cas du monde moderne) l'être est dépassé par son pro pre avoir et les efforts qu'il fait pour s'en rendre maître à nouveau s'ap pelle « Révolution ».

A ce tragique fossé creusé entre l'homme et sa propre nature par les sciences de la matière, à ce manque d'unité de foi, s'affirme la reli gion prêchée par Zarathoustra, avec elle nous touchons véritablement le fond du problème européen. Et Frédéric Nietzsche dont la pensée clair voyante et lucide, a senti la nécessité de cette adhésion nouvelle de l'hom me à sa destinée et à ses actions, est à ce titre, comme nous le dit M. Spenlé, le plus grand prophète de temps modernes.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

DOCUMENTATION DES CADRES DE LA MILICE FRANÇAISE

8° Z
24745
(2)

SOMMAIRE

I. - Doctrine, page 7.

Du Marxisme au Socialisme communautaire.

II. - Combat, page 19.

Partie générale :

Transmissions.

Partie technique :

Armement.

Partie tactique :

Combat de rues.

III - Informations, page 37.

La fin d'une équivoque.

Guerres d'hier et Guerres d'aujourd'hui.

Livres à lire : « Le sang Français » de Jacques Boulanger;
« La Mission de la Jeune Génération » de Gunther Grundel.

Reproduction interdite. Il a été tiré
2.000 exemplaires hors commerce.
Numérotés de 1 à 2.000

Edité par
L'Ecole des Cadres de la Milice
Française, Château d'Uriage (Isère.)

DOCTRINE

DU MARXISME AU SOCIALISME COMMUNAUTAIRE

L'ÉCHEC du marxisme et son impuissance à construire la cité socialiste, sont les conséquences de l'erreur de perspective que commet Marx lorsqu'il voit dans la classe le fondement de la société future. Or, la classe loin d'être une réalité est un simple accident ; c'est tout au plus une réalité temporaire qu'il eut fallu s'attacher à faire disparaître et qui ne pouvait être tenue que pour un état transitoire et passager, sans solidité ni avenir ! Mais l'esprit matérialiste qui animait le marxisme devait fatalement se trouver hypnotisé, par cette notion à la fois très ancienne et très neuve qui par un singulier paradoxe faisait une réapparition victorieuse au moment même où triomphait l'Egalité.

L'œuvre révolutionnaire était-elle compromise par la persistance, sous une autre forme, des inégalités de l'ancien ordre social ? On put le croire ! L'abolition des distinctions sociales traditionnelles, la disparition des anciennes classes et la victoire du principe égalitaire pouvaient en effet passer pour œuvres vaines et sans valeur puisque de nouvelles classes avaient remplacé les anciennes et que d'autres privilèges s'étaient substitués aux premiers. Un aussi déconcertant phénomène, se manifestant à un moment où chacun était en droit d'espérer que l'humanité allait vivre sur un mode nouveau et connaître enfin l'ère de la vraie justice, devait susciter d'énormes désillusions. Des années de luttes et d'efforts, d'innombrables victoires remportées sur les ennemies de la liberté pour en arriver là et se trouver tout à coup immobiliser dans cette ornière ! La révolution paraissait s'affirmer stérile : le présent ressemblait comme un frère au passé que l'on avait cru détruire ! Rien n'était changé et le peuple portait toujours ses chaines !

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS

Le caractère nouveau de cet esclavage n'était pas fait pour adoucir la rancœur des malheureux qui le subissaient. L'ancien serf se souvenait peut-être avec aigreur du temps où, attaché sur une terre ingrate, il se trouvait soumis à la loi du seigneur ; mais combien cette loi devait lui paraître douce comparée à la loi non écrite que lui imposait maintenant son nouveau maître, le chef d'industrie, dont il était devenu le salarié libre ! Au seigneur, son maître d'autrefois, quantité de liens l'attachaient ! Tous n'étaient pas odieux ou intolérables : à côté d'obligations parfois vexatoires prenait place le sentiment réconfortant d'appartenir à la famille du maître. Souvent le serf et le seigneur enfants avaient joué ensemble ! Entre la chaumière et le château les rapports furent toujours nombreux ; les naissances, les maladies, les sépultures étaient l'occasion de contacts fréquents tendant à adoucir encore les liens déjà très supportables qui unissaient les serfs aux seigneurs !

Le serf savait qu'il avait un maître dont en aucune façon il n'eut pu se croire l'égal ; il savait que lui-même n'était pas un homme totalement libre, mais ce maître, il en connaissait au moins les défauts et les qualités et s'il lui devait respect et obéissance c'était en raison d'un droit que fondait une très ancienne tradition et où les avantages que confère la fortune n'entraient pour rien. Le seigneur exerçait sur ses serfs une sujétion indépendante de sa propre situation matérielle. L'or ne jouait aucun rôle dans la façon dont étaient ordonnés les rapports sociaux et si les hommes pouvaient, dans une certaine mesure, se croire esclaves d'autres hommes, du moins ne l'étaient-ils pas de l'argent.

De ces liens, l'ère libérale et capitaliste ne libéra les hommes que pour leur en faire connaître de nouveaux ! Et ces liens nouveaux, ces obligations désormais intolérables qui accablent et oppriment les hommes ne sont inscrits nulle part ! Ils ne résultent d'aucun texte, ne s'insèrent pas dans une série de coutumes ou de traditions souvent vénérables ; ils sont la conséquence d'un état de fait que contredit formellement la législation en vigueur.

Alors que la Liberté, l'Egalité, la Fraternité avaient vaincu les vieux principes, réduit à néant les privilèges, supprimer les classes et les dures sujétions de jadis, les hommes s'aperçurent tout à coup que ce monde nouveau qu'ils avaient longtemps espéré ne leur valait finalement que de pauvres satisfactions de vain amour-

propre et qu'il était un prétexte utilisé par d'autres pour les maintenir dans un état de misère matérielle et morale qu'avaient exclu les rigueurs pourtant douloureuses de l'ancien ordre social.

Y

Le règne de l'argent commençait ! Entre les mains de ses possesseurs, il fut un moyen d'oppression et fit peser une lourde servitude sur les malheureux qui en étaient dépourvus. Les hommes s'étaient haïs autrefois pour les raisons les plus diverses : la faveur du roi, les succés de cour, d'autres encore ! Le capitalisme en suscita de nouvelles, inconnues jusqu'alors. Le pauvre désormais haït le riche, en tant que tel, et en raison de l'argent qu'il possède ! Et si l'argent put ainsi jouer ce rôle honteux que jamais il n'avait joué dans le passé, c'est parce que le capitalisme suivant le mot de La Tour du Pin libéra le capital, fit de l'enrichissement personnel le but de l'activité de l'homme et permit ainsi à l'or de dominer le travail.

Le prolétariat naissant haït le patronat capitaliste non point tellement parce que ce dernier vit dans l'opulence, mais parce qu'il sent confusément que c'est à la possession de l'argent que le patronat doit d'être une classe de maîtres alors que lui-même sait que son propre dénuement lui vaut d'être une classe d'esclaves. L'inégalité jadis avait été supportée avec patience : elle heurtait l'orgueil de l'homme mais non sa raison. Aujourd'hui, l'inégalité est insupportable parce que rien ne la justifie, sinon la différence existant entre les situations matérielles et qu'elle s'est installée à demeure dans un état social qui fait de l'égalité son unique raison d'être !

Y

Le marxisme exploita cette situation ; il l'exploita avec une habileté telle que le prolétariat non seulement se résigna à n'être qu'une classe, mais qu'il ne tarda pas à concevoir de son état misérabe une sombre fierté et voulut que son triomphe sur le capitalisme correspondit à l'écrasement de la classe ennemie. C'est en cela que le marxisme fut pour le prolétariat le plus détestable des éducateurs ! Alors qu'il eut fallut rechercher une solution au problème prolétarien en s'écartant de la notion de classe, Marx consi-

déra l'injustice foncière du capitalisme non pas comme une monstrueuse anomalie, mais comme le point de départ et le fondement même de l'ordre nouveau qui verrait la fin de la condition prolétarienne.

Parce que la classe avait débordé sur l'Etat et fait de ce dernier un instrument au service de la bourgeoisie, Marx voulut qu'à l'état bourgeois succédât l'état prolétarien qui à son tour serait un service exclusif du prolétariat, comme son prédécesseur avait été au service exclusif de la classe vaincue. Et cette société nouvelle, d'essence prolétarienne, ne fera aucune place à l'ancienne bourgeoisie, qui, en disparaissant en tant que classe, sera pratiquement exclue de l'ordre social réservé aux seuls prolétaires. L'expérience russe nous donne un aperçu pratique et atrocement concret de cette extermination d'une classe par le marxisme triomphant : il ne s'agit point de disparition théorique, ou d'une simple privation de droits mais de disparition par le meurtre et l'assassinat collectifs ! Le triomphe de la classe prolétarienne dans le marxisme, c'est très exactement la suppression sanglante de tout ce qui n'est pas le prolétariat.

Faire du socialisme en partant de l'idée de classe ne peut aboutir qu'aux atrocités du bolchevisme et la lutte de classe, telle que la conçoit Marx, conduit forcément à faire de la force l'arbitre de la situation. Or, le problème social ne peut pas être une question de force ; il est avant tout une question de justice et la justice n'admet la force qu'à titre accessoire et en qualité d'auxiliaire.

En poussant jusqu'à l'absurde la conception marxiste de la lutte des classes on admettrait aussi bien que le prolétariat pourrait indéfiniment croupir dans sa misère si la société capitaliste se révélait assez forte pour s'y maintenir et l'empêcher d'en sortir ! Certes, nous n'ignorons pas que pour le marxisme la victoire du prolétariat est un événement inévitable et quasi fatal, inscrit dans les destinés de toutes les sociétés capitalistes. L'explication que donne Marx de l'histoire des sociétés humaines tend à faire croire en effet que la défaite de la bourgeoisie va de pair avec les changements survenus dans la technique industrielle et que la dictature du prolétariat s'imposera d'elle-même le jour où la concentration industrielle et capitaliste sera parvenue au dernier degrés de son évolution.

Mais nul n'est contraint de croire aux vaticinations de Marx sur l'avenir du monde moderne et le matérialisme historique qui

prétend les justifier est une doctrine entachée d'erreurs tellement grossières, que les anticipations du marxisme sur la future victoire du prolétariat ne nous semblent nullement convaincante ! Ce qui par contre demeure, c'est le caractère essentiellement sanglant de la lutte que Marx place à l'origine même de la Révolution socialiste, lutte qui doit conduire inexorablement à l'extermination de la bourgeoisie ! Quant à l'instauration même du socialisme, Marx ne conçoit pas qu'il puisse résulter d'autres événements que de l'exploitation impitoyable par la classe prolétarienne des fruits de sa victoire.

Le prolétariat victorieux construira le socialisme sur les ruines et les dépouilles de la bourgeoisie vaincue, en usant avec cette dernière des procédés analogues à ceux qu'employaient jadis, après la reddition d'une ville, l'armée qui avait forcé la résistance. Le sac de la cité vaincue était alors traditionnel ! Le pillage et le meurtre venaient à leur place après les combats heureux et les vainqueurs ne tenaient leur victoire pour totale qu'après s'être saisis des biens des vaincus et avoir passé au fil de l'épée tous les habitants de la ville, leurs femmes et leurs enfants. Le triomphe du prolétariat doit être du même ordre ! C'est l'exploitation sauvage de la victoire, c'est le sac de la société bourgeoise et son anéantissement, c'est la suppression de tous ceux qui n'appartenaient pas à la classe victorieuse.

L'idée de classe ne peut conduire qu'à ces extrémités. Le bourgeois qui sourit et hausse les épaules en attendant parler du « grand soir » ne se doute pas qu'il rit du supplice qui, pour lui, se prépare. Le « Grand soir » n'est pas une image romantique que nous lègua le souvenir des révolutions du XIX^e^ siècle. Plusieurs pays d'Europe eurent leur « grand soir ». La Russie le connut par la révolution bolchevique et les ténèbres qu'il étendit sur le pays ne sont pas dissipés encore. La Bavière et la Hongrie eurent aussi leur « Grand soir » avec les tentatives heureusement avortées de Kurt Esner et de Bela Khun. Le Marxisme ne peut que finir dans le sang, parce qu'en dépit du nom usurpé qu'il porte, il n'est pas d'essence socialiste et qu'il n'est pas dans la nature d'une société humaine d'être prolétarienne plutôt que bourgeoise ou inversement. Placé face aux fausses réalités du monde moderne le Marxisme n'entrevoit la fin possible des injustices capitalistes que dans la création d'in-

justices nouvelles dont il veut qu'elles soient le contrepied des premières et comme la riposte des opprimés à leurs anciens oppresseurs !

Enfin, c'est encore parce qu'il fait de la classe l'essentiel de son système, que Marx aboutit à lier indissolublement l'idée socialiste aux plus faux de tous les mythes auxquels l'humanité moderne ait jamais cru. L'internationale ouvrière et la foi en une solidarité nationale des travailleurs sont la conséquence directe du sentiment nouveau éprouvé par le prolétariat lorsqu'il prit conscience de sa qualité de classe. L'apparition d'une conscience de classe bientôt suivie à son tour d'une véritable mystique de classe ne pouvait pas ne pas rapprocher déjà les prolétariats des diverses nations que le libéralisme avait réduit à des situations semblables ou voisines.

Le libéralisme avait produit partout des effets identiques ; en tout lieu les ouvriers de la grande industrie avaient été transformés en déracinés, détachés de leurs cadres de vie naturels et campés dans la société comme des nomades dans le désert !

Cette misère commune devait fatalement créer des liens nouveaux entre gens que l'idée de nation avait jusque-là séparés et en même temps amoindrir le sens national. De là à unir leur force pour mener en commun le combat contre leurs oppresseurs, il ne restait qu'un pas à faire. Le Marxisme les y aida ! En leur faisant franchir ce pas décisif il les détacha définitivement de la nation mais il les en détacha jusqu'à leur faire prendre cette dernière en horreur.

Nous saisissons là sur le vif le côté excessif et inhumain du marxisme, comme son manque constant de mesure et les dispositions essentiellement juives de son fondateur pour les solutions extrêmes dont par système les nuances sont exclues. Le concept de classe auquel le capitalisme avait donné un sens très particulier et qui eut malgré tout la vertu de créer au sein du prolétariat ce sentiment très vif et très noble d'une solidarité dans la misère, le marxisme s'en empara et sous son influence la solidarité de classe se doubla d'une haine de classe.

Certes, l'égoïsme de la classe capitaliste, son âpreté à jouir de privilèges injustes pouvait dans une certaine mesure suffir à expliquer l'attitude prolétarienne qui est bien celle d'hommes exas-

pérés qui ont perdu jusqu'à l'espérance ! Haïr ses oppresseurs, perdre l'amour de la patrie lorsque cette dernière semble n'être qu'une duperie profitable pour d'autres seulement n'a rien qui doive nous surprendre et il eut fallut que les hommes fussent des saints pour qu'ils évitassent à leur tour de sombrer dans les excès dont la classe capitaliste avait été la première à donner l'exemple.

Mais le Marxisme su renchérir encore sur ses sentiments légitimes ; il en fit la philosophie et en tira des conclusions telles que le prolétariat devenu marxiste finit par perdre tout visage humain : il ne fut plus que haine, haine contre la classe capitaliste, haine contre la nation, haine contre la société entière et contre tout ce qui est étranger au prolétariat.

C'est en raison de cet aspect constamment excessif et parce qu'il pousse tout au paroxysme qu'il est si difficile ajourd'hui de construire là où le marxisme a échoué ! Ses excès ont partout laissé des traces et atteint jusqu'à l'âme ceux qui ont subi ses influences. Il a gâté les hommes. Il les a gâté en profondeur, au plus intime d'eux-mêmes et le plus socialiste, le plus humain et le plus juste des régimes leur laissera toujours au fond du cœur le regret des perspectives atroces mais horriblement séduisantes que le marxisme leur avait fait entrevoir. Ils ne se consoleront pas facilement de n'avoir pas connu les joies farouches et mâles de la victoire et de n'avoir pas été à même de se livrer au sac sanglant de cette société bourgeoise qu'on leur avait appris à haïr. A côté de cet avenir haut en couleur qui leur eut permis de savourer l'âpre satisfaction que procure une vengeance impitoyable, le monde nouveau tel que nous voulons le construire leur paraîtra terne, tout en grisaille et dénué d'intérêts. Demain, dans une communauté nationale reconstituée, le prolétariat devra vivre côte à côte avec cette bourgeoisie qu'il eût souhaité exterminer, et l'on peut craindre que longtemps encore, sa survie, malgré la disparition des privilèges qui l'avaient exaspéré, lui apparaisse comme une injure personnelle. On se résigne mal à l'ordinaire à voir subsister l'ennemi, dont l'anéantissement était décidé et même si cet ennemi est maintenant amoindri et humilié, son existence seule suffit à susciter des regrets, rendus plus vifs encore par les haines de jadis !

Par les vertus malfaisantes du marxisme, le prolétariat aujourd'hui en est là ! Le socialisme prit pour lui le visage de la haine et de la vengeance ! Il nia les valeurs les plus essentielles et les plus humaines, détacha les hommes de leurs cadres naturels, et leur enseigna à mépriser tout ce qui jusque-là avait fait le fond même de leur vie.

Le marxisme avait trouvé les hommes dans l'état pitoyable où la Révolution finissante les avait laissé. Déjà désaxés et désintégrés de la plupart de leurs communautés naturelles, il voulut achever l'œuvre entreprise et fit en sorte que l'homme n'eut plus d'autre refuge que la classe. La Révolution avait marqué la fin du régime communautaire et fait apparaître à côté de l'homme traditionnel, l'**individu des temps modernes**, dont Renan affirmait qu'il nait orphelin pour mourir célibataire ! Dans son acharnement à détruire, la Révolution — nous l'avons déjà fait remarquer — n'avait pas néanmoins osé toucher à celles des communautés qui sont à l'origine de toute société ! Famille et Nation, bien qu'amoindries et mutilées avaient pu résister et ces vestiges d'un passé aboli étaient comme les témoins dans le présent de la vie communautaire de jadis.

Elles eussent pu jouer encore un rôle immense ! Elle le jouèrent avant qu'apparut le marxisme ! Nation et Familles, constituaient en effet des cadres solides et traditionnels, capables de retenir les hommes et les empêcher de sombrer dans ce nihilisme, qui n'est que la forme extrême du désespoir moderne. Mais le marxisme s'acharna à son tour sur ces restes de vie communautaire, comme la Révolution s'était autrefois acharnée à détruire : entreprise, profession, commune, province et paroisse ! La nation fut qualifiée de mythe sans valeur, les liens familiaux niés et foulés au pied, la famille ravalée au rang d'institution capitaliste. Après cette nouvelle catastrophe qui atteignait les bases mêmes de la vie sociale, que restait-il à l'homme pour se raccrocher à quelque chose d'humain ? Il lui restait une valeur imparfaite, jusqu'alors inconnue, fruit du monde moderne que le marxisme exaltait et dont il entendait qu'elle remplaça les valeurs d'autrefois maintenant périmées ! Il lui restait la classe et la classe seule. Le prolétariat s'y rua parce que c'était là seulement qu'il était assuré de rencontrer cette chaleur et cette intimité que le plus individualiste des hommes n'est assuré de trouver qu'au contact d'autres hommes !

La classe pour le prolétariat remplaça les communautés disparues ; elle fut le refuge où l'homme privé des appuis moraux qu'un

véritable ordre social eut dû lui dispenser, crut pouvoir retrouver ce qu'au fond de lui-même il n'avait jamais cessé de chercher ! Et c'est ainsi qu'au sein de cette fausse communauté qu'est la classe, naquirent des liens semblables à ceux que crée la vie communautaire, liens qui furent la transposition sur un plan nouveau, celui de la classe, des liens ayant autrefois unis les hommes dans la famille, dans l'entreprise, dans la nation comme dans les autres communautés où la nature a voulu que s'écoule leur vie.

Ce sentiment si vif qu'est la solidarité ouvrière et dont le prolétariat du XIX^e^ siècle sut nous donner une si magnifique idée, n'est rien autre que le fruit des efforts déployés par des hommes privés des joies de la vie communautaire pour retrouver malgré tout hors de cette dernière l'ambiance qu'inconsciemment ils regrettaient. Et c'est ce sentiment qui explique l'attachement de la classe ouvrière pour les organismes dans lesquels s'est concrétisée l'idée de classe. Si le syndicalisme, malgré ses imperfections et ses insuffisances jouit encore de l'entière faveur du prolétariat, c'est parce qu'il fut pour lui pendant près d'un siècle une communauté de remplacement et qu'il lui permit de faire revivre en plein individualisme quelques-uns des caractères de la vie de communauté à laquelle le plus déraciné des hommes est attaché d'instinct.

Rien ne nous prouve mieux combien les hommes ont été créés pour ce type de vie sociale, que ce besoin inconscient ou inavoué de retrouver même à travers les institutions animées de l'esprit opposé, ce qui fait l'essentiel de la vie communautaire. Si le prolétariat perdu dans ses misères retrouva le sens de la solidarité et sut en renouveler le contenu au point d'en faire quelque chose de neuf et d'une incontestable fraîcheur, c'est parce que chez les hommes arrachés à leur vraie vie, toujours la nature se révolte et les oblige même malgré eux à subir des contraintes auxquelles ni les spéculations des philosophes, ni les rigueurs de la législation ne sauraient les soustraire.

Y

Le marxisme, nous l'avons déjà dit, est une doctrine inhumaine ! Il l'est non seulement parce qu'il tend à déchaîner les instincts les plus bas, pour soumettre ensuite les hommes à la plus dure des lois qu'ils aient jamais subies, mais surtout parce qu'il néglige ce qui dans l'homme tient à sa nature même et fait que ce dernier lors-

qu'on réussit à l'en séparer, cesse en fait d'appartenir à l'humanité. Déjà la Révolution s'était attachée à créer une humanité nouvelle : elle avait commencé à déraciner l'homme, lui avait fait perdre son équilibre, l'avait arraché à la seule vie qui lui convient. Mais son œuvre avait été incomplète, elle s'était contentée de poser des principes, en avait tiré certaines conséquences, avait reculé devant d'autres ! Elle n'était pas allée jusqu'au bout de sa philosophie. Elle avait pensé l'homme nouveau, mais sa pensée n'avait pas possédé une force créatrice suffisante pour réaliser pleinement tout son contenu. Et l'homme tel que nous le légua la Révolution fut une espèce d'hybride, tiraillé entre deux tendances contraires et que son instabilité rendait semblable à ces métis ingouvernables qui par les désordres mêmes de leur hérédité sont empêchés d'être des êtres normaux !

Le marxisme voulut fixer ces instables et couper les derniers liens qui les rattachaient encore au passé. Ce que la Révolution n'avait osé ni dire, ni faire, Marx l'enseigna et voulut le mettre en pratique. Il sut aller jusqu'aux bout des dogmes libéraux et égalitaires, en tirer la quintescence et ainsi acheva de détruire ce que la Révolution avait épargné ! L'homme tel que l'imagina le marxisme ne ressemble plus en rien à l'homme qu'avait forgé la civilisation occidentale et que les efforts éducateurs du catholicisme avaient pourvu d'une nature équilibré et droite. Avec Marx, l'homme n'a plus aucune attache avec son passé : il ne connaît plus ces hésitations et ces faiblesses qui parfois le faisaient ressembler encore à un homme d'un autre âge. Il est un être pur, que ne trouble aucun mélange et que rien ne retient plus lorsqu'il court vers le plus monstrueux destin qui ait jamais été proposé à l'humanité ! Le marxisme nous conduit à l'ultime étape d'une évolution de l'homme dont la première avait été marquée par le triomphe des idées de 1789 ! Il n'apporte rien de spécifiquement neuf et ne fait que mettre la dernière main à l'œuvre commencée par d'autres, mais il l'achève pleinement et de façon si totale qu'il en épuise jusqu'à l'essence même ! Avec le marxisme, un type d'homme est mort, un autre a vu le jour qui n'a plus rien de commun avec son prédécesseur !

Y

Mais la victoire du marxisme n'est point encore un fait historique et il nous appartient avant qu'il soit trop tard d'exploiter les possi-

bilités qui demeurent encore intactes dans l'âme de l'homme occidental pour refaire son éducation et le replacer dans une ambiance telle que celle de ses aptitudes que le monde moderne n'a ni atteintes, ni détruites puissent s'y épanouir pour devenir par la suite le fondement solide sur lequel refleuriront toutes les autres dispositions naturelles à l'homme, que la Révolution et le marxisme juif se sont plus à réfréner.

Le socialisme que nous voulons restaurer ne naîtra pas naturellement des décombres de la Société libérale et capitaliste. Il ne naîtra pas davantage des échecs du marxisme ou des déceptions qu'il engendra. Le socialisme, s'il ne doit pas être un vague appel à la justice et à la solidarité, résultera d'une refonte totale de l'ordre social. Sa réussite sera fonction de la valeur des principes qui animeront ce dernier !

Le socialisme n'est pas un mode particulier d'organisation des rapports entre employeurs et employés, qui puisse être tenu pour indépendant du mode suivant lequel sont ordonnés les rapports sociaux en général ! Le véritable socialisme est d'essence communautaire et c'est seulement dans une société communautaire qu'il est capable de produire les effets qu'on attend de lui. Se dire socialiste ne signifie rien en soi si en même temps on ne voit pas l'ordre socialiste se développer dans un ordre plus vaste dont lui-même n'est qu'une partie, ordre qui ne peut être que communautaire !

Tout en repoussant du pied l'idéologie inhumaine qu'est le marxisme, ne restons pas insensibles à sa vraie nature ! Dans le marxisme, le socialisme n'est qu'une partie et s'insère à sa place dans un ordre social qui constitue à lui seul un type de civilisation très particulier, où tout est consacré à la matière et où la nature spirituelle de l'homme est constamment méprisée au bénéfice de ses aptitudes purement matérielles.

Le socialisme, tel que nous le souhaitons, ne sera pas davantage constitué par une série d'institutions isolées prenant place au hasard dans n'importe quel ordre social. Il correspondra lui aussi à un certain type de civilisation et sera l'aspect purement social d'une doctrine beaucoup plus générale qui fera revivre l'homme véritable, l'homme tel que nous le révèle la nature ! Et cette doc-

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

trine vaudra pour la société toute entière où elle présidera à la mise en place d'institutions semblables parmi lesquelles le socialisme sera seulement l'une d'entre elles !

En d'autres termes, il n'y a de socialisme qu'en régime communautaire et notre socialisme n'est qu'un des aspects de cette forme particulière de société que nous nous sommes données pour but de faire revivre, où l'homme retrouvera l'ensemble des cadres sociaux indispensables au plein épanouissement de ses besoins tant spirituels que matériels.

Partie générale

Transmissions

On désigne sous le titre général de Transmissions l'ensemble des moyens permettant d'acheminer d'une autorité à une autre les instructions, ordres, comptes-rendus, rapports ou renseignements.

Ces moyens comprennent différentes catégories s'échelonnant du coureur à la T.S.F. en passant par l'optique et le téléphone, chacune de ces catégories se subdivisant à son tour en procédés divers.

En ce qui concerne la Franc-Garde, nous ne retiendrons que deux procédés de transmission, les plus classiques d'ailleurs ; l'agent et le téléphone. Ce sont les seuls sur lesquels nous puissions tabler d'une manière certaine, tant au point de vue matériel qu'au point de vue exploitation ; le téléphone, dans l'emploi que nous envisageons ne nécessitant pas de brillants spécialistes.

Il serait cependant avantureux de croire qu'un quelconque F. G. peut assurer le service d'un standard même peu chargé et il y aura toujours avantage de détecter à l'avance les quelques spécialistes nécessaires à cette opération.

L'agent de transmission, dans sa forme la plus simple, est représenté par le coureur. Sur une courte distance et sur un trajet protégé c'est encore le moyen le plus sûr de transmission. Il présente surtout l'avantage d'avoir une capacité pratiquement illimitée. En effet, il peut être porteur de plans, de cartes, de plusieurs feuilles de texte, choses impossibles à transmettre par un procédé électrique, tel que le téléphone ou la T.S.F.

Il présente également l'avantage de la discrétion.

Mais utilisable dans sa forme simple derrière un front continu, il n'en est plus de même dans les circonstances où nous pourrons être amenés à l'utiliser.

Qu'il s'agisse d'opérations dans le maquis ou dans une localité peu sûre, il ne peut être question d'expédier seul dans la nature un agent de transmission. Même en le doublant d'un camarade, le problème ne sera pas résolu et il nous semble que seul l'agent « porté », c'est-à-dire pour notre cas, transporté dans une voiture touriste de liaison assurera avec rapidité et maximum de sécurité la transmission demandée.

Nous ajouterons, pour mémoire, qu'un agent de transmission doit être choisi soigneusement parmi les hommes présentant les qualités requises d'un F. G. appelé à se trouver isolé de son unité : initiative, orientation, lecture de carte, intégrité physique ne sont citées ici qu'à titre indicatif.

Le dressage des agents *désignés à l'avance dans l'unité* devra être entrepris et poursuivi entre chaque opération.

On devra exiger en particulier une répétition exacte des ordres donnés verbalement, qui d'ailleurs devront toujours être clairs et nets, et être non moins strict sur le compte rendu de la transmission du message.

Il est inadmissible qu'un agent de transmission, sa mission exécutée, n'en rende pas compte et laisse l'autorité qui l'a envoyé dans l'ignorance de la mission remplie. Nous y insistons particulièrement.

La mise en œuvre du téléphone nécessitera elle aussi, nous l'avons déjà dit, la détection de spécialistes, habitués en particulier au maniement des standards et à la prise (comme à l'expédition) de messages téléphonés.

En opérations, nous disposerons avant tout du réseau normal des P.T.T. Il ne peut être question de monter et d'exploiter de nouvelles lignes. Tout au plus quelques appareils supplémentaires pourront-ils être branchés, à l'occasion de l'aménagement d'un P. C.

Il faudra donc, dès l'entrée dans la zone des opérations, et au fur et à mesure de l'avance, coiffer les bureaux de poste et contrôler sinon interdire les communications particulières. Le service des standards devra être assuré uniquement par des F. G. à l'exclusion des agents des P.T.T.

Il est *indispensable* pour éviter l'embouteillage de désigner un poste destiné à servir de « cabine », desservi par un F. G. et uniquement destiné à prendre les messages et les conversations.

Le standard ne doit en aucun cas être utilisé comme appareil téléphonique ordinaire, sous peine d'embouteillage.

Les gradés, à quelque échelon qu'ils soient de la hiérarchie et les standardistes doivent appliquer strictement ces prescriptions.

Une certaine discipline d'exploitation est également nécessaire. Pas de bavardages, peu de conversations et seulement des messages, serait, selon nous, l'idéal.

Le fait d'écrire un message oblige l'expéditeur à être concis et précis ; chose impossible à obtenir d'une conversation.

Tout le monde y gagnera : l'expéditeur parce que sa pensée sera nettement exprimée, le destinataire parce qu'il saura exactement ce qu'on lui veut, tous deux, car il restera trace du message ; enfin, tous les exploitants du réseau qui sera ainsi utilisé à plein, les lignes n'étant pas encombrées par des conversations anormalement longues et oiseuses la plupart du temps. Les standardistes ne seront pas énervés et les communications y gagneront en rapidité.

Ajoutons que le téléphone est sujet à de nombreuses indiscrétions et qu'il faudra toujours s'en méfier. Si l'on est absolument maître du réseau, dans les circonstances actuelles, le langage chiffré ou convenu pourra être employé.

Enfin l'exploitation pourra être facilitée si dès l'entrée en zone des opérations un poste central est désigné et si tous les postes s'y subordonnent successivement.

A ce central qui se juxtaposera avantageusement avec le P. C., se tiendra le responsable des transmissions.

Il devra être tenu au courant de l'ouverture et de la fermeture selon les fluctuations des opérations, des différents bureaux, afin d'être toujours à même d'expédier les messages.

Il disposera également des agents de transmission et éventuellement de leurs moyens (autos, motos) et il sera juge du moyen à employer, compte tenu du message, du lieu et du temps.

Si le centre de gravité des opérations entraîne le déplacement du P.C. et de son central, ce dernier se déplacera en deux échelons et ne fermera le premier central que lorsque le second sera ouvert.

Y

D'aucuns estimeront que, dans nos conditions actuelles de combat, voici du papier noirci pour rien.

Il n'est nullement dans notre intention de codifier rigidement les moyens de fortune que nous pouvons être appelés à utiliser. Il ne pouvait donc être question dans ces quelques lignes que de dégrossir les procédés de transmission dont nous pouvons avoir à nous servir immédiatement et de poser les grandes lignes générales de leur emploi.

Nous n'ignorons pas que dans les conditions posées ci-dessus très succinctement ne seront pas réalisées le plus souvent.

Il nous a semblé cependant indispensable d'en parler dans cette revue, afin de donner aux cadres une idée, même vague, de l'importance à attacher à l'organisation d'une opération.

L'exemple ici choisi des transmissions doit laisser entrevoir l'organisation à prévoir comme transports, ravitaillement, etc..., tous services annexes que les guerriers négligent trop souvent, forts du vieux principe français qui fait que l'on se débrouillera toujours.

Armement

La fourniture d'armes et d'engins assurée massivement et bénévolement par nos « libérateurs » aux troupes de la Milice, nous amène à examiner les caractéristiques et les modes d'emploi de cet armement.

Dans un numéro précédent vous avez pu, à travers un style judéo-britannique, étudier le fonctionnement de la mitraillette « STEN ».

Nous verrons aujourd'hui :

a) la grenade « MILLS »,

b) le fusil « LEE ENFIELD »,

c) le fusil mitrailleur « BREN ».

Y

A. — Grenade « MILLS »

La grenade « MILLS » est une grenade défensive en fonte quadrillée, de forme ovoïde et à peu près semblable à notre grenade F1, elle est munie d'ailleurs d'une cuillère à peu près identique.

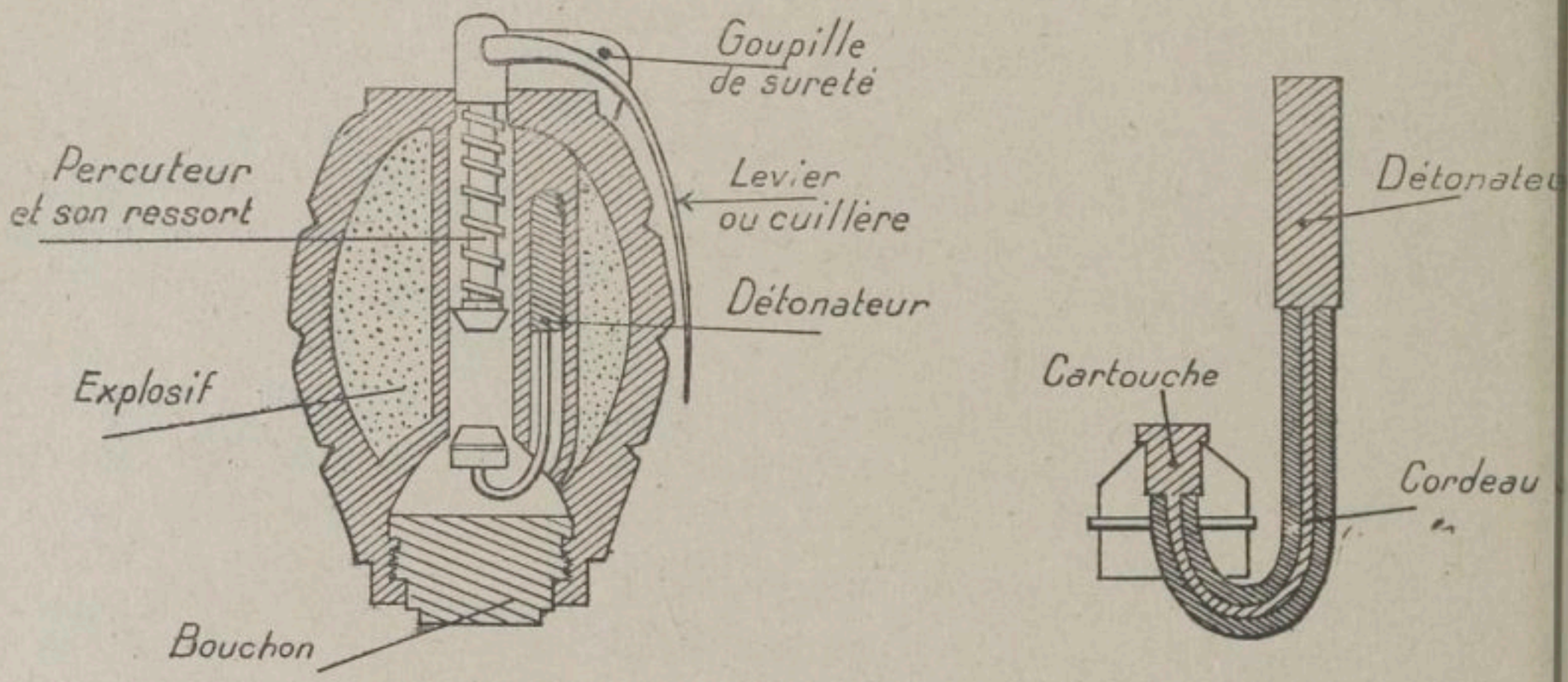
Ses caractéristiques d'emploi sont également semblables, son éclatement la fragmente en de nombreux petits éclats, mortels dans un rayon de vingt mètres environ. Il en résulte que, comme toute grenade défensive, elle doit être lancée d'une position abritée. La durée de combustion de la mèche lente est d'environ 4 secondes.

La grenade est livrée graissée et non amorcée. Les fusées et les détonateurs sont stockés séparément et ne sont introduits dans le corps de la grenade qu'au stade préparatoire au combat.

C'est d'ailleurs une opération facile et sans danger, grâce à l'agencement de l'engin.

Y

La grenade et sa fusée se présentent sous la forme suivante :



Pour préparer et amorcer la grenade :

1° Enlever le bouchon de base et s'assurer que le détonateur n'est pas en place.

2° Appuyer la base de la grenade contre la poitrine, puis, en maintenant le levier, extraire la goupille, relâcher doucement la main et enlever le percuteur et le ressort.

3° Bien nettoyer l'intérieur et l'extérieur, enlever avec un chiffon la graisse qui entoure la grenade pour assurer un bon fonctionnement.

4° Assembler à nouveau la grenade en procédant dans l'ordre inverse du n° 2 : placer d'abord le percuteur, son ressort et le pousser jusqu'à ce que la tête du levier s'engage dans la mortaise du percuteur. Replacer ensuite la goupille de sûreté, écarter l'extrémité des branches. Introduire alors la fusée et son détonateur de telle façon que le détonateur soit logé dans le petit orifice et la fusée dans le grand trou central.

5° Revisser le bouchon à fond.

La grenade est alors prête à être employée.

L'allumage se produit lorsqu'après avoir enlevé la goupille de sûreté et la cuillère cessant d'être tenue dans la main, celle-ci se relève brutalement, libérant le percuteur qui, protégé par le ressort, vient percuter la capsule de la fusée.

Celle-ci s'allume et, après combustion de la mèche lente, d'une durée de 4 secondes environ, fait exploser le détonateur qui agit sur l'ensemble de l'explosif contenu dans la grenade.

Le lancement de la grenade « MILLS » ne présente aucune particularité. La goupille de sûreté enlevée, maintenir comme dans les grenades françaises la cuillère solidaire à la grenade. TANT QUE LE LEVIER EST MAINTENU LA GRENADE EST INOFFENSIVE.

En principe toute grenade dégoupillée doit être lancée.

B. — Fusil « LEE-ENFIELD »

Le fusil « LEE-ENFIELD » 7 mm. 7 (303) est un fusil à répétition non automatique. Son tir est très précis jusqu'à la limite des petites distances (900 mètres).

Il comprend quatre parties principales :

a) le canon,

b) la culasse (avec la culasse mobile et le mécanisme des détentes),

c) le chargeur,

d) la crosse.

a) *Le Canon :*

Ne présente pas de particularités spéciales. Il est garni d'un protège-main en bois, son extrémité est munie d'une tige ronde sur laquelle vient s'emmancher la baïonnette. Au-dessus se trouve le guidon, bien protégé des chocs par deux ailes.

La hausse, réglable, située à l'autre extrémité, est graduée en yards. Sur le côté droit, les distances sont indiquées de 200 à 2.000 yards, soit 180 à 1.800 mètres, par centaine de yards — 2 = 200 yards. Sur le côté gauche, les graduations correspondent

à 25 yards (22 mètres) chacune et subdivisent en quatre parties chaque graduation du côté droit.

Le curseur possède un bouton molleté sur le côté gauche qui l'immobilise sur la graduation cherchée ; une petite vis sur le côté droit du curseur sert à l'ajustage du trait de repère avec la graduation.

Le cran de mire affecte la forme d'un U. La ligne de mire se prend en plaçant le guidon au milieu de l'U, l'extrémité supérieure du guidon affleurant les bords de l'U.

b) *La culasse :*

Pour ouvrir la culasse mobile, saisir le levier d'armement avec la main droite, soulever d'un quart de tour à peine et tirez en arrière.

Pour enlever la culasse mobile, la tirer en arrière le plus loin possible, jusqu'à ce que la tête de culasse bute. Avec l'index de la main droite, poussez la tête de la culasse mobile vers le haut, en la dégageant de la rainure guide, ce qui permet de continuer le mouvement arrière.

Si l'opération présente quelques difficultés, ramener légèrement l'ensemble mobile en avant, d'un millimètre environ, et la tête de culasse doit se soulever facilement.

Avant d'enlever la culasse mobile, observer la position de la tête de la gâchette à l'arrière de la culasse mobile. Elle doit être verticale lorsqu'on remet la culasse mobile.

La sûreté se trouve sur le côté gauche du fusil. La sûreté est mise ,le levier étant en position arrière.

c) *Le chargeur :*

Le chargeur contient dix balles.

Pour approvisionner, ouvrir la culasse mobile et introduire la lame chargeur dans la petite entretoise qui passe sur la culasse mobile. Appuyer avec le pouce sur les cartouches pour les introduire dans le magasin.

Refermez la culasse mobile, la lame chargeur sera alors rejetée. Le même mouvement introduira une cartouche dans la chambre.

Pour désapprovisionner, faire fonctionner la culasse mobile en avant et en arrière, jusqu'à ce que le chargeur soit vide.

Fermez alors la culasse et désarmer.

d) *La crosse :*

La crosse présente la particularité de servir de logement à une burette d'huile et à une corde de nettoyage.

Soulever le couvercle rond ménagé sur la plaque de couche pour en sortir les ustensiles.

Le tir avec le fusil « LEE-ENFIELD » n'a rien de spécial. La détente présente deux bossettes.

Il semble que l'acier soit particulièrement sensible au manque d'entretien. Il rouille facilement, en particulier dans les parties recouvertes de bois, où le métal a tendance à « transpirer ».

Après le tir, le canon doit être lavé à grande eau, si possible bouillante (plusieurs litres). Cette précaution semble être nécessitée par la qualité de la poudre employée.

C. — Le fusil-mitrailleur « BREN »

Comme le fusil ci-dessus, le F.M. « BREN » est d'un calibre 7 mm. 7 (303) et utilise par conséquent la même munition qui est celle réglementaire de l'Armée britannique.

C'est une arme automatique utilisant la poussée des gaz ; le canon est refroidi par air. Elle est aménagée pour tirer en mitrailleuse ou en coup par coup. C'est une arme très précise dans ce dernier tir.

A la livraison, nous voulons dire, « lors de l'atterrissage du parachute », le fusil-mitrailleur se présente à vous avec 13 chargeurs remplis, des pièces de rechange, *dont un canon* et un total de 1.500 cartouches.

Le démontage s'opère de la manière suivante :

1) Ouvrez le bipied et posez es pieds à terre.
2) Poussez à droite la clavette d'assemblage et tirez la crosse en arrière.
3) Tirez l'axe du ressort récupérateur sur la gauche et retirez le piston.
4) Enlevez la culasse mobile du piston.
5) Pour retirer l'extracteur de la culasse mobile, enlever le tenon d'extracteur. Pour enlever le percuteur, retirer la goupille.
6) Relevez le levier de verrouillage du canon en pressant son ressort. Tenir l'arme dans la main gauche sur le tambour de hausse et enlevez le canon.
7) Tournez le corps de l'arme à gauche et enlevez le bipied.
8) Pour enlever le régulateur de gaz du canon, tournez son double tenon de façon à l'amener en face de l'évidement régulateur des gaz et le retirer.

***

Le remontage se fait dans l'ordre inverse du démontage.

Bien veiller à pousser le levier de verrouillage à fond.

Après l'assemblage du canon, faire un essai, en tenant le levier d'armement et en appuyant sur la gâchette.

***

La boîte chargeur, de forme semi-circulaire, ne doit pas contenir plus de 28 cartouches. Veillez à ce que les cartouches soient bien placées dans la boîte chargeur, le culot bien à fond et se présentant correctement aux lèvres du chargeur.

***

Mise en œuvre :

Se coucher derrière l'arme. Placer une boîte chargeur. Armer en tirant le levier d'armement en arrière aussi loin que possible. Mettre le levier à S (Sûreté).

Tirez l'épaulière, mettre la crosse contre l'épaule, mettre le levier sur A (automatique) ou R (coup par coup), selon le genre de tir désiré.

La joue contre la crosse, la main gauche sur la poignée d'épaulement et la main droite sur la poignée du pistolet.

La hausse à tambour est graduée en yards (voir fusil « LEE-ENFIELD », de 200 à 2.000 yards) ; elle présente un œilleton au centre duquel le tireur doit apercevoir le guidon.

En automatique, tirer par rafales de 5 balles.

En coup par coup, le tir est aussi précis qu'au fusil ordinaire.

Quand le chargeur est presque vide, le retirer en pressant le verrou de la boîte chargeur avec la paume de la main droite. Replacer un chargeur et continuer le tir.

En fin de chargeur, le tir s'arrête culasse ouverte. A la fin du tir, retirer le chargeur, replacer le levier sur A (s'il n'est pas dans cette position) et presser sur la gâchette. Donner deux coups de sécurité. Fermer la fenêtre d'alimentation et celle d'éjection située sous le fusil.

Régulateur :

Si pendant le tir la cadence est très lente ou si le fusil tire quelques coups et s'arrête, cela provient du manque de poussée des gaz. Pour l'augmenter, retirer la boîte chargeur et désarmer le fusil. Dégagez ensuite le canon et le pousser en avant pour découvrir le régulateur. Avec la pointe d'une balle, tourner le régulateur jusqu'à ce qu'un trou plus gros que celui en service au moment de l'arrêt du tir soit opposé au zéro du régulateur.

*
* *

Entretien :

Les soins à donner au F.M. « BREN » sont les mêmes que ceux nécessités par les autres armes automatiques.

Avant le tir, le canon et les différentes pièces en contact avec les gaz doivent être séchées. Les pièces mobiles doivent être propres et légèrement huilées.

Après le tir il faut démonter le fusil, le nettoyer et graisser légèrement toutes les pièces. Retirer soigneusement les déchets des évents des gaz. Nettoyer le canon avec de l'eau bouillante. Huilez abondamment pendant plusieurs jours après le tir.

*
* *

Incidents de tir :

Avec une arme bien entretenue et bien montée, les incidents de tir seront rares.

En cas d'arrêt du tir, procéder comme suit :

1° Armer
2° Retirer le chargeur
3° Appuyer sur la gâchette
4° Replacer le chargeur après s'être assuré que les cartouches se présentent convenablement.
5° Armer
6° Reprendre le tir.

Si l'arme tire quelques coups et s'arrête :

1° Armer
2° Retirer le chargeur
4° Armer à nouveau.
5° Retirer le canon et vérifier, le cas échéant, régler le régulateur
6° Remonter l'arme et reprendre le tir.

Si les mesures s'avèrent inopérantes :

1° Armer
2° Retirer le chargeur
3° Examiner la chambre. Retirer le cas échéant la balle ou la douille éclatée.
4° Remonter l'arme et reprendre le tir.

*
* *

L'arme est livrée avec un canon de rechange. Après le tir consécutif de plusieurs chargeurs, changer le canon pour permettre le refroidissement.

Combat de rues

Défense d'une barricade

Les actions défensives ne doivent être que momentanées. L'ordre menacé, la sûreté et la tranquillité publiques ne se rétablissent jamais par *la défensive,* mais par une *offensive hardie.* La franc-garde ne se laisse pas « dicter la loi » par les terroristes ; elle recherche les centres d'agitation et les attaque (exemple : Haute-Savoie, Vercors, etc...).

Cependant une attitude défensive peut être imposée à une unité, soit par sa mission (protection par exemple), soit par situation (en fin d'attaque), soit par une réaction de l'ennemi. D'autre part, dans une localité en insurrection, les unités chargées de la garde des points sensibles (casernements, bâtiments publics en particulier) peuvent avoir à mener des actions défensives d'une certaine durée.

De toute façon, la *défensive* doit être *active* (mobile), grâce à une *réserve de choc* (destinée aux contre-attaques).

*
* *

I — LA BARRICADE

But. — Interdire l'accès de la rue aux éléments adverses et à leurs véhicules. Autant que possible les barricades doivent être protégées par des défenses accessoires et avoir un champ de tir suffisant.

Différentes sortes de barricades:

1) *en fil de fer barbelé, chevaux de frise,* etc..., et battus par le feu. — Ces barrages ont l'avantage de n'offrir aucun abri à l'adversaire qui les aborde et peuvent être défendus de loin.

2) *Barricade classique:* construite en matériaux de fortune lourds et volumineux, arrimés au sol et entre eux, de façon à être indéplaçables avant un long délai.

Cette sorte de barricade se justifie si l'on ne dispose pas du matériel spécial nécessaire à la construction d'une barricade de type précédent ou si l'on veut obstruer plus ou moins passivement un point de passage obligé. Elle s'impose si les défenseurs ne peuvent occuper les immeubles qui la bordent et sont obligés de s'installer dans la rue.

Défense de la barricade :

En principe, une barricade est défendue en occupant les immeubles qui l'encadrent. On a donc intérêt à l'appuyer (au moins d'un côté) à des immeubles difficiles à aborder, dominant les bâtiments voisins et donnant de bons champs de tir en avant de l'obstacle.

De plus, une barricade est utilement défendue en créant des barrages de feux constitués en profondeur par :

1) *des tirs d'enfilade* partant des parties hautes du bâtiment, destinés à saisir l'ennemi le plus loin possible et lui interdire l'abordage de la barricade.

2) *des tirs de pistolets mitrailleurs et des jets verticaux de grenades* pour la défense rapprochée de la barricade.

*
* *

II — DEFENSE D'UNE BARRICADE
(Voir dessin)

Situation de base : (voir croquis).

Notre centaine est chargée de la défense de la Préfecture (place Maréchal-Pétain) d'une ville où l'ordre est troublé par des communistes. Ces insurgés sont bien armés grâce à du matériel parachuté par leurs amis anglo-saxons. D'après des renseignements dignes de foi, le moral de ces hommes est excellent ; ils sont encadrés par des rouges espagnols qui ont l'expérience de la guerre civile.

La préfecture est un immeuble de quatre étages. Les immeubles bordant la rue de France ont une hauteur de trois étages en moyenne, les immeubles A et B ont respectivement quatre et cinq étages.

Notre trentraine est chargée de verrouiller la rue de France, les autres trentaines les rues Napoléon-I^{er} et Nationale. Les moyens mis à notre disposition sont ceux d'une trentaine normale.
Ordre reçu à 7 heures par le chef de trentaine :

Construire et défendre dans la rue de France une barricade, de manière à interdire l'accès de la Préfecture. Mise en place terminée à 11 heures.

*
* *

La situation étant ainsi posée, nous allons, dans un premier paragraphe, raisonner ce problème et, dans un deuxième paragraphe, nois établirons l'ordre correspondant.

*
* *

I — ETUDE DE LA DECISION

Cette étude de la décision est basée, comme nous l'avons déjà vu dans les numéros 1 et 3 de la revue, sur l'étude des éléments mêmes de l'action, à savoir :

1) mission,
2) ennemi,
3) terrain,
4) temps,
5) moyens : humains,
matériels.

Nous rappelons encore une fois que le chef envisage chacun de ces éléments à la lumière de la situation dans laquelle il se trouve

placé ; de cet examen, il tire une conclusion pour chaque élément. Puis, de toutes ces conclusions partielles réunies en une synthèse, découle son intention ou idée de manœuvre.

1) *Mission :*

a) Que veut mon chef à son échelon ?
— Interdire l'accès à la Préfecture.

b) Rôle qu'il m'a assigné ?
— Interdire l'accès à la Préfecture par la rue de France.

Conclusion : mission impérative. Il faudra mettre en jeu tous les moyens mis à ma disposition.

2) *Ennemi :*

a) *Importance ?*
— On ne connaît pas le nombre qui nous attaque.

b) *Localisation ?*
— Ne peut venir que par la rue de France ou par les maisons qui la bordent.

Conclusion : Construire rapidement la barricade et s'installer défensivement.

3) *Terrain :*

a) Avantages pour moi ?
— La rue de France est droite d'où bon champ de tir. Les immeubles A et B de 4 à 5 étages dominent les immeubles voisins.

b) Des avantages pour l'ennemi ?
— Correspondent à mes avantages.

Conclusion : Il faut que j'appuie ma barricade aux immeubles A et B.

4) *Temps :* Il me faut « grosso-modo » 1/4 d'heure pour résoudre le problème

1/4 d'heure pour donner les ordres,
2 heures pour construire la barricade,
1 heure pour l'installation défensive de la trentaine,
1/2 heure de marge libre.

Conclusion : temps suffisant pour la construction de la barrirade et pour la mise en place de la trentaine.

5) *Moyens :* Une trentaine normale :

Conclusion : Moyens insuffisants pour construire la barricade (matériels). D'où obligation de prendre dans les maisons des matériaux de fortune (meubles, véhicules, etc...).

De ce raisonnement découle l'intention ou l'idée de manœuvre du chef. Dans un premier temps : construire la barricade et assurer la sécurité pendant cette construction. Dans un deuxième temps : installation défensive de la trentaine.

Le chef de trentaine ayant pris sa décision, il s'agit pour lui de l'exprimer en un ordre clair, précis, exploitable en temps utile et surtout compréhensible pour tout le monde.

*
* *

II. — ORDRES DU CHEF DE TRENTAINE
(donnés verbalement à 7 h. 15)

1° *Situation générale :*

a) *Amis :* verrouillent les rues Nationale et Napoléon Ier ;
b) *Ennemi :* peut attaquer d'un moment à l'autre, on ne connaît pas le nombre.

2° *Mission de la trentaine :*

Construire et défendre, dans la rue de France, une barricade entre les immeubles A et B de manière à interdire l'accès de la Préfecture. Mise en place terminée à 11 heures.

3° *Idée de manœuvre :*

Dans un premier temps : construire la barricade et assurer la sécurité pendant cette construction.

Dans un deuxième temps : installation défensive de la trentaine.

4° *Modalités d'exécution et répartition des missions :*

a) dans le premier temps :

Chef 1re *dizaine :* Mission : faire évacuer les immeubles M. O. N. ; s'assurer que les portes et fenêtres des autres maisons de la rue soient fermées. Se poster au premier carrefour pour protéger la construction de la barricade. Se replier à mon coup de sifflet.

Chef 2e dizaine : Mission : transporter les matériaux dans la rue.

Chef 3e dizaine : Mission : construire la barricade et aménager un emplacement de F.M.

b) dans le deuxième temps :

Chef 1re dizaine : Mission : F.M. sur la barricade avec le tireur et le chargeur. Le reste de la dizaine à ma disposition au rez-de-chaussée de l'immeuble B. Se tenir prêt à contre attaquer.

Chef 2e dizaine : occuper les toits des immeubles A et C avec les voltigeurs. F.M. en batterie sur le toit, en surveillance sur les immeubles du côté droit de la rue de France.

Chef 3e dizaine : occuper les toits des immeubles B et D avec des voltigeurs. F.M. en surveillance sur les immeubles du côté gauche de la rue de France.

5° *Place du chef :*

Chef de trentaine, avec la première et troisième dizaines en B,
Chef de trentaine-adjoint, avec la 2e dizaine en A.

6° *Divers :*

a) déclenchement des tirs de F.M. : 1 coup de sifflet bref ;

b) déclenchement des tirs de F.M. et jets de grenades : 2 coups de sifflets brefs ;

c) cesser le feu : une série de coups de sifflet brefs.

La contre-attaque ne se fera que sur mon ordre et avec moi.

INFORMATIONS

LA FIN D'UNE EQUIVOQUE

Nous fûmes quelques-uns en France, au lendemain de l'armistice, à penser que la Révolution Nationale serait impossible dans une Europe militairement et politiquement dominée par l'Angleterre.

Déjà pendant la guerre certains d'entre nous avaient éprouvé un malaise, que la propagande officielle n'était pas parvenue à dissiper, devant l'imprécision des buts de guerre de notre pays. Nous entendions nos ministres parler de la guerre au national-socialisme et de la nécessité vitale pour nous de détruire, non pas l'Allemagne, mais une certaine Allemagne, celle dont Hitler était le chef. L'attitude de l'Angleterre n'était pas faite non plus pour nous rassurer : dans les discours de ses hommes politiques il était question seulement de barrer la route au fascisme et de faire régner sur le monde la Démocratie triomphante.

Si les démocraties n'étaient devenues guerrières que pour imposer aux nations totalitaires leur propre idéologie, si nous n'étions pas engagés dans la guerre pour défendre le sol national menacé, si le conflit n'avait vraiment d'autre but que d'affermir la démocratie, nous pouvions nous demander alors si nous n'étions pas les dupes misérables d'une politique insensée, nous conviant à participer par les armes à la victoire d'un régime que nous détestions et qui déjà avait à demi consacré la décadence de notre pays !

Nous n'avions pas non plus manqué de nous apercevoir, malgré les mensonges de notre propagande, que la France n'avait joué qu'un rôle secondaire dans la ronde infernale des événements qui nous avaient conduits à la guerre, et nous savions que d'autres nous avaient forcé la main pour nous y entraîner et en fait l'avaient déclarée pour nous !

Cette vassalité envers notre alliée l'Angleterre, dont nous n'ignorions pas qu'elle même subissait de la part du judaïsme la plus dangereuse des servitudes, suscitait en nous des inquiétudes que nous ne parvenions pas à maîtriser. Le voile jeté sur les réalisations révolutionnaires de l'Allemagne nazie, l'ignorance dans laquelle volontairement avait été maintenu le peuple de France sur le vrai visage du national-socialisme, ne nous empêchaient pas d'entrevoir qu'outre-Rhin un monde nouveau était né !

Ce monde hélas, nous le connaissions bien mal ! Mais par une intuition obscure, nous sentions qu'il ne devait pas être conforme à l'image conventionnelle et fausse que les écrits et discours officiels tentaient de nous imposer à son sujet ! Malgré les injures adressées à son chef par les pygmés qui nous gouvernaient, malgré les sarcasmes et les plaisanteries faisandés de nos chansonniers et de nos caricaturistes, nous savions que l'Allemagne était redevenue un grand peuple et nous nous demandions pourquoi il nous fallait la combattre, comme pour la châtier d'avoir su retrouver le chemin de la grandeur, sans passer par les sordides exigences de l'idéologie démocratique ! Le peuple qui avait su se libérer de l'obsession que cette dernière exerce depuis plus d'un siècle sur les nations occidentales, qui avait compris les dangers du judaïsme, profité des enseignements de Drumont et exclu les juifs de la vie nationale, ce peuple-là, pour nous révolutionnaires, ne pouvait pas être l'ennemi né que nous dépeignaient les insulteurs officiels du régime !

Nous nous sentions infiniment plus près de lui, que de notre alliée l'Angleterre, ce vieux pays usé par la Démocratie, le Judaïsme, et le goût décadent du confort, peuple de marchands et de trafiquants, sans générosité ni grandeur et incapable de rien concevoir sans subir la tyrannie des affaires et de l'argent. Et puis, nous nous demandions aussi ce qu'eut été notre victoire, au cas où la Providence consentirait une fois encore à renouveler en notre faveur les grâces dont contre toute attente elle nous avait comblé en 1918 : L'Allemagne hitlérienne terrassée, quelles perspectives s'offraient à nous ? Notre victoire eut été celle de la démocratie et du judaïsme ; le capitalisme international eut étendu un peu plus avant sa domination sur le monde et l'Angleterre vu sa puissance se confirmer ! La satisfaction d'avoir écrasé le national-socialisme eut été l'unique prix de notre victoire, avec comme corollaire la certitude que s'évanouirait à jamais l'espoir de voir un jour la France secouer le joug combiné de la Démocratie et des juifs.

*
* *

Cette guerre décidément ne pouvait pas être la nôtre ! Tout nous poussait à la détester. Notre présence au sein des armées démocrati-

ques avait à nos yeux quelque chose de ridicule et le régime pouvait se flatter d'avoir, par une ruse diabolique, réussi le plus extravagant des tours de force, puisqu'il était parvenu à nous faire battre pour la victoire de l'idéologie, que dans la paix nous nous étions employés à détruire !

Notre position personnelle constituait un étonnant porte à faux : nous ne pouvions pas ne pas souhaiter la victoire de notre pays, victoire qui pourtant nous eut asservi sans espoir au régime que nous détestions et d'autre part nous étions obligés de redouter une défaite, dont les conséquences tragiques ne nous échappaient pas, mais dont aussi nous n'étions pas sans savoir qu'elle pourrait être pour nous l'occasion inespérée de refaire l'âme française et de délivrer enfin notre pays du plus insensé et du plus inhumain des regimes !

Le dilemme où nous nous débattions était un des plus poignants qui se soit jamais posé à des hommes d'honneur ! Mais le Dieu de la guerre voulut abreger nos tourments et malgré les inquiétudes que suscitait en nous le spectacle de notre anéantissement, nous n'en éprouvâmes pas moins un immense soulagement. Les événements nous avaient dispensé de prendre parti et délivré du plus douloureux des cas de conscience !

Nous avions perdu la partie ! Mais l'effondrement de la France n'était pas aussi total que celui du régime, dont en quelques heures il ne resta plus rien ! Les institutions et les hommes qui les avaient servies, s'évanouirent dans le néant, comme happés par quelque trappe mystérieuse ! La Démocratie, qui dans un geste de fol égarement, avait lancé au national-socialisme, un dérisoire défi, disparaissait sans que personne s'en aperçut, entraînant avec elle tous les grotesques qui en avaient été à la fois les prêtres et les profiteurs !

La France par le détour d'une catastrophe militaire totale, remportait une victoire politique sans précédent, victoire que, certes, nous ussions préféré voir entourée d'autres circonstances, mais qui telle quelle, permettait néanmoins tous les espoirs ! Par ailleurs, la rupture à laquelle nous contraignait l'Angleterre, semblait-elle aussi vouloir nous détacher du camp des démocraties, nous rapprocher de l'Allemagne et nous interdir de regarder au delà de cette Europe, où nous étions enfermés et dont bon gré, mal gré, il nous faudrait maintenant partager le sort !

*
* *

La défaite avait fait chez nous table rase d'un passé abhoré ! La France était à refaire de fond en comble ! La Révolution en laquelle depuis des années nous espérions, était assurée de ne plus rencontrer les obstacles que le régime démocratique, plus habile à défendre ses

prérogatives contre les entreprises de ses ennemis intérieurs qu'à faire la grandeur de la France, n'avait cessé de dresser devant nous.

Immédiatement et même avant Montoire, l'idée de la collaboration avec l'Allemagne, puis de la collaboration européenne s'imposa à nous ! Nous savions que la persistance du régime démocratique, plus encore que la défaite, serait pour la grandeur de la France un empêchement dirimant et que notre pays vaincu, humilié et sous la botte du vainqueur, mais débarrassé de la Démocratie, rencontrerait moins de difficultés dans son œuvre de redressement qu'en des circonstances apparemment plus favorables !

Ce sont là les raisons pour lesquelles jamais nous ne nous laissâmes séduire par l'idée d'une revanche à prendre sur notre vainqueur. Dès l'armistice, nous nous arrêtions à la résolution de nous accommoder de la défaite et d'exploiter au mieux des intérêts français une situation qui s'avérait moins désastreuse qu'on aurait pu le craindre et n'excluait aucune perspective de redressement ! La revanche c'était pour nous en effet l'obligation de renouer avec l'Angleterre et de faire à nouveau nôtres ses propres buts de guerre. C'était nous laisser une fois encore enfermés dans le camp des démocraties et nous replacer dans la position politique que nous avait imposé la déclaration de guerre, celle-là précisément qui pendant les huit mois de la drôle de guerre nous avait si souvent conduits à nous interroger avec inquiétude sur le sens de nos combats !

Pour les révolutionnaires que nous étions, le gaullisme ne pouvait présenter aucun attrait, puisqu'il nous promettait à travers Dieu sait quelles difficultés et quelles épreuves nouvelles, une victoire dont nous ne pouvions attendre que le retour de la Démocratie et la fin de nos espérances.

*
* *

D'autre part, l'attitude de l'Allemagne nous engageait aussi à persévérer dans la voie que d'instinct nous avions choisie. Le chancelier Hitler, que nous avions laissé en France insulté bassement par les plus méprisables de nos polémistes, prononçait des mots qui avaient raison de nos dernières hésitations et nous faisaient rompre définitivement avec l'Angleterre. Ce n'est pas sans émotion que nous l'entendions affirmer que l'Allemagne saurait domminer sa victoire puis convier tous les peuples d'Europe à l'œuvre grandiose d'une reconstruction de l'Europe dont les vaincus d'hier ne seraient pas exclus !

Dans notre esprit, la voie dont nous ne nous sommes jamais écartés depuis était toute tracée déjà ! Nos aspirations révolutionnaires n'étaient compatibles qu'avec la victoire de l'Allemagne et bien avant que le président Laval l'ait dit aux Français, nous affirmions sans

crainte de déplaire à une opinion emportée par les moins politiques des préoccupations que cette victoire, nous la souhaitions ! Vouloir la Révolution Nationale exigeait que fut adoptée cette position extrême, incompréhensible pour la plupart des Français restés malheureusement attachés à l'idée que l'Allemagne était par nécessité notre ennemie naturelle et son écrasement la condition même de notre existence !

*
* *

Cet état d'esprit, dont les folles excitations de notre propagande officielle, avant même les extravagances de la B.B.C. porte l'entière responsabilité, nous n'étions pas étonnés de le rencontrer chez ceux qui avant la guerre avaient servi le régime ou profité de lui. Que le monde de la finance et du haut capitalisme, que la bourgeoisie conservatrice et cette énorme clientèle, gravitant autour des loges et de la synagogue, fussent désespérément accrochées à l'espoir d'une victoire anglaise n'était pas fait pour nous surprendre. Leurs intérêts suffisaient à expliquer leur position politique ! L'Angleterre était pour eux la gardienne des principes sur lesquels reposait leur puissance et sa victoire la garantie que rien ne serait touché à leurs privilèges.

Par contre, ce n'est pas sans surprise que nous vîmes restés fidèles à l'Angleterre d'anciens amis politiques qui dans l'avant-guerre avaient pensé comme nous, partagé nos espérances et communié dans un même idéal de foi révolutionnaire ! Chez eux l'antigermanisme prévalu, jusqu'à obscurcir le sens politique.

A notre point de vue, consistant à lier le problème intérieur au problème extérieur, ils opposèrent la nécessité de dissocier l'un et l'autre. Alors que notre conviction s'affirmait chaque jour touchant nos chances révolutionnaires et les relations existant entre elles et la victoire de l'Allemagne, ils crurent que notre avenir n'était pas dépendant de l'issue du conflit et que nos possibilités révolutionnaires devaient être exploitées en elles-mêmes sans que notre sort fut lié à l'une ou l'autre des parties en présence.

En réalité, cette prétendue neutralité sur le plan de la politique extérieure, cachait la plus dangereuse des équivoques. Ceux qui se refusaient à se ranger aux côtés de l'Allemagne et prétendaient limiter leur activité à des tâches purement intérieures sans pour cela se déclarer en faveur de l'Angleterre, dissimulaient leurs véritables sentiments. Leur « attentisme » n'était qu'une façon élégante et prudente à la fois de cacher une anglophilie sournoise qu'ils n'avaient pas le courage d'étaler au grand jour. Les moins discrets d'entre eux dévoilaient parfois leurs espérances et leurs desseins : Voir l'Allemagne battue par l'Angleterre puis être nous-mêmes assez

forts pour que cette dernière fut incapable de nous contraindre à accepter la démocratie et que nous puissions lui imposer en revanche le régime de notre choix.

*
* *

Cette attitude insensée aboutissait indirectement à lier notre avenir à celui de l'Angleterre et à compter sur elle pour que nous soit laissée la latitude d'instaurer chez nous le régime qu'elle détestait et faire une révolution qu'à aucun prix elle ne voulait voir triompher en Europe. Il y avait là matière à une contradiction énorme. Vouloir faire en France la Révolution en s'appuyant sur la nation qui avait pris les armes pour la défense de la démocratie, révélait une absence totale de jugement et, chez les plus honnêtes d'entre les partisans de cette politique, un goût prononcé pour les anticipations chimériques.

Rien pourtant ne pu les détacher de la foi aveugle que leur inspirait l'Angleterre. L'entrée en guerre de la Russie ne les découragea point et plus tard, lorsqu'à leur tour les Etats-Unis devinrent les alliés de l'Angleterre ils crurent trouver dans ces événements des raisons nouvelles d'avoir foi en la solidité du parti qu'ils avaient pris. La présence des Etats-Unis dans la coalition décupla même leurs espérances et fut pour eux l'incident décisif qui leur fit franchir allègrement le Rubicon. Le Rubicon se fut la fuite en Afrique du Nord derrière Giraud et l'aveu officiel d'une dissidence à laquelle depuis longtemps tous s'étaient secrètement ralliés. Ils avaient espéré autrefois faire la révolution avec l'appui de l'Angleterre ; Giraud les confirma dans cette idée en leur offrant un nouvel appui, celui des Etats-Unis, et couvrit en outre de son autorité une opération politique qui n'allait pas tarder à tourner à la catastrophe et dont lui-même devait être d'ailleurs la première victime !

*
* *

Nous avons déjà longuement insisté sur l'aventure giraldienne et montré ses conséquences politiques. Des événements récents sont venus illustrer ce que nous laissions prévoir et confirmer la ruine des espérances qu'avait suscité Giraud et sa dissidence américaine ! Ce général, sans cervelle, était à lui seul un symbôle ! Il représentait un des aspects les plus caractéristiques de la pensée politique d'après-guerre, celui précisément auquel nous faisions allusion plus haut !

Giraud ne pouvait être soupçonné de complaisances envers la Démocratie ou le Judaïsme. A lui seul son passé constituait une garantie ! Nul plus que lui ne s'affirmait révolutionnaire, mais cette Révolution il la tenait pour impossible aux côtés de l'Allemagne ! Il

rejetait tout idée de collaboration européenne, voulait, grâce à l'appui des Anglo-Saxons, reconstituer sur le sol d'Afrique, l'armée française de la libération, puis, le jour où l'heure de la revanche sonnerait, toujours avec l'aide de l'Angleterre et des Etats-Unis, transporter cette armée en France, reprendre possession du territoire national, en chasser lui-même les Allemands et déposer aux pieds du Maréchal une France enfin délivrée du joug des vainqueurs! Giraud, le deus ex machina de cette épopée, ne pouvait manquer après sa réussite d'être l'homme qui s'imposerait à la France pour diriger ses destinées sous l'autorité paternelle du Maréchal. Car l'opération ne devait pas s'arrêter là ! Elle était forcément en deux temps. La première phase n'était que militaire. La seconde au contraire serait politique : les Allemands battus et rejetés au delà du Rhin, la France redevenue une nation libre pourrait enfin se consacrer exclusivement à l'œuvre de redressement intérieur et faire sa Révolution. Mais dans l'esprit de Giraud cette dernière exigeait nécessairement que l'Allemagne fût battue et la libérée.

*
* *

Ces projets grandioses reposaient entièrement sur le bon vouloir des Anglo-Saxons ! Pour y croire, il fallait être assurer de leur appui constant, et supposer que l'Angleterre et les Etats-Unis accepteraient d'équiper une armée française pour qu'ensuite celle-ci chassa les juifs de France, acheva d'enterrer la Démocratie et servit de premier soutien à un gouvernement autoritaire, présidé par un chef présumé fasciste !

Ainsi pour que les plans de Giraud fussent assurés de réussir, il eût été nécessaire que les Anglo-Saxons renonçassent en notre faveur à leur principal but de guerre et que pour nos beaux yeux, ils acceptassent de prêter la main à une opération qui allait à l'encontre même des raisons pour lesquelles eux-mêmes se battaient !

Nous touchons là du doigt le côté chimérique et insensé des projets de Giraud et de tous les Français, qui après lui, courrurent l'aventure africaine ! L'extrême faiblesse de ces plans enfantins fut d'imaginer que la Révolution pourrait se faire en France avec le consentement des Anglo-Saxons et que ceux-ci pousseraient la complaisance jusqu'à nous en fournir les moyens.

Les illusions de Giraud et de ses semblables ont leur source dans une méconnaissance totale des véritables causes de cette guerre qui est essentiellement une guerre d'idées, une croisade dans le sens plein du mot. Les visées impérialistes sont au second plan des préoccupations des combattants : ce qui leur importe en premier c'est avant tout le triomphe d'une idéologie. L'Allemagne veut affermir par les armes sa foi nationale-socialiste. La Russie vise à la bolchevisation

du monde et à la Révolution Internationale. L'Angleterre et les Etats-Unis à la victoire du principe démocratique.

Que ces buts idéologiques soient les seules raisons du conflit actuel, nous n'avons pas l'innocence de le croire. Nous n'ignorons pas que les Etats-Unis tout en luttant sous la bannière de la démocratie s'intéressent aux pétroles du Moyen-Orient et que l'accès à la Méditerranée va de pair dans les préoccupations moscoutaires avec la victoire du bolchevisme sur l'Europe. L'Allemagne elle-même ne reste pas indifférente devant une expansion possible vers l'Est et son désir de voir le national-socialisme devenir la charte des nations européennes réconciliées n'exclue pas le souci de réalisations plus terre-à-terre.

Mais en dépit de ces considérations qu'il serait imprudent de négliger, il n'en demeure pas moins que les raisons profondes de la guerre ne sont pas là où par tradition on serait tenté de les placer. Les armées se battent aujourd'hui plus pour des idées que pour la conquête de territoires ou de matières premières et il existe entre des nations représentant des idéologies ennemies des antagonismes plus violents, des haines plus inexpiables qu'entre des impérialismes qui s'affrontent.

*
* *

Si Giraud et les Français attentistes qui sous sa conduite quittèrent la France au lendemain du 8 Novembre 1942 avaient été capables de comprendre cet aspect idéologique de la guerre peut-être n'eussent-ils pas commis l'erreur de croire qu'aux côtés des Démocraties, la Révolution était possible en France et peut-être eussent-ils évité de livrer notre empire colonial contre des promesses dont la réalisation était par avance impossible. La trahison de notre armée d'Afrique révèle avant tout l'énorme ignorance de ses chefs et leur manque d'intelligence et de sens politique. Si leur trahison fut un crime elle fut encore plus à notre sens une faute, la plus lourde de toutes les fautes commises par les Français depuis la guerre.

Nos généraux furent les dupes des Anglo-Saxons qui acceptèrent d'enthousiasme que l'Afrique leur fut livrée et puis se dérobèrent au moment où l'heure vint pour eux de tenir leurs engagements. L'offre que leur firent les pauvres d'esprits, que la République avait placé à la tête de nos armées, les dispensa de combattre : elle leur permit sans coup férir d'occuper des positions stratégiques depuis longtemps convoitées et dont jamais elles n'eussent pu espérer en d'autres circonstances une aussi rapide conquête.

Le calvaire de Giraud commença le jour où ce niais voulu poursuivre l'exécution de ses plans. Nous avons raconté déjà la première série de ses avatars ; ceux qui lui sont survenus depuis étaient déjà en puissance dans les premiers. Après avoir été contraint d'accueillir

Marty au Comité d'Alger, après avoir donné sa démission du dit Comité, Giraud se vit retirer le commandement de l'Armée et nommé inspecteur général des forces françaises d'Afrique. Lui-même dut juger alors que la plaisanterie avait assez durée : il refusa cette dignité dérisoire, démissionna et abandonna, dit-on, la vie politique.

Brillant officier, débile en politique, sa disparition a comme son arrivée en Afrique un an et demi plus tôt la valeur d'un symbole. Giraud, nous l'avons déjà dit, fut l'homme autour duquel se rallièrent les dissidents bon teint, les bien pensants de la dissidence, ceux qu'écœurèrent les ignominies de la B.B.C. et les juiveries malpropres de de Gaulle et de sa bande. Il fut le chef d'une dissidence nationale, dont le but était de faire la Révolution en France en s'appuyant sur les Anglo-Saxons pour chasser d'abord les Allemands de France.

Ses échecs et sa retraite définitive marquent la fin d'une politique et la ruine d'espoirs qui furent ceux de nombreux Français. Abreuvé d'amertume, honteux peut-être du rôle qu'il joua, Giraud, en renonçant à ses projets, en dénonce lui-même l'inanité. Son départ doit être pour nous et surtout pour ceux qu'aveugle encore l'anti-germanisme la source d'enseignements politiques incomparables. Son éviction, la victoire au sein du Comité d'Alger de la fraction de Gaulle officiellement acquise aux Soviets, rendent évident pour tous l'impossibilité d'une Révolution faite chez nous avec l'aide des Anglo-Saxons, déjà eux-mêmes dépassés par leur propre idéologie et maintenant au service du bolchevisme stalinien. Mais c'est là une autre histoire que nous connaissons bien et sur laquelle les occasions ne nous manqueront pas de revenir encore.

*
* *

Giraud et ses partisans ont été les victimes d'un mirage, celui-là même que nous sûmes éviter au lendemain de l'armistice. Ils crurent que l'Angleterre et les Etats-Unis laisseraient la France choisir son régime politique et que les démocraties ne feraient rien pour l'empêcher d'instaurer chez elle un régime voisin du fascisme. L'erreur initiale de Giraud est là. C'est parce que tout de suite cette politique nous sembla entachée d'une faiblesse sans espoir que l'idée de la collaboration avec le Reich s'imposa immédiatement à notre esprit et que nous souhaitâmes voir notre Gouvernement en faire sans hésitation l'essentiel de sa politique. Pour nous, nous embrassâmes ce parti sans l'ombre d'un scrupule au lendemain même de la défaite parce que nous étions révolutionnaires et que la réussite de la Révolution Nationale exigeait, avec un caractère d'absolue nécessité, la victoire de l'Allemagne.

Seule la raison nous guida alors dans le choix difficile que nous eûmes à faire. Depuis les faits eux-mêmes parlèrent en notre faveur.

Nous n'en avions d'ailleurs nul besoin. Les évènements d'Afrique du Nord ont mis à nu plus clairement encore que nous l'eussions souhaité les faiblesses de la dissidence et surtout son erreur fondamentale : la prétendue complaisance des Anglo-Saxons en faveur d'une entreprise révolutionnaire française. L'histoire de ces dix-huit derniers mois, singulièrement riches en enseignements politiques, réduit à néant ces illusions et devrait suffir à convaincre les Français que seule la collaboration avec l'Allemagne permettra à la France de faire à son tour la Révolution pour s'intégrer ensuite dans la communauté européenne.

Entre temps d'autres raisons, tout aussi convainquantes, sont venues s'ajouter à celles-ci pour nous inciter à nous rapprocher encore de l'Allemagne natioale-socialiste et mettre finalement en elle tous nos espoirs. La ruée du bolchevisme vers l'Ouest, l'action terroriste des membres illégaux du parti communiste à l'intérieur même du territoire national, nous montrent depuis plusieurs mois que seule la puissance militaire allemande est capable d'écarter de l'Europe la barbarie sanglante que la Russie soviétique apporte avec elle. Mais ces arguments valent pour tous les Français, révolutionnaires ou non, bourgeois ou prolétaires ; ils valent pour tous ceux que le communisme inquiète ou menace dans leur vie et dans leurs biens, qu'il s'agisse de l'ancien conservateur d'extrême droite, du radical à tendance socialiste ou même de l'ancien disciple de Blum.

Les arguments que nous avons développés au cours de cette étude devraient au contraire frapper plus particulièrement ceux d'entre les révolutionnaires français qui, en se réfugiant dans la dissidence, ont cru servir leur pays. Le bourgeois qui craint le communisme par esprit conservateur et prie Dieu pour la Wehrmacht en songeant à son aisance menacée ne nous intéresse point. En voyant Giraud refusé de porter jusqu'au bout une croix qui devait être fort lourde, nous n'avons pas pu ne pas songer à certains de nos amis qui avant guerre militaient dans les mêmes rangs que nous et qui aujourd'hui, soit en France, soit sur la terre d'Afrique, soit parfois dans le maquis assistent à l'épilogue d'une aventure qui fut seulement une monstrueuse équivoque. Nous songeons à tous ceux à qui des généraux imbéciles firent croire que, l'Allemagne vaincue, nous pourrions, avec l'assistance de l'Angleterre et des Etats-Unis, mettre de l'ordre en France, achever de juguler la Démocratie et faire notre Révolution.

L'expérience contraire vient d'être faite. Elle nous prouve que seule la victoire de l'Allemagne est compatible avec l'espérance de voir se réaliser un jour notre idéal révolutionnaire et que la collaboration la plus intime avec le nouveau Reich est la position poli-

tique primordiale, la condition nécessaire et indispensable, pour que plus tard prennent corps nos espérances révolutionnaires.

Giraud, dans sa retraite, symbolise les échecs d'une politique. Sa trahison, son incompétence, son orgueil puéril de soldat vaincu furent à l'origine de catastrophes qui, malgré tout, ne seraient pas sans utilité si elles pouvaient servir à refaire l'unité des forces révolutionnaires françaises et grouper autour de l'idée de collaboration tous ceux qui jadis menèrent à nos côtés un combat qui est resté le même contre les forces associées de la démocratie, du capitalisme, du judaïsme et de la Franc-Maçonnerie.

GUERRES D'HIER ET GUERRES D'AUJOURDH'UI

Dans des temps où les guerres n'avaient aucune prétention à servir la morale, elles présentaient ordinairement un caractère d'honnêteté et de loyauté qui fait totalement défaut aux guerres modernes. On se battait jadis entre gens du monde et l'on semblait faire des efforts pour éviter que fussent foulés aux pieds certains droits légitimes. Sans doute les mœurs de la soldatesque n'avaient rien de particulièrement plaisant et les populations vaincues voyaient souvent leurs biens pillés et leur vie menacée. Mais outre que ces excès n'ont pas complètement disparus de nos habitudes guerrières, ils étaient autrefois l'œuvre de bas exécutants, soldats de métier, individus de sac et de corde, que leur genre de vie empreinte de peu de délicatesse n'inclinait nullement au respect du bien ou de la vie d'autrui.

Par contre, vue de haut, dans les cabinets ministériels ou dans les Etats-Majors de chefs miltitaires, la guerre présentait une incontestable grandeur. Pourtant une opération militaire jadis avait presque toujours des buts impérialistes que les rois ou les chefs d'Etat ne se donnaient pas la peine de dissimuler. On ne croyait pas alors devoir cacher le désir de conquérir une province en mettant hypocritement en avant des considérations morales et humanitaires. On ne prétendait pas non plus, tout en réduisant un pays à la misère et au dénuement, le délivrer d'une tyrannie ou lui arracher des territoires pour le sauver de lui-même.

Un roi déclarait la guerre à un autre avec l'intention bien arrêtée de profiter de sa victoire pour agrandir son royaume, améliorer une frontière ou s'assurer des subsistances. Après quoi, on s'employait à se battre loyalement suivant les règles rappelant celles de l'ancienne chevalerie ; on respectait les non-belligérants et l'on évitait, pour se ménager des alliances, de recourir aux mesures malhonnêtes qui sont depuis devenues monnaie courante.

*
* *

Tout a changé aujourd'hui ! Il y a près d'un siècle déjà que les nations ne se battent que pour des buts moralisateurs. Le XIX[e] et

le XX[e] siècle connurent la guerre du droit, la guerre que l'on déclare contraint et forcé pour que règne la justice et que le faible ne soit pas écrasé par le fort, la guerre noble et généreuse dont on n'attend aucun avantage matériel, et dont on affirme bien haut dès le commencement des hostilités que son dénouement heureux ne sera pas pour les vainqueurs une cause d'enrichissement ! Et pourtant ces guerres de redresseurs de torts, ces guerres de nos Don Quichotte modernes, nous les voyons conduites avec des procédés infâmes ; nous voyons certaines nations belligérantes se résoudre à des mesures de pression révoltante et ne pas hésiter à affamer femmes et enfants pour contraindre une nation neutre à faire acte de belligérance. Il y a là une contradiction qui pourrait être surprenante, si nous étions les dupes de ces nouveaux tartufes anglo-saxons, toujours prêts à justifier les pires exactions en recourant à la morale ou à se servir de la Bible pour asservir les peuples !

La vérité, c'est qu'en dépit des apparences, les guerres modernes sont essentiellement des guerres de rapaces, des guerres inspirées par les moins avouables des buts[e]! Autrefois, lorsqu'un chef d'Etat convoitait une province, il avait en vue peut-être sa gloire personnelle, mais surtout la grandeur de la nation ! C'était pour que la communauté nationale tout entière en profitât qu'il songeait à arracher quelque chose à une nation voisine. Les Etats n'étaient pas soumis à la tyrannie d'intérêts coalisés capables de monopoliser à leur profit les fruits d'une victoire militaire. On ne se battait pas pour que tel groupe financier pût augmenter ses profits, trouver ailleurs une matière première qui lui faisait défaut, ou conquérir un marché étranger. L'impérialisme de jadis était un impérialisme national et comme tel souvent raisonné et sage et dont les profits sûrs et modérés se répandaient sur l'ensemble de la nation. L'impérialisme moderne est celui des trusts et des manieurs d'argent, c'est celui des capitalistes avides et insatiables, c'est un impérialisme sordide, dont les fruits restent entre les mains d'un petit nombre et c'est en cela qu'il est inavouable.

Les peuples pour accepter de se battre exigent des justifications, mais ces justifications il faut pouvoir les leur donner ! Si les buts d'une guerre sont tels que, connus du peuple, ils l'inciteraient à refuser un combat sans intérêt pour lui, mieux vaut alors recourir à des valeurs imprécises et vagues et mettre en avant le droit et la morale, pour lesquels les peuples sont toujours disposés à prendre les armes, plutôt que d'avouer que l'enrichissement de quelques uns est l'unique raison du conflit.

Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons apparemment contradictoires que présentent les guerres modernes entre leurs buts officiellement avoués et l'inhumanité des moyens employés. Les guerres déclenchées par le haut capitalisme ne sont pas des guerres entre hon-

nêtes gens : ce sont des guerres de gangsters et ce caractère va s'accentuant encore à chaque conflit, parce que ce sont maintenant les juifs qui, abrités derrière les hommes d'Etat à leur dévotion, préparent dans l'ombre les conflits et les font éclater au moment jugé par eux le plus favorable.

La guerre que les démocraties déclarèrent à l'Allemagne en 1939 est le type même de ces guerres modernes où l'on sent à tout instant l'influence cachée d'Israel et dont les responsables se défendent avec indignation d'avoir agi en vue de fins impérialistes. L'Angleterre, la plus enjuivée des nations enropéennes, prit les armes pour les plus nobles motifs et nous nous souvenons encore des grimaces de douleurs que simulaient ses hommes d'Etat lorsqu'ils déclaraient au monde que la guerre à laquelle ils s'étaient enfin résolus à contre cœur devait délivrer le monde de la barbarie nazie et qu'ils n'avaient consenti à ce geste, presque désespéré, que pour que cesse en Europe le règne de la force brutale. A les entendre, on aurait cru vraiment que l'Allemagne avait rendu en Europe l'atmosphère irrespirable et que le fait de lui déclarer la guerre vaudrait à l'Angleterre la reconnaissance de tous les peuples européens enfin libérés de la contrainte odieuse que l'Allemagne faisait peser sur eux.

Derrière ces déclarations hypocrites, il y avait tout simplement le désir d'anéantir l'Allemagne nationale-socialiste, le premier peuple d'Europe qui ait osé secouer le joug du capitalisme international et détruire la puissance que les juifs avaient fondé chez lui. Si l'Allemagne s'était bornée à menacer la Pologne, l'Angleterre se serait probablement désintéressée du sort de cette dernière, Dantzig eût subi le sort inévitable qui l'attendait et le faible eût été écrasé par le fort sans que le peuple britannique fût empêché de boire son thé.

Protéger les petites nations contre l'avidité germanique, empêcher la force d'opprimer le droit, furent les raisons généreuses que l'on invoqua pour justifier une opération dont les véritables motifs étaient ailleurs. Il fallait abattre le national-socialisme parce que ce dernier menaçait d'anéantir démocratie, judaïsme et capitalisme, qui sont les trois forces conjuguées, grâce auxquelles l'Angleterre, depuis plus d'un siècle, domine l'Europe et le monde. Le national-socialisme, en voulant libérer l'Allemagne d'un esclavage d'autant plus pesant qu'il est moins apparent, ne pouvait pas manquer de dresser contre lui les démocraties coalisées que leur idéologie comme leurs intérêts contraignaient à la guerre. Elles poussèrent leur hypocrisie jusqu'à avancer, sans sourciller que cette guerre à l'Allemagne était faite dans l'intérêt même du peuple allemand qui subissait de la part du national-socialisme la plus dure des tyrannies et auquel la victoire des armées alliées rendrait enfin cette liberté après laquelle il n'avait jamais cessé de soupirer.

*
* *

Si en regard des buts officiels de cette guerre, nous examinons maintenant les procédés employés par les Anglo-Saxons, pour s'assurer une victoire chaque jour plus incertaine, nous nous apercevons que leurs méthodes de guerre démentent singulièrement la mission dont ils se prétendent investis.

Laissons de côté le bombardement de villes ouvertes et les énormes sacrifices en vies humaines imposés aux populations civiles, en vue de quelques destructions hypothétiques d'objectifs militaires. Laissons de côté aussi le soin que prennent les Anglo-Saxons de pourvoir en armes, argents et munitions la lie des nations européennes et la mission confiée par eux à des assassins professionnels d'exterminer ceux qui les gênent ou de préparer la guerre civile partout où leurs intérêts l'exigent. Déjà cette guerre du droit et de la liberté utilise une bien curieuse technique voisine des mœurs du gang plutôt que des coutumes qui jusqu'ici, entre gens civilisés, avaient eu force de loi.

Mais il y a des faits moins horribles qui émeuvent moins directement notre sensibilité et qui pourtant n'en portent pas moins la marque d'une étonnante barbarie, car s'ils ne visent pas à supprimer les vies humaines, ils tendent en réalité à étrangler des peuples entiers et à profiter de situations privilégiées pour anéantir l'indépendance des nations.

Nous faisons allusion à l'offensive, ou pour mieux dire au chantage, auquel se livrent les Anglo-Saxons, et qui va à l'encontre du principe même mis en avant il n'y a pas tellement longtemps par l'Angleterre pour justifier son entrée en guerre. Cette dernière était alors fort chagrinée par le spectacle des petites nations européennes sur lesquelles l'Allemagne nazie exerçait une inévitable attraction. Elle tremblait pour leur indépendance et voulut, en détruisant l'Allemagne ,les garder elle-même contre leurs propres égarements. Aujourd'hui, l'Angleterre et les Etats-Unis n'hésitent pas à piétiner l'indépendance des neutres pour les entraîner à faire acte d'hostilité envers l'Allemagne et usent des procédés les plus déloyaux pour les contraindre à se ranger sous leur bannière.

*
* *

Nous avons parlé déjà de cette politique, dont les nations sud-américaines furent les premières victimes, et montrer le courage de certaines d'entre elles qui surent braver la puissance des Anglo-Saxons et affirmer noblement leurs droits de nations souveraines. Les nations neutres d'Europe furent l'objet des mêmes pressions,

se virent menacées des mêmes représailles et pourtant aucune d'entre elles jusqu'à ce jour n'a cédé à ces manœuvres qui firent état des pires procédés. L'Angleterre et les Etats-Unis jouissent en effet d'une situation privilégiée. La maîtrise des mers leur appartient. La plupart des matières premières indispensables à l'Europe sont entre leurs mains. Libres d'interdire ou d'autoriser le ravitaillement par mer, la vie même de certains peuples dépend de leur bon plaisir et elles ne se privent pas de profiter de ces avantages pour exercer sur eux le plus intolérable des chantages. Chantage d'autant plus odieux, qu'il est un chantage à la faim et à la misère.

Toutes les nations neutres d'Europe y ont été soumises au cours de ces derniers mois et pour certaines d'entre elles il a atteint des proportions inattendues, puisque l'Angleterre et les Etats-Unis sont allés jusqu'à les menacer d'interdire leur commerce avec les autres nations neutres du nouveau monde. Ces menaces s'exercent dans les conditions qui les rendent plus intolérables encore. On commence par en agiter le spectre d'une façon vague, puis tout à coup par le truchement d'une nouvelle officieuse le danger se précise. On dément l'information, mais en laissant entendre que la mesure de contrainte envisagée ne va tarder et l'on joue ainsi avec la victime désignée de ces machinations jusqu'à ce que celle-ci, exaspérée et anxieuse de connaître son sort, consente à discuter. A ce moment-là, on affecte une générosité de grand seigneur et moyennant certains avantages obtenus au dépend de l'indépendance de la nation en question, on consent à laisser les choses en état. Et quelques mois après, la comédie recommence dans des conditions analogues.

*
* *

L'Espagne vit depuis des années sous ce régime. Il n'est pas de pays en Europe qui soit davantage tributaire, pour sa subsistance, de son commerce avec l'étranger et c'est tout naturellement sur elle que l'Angleterre et les Etats-Unis s'acharnent avec le plus de constance. Privée de ses importations, l'Espagne, qui ne peut plus compter d'autre part sur l'Europe, serait littéralement réduite à la famine et c'est sur cette éventualité que jouent les Anglo-Saxons pour essayer de briser les liens d'amitié unissant l'Espagne à l'Allemagne. Ce malheureux pays, qui ne liquida chez lui la plus horrible des guerres civiles que pour se trouver tout à coup en présence d'une Europe en feu, est maintenant l'objet de pressions continuelles. Il est constamment menacé de mourir de faim s'il n'accepte de passer par les exigences de ceux qui, au temps de la guerre civile, favorisèrent les rouges, tentèrent de faire avorter l'œuvre entreprise par Franco et qui, plus encore aujourd'hui qu'hier, seraient en Espagne les fourriers du bolchevisme.

Jusqu'ici, l'Espagne parvint à sauvegarder son indépendance et à ne pas trahir son amitié pour l'Allemagne. Mais, devant la gravité des menaces qui pèsent sur elle, on peut se demander si elle pourra se maintenir jusqu'au bout sur des positions qu'une partie de son opinion, déjà acquise aux Anglo-Saxons et aussi stupide que la nôtre, la presse d'abandonner.

Les autres nations européennes, quoique moins vulnérables, ont connu un sort semblable à celui de l'Espagne. La Turquie, dont les diplomates manœuvrent depuis quatre ans avec une remarquable habileté et dont la politique nuancée et souple est un chef-d'œuvre du genre, a, elle aussi, réussi jusqu'à ce jour à sauvegarder sa neutralité et du même coup son inépendance. La mesure à laquelle tout récemment la contraignit l'Angleterre, touchant l'arrêt de ses exportations de chrôme à destination de l'Allemagne, mesure qui est d'ailleurs loin d'avoir l'importance que lui attache la propagande anglaise, est le premier signe de fléchissement que nous constations dans l'attitude jusque là intransigeante de la Turquie.

La malheureuse Irlande, qui sait à quoi s'en tenir sur les sentiments de l'Angleterre à son égard, s'est vue récemment menacée à son tour d'asphyxie, pour n'avoir pas obtempéré aux injonctions de l'Angleterre et maintenu ses relations avec l'Allemagne.

Mais c'est envers la Hongrie que l'Angleterre eut l'attitude la plus curieuse et pour nous la plus comique. Elle attendit pour essayer de détacher la Hongrie du Reich que les troupes rouges se fussent approchées de ses frontières. Lorsque le moment lui parut arriver, elle avertit la Hongrie que, si elle persistait à lutter aux côtés de l'Allemagne, il se pourrait qu'elle connût quelques désagréments au jour prétendu prochain de l'effondrement de cette dernière. Par contre, elle lui laissait généreusement entendre qu'elle-même était prête à se porter garante de son avenir pour le cas où dès maintenant la Hongrie accepterait de déposer les armes.

On ne peut qu'admirer l'impudence anglaise devant des promesses aussi folles, surtout lorsqu'on sait combien elle s'est, jusqu'à ce jour, révélée incapable d'opposer la moindre résistance aux désirs soviétiques ! On imagine mal en vérité l'Angleterre intervenant auprès de l'U.R.S.S. victorieuse pour l'obliger à respecter la petite Hongrie, sa protégée ! La Hongrie, qui au temps de la dictature de Bela-Khum eut un avant-goût de bolchevisme, refusa dédaigneusement les propositions britanniques, et nous la comprenons d'autant mieux de n'avoir pas considéré avec sérieux les promesses anglaises, que toutes celles prises par les Anglo-Saxons, dans des circonstances voisines ou analogues, valurent à ceux qui en avaient été les bénéficiaires les plus amères désillusions.

*
* *

Quels que soient les succès ou les échecs que rencontrera dans l'avenir la politique de contrainte exercée par les Anglo-Saxons sur les nations neutres d'Europe ou d'Amérique, nous sommes personnellement moins intéressés par ses résultats, que par l'état d'esprit qu'elle dénote !

A l'époque où la guerre n'avait pas d'autre prétention que d'enrichir une nation par les conquêtes que son chef en espérait, un droit international non écrit, mais respecté de tous, assurait aux neutres un statut protecteur qui les mettait à l'abri des entreprises des belligérants et leur permettait de vivre comme par le passé en marge du conflit où d'autres étaient engagés ! Le droit des neutres était fondé sur le respect de l'indépendance des Etats ! Ces derniers conservaient le droit d'exercer tous les attributs afférents à leur souveraineté, sans qu'un des belligérants pût prétendre les en priver, sous prétexte d'améliorer ses positions stratégiques.

La neutralité avait quelque chose de sacré. Ces coutumes nées en des temps où les hommes savaient réduire à l'inévitable les procédés barbares furent en vigueur jusqu'à la guerre de 1914, pendant laquelle le commerce des neutres resta libre. Le blocus fut limité aux belligérants et si chacun des partis tenta d'empêcher l'autre de commercer avec les neutres, les mesures prises pour rendre cette interdiction efficace n'étaient pas dirigées contre les neutres eux-mêmes, mais contre le ravitaillement de l'adversaire. Par contre, jamais une mesure de blocus ne fut prise contre le commerce d'une nation neutre pour en arrêter son ravitaillement et la contraindre par cette voie détournée à sortir de sa neutralité.

Avec les guerres idéologiques, les méthodes se sont durcies et les conflits qui ont maintenant pour buts officiels de libérer des peuples d'une prétendue tyrannie inaugurent des moyens qui autrefois eussent fait crier à la barbarie. C'est par là qu'apparaît le côté hypocrite et bassement puritain de cette guerre de clergiman, où les peuples sont étranglés et leurs droits souverains piétinés par des malfaiteurs portant le masque de professeurs de morale.

La guerre qui est parfois une opération à laquelle il faut savoir se résoudre est ce qu'elle est. Ne la jugeons pas sous l'angle trompeur de la morale. Par essence elle est en marge de la morale et c'est seulement en la considérant comme telle que les peuples de haute civilisation sont parvenus à en adoucir les conséquences jusqu'à la rendre acceptable. Par contre, depuis que les peuples ont voulu dissimuler leurs intérêts véritables et invoquer, pour expliquer leur participation à une guerre, des raisons d'ordre moral, les

conflits entre peuple sont devenus des batailles entre fauves où le droit pour lequel on prétend se battre est constamment violé sans le moindre scrupule.

*
* *

Sur les entreprises moralisatrices pèsent ordinairement une présomption de fraude et il n'est point rare de voir une bonne œuvre affichant les plus nobles intentions dissimuler en réalité l'objet le plus bas. Don Quichotte n'a pas survécu à son temps et le fol héros de Cervantès, que l'on croit parfois rencontrer parmi nous, n'est le plus souvent qu'un imposteur. Les Etats lorsqu'ils se livrent au don quichotisme sont plus sujet à caution encore et c'est par principe que leur sincérité doit être mise en doute. Rien ne nous le prouve mieux que le caractère odieux des guerres modernes dont les procédés et les méthodes contredisent les principes au nom desquels elles furent déclenchées.

Le sang Français

par Jacques BOULANGER

Il est un fait acquis de l'expérience que lorsqu'on agite devant un Allemand ou un Anglais, le problème raciste, leur instinct d'Européen réagit immédiatement et l'on se sent toujours compris.

Quand on parle du racisme devant un Français, il sourit, vous regarde avec des yeux ronds ou avec un ironique sourire aux lèvres où la pitié semble disputer à une certaine méfiance. C'est que l'instinct racial de l'homme de chez-nous a été pour ainsi dire anesthésié par cent cinquante ans de démagogie égalitaire et de poison démocratique.

Ajoutez à ces causes les effets d'un rationalisme abstrait et dévitalisé qu'était l'horrible gloire déglutie par l'Université, le journal et la chaire ainsi que l'embourgeoisement général du peuple de France et vous comprendrez combien les mythes de ce siècle de fer sont éloignés de la morale et des modes de pensées qui s'étalaient avec autant de vulgarité que d'insolence pédantesque dans un pays qui fut jadis, comme le proclama Nietzche, le sanctuaire des choses nobles et délicates.

Il est toutefois réconfortant de constater qu'une petite élite d'hommes réagit sainement et tentent de comprendre, de résoudre les grands problèmes que pose notre époque. Dans les précédents numéros, se furent les messages de de Poncin, de Darré, d'Henry de Montherlant qui avaient retenu notre attention, aujourd'hui c'est du livre de M. Jacques Boulanger « Sang Français » que nous voudrions parler.

M. Jacques Boulanger, n'est pas inconnu pour les milieux universitaires et littéraires, Historien de profession, cet auteur est également un romancier, un critique et un journaliste très remarqué.

Dans « Sang Français » où Jacques Boulanger s'est plu à étudier la question raciste telle qu'elle se pose à notre pays, nous nous trouvons en face d'une étude extrêmement approfondie de l'histoire et de la formation raciale de notre peuple.

Comme le professeur Montandon, il distingue les concepts de race, d'ethnie, de nation et nous présente la France sous cet aspect du réel, inhabituel pour les Français.

D'abord Boulanger détermine les mots dont il se sert et qu'il y a avantage à préciser.

Le terme de « race » désigne en effet en français des idées différentes : c'est d'abord la famille considérée dans la durée et sa filiation normale, le mot race étant devenu par extension la désignation d'un groupe d'individus, présentant une permanence de caractéristiques corporelles, morales et intellectuelles héréditaires, soumise à une latitude de variations très limitées. Pour exprimer le premier sens de « race », l'auteur emploiera donc le mot ; lignée.

Pour les historiens le contenu du mot « race » est fort différent, ces derniers ne s'attachant qu'à l'étude de documents, vestiges, inscriptions, etc... c'est-à-dire, aux traces qu'ont laissé les groupes qui ont pu se former au hasard des migrations et que l'influence d'un sol, d'un milieu a pu former et unifier dans leur croyance, leurs mœurs et autres caractères ; différences qui n'intéressent nullement l'anthropologie.

Le mot « d'ethnie » sera donné à cet aspect des sociétés humaines entrevues sous cet angle particulier.

Quant au concept de nation, il désignera une ethnie ou un ensemble d'ethnies constituant un état, et ayant conscience de former une collectivité possédant des intérêts communs.

Ces points posés, M. Boulanger ne s'est pas contenté de faire une œuvre stricte de raciologie. Il a nourri son ouvrage de références historiques, psychologiques et linguistiques.

La raciologie à laquelle se sont donnés les Golineau, les Vacher, de Lagrange et méthodiquement explorés par des savants tels que : le professeur Montendon et le docteur Gustave Le Bon est une science sujette à bien des révisions. Il sera peut-être aventureux de fonder sur elle des théories limitatives absolues, c'est ce qu'à bien vu M. Boulanger. Aussi s'explique-t-on pourquoi son livre est plutôt qu'un livre d'anthropologue, de raciologue, un ouvrage d'humaniste et d'historien. Et à travers l'exposé qui nous est fait, nous suivons le grand effort synthétique fait par l'auteur pour donner un sens aux remarquables analyses de la constitution et de l'évolution du composé français, faites par de nombreux savants, tant Français qu'étrangers.

De « Sang Français », se dégage que la France est une nation ethniquement Celte, de culture latine, d'institutions politiques franques. Il en résulte donc que le Français est un Celte façonné au cours des siècles par l'esprit germain et latin.

Et M. Boulanger de nous montrer comment le germanisme français s'exprima de façon permanente dans les trois grandes dynasties qui régnèrent sur notre pays : la Mérovingienne, la Carolingienne, la Capétienne.

L'on est étonné en lisant « Sang Français » de voir combien le latinisme tient, d'après l'auteur, un rôle de second plan dans l'histoire de la France. La latinité semble être partout qu'un brillant vernis, éclatant mais fragile, quelque chose en somme de surajouté, non puisée aux sources de l'âme française, non nourrie de la substance charnelle de la Patrie.

Le fond profond de la race française est constitué par le goût anarchique et désordonné du Celtique, qui n'a pu être codifié que par les souples et concrêtes institutions germaniques, un peu à la façon dont le lyrisme et

le romantisme brumeux de certains côtés de l'âme allemande ont été organisés et disciplinés par le Prussianisme, en vue de l'édification de l'Empire Allemand.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'échec absolu de créer l'Etat de conceptions latines du XVIII[e] siècle dont la Révolution de 89 et l'Empire Napoléonien furent le point d'exaspération culminant.

Dans ses ouvrages Fustel de Coulange a prouvé qu'il n'y avait pas eu de conquêtes franques de la Gaule Romaine. Mauras, se servit de cette affirmation pour claironner que le rôle de la germanité devait être tenu pour nul dans le développement de la France. Du livre de M. Boulanger semble se dégager des affirmations contraires. La race Celtique n'a pu former un puissant était que grâce au secours perpétuel des institutions politiques germaniques. Lorsqu'avec le Grand Roi, le royaume de France se Romanisa, la tradition historique des rois de France était faussée. Et, ce qui est convenu d'appeler la Révolution française, nous apporta la preuve de la faiblesse du vernis latin, craquant de toutes parts sous les poussées désordonnées du fond celtique.

Déjà le philosophe Taine, avec sa perspicacité habituelle nous avait démontré l'échelle de Napoléon a imposer à son empire un ordre latin, la défaite nous a apporté la consécration de la faillite des institutions latines, qui sont toujours les nôtres puisqu'elles remontent à l'An VIII.

Alfred Rosemberg, pose le principe que les rêves, les mythes et les rites religieux d'une nation trahissent le subconscient et révèlent l'âme de la race. C'est en elle que nous nous trouvons quand nous regardons en nous-même.

Eh bien, nous ne sommes pas si loin des géants qui firent notre merveilleuse histoire et dont nous portons encore le sang dans nos veines pour accepter jamais l'idée que notre race est profondément décadente, qu'elle ne porte pas en elle la force de sa régénération. Mais, si nous voulons refaire la France, il nous faut pousser l'intransigeance raciste jusqu'au fanatisme et nos descendants nous en béniront.

A ceux qui nous disent comme objection principale que le racisme « ne prendra jamais en France » nous opposerons à ce bas pragmatisme, la pensée lucide et cinglante de Walter Darre, Fürher de l'Office Principale de la race pour le Reich, Fürher supérieur des Groupes SS. « Vous « n'êtes pas racistes Messieurs ! Alors reniez toute la grande lignée de la « regénération française, de Taine à Sorrel en passant par Gobineau, Pas- « teur et Barrès. Voilez-vous la face car la France est morte ; car si ce « peuple abéti et despiritualisé ne porte pas intacte en le profond de sa « moelle l'impérissable qualité de la race supérieure qu'il fut, il est mort « pour l'histoire et les Français peuvent se consacrer à la littérature ».

Un livre à lire

La Mission de la Jeune Génération

de GUNTHER GRUNDEL

Un livre de l'Allemagne pré-Hitlérienne d'où se dégage une atmosphère de meeting allemand, un air de grand'route allemande où s'avancent des garçons blonds en chantant un « climat » d'un entretien du soir près d'un grand feu qui brûle dans une auberge de la jeunesse et constamment le mot de « Révolution » qui revient comme leitmotiv sous la plume de l'auteur.

Mais attention, il ne s'agit pas pour Gunther Grundel de cette « Révolution messianique » qui doit sauver le monde de ses misères en lui apportant la justice sociale et humaine, « onnia instaurare in justitia ».

Il s'agit de rentrer énergiquement dans le « bain », c'est-à-dire dans le mécanisme de la vie et de conduire la dernière forme de son évolution : « l'homme » à son plus haut degré de perfectibilité. Il s'agit en fait de produire ce type d'homme nouveau qu'exige des temps crépusculaires.

L'homme nouveau fut d'ailleurs toujours une des préoccupations de l'Allemagne, une de ces formules philosophiques sacrées par lesquelles s'exercent ses formes intellectuelles.

L'homme est un devenir, disent les penseurs de la Germanie, un Rosentock, un Jaspers. un Sengler ou un Nietzsche, il y eu celui du Moyen-Age, de la Renaissance, il y eu un certain type d'homme produit de la Révolution anglaise de 1650 : l'Anglais commerçant et puritain. Il y eu et il y a encore le Français rationnalisé, issu de la Révolution de 89, mais tout cela est dépassé et si la jeunesse allemande, nous dit Gunther

Grundel, donne aujourd'hui le spectacle d'une si étonnante animation, c'est qu'elle est possédée par les joies de l'enfantement de l'homme nouveau qu'elle sent en elle.

Les essais de créations nouvelles tentés par la Révolution soviétique est pour Gunther Grundel l'objet d'un mépris absolu, il y voit la forme dernière et l'épanouissement outré de la pensée cartésienne, une caricature des erreurs de l'Occident.

Qu'elle sera la solution allemande aux problèmes que pose le XX siècle ? Notre auteur n'est pas affilié au national-socialisme. Nous le sentons en maints endroits. Le nazisme est raciste, Gunther Grundel ne l'est pas. Ce qu'il cherche surtout est une formule opposable à la formule bolchevique et comme elle, capable d'universalisme. Par instant, il semble très près du fascisme et les conceptions économiques qu'il a, sont très sensiblement d'inspiration musolinienne, quoique l'auteur par ses analogies préfère se souvenir de la Prusse qui offre dans son histoire maints exemples d'administration autonome et souveraine.

Cependant, Gunther Grundel semble prévoir que la destruction du syndicalisme ouvrier inscrit dans l'acte de naissance du parti fasciste est une faute grave que l'échec partiel de la révolution fasciste devait confirmer aujourd'hui. Les conceptions sociales de Gunther Grundel semblent au contraire orientées vers un corporatisme populaire et réel qui n'implique aucunement la rigoureuse centralisation romaine.

Par toutes les caractéristiques de sa pensée E. Gunther Grundel associe à ses vues un grand nombre de penseurs allemands. Le comte de Keyserling, le profond philosophe de « La Révolution Mondiale » saluait ainsi « la Mission de la jeûne génération » dans une étude parue en août 1932 dans la « Revue Allemande ». « En avant vers une Allemagne plus large et plus riche qu'elle ne fut à la meilleure époque de notre Moyen-Age le mot d'ordre aujourd'hui ne doit pas être : Revenons-en à l'ancienne Prusse... etc... »

Ce n'est pas à l'Allemagne seule qu'une telle apostrophe peut s'appliquer, mais à l'ensemble des peuples de l'Occident et plus particulièrement à la France, où les vieilles équipes n'ont pas l'air de vouloir lacher le « morceau ».

Il est indispensable que l'Europe comprenne aujourd'hui que les buts à atteindre sont d'une amplitude sans précédent. Si partagés que soient aujourd'hui les Français dans leur opinion, si divers qu'apparaissent les chemins de l'action, tous sont obscurément sûrs d'une chose : Nous nous trouvons au tournant de l'histoire d'un monde où s'imposent le renouvellement d'un type d'homme et une reconstruction fondamentale des choses.

« Il est donc impératif pour nous de prendre d'abord la mesure du « monde qui s'enfante sous nos yeux et de nous en faire une vue aussi « large que possible.

« Il nous faut ensuite penser à l'homme nouveau qui peuplera cet « univers à sa morale et nous faire une idée nette des forces qui le pous- « seront vers une activité nouvelle. Après quoi, nous essaierons de déter- « miner les buts qui donneront à notre nouvelle existence un sens et une « portée d'une grandeur encore inconnue ».

Et comment ne pas saluer ces dernières phrases de la « Mission de la jeune génération ». Paroles qui semblent annoncer le grande renouveau de la culture occidentale : « Nous sommes dès aujourd'hui hors des attein- « tes des puissances terrestres, car nous ne combattons pas pour gagner un « sac rempli d'or. Nous luttons pour la réalisation de grandes idées. Nous « mettons à leur service nos biens et nos personnes, nous nous considé- « rons comme les instruments d'une volonté supérieure ».

Ici se sépare nettement deux mondes. Mais la victoire toutefois est décidée dans nos cœurs.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

14.069 Dépôt légal No 127 30-6-44

DOCUMENTATION DES CADRES DE LA MILICE FRANÇAISE

DOCUMENTATION DES CADRES DE LA MILICE FRANÇAISE

8° Z
29745
(3)

SOMMAIRE

I. - Doctrine, page 5.

Socialisme et Marxisme.

II. - Combat, page 17.

Partie générale :

Notes de pédagogie.

Partie technique :

Armement.

Partie tactique :

Généralités sur la marche d'approche et la prise de contact dans une ville en état d'insurrection.

III - Informations, page 43.

Sur une mort parmi tant d'autres.

Etude de politique contemporaine.

L'Angleterre et la guerre.

Un livre à lire : « L'Espagne Nationale-Syndicaliste », de R. Marcotte.

Livre à lire : « La vie en forme de proue », d'Henry de Montherlant.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

Reproduction interdite. Il a été tiré
2.000 exemplaires hors commerce.
Numérotés de 1 à 2.000

Edité par
L'Ecole des Cadres de la Milice
Française, Château d'Uriage (Isère).

DOCTRINE

SOCIALISME ET MARXISME

Les bons apôtres de l'ancienne droite s'indignent volontiers de notre socialisme. Le mot leur déplaît, les heurte et oser l'employer nous vaut d'être, sans ambages, qualifiés de démagogues. A les écouter on croirait que nous n'avons fait nôtre le socialisme que dans l'intention de flatter le peuple et de nous concilier ses bonnes grâces en lui parlant le langage de ses anciens chefs. Mais on ne se borne pas à jeter ainsi le doute sur la pureté de nos intentions ; on essaie encore, comme il se doit, de nous prouver qu'au surplus nous sommes des ignares et des illettrés qui emploient à tort et à travers des mots dont le sens leur échappe. Très doctement et malgré notre indignité, l'on condescent pourtant à nous éclairer en nous révélant que se dire socialiste c'est à la fois s'avouer marxiste et faire une profession de foi en faveur de la démocratie ! Et le sermon se termine par une invitation à suivre sans plus tarder et avec assiduité les cours de l'Ecole du soir !

S'il n'y avait là que la matière d'une vulgaire polémique doctrinale avec un quelconque des adversaires nombreux que nous comptons tant dans les rangs des nationaux d'autrefois, que dans ceux des révolutionnaires à l'ancienne manière, nous nous empresserions de laisser nos contradicteurs à leurs affirmations aventurées pour nous consacrer à des tâches plus actuelles. Mais la question est infiniment plus importante qu'elle n'apparaît à première vue, car la plupart des Français confondent le socialisme avec tout ce que dans l'avant-guerre la politique de gauche valut à notre pays de catastrophes et d'humiliations. Pour eux, le socialisme c'est la démagogie parlementaire de Blum et de ses semblables, c'est le pacifisme idéologique qui tout à coup se mue en un bellicisme démentiel, c'est le parti de la guerre, c'est notre

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. DIPHÉES

force militaire matériellement et moralement amoindrie, c'est le gaspillage en folles dépenses des deniers publics, c'est le désordre et l'anarchie submergeant l'Etat, c'est l'instabilité ministérielle, c'est finalement la guerre et son écrasant cortège de ruines et de misères.

Le socialisme, trop hâtivement confondu avec la démagogie électorale et parlementaire, apparaît à certains comme l'unique responsable des désastres qui depuis dix ans se sont abattus sur notre pays et pour beaucoup le socialisme, dont on croit qu'il fut condamné le 10 juillet 1940, le jour où le Maréchal prit le pouvoir, est un mort qu'à aucun prix on ne voudrait voir revivre !

Mais d'autre part, le socialisme c'est aussi la lutte des classes, c'est l'abolition de la propriété privée, c'est le triomphe de la matière sur l'esprit, la dictature de classe du prolétariat, l'affirmation de la solidarité internationale des travailleurs et la négation des valeurs nationales, c'est l'élimination des élites et le triomphe des médiocres, c'est en un mot tout ce que nous révèle l'état présent de la Russie soviétique.

Si le socialisme ne pouvait pas être séparé des ruines accumulées au cours de ces dernières années tant en France que dans d'autres pays, si vraiment il appartenait à son essence même d'être générateur de désordre, d'anarchie, d'injustices et de ruines, on pourrait alors se demander pourquoi nous tenons si fermement à ce qualificatif auquel s'attache une déconsidération sans remède. On serait aussi en droit de nous interroger, avec quelque inquiétude, sur les buts cachés que nous poursuivons en voulant que notre révolution soit avant tout une révolution socialiste.

Le problème revient donc à se demander d'abord si le socialisme est strictement responsable des méfaits dont on l'accable et ensuite si le mot même de socialisme peut être accepté avec un sens tellement précis, qu'aucune équivoque n'existe sur son contenu. Ces deux ordres de questions ne comporteraient qu'une réponse nettement affirmative si, comme le veulent deux de nos contradicteurs auxquels nous faisons allusion plus haut, nous acceptions que le socialisme s'identifiât à la démocratie et au marxisme. C'est là précisément ce qui reste à prouver et ce que certains affirment avec une imprudence et une légèreté que l'on

découvre avec quelque étonnement chez des doctrinaires prétendus avertis et presque professionnels.

Or, si l'on peut avec quelque apparence de raison soutenir que le socialisme emporte avec lui toutes les erreurs et les extravagances que nous avons constatées, c'est parce qu'à priori on affirme gratuitement qu'il est l'équivalent de la démocratie, et que l'on feint de croire qu'il n'y a d'autre socialisme que celui du juif Marx. Il apparaît évident que rien ne peut réhabiliter le socialisme si, avant même d'en discuter, on prétend l'accabler d'une marque d'infamie, en l'assimilant aux deux courants qui expriment le mieux l'énorme corruption de la pensée contemporaine.

La vérité c'est que rien ne permet cette assimilation frauduleuse et que le vrai socialisme est aussi éloigné du marxisme qu'il l'est de la démocratie. L'un et l'autre ont simultanément agi sur le socialisme moderne pour lui donner l'aspect repoussant que nous lui connaissons bien. Mais reste à savoir si le socialisme est comme prédestiné à subir ces influences. S'il en était ainsi aucun espoir alors ne nous resterait de construire la France de demain, car le socialisme est obligatoirement inscrit dans l'avenir de tout peuple que le goût du suicide n'a pas terrassé encore ! Et nous devrions alors nous résigner, soit au triomphe des deux idéologies les plus monstrueuses qu'ait connu l'humanité, soit aux intolérables injustices de l'ancien ordre social.

Mais rien ne nous contraint à cette vue pessimiste de l'avenir de la France et de l'Europe : marxisme et démocratie n'ont rien de commun avec le socialisme et, si ce dernier fut parmi tant d'autres la première des victimes de ce contact déshonorant, il reste néanmoins capable, en retrouvant les voies qui lui sont propres, de nous fournir l'unique solution au problème révolutionnaire contemporain.

Y

Le socialisme ne se réduit pas seulement à un simple aménagement des rapports entre employeurs et employés ou encore à la délimitation du rôle respectif que jouent capital et travail dans l'œuvre commune de la production. Il ne marque pas davantage une très vague tendance à se déclarer « pour les ouvriers contre les patrons ». Le socialisme c'est très exactement la doctrine qui s'oppose à l'individualisme, affirme que l'intérêt général a le pas

sur l'intérêt particulier, et fait de l'économie une fonction, non pas au service des individus, mais de la communauté nationale.

Dépouillé de tout ce qui lui a jamais appartenu, le socialisme proclame les droits de la communauté à la vie et veut que les intérêts purement individuels s'effacent devant les intérêts de celle-ci. C'est en cela que le socialisme apparaît comme profondément contre-révolutionnaire, si l'on entend par révolutionnaire l'idéologie que nous devons à la révolution de 1789.

L'individualisme qu'instaura cette dernière voulut faire de l'intérêt individuel l'unique moteur des activités humaines. L'homme dans l'économie se vit octroyé la latitude de ne songer qu'à lui et à son enrichissement personnel. L'idée que l'économie est une fonction au service de la société disparut pour faire place à l'économie capitaliste, qui à son tour permit de justifier les droits absolus du capital sur le travail.

Le jour où il fut reconnu que la production ne pouvait avoir d'autre but que la poursuite individuelle du profit, ce jour-là le travail devait fatalement se trouver broyé et réduit à la merci de ceux à qui appartenaient le capital et les moyens de production.

Le socialisme ne fut à l'origine qu'une réaction d'abord vague et imprécise contre un régime qui niait la solidarité naturelle existant entre les hommes et voulait transformer le monde en une jungle avec la lutte pour la vie en guise de règle et l'obligation pour l'homme de choisir entre la résignation dans la misère et le retour inévitable à la violence !

Mais l'appel à la solidarité que lancèrent les premiers socialistes se heurta à l'égoïsme de la classe capitaliste à qui la Révolution de 1789 avait permis de s'émanciper en lui fournissant l'occasion d'accéder simultanément au pouvoir économique et au pouvoir politique. L'ancien Tiers, devenu la bourgeoisie capitaliste du XIX^{e} siècle, n'avait voulu détruire les privilèges des anciens ordres que pour leur substituer des privilèges nouveaux, qu'elle entendait maintenant exploiter à sa guise.

La Révolution, au nom de l'Egalité, avait bien détruit l'ancien ordre social et supprimé les différences existant officiellement entre classes, mais son œuvre demeurait vaine, puisque sur les ruines des classes privilégiées, maintenant disparues, une nouvelle classe s'élevait dont les privilèges, pour n'être pas avoués, n'en étaient pas moins exhorbitants.

On n'a pas suffisamment remarqué que l'organisation hiérarchisée de l'ancienne France correspondait à une hiérarchie parallèle des fonctions sociales. A chaque ordre était dévolue une fonction. L'ordre du clergé était tenu pour hiérarchiquement supérieur à la noblesse, parce que les fonctions du prêtre ou du moine, comportant la prière et la méditation, dépassaient en dignité celles du noble limitées à un rôle militaire. Et si la noblesse était à son tour supérieure au Tiers, c'est en raison de la dignité plus grande des fonctions militaires par rapport aux fonctions économiques du Tiers.

Prêtres, soldats et marchands appartenaient à trois ordres différents entre lesquels existait une inégalité naturelle, réflétant l'inégalité non moins naturelle que révélaient leurs fonctions respectives. Ce système qui est très éloigné des modes de la pensée moderne, était exclusif de l'idée d'égalité mais il donnait à l'inégalité un fondement acceptable et n'en faisait pas quelque chose de révoltant en soi.

Tout au contraire le régime d'égalité théorique qu'inaugura au XIX[e] siècle l'ère libérale, apparaîtra d'autant plus intolérable que l'Egalité n'est qu'une façade et que derrière elle une classe pourra jouir de privilèges énormes et désormais sans fondement. Il ne s'agit plus en effet d'inégalités que légitime une hiérarchie des fonctions exercées, mais d'inégalités de fait fondées exclusivement sur la possession de biens matériels. La Révolution, en supprimant les ordres et les privilèges qui leur étaient attachés, voulut contester le principe même de l'inégalité des fonctions sociales. Alors que l'ancienne France mettait l'accent sur la fonction et établissait entre hommes des inégalités correspondant au rôle joué par eux dans la société, comme à l'importance des services rendus à la communauté, l'idéologie libérale ne s'en tint qu'aux individus détachés de leurs fonctions et forcément égaux entre eux !

Cette inégalité de droit, théorique et abstraite, n'empêcha pas qu'apparussent des inégalités de fait. Mais ces inégalités nouvelles, plus rien désormais ne les justifiait, sinon l'argent.

Et ainsi, cette société prétendue égalitaire, se partagea en deux classes, celle qui détenait le capital et les moyens de production, et celle qui en était dépourvue. Riches et pauvres, bour-

geois et prolétaires remplacèrent Clergé, Noblesse et Thiers comme les privilèges capitalistes remplacèrent ceux des anciens ordres. Privilèges non plus avoués, mais occultes, se développant à l'abri d'une Egalité chaque jour plus inconsistante et qui pesaient lourdement sur la classe non privilégiée réduite au désespoir, à la misère et au dénuement.

Les premiers socialistes ne surent pas exploiter cette situation nouvelle. Ils s'en tinrent à des considérations humanitaires, prêchèrent la générosité, poussèrent de magnifiques cris d'indignation « la propriété c'est le vol », ou bien, plus simplement comme Fourier et Saint-Simon, se perdirent dans des systèmes lunaires excluant d'eux-mêmes toute possibilité d'application pratique. Ce fut le temps du socialisme utopique, époque de tâtonnements et d'hésitations, pendant laquelle le socialisme cherchait sa voie sans la trouver.

Ce premier socialisme, incomplet et vague, souffrit d'un mal qui fut celui du siècle. Ses théoriciens, quoiqu'ayant nettement pris conscience des injustices de la nouvelle société, ne surent pas s'attacher celles-ci à leur cause. Vivant au début du XIX^{e} siècle, les événements révolutionnaires que certains avaient vécu les obscédaient encore et obscurcissaient leur jugement. La plupart d'entre eux furent des romantiques pour qui la révolution avait quelque chose de sacré et d'intangible. A leurs yeux, 1789 était l'année qui symbolisait la victoire du peuple sur les grands, la revanche des opprimés et des faibles sur les forts et les puissants. Ils croyaient à la Liberté, à l'Egalité, à la Fraternité et leur émotion devant les misères nouvelles de la classe ouvrière ne les incitaient pourtant pas à mettre en doute la valeur des dogmes révolutionnaires. Pour rien au monde, ils n'eussent consenti à y renoncer ou à y découvrir les raisons véritables des injustices de l'état social qu'ils étaient impuissants à réformer.

La tragique destinée du premier socialisme a été l'impossibilité où se trouvèrent ces théoriciens de se dégager de l'hypothèque révolutionnaire. Pris entre leur amour passionné de la Révolution et de ses conquêtes et leur désir d'améliorer le sort de la classe pauvre, leur socialisme ne s'exprima qu'en formules imprécises et forcément inopérentes. Ils ne furent pas des constructeurs, en

restèrent au stade des effusions sentimentales et humanitaires et finalement échouèrent pour n'avoir pas su s'attaquer de front à une réalité que d'autres allaient exploiter avec un succès dont nous pouvons aujourd'hui encore mesurer tout le poids.

Y

Le Marxisme ne sera pas comme le vieux socialisme tiraillé entre deux tendances contraires. Il saura bâtir son socialisme sur des données précises et construire un système dont la cohésion et l'apparente rigueur scientifique lui vaudront des adhésions sans nombre. Il suscitera une mystique qui permettra à la classe ouvrière de retrouver l'espérance en même temps qu'elle l'aidera à prendre conscience de ses intérêts de classe.

Mais, avec le Marxisme, le socialisme s'engageait dans la voie dangereuse où il allait rencontrer l'instinct destructeur de l'esprit juif et se laisser corrompre par lui. Monopolisé par le marxisme, le socialisme s'écartait à jamais des vraies solutions socialistes pour se figer dans une doctrine inhumaine qui dépassait le cadre des problèmes sociaux, donnait à la vie de l'homme un sens nouveau et rompait définitivement avec la tradition chrétienne de l'Occident.

En même temps le Marxisme reléguait dans l'oubli les efforts des doctrinaires socialistes qui l'avaient précédé. Il fut à lui seul tout le socialisme et devint la doctrine officielle de ceux qui embrassaient la cause du prolétariat. Après que Marx et ses disciples, juifs pour la plupart, eurent bâti leur système, il apparut qu'il ne restait plus aucune place pour une autre doctrine et qu'enfin le socialisme avait trouvé en lui un moyen d'expression parfait. Cette conviction fut tellement forte qu'aujourd'hui encore il ne semble pas qu'il puisse y avoir d'autre système socialiste que celui de Marx. Les deux mots dans le langage courant sont depuis longtemps synonymes. Il a fallu l'exemple de l'Allemagne pour que l'on osât opposer au Marxisme un autre socialisme, qui ne craignît pas d'arborer un nom déshonoré et fit la preuve que le Marxisme était une simple corruption de l'idée socialiste.

Y

La force du Marxisme fut, nous l'avons déjà fait remarquer, de n'avoir pas connu les hésitations des anciens socialistes. Alors que ces derniers voulurent simultanément sauver l'œuvre de 1789 et faire régner la justice là où l'injustice s'était installée, le Marxisme se place résolument sur un tout autre terrain. Pour Marx la Révolution est une œuvre inachevée dont il ne faut conserver pour la forme l'acquis incomplet, mais en poussant l'application de ses principes jusqu'à leurs plus lointaines conséquences.

Le Marxisme tient l'ordre libéral pour une simple étape dans l'émancipation de l'humanité, émancipation qu'une seconde révolution, la révolution prolétarienne, aura pour but d'achever. Reprenant l'explication historique que nous avons rapportée plus haut, Marx reconnaît que la Révolution échoua dans ses prétentions à établir l'égalité. Mais le remplacement des anciens ordres par de nouvelles classes lui paraît logique et normal. L'œuvre de 1789, c'est essentiellement d'avoir émancipé le Tiers par la disparition en tant que classes de la noblesse et du clergé. A ce titre, la Révolution ne fut pas inutile puisqu'elle permit de faire un premier pas vers cette émancipation totale que Marx voit se dérouler avec une inexorable fatalité. Seulement la Révolution bourgeoise de 1789 doit être achevée par la Révolution socialiste qui émancipera, par rapport à la bourgeoisie, nouvelle classe privilégiée, le prolétariat, pour l'instant réduit à la condition de classe sujette. Le Tiers s'émancipa jadis en s'enrichissant des biens de la noblesse et du clergé et en accédant au pouvoir politique ! Suivant un processus parallèle, l'émancipation du prolétariat devra entraîner à son tour la dépossession de la bourgeoisie dépouillée de ses biens et chassée du pouvoir.

Et ainsi s'insère dans une évolution historique présentée comme inévitable, l'essentiel du programme qui plus tard figurera dans le manifeste du parti communiste : abolition de la propriété privée, appropriation par l'Etat prolétarien de la totalité des moyens de production et enfin dictature du prolétariat. Le collectivisme marxiste, dernier mot du socialisme, se présente comme l'achèvement logique de la Révolution, dont on ne conteste pas l'œuvre, mais dont on affirme qu'elle fut simplement incomplète ! Il appartiendra à la Révolution prolétarienne de l'achever en faisant régner l'égalité économique qui, en s'ajoutant à l'égalité juridique et politique déjà acquises par la Révolution bourgeoise, réalisera enfin l'égalité parfaite inscrite suivant le marxisme dans les destinées de l'humanité.

Il ne reste rien dans le marxisme de ce qui avait fait le charme du premier socialisme. Les marxistes ne ressemblent en rien à ces doctrinaires naïfs et constamment utopiques qui peut-être ne surent rien construire mais dont l'œuvre pourtant nous séduit encore par ses côtés généreux et profondément humains. Ils eurent le sens de la solidarité nationale et ils ne leur manqua qu'un peu de réalisme pour découvrir les solutions qui seront celles, un siècle plus tard, du national-socialisme ! Et s'ils échouèrent faute d'avoir pu exprimer leur socialisme en des propositions constructives, du moins ne corrompirent-ils pas le peuple en prétendant le sauver !

Avec Marx et ses disciples, le changement d'horizon est total ! Il ne saurait plus être question désormais ni de générosité, ni d'effusions sentimentales. Il ne saurait pas davantage être question d'aimer ceux que le capitalisme a sacrifié à son égoïsme et réduit à la misère matérielle et morale ! A ces malheureux, le marxisme veut surtout imposer une destinée hors des cadres sociaux traditionnels, destinée dont ils seront les premières victimes mais qu'ils devront néanmoins subir pour réaliser malgré eux les rêves prophétiques du judaïsme.

Le socialisme de Marx est tout entier construit sur la notion de classe. Marx enferme le prolétariat dans la classe et lui fait défense d'en sortir. Il veut qu'il s'émancipe mais en tant que classe seulement et se refuse à imaginer que cette émancipation pourrait éventuellement se réaliser par une intégration du prolétariat dans une communauté nationale reconstituée, sans privilèges ni distinctions de classes. Le marxisme nie la communauté pour ne voir que la classe. Son socialisme adopte pour point de départ ce que la Révolution de 1789 eut de plus néfaste ! Le capitalisme, loin d'êre un mal, est pour lui un bien puisqu'il acheva de révéler au prolétariat que ses intérêts l'opposaient à jamais à ceux d'une autre classe.

La classe dans le marxisme oblitère l'idée de nation et l'Internationale Ouvrière sortira naturellement de ces concepts où la réalité la plus vivante est niée au profit des plus décevantes abstractions. Au lieu de constater ce que la Révolution eut d'absurde en remplaçant les anciennes distinctions sociales, légitimes à de nombreux points de vue, par des distinctions nouvelles sans autre

fondement que l'argent, le marxisme s'obstine à tenir cette situation intolérable pour une étape normale dans le lent cheminement de l'humanité vers l'égalité et c'est en se fondant sur un état social qui ne peut être à nos yeux qu'une anomalie passagère, qu'il prétend construire un ordre nouveau où règnerait la justice.

La justice, selon le marxisme, ne peut pas être la justice, parce que tout ce qui s'appuie sur l'idée de classe est forcément injuste en soi et que cette injustice fondamentale est plus violente encore lorsqu'il s'agit de classes entre lesquelles seules la richesse et la pauvreté permettent d'établir des distinctions. Le marxisme, en condamnant le prolétariat à demeurer une classe et en n'apercevant pour lui que cette destinée sans grandeur, a fait subir au socialisme une corruption dont on aurait pu croire qu'il ne se relèverait jamais.

Le marxisme a donné au socialisme moderne un aspect impitoyable qui a fait s'écarter de lui avec dégoût tous ceux qui eussent pourtant voulu voir le prolétariat cesser d'être comparable aux parias de la civilisation hindoue.

C'est encore le marxisme qui, abusant du socialisme, fit de ce dernier un moyen pour le prolétariat de prendre sur la bourgeoisie une revanche sans pitié. Avec le marxisme on éprouve en effet le sentiment pénible que le prolétariat veut moins la fin de ses misères que l'écrasement de la bourgeoisie, et cela par pur esprit de vengeance.

Marx, fils de rabbin et juif entre les juifs, donna aux prolétariats des pays occidentaux une conscience de juif et fit du prolétariat l'instrument qui devait venger Israël de ses déboires et de ses humiliations. Le juif ne pardonne pas les injures : il peut les subir avec une patience feinte mais aussi avec la conviction qu'il les vengera un jour. Toute la tradition hébraïque fait à la vengeance une place démesurée et la lecture de certains de ces textes monstrueux nous laisse l'impression que ce peuple de réprouvés n'a vécu et ne vit encore que pour la vengeance impitoyable qu'il exercera un jour contre ses ennemis.

Le socialisme de Marx distille la haine ! Ce n'est pas du socialisme, mais du judaïsme transposé sur le plan social, un judaïsme étonnamment dynamique et efficace qui prend prétexte des imperfections et des injustices des sociétés libérales pour faire de la classe la plus nombreuse et la plus misérable la complice de ses desseins inavoués.

Nous disions au début de cette étude que le socialisme ne devait pas être confondu avec le marxisme. Nous pouvons aller plus loin maintenant et dire avec assurance que le marxisme est l'inverse du socialisme. Son prodigieux succès doit être attribué à l'étonnante subtilité de l'esprit juif qui sut exploiter avec habileté la misère d'une classe et tout ce que le dénuement sans espoir peut provoquer chez l'homme de désir, de révolte et de vengeance.

Le marxisme sut réveiller les plus bas instincts de l'humanité Ce qu'il émancipe, ce n'est pas l'homme, mais la bête sanguinaire aveugle et stupide qui vit en nous. Partout où il triompha ou parut triompher, ce fut pour nous donner le spectacle d'un retour total à la plus lointaine barbarie. L'émancipation du prolétariat sur le mode marxiste, c'est le réveil de la brute sans âme, c'est le règne de l'humanité primitive qui en un seul jour rompt avec des siècles de civilisation, pour se retrouver tout à coup semblable à ce qu'elle fut aux premiers âges.

Le marxisme, nous le voyons en œuvre dans les atrocités de la guerre d'Espagne et dans les massacres de la Russie soviétique. Le marxisme, c'est la terreur rouge et l'extermination des élites, c'est le crime érigé en système de gouvernement. L'état présent de notre pays, où l'assassinat passe pour un événement banal, où les femmes sont enlevées et massacrées, et les corps des enfants martyrisés renvoyés à leurs parents, n'est pas autre chose que celui d'une nation où le marxisme prépare sa prochaine victoire !

Et cette doctrine qui est la synthèse parfaite de tous les rêves sanglants d'Israël, et reflète ses aspirations les plus vraies ; cette doctrine qui est comme le judaïsme en acte, s'est en outre révélée à l'usage incapable d'instaurer le socialisme autrement que sous les aspects d'un capitalisme d'Etat, constituant seulement l'expression la plus achevée de la tyrannie capitaliste. La Russie soviétique consacre aujourd'hui l'irrémédiable faillite du marxisme et devrait servir de repoussoir à tous ceux qui inclineraient encore à croire à ses possibilités socialistes.

Le marxisme est la forme moderne par laquelle s'affirme le traditionnel désir d'Israël d'établir sur le monde l'hégémonie que ses livres saints lui ont promise. Mais il ne saurait prétendre aujourd'hui s'identifier au socialisme. Il n'en est que la forme la plus corrompue, celle qui s'éloigne tellement des voies du vrai

socialisme, que son application conduit à des résultats inverses des buts qu'il voulait atteindre. Le marxisme n'émancipe pas le prolétariat, il l'assujettit à une puissance nouvelle absolue et tyrannique, et en ce sens achève l'œuvre déjà entreprise par le capitalisme. Conception de classe, et qui veut le triomphe du prolétariat en tant que classe seulement, le marxisme devait fatalement aboutir au double résultat qu'une expérience déjà longue nous permet de dégager ; il dégrade l'homme et l'avilit, sans le délivrer par ailleurs de l'oppression dont il était victime.

Le marxisme voulut nous faire croire que lui seul pouvait apporter une solution définitive au problème ouvrier. Nous croyons avoir réussi à mettre à nu ses erreurs et sa faillite. Dans une prochaine étude nous définirons les principes d'un vrai socialisme, et montrerons que les moyens qui permettront au prolétariat de réaliser enfin son émancipation doivent être recherchés non seulement hors du marxisme, mais encore à l'opposé même du marxisme.

COMBAT

Partie générale

Notes de pédagogie

L'un des devoirs essentiels du chef de Franc-Garde est l'instruction de ses subordonnés et de ses hommes. Or n'est pas instructeur qui veut, surtout lorsqu'il s'agit — et c'est notre cas — d'utiliser au mieux des délais fort réduits et de mettre en œuvre des moyens de fortune ; tel entraîneur d'hommes, excellent chef de troupe au combat, sera piètre instructeur, s'il considère avec mépris les subtilités et les artifices du pédagogue ; le terme même de « pédagogue » prête, il est vrai, à sourire et évoque en notre esprit mainte caricature binoclarde chère à notre vie de potache ; et cependant avons-nous rencontré souvent dans notre enfance ou notre prime jeunesse de véritables pédagogues, capables d'infuser dans nos âmes et nos cervelles le fond actif de leurs connaissances ; ceux d'entre nous qui ont eu cette heureuse fortune conservent un souvenir inoubliable de ces enchanteurs, qui, avec art, nous rendaient perméables aux plus austères disciplines ; ces pédalogues, au sens le plus élevé du terme, étaient de grands psychologues, sensibles aux vertus et aux faiblesses et leurs élèves. Et c'est en cela que le pédagogue, l'instructeur, rejoint le chef ; à l'un et à l'autre s'impose une connaissance profonde du type de l'homme à instruire ou à commander. Aussi la présente étude, bien que s'adressant d'abord aux chefs chargés des fonctions d'instructeur, ne pourra être indifférente à ceux qui auront uniquement un commandement à exercer au combat ; aux uns et aux autres elle

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

montrera que le maniement des hommes est une bien passionnante chose, mais qu'il ne s'acquiert pas sans l'étude, l'observation, la méditation.

IL S'AGIT POUR L'INSTRUCTEUR :

1° de mettre l'homme à instruire en état de réceptivité,

2° de lui faire assimiler l'âpre matière militaire,

3° de l'aider à retenir ce qu'il a appris,

4° de lui donner confiance en lui-même et de le rendre ainsi apte à résoudre *lui-même* tout problème *imprévu* (1).

Il va de soi qu'une telle action est fonction des caractéristiques physiques, morales, intellectuelles des sujets à instruire ; il ne peut être question pour un instructeur de modeler son instruction au tempérament particulier de chacun de ses élèves ; il faudra qu'il l'adapte à un type moyen d'élèves, être abstrait présentant chacune des caractéristiques observées de façon commune chez la plupart des sujets (2).

C'est ce type moyen de franc-garde que nous nous proposons d'étudier ; à son intention nous essayerons de préciser un certain nombre de procédés ou de méthodes d'instruction qui, à l'expérience, ont fait leur preuve ; nous espérons ainsi être utiles aux jeunes camarades chargés de la délicate mais haute mission de former des combattants.

Y

1re *OBSERVATION : LE FRANC-GARDE MOYEN, TYPE 1944, EST UN FRANÇAIS DU XXe SIECLE ; IL N'A PAS UN GOUT INNÉ POUR LES CHOSES MILITAIRES, IL LES CROIT FORT COMPLIQUÉES ET D'UNE ESSENCE SPECIALE.*

CONSEQUENCES :

L'Instructeur devra insister sans cesse sur les points suivants :

---

(1) Ce point a été mis en lumière dans l'étude relative à la résolution des cas concrets de combat (Documents de la Milice n° 1, page 24).

(2) Il est évident que l'instruction d'un auditoire (instruction collective) peut être avantageusement complétée par une instruction en tête à tête (instruction individuelle). Pour celle-ci, l'instructeur devra s'adapter parfaitement au tempérament particulier de l'élève. Mais une telle forme d'instruction exige des délais et des moyens dont nous ne saurions disposer.

1) Tout problème d'ordre militaire se résout suivant les mêmes principes qu'un problème quelconque de la vie courante ; les méthodes sont les mêmes dans le fond : seule varie la forme des procédés.

Ainsi rappellera-t-on utilement à nos francs-gardes, au cours des exercices d'utilisation du terrain, que lorsqu'ils jouaient à cache-cache, étant enfants, ils savaient à merveille progresser sans être vus ou entendus.

2) Les qualités développées par toute activité militaire sont aussi utiles au « civil » qu'au militaire :
— qualités physiques (souplesse, endurance),
— qualités intellectuelles (attention, vivacité d'esprit),
— qualités morales (goût de l'effort, esprit d'équipe).

Ainsi, le maniement d'armes, l'ordre serré, si souvent méprisés, développent : l'attention, la souplesse, la maîtrise de soi, l'esprit d'équipe. — Affirmer à la lumière des événements actuels que les vertus civiques et les vertus militaires sont proches parentes (qu'est-ce qu'un milicien sinon un citoyen-soldat ?)

— En faisant appel à l'histoire, montrer que les sociétés humaines, les institutions, les sciences, les arts, sont nées et se sont développées à l'abri du bouclier (1).

2e *OBSERVATION : LE FRANC-GARDE A L'ESPRIT D'AUTANT PLUS APTE A SAISIR UNE QUESTION, EST D'AUTANT PLUS EN ETAT DE RECEPTIVITE, QU'IL EST MOINS SOUMIS, AU MEME MOMENT, A UNE FATIGUE PHYSIQUE.*

CONSEQUENCES :

1) Ne jamais mener de front :
— l'instruction,
— l'entraînement à la fatigue.

Ainsi, il n'est pas indiqué de faire une instruction au cours d'une marche pénible, ou de laisser les hommes sacs au dos au cours d'une séance d'instruction exécutée de pied ferme.

2) Opérer souvent en décomposant les classes d'instruction en :

---

(1) Voir à ce sujet notre étude sur l'esprit militaire de la Milice (N° 2 de la Revue).

— élément de démonstration,
— élément de spectateurs.

Ces derniers sont en excellente condition physique ; par ailleurs, étant groupés aux côtés de l'instructeur, ils bénéficient de toutes les remarques faites par celui-ci.

Cette méthode est à utiliser spécialement pour les exercices préparatoires au combat et pour les exercices de combat.

3e *OBSERVATION : LE GRANC-GARDE A UNE FACULTE D'ATTENTION PROLONGEE REDUITE, MAIS IL EST FRAPPE PAR CE QUI L'EMEUT* (en particulier il saisit et retient ce qui le fait rire).

CONSEQUENCES :

1) Ne pas parler trop longtemps sous la forme de la causerie ou de la conférence (3/4 d'heure au maximum).
2) Obliger les hommes à faire effort d'attention en les interrogeant fréquemment et inopinément, au cours d'une même séance.
3) Frapper l'esprit et maintenir en haleine en provoquant le rire. Ne pas hésiter à monter de petites comédies où les différents acteurs sont représentés (ex.: l'escorte des prisonniers, le campement) (1).

4e *OBSERVATION : NOTRE FRANC-GARDE EST CAPABLE DE COMPRENDRE ET N'EXÉCUTE BIEN QUE CE QU'IL A COMPRIS ; IL AIME MIEUX DÉCOUVRIR QU'APPRENDRE.*

CONSEQUENCES :

1) Ne jamais tolérer que l'homme exprime un fait au une idée sans qu'il réponde à la question : « Pourquoi ? ».

Exemple : Pourquoi les jambes doivent-elles être rejetées à *gauche* dans le tir au fusil (position couché) et *à droite* dans le tir au F.M. ?

— Pourquoi l'obus de mortier d'infanterie est-il plus efficace que l'obus de même calibre d'un canon ?

---

(1) Il n'est pas question de tomber dans la grossièreté ou la trivialité ; le Chef doit éviter ces sortes de succès faciles. Il y a une marge entre le ton académique et la plaisanterie lourde et grossière. C'est affaire de tact et de circonstances.

— Pourquoi le site de l'objectif n'intervient-il pas dans le tir au mortier ?

— Pourquoi dans le tir à vue directe le tireur ne se préoccupe-t-il pas de l'angle de site ?, etc., etc...

2) *FAIRE DECOUVRIR PAR L'HOMME INITIALEMENT TOUS LES PROBLEMES.*

Ainsi il faudra bien montrer à l'homme que tout problème de combat (individuel ou collectif) peut être résolu par ses propres moyens, s'il a confiance en lui et s'il a de la « jugeotte ». — Ne pas lui dire : « Tel règlement dit ceci », mais au contraire : « ce que vous venez précisément de découvrir est inscrit en toutes lettres dans le règlement ».

5° *OBSERVATION : NOTRE FRANC-GARDE NE SAISIT PAS LES NOTIONS ABSTRAITES. PAR CONTRE IL VOIT LE CONCRET, A LA CONDITION QU'ON LE LUI MONTRE ET QU'ON NE SE CONTENTE PAS DE LE LUI DEFINIR VERBALEMENT.*

CONCLUSION :

a) Rechercher des comparaisons, des analogies de la vie courante (3).

— Ainsi comparer l'arme automatique à une motocyclette ou à une automobile, ce qui permet de discerner immédiatement les données pratiques des données théoriques à négliger.

— De même, pour toutes les opérations élémentaires de fonctionnement fractionné des armes :

— le verrouillage et le déverrouillage : les divers systèmes utilisés dans la vie courante (pène et gache, étai oblique, étai transversal) se retrouvent tous réalisés par les constructeurs d'armes.

— l'armé, la percussion sont très vite intelligibles si on analyse le geste de l'homme qui enfonce un clou à l'aide d'un manteau ou qui donne un coup de poing à son camarade.

---

(2) Nous aurons l'occasion de préciser par la suite ces différents procédés d'instruction que nous nous contentons d'énumérer sommairement dans ce numéro.

— les diverses sous-opérations de l'alimentation d'une arme sont calquées sur celles qu'effectue un épicier depuis l'emmagasinage dans son entrepôt jusqu'à la livraison au client.

— Et ce type de procédé n'est pas seulement valable pour l'instruction technique. Il est également très utile pour l'instruction en vue du combat :

La sûreté, disent nos règlements militaires est basée sur trois éléments :

— le renseignement,

— le dispositif échelonné,

— l'action de détachements spéciaux, dits de sûreté.

Le monsieur prudent qui, avant de quitter son logis, consulte son baromètre et prend son parapluie ne fait que mettre en œuvre ces données ; nous faisons de même lorsque, nous levant la nuit dans une chambre inconnue, nous tâtonnons le bras tendu pour trouver le commutateur électrique.

— Nos règlements précisent qu'aux avant-postes on utilise les armes à limite de portée utile, au plus loin, et qu'au contraire, sur une position de résistance, on attend patiemment que l'ennemi soit à courte portée de la ligne principale de résistance. Ceci s'éclaire tout de suite si on compare la situation de la troupe aux avant-postes à celle d'un chasseur de sanglier peu exercé, peu sûr de lui et mal armé et la situation de la troupe sur la position de résistance à celle d'un chasseur de sanglier expérimenté, très fort et très bien armé.

b) L'homme doit savoir :

— pour quelle raison *PRATIQUE* et *CONCRETE* une donnée numérique doit être retenue.

— Quel est le degré de précision nécessaire d'une donnée numérique, au-delà de laquelle il serait vain et ridicule d'aller (1).

Exemples :

1) L'expérience prouve qu'un homme moyen, équipé normalement, progressant en terrain moyen, peut porter :

— en permanence un poids de 10 kgs environ,
— sur de faibles parcours un poids de 25 kilos environ.

Il résulte de ceci que :

— un FM doit peser de 9 à 10 kilos (porté en permanence par un homme) ;
— un affût de mitrailleuse lourde doit peser 25 kilos ;
— une pièce de mitrailleuse lourde doit peser 25 kilos,
portés chacun sur de faibles parcours par un seul homme ;
— une caisse de bandes de mitrailleuse garnies ou une caisse d'obus de 81 mm.
doivent peser en gros une douzaine de kilos, puisqu'un homme peut porter 2 caisses, soit un total de 24 à 25 kilos, etc., etc...

2) L'expérience prouve qu'un homme moyen équipé normalement peut faire 10 à 15 km. hors de la route, en terrain varié moyen, sans arriver par trop fatigué à destination.

Ceci explique que nos règlements imposent à l'Infanterie dans la marche d'approche à pied de quitter la route à une quinzaine de kilomètres de l'ennemi.

3) Pourquoi un chef de trentaine donne-t-il en rase campagne à son chef de dizaine un *ANGLE DE MARCHE* (ou azimuth magnétique) et non un *GISEMENT ?*

Parce que le chef de groupe porte sur lui, grâce à sa boussole, la direction origine Nord magnétique et non la direction origine Nord Lambert.

---

(1) Il est capital d'inculquer à nos cadres et à nos hommes cette notion de **l'ordre de grandeur** nécessaire ; ils acquerront ainsi aisément le sens si précieux de la **relativité.** Or, combien voit-on d'instructeurs perdre leur temps et celui de leurs hommes à évaluer au micromètre le pas des rayures d'une arme ou à préciser au gramme près le poids d'un fusil-mitrailleur. Il ne serait pas inutile de leur rappeler que l'on ne mesure pas la longueur d'une table avec un pied à coulisse, ni l'épaisseur d'un cheveu avec un mètre pliant et que de façon générale, nos moyens d'action doivent être adaptés à la nature et à l'importance du but à atteindre.

4) Qu'est-ce que le front et la profondeur d'une centaine, d'une trentaine, d'une dizaine ? Un nombre immuable ? Non pas, mais un compromis entre deux exigences opposées :

— le souci d'assurer l'*INVISIBILITE* et l'*INVULNERABILITE* de sa troupe par une dissémination très grande de l'effectif.

— le souci d'assurer la *LIAISON* entre les différents éléments constituants de l'unité et de permettre l'*EXERCICE DU COMMANDEMENT*.

5° *OBSERVATION (bis) : LE FRANC-GARDE A L'ŒIL PLUS SENSIBLE QUE L'OREILLE.*

CONCLUSION :

L'instructeur doit joindre le geste à la parole (ou la manipulation à l'exposé verbal), chaque fois que cela se peut ; il doit exiger que l'homme en fasse de même (1).

5° *OBSERVATION (ter) : LE FRANC AGIT BIEN A L'IMITATION :*

CONCLUSION :

Utiliser le procédé du singe « Faites comme moi » (spécialement pour l'instruction du tir, les mouvements individuels d'ordre serré, les mouvements d'éducation physique).

5° *OBSERVATION (quater) : LE FRANC-GARDE SAISIT MIEUX LES OPPOSITIONS, LES CONTRASTES.*

CONCLUSION :

Ne pas se contenter de montrer ce qu'il faut faire, mais montrer aussi ce qu'il ne faut pas faire (valable pour l'ensemble de l'instruction, tant technique que tactique).

6° *OBSERVATION :*

Le Franc-garde croit toujours avoir compris sur le champ, parce qu'il se contente aisément d'une vue superficielle des choses.

---

(1) Ce qui d'ailleurs tend à développer les réflexes physiques par la réception fréquente.

CONCLUSIONS :

1) Exiger que l'instructeur et l'élève ne se payent pas de mots.

Mettre les hommes au pied du mur en exigeant la définition ou l'explication *CONCRETE.*

Ceci est particulièrement important pour l'instruction du combat : on se contente trop souvent de termes vagues (1) : être en surveillance, déborder, s'infiltrer, neutraliser, détruire, etc...

2) Répéter à l'homme que l'on découvre toujours du nouveau, en une matière donnée, au fur et à mesure qu'on s'y exerce (2)

3) Lui redire sans cesse : « Vous avez des yeux et vous ne savez pas voir » et l'entraîner à développer le don naturel d'observation.

Pour ce faire, un excellent exercice consiste, au retour d'un déplacement à faire consigner par écrit ce qui a été observé par l'homme sur l'itinéraire.

7° *OBSERVATION : NOTRE ELEVE A UN AMOUR-PROPRE TRES VIF ET UN GOUT PRONONCE POUR LA DISCUSSION :*

CONCLUSIONS :

1) Interroger souvent l'homme devant ses camarades ;
2) Opposer ses déclarations à celles de ses voisins ;
3) Procéder souvent par compétition « à la montre » (2).

8° *OBSERVATION : LE SIMPLE FRANC-GARDE N'UTILISE GENERALEMENT PAS LE MEME VOCABULAIRE QUE SES CHEFS :*

CONCLUSIONS :

1) Expliquer et faire écrire les termes spéciaux indispensables ;
2) Employer des termes imagés et mêmes populaires.

---

(1) Vagues dans l'esprit des exécutants ou des chefs, car ces termes ont un **sens** bien précis, malheureusement trop souvent ignoré.

(2) L'instructeur fera lui-même bon profit de cette observation ; il se perfectionnera et fera sans cesse des découvertes s'il sait **observer** à l'exercice et **méditer** en fin de journée.

(3) Le travail à la montre doit être particulièrement poussé ; il contribue à la formation du caractère (développement de la volonté, par l'effort d'attention) et à la formation physique complète du combattant (recherche de la **vitesse** dans l'exécution).

Cette énumération d'observations prises sur le vif et de conclusions en découlant, n'est nullement restrictive ; il appartient à chacun des instructeurs de compléter et de mettre au point ce travail par ses études et ses expériences personnelles. Un tel travail n'est jamais achevé et il n'est pas d'instructeur qui ne parvienne à améliorer ses méthodes avec le temps. Mais cela exige après chaque séance d'instruction un retour sur soi-même.

Il faut que l'instructeur revoit par la pensée la scène où il a joué un rôle ; il se remémore alors la physionomie, les réactions de l'auditoire et les confronte avec ses méthodes, ses expressions.

Cette sorte d'examen qui peut se faire en fin de journée est des plus profitables et conditionne tout progrès. Il peut être utilement orienté par l'observation immédiate des réactions de l'auditoire, à l'issue même de la séance d'instruction. Voulez-vous savoir alors si votre instruction a porté ses fruits : Ecoutez les conversations des hommes ; discutent-ils entre-eux du sujet traité ? Vous avez agi en vrai pédagogue ; Parlent-ils de la valeur nutritive du casse-croûte ou de leur dernière sortie du dimanche ? Vous avez certainement fait fausse route.

Cette première étude, basée sur la psychologie du Franc-garde moyen, a fait état de méthodes ou de procédés à l'intention du Franc-garde considéré isolément. Dans un prochain numéro de la revue, nous traiterons de l'organisation collective de l'instruction et de la délicate mise en œuvre des moyens.

Partie technique

Armement

Généralités sur les revolvers et pistolets

Le premier numéro de la revue exposait le plan d'étude d'une arme ; nous allons appliquer cette méthode à une catégorie particulières d'armes.

Avant d'aborder une étude détaillée de l'armement, il convient de préciser et de fixer la valeur et la signification des termes techniques que nous serons appelés à employer et qui sont valables quelque soit le modèle d'arme examiné.

Nous emprunterons donc aux règlements militaires les définitions suivantes :

APPROVISIONNER : c'est placer un chargeur ou remplir le magasin.

DESAPPROVISIONNER : c'est enlever le chargeur ou vider le magasin. Une arme qui a un chargeur en place est dite approvisionnée, quelque soit le nombre de cartouches qu'il contient.

CHARGER : c'est faire passer dans la chambre une cartouche qui était dans le chargeur ou dans le magasin, ou encore introduire à la main une cartouche libre dans la chambre.

DECHARGER : c'est extraire cette cartouche et la retirer de l'arme.

ARMER : c'est mettre le mécanisme de percussion en état de produire la percussion de l'amorce.

DESARMER : c'est ramener au repos le mécanisme de percussion après avoir éventuellement déchargé l'arme.

VERROUILLER : c'est interdire, après la fermeture, l'ouverture de la chambre par recul de la culasse.

DEVERROUILLER : c'est rendre possible l'ouverture de la chambre.

Cette unification du vocabulaire posée, nous pouvons maintenant procéder à un examen comparatif d'une même catégorie d'armes.

Y

L'armement de la Milice, et en particulier celui des Franc-gardes Bénévoles, sera pour des causes multiples, et pour longtemps, hétéroclites. Des armes de types et de calibres différents provenant de sources diverses sont déjà entre les mains de nos hommes ; enfin il arrive fréquemment qu'une arme peu ou mal connue tombe en notre possession ; il faut alors la démonter et en déceler le fonctionnement. Le plan d'étude déjà cité est le fil d'Ariane qui permet de reconstituer les phases du fonctionnement et le rôle tenu par chaque pièce. Mais il faut toujours commencer par le démontage, par l'autopsie du sujet, pour pouvoir en faire l'étude analytique.

Parmi les armes en notre possession, les armes de guerre (fusils, mousquetons, F.M., mitrailleuses) sont celles qui offrent le moins de difficultés à l'analyse. D'abord parce qu'il y a toujours un « ancien » qui en connaît le démontage et le fonctionnement ensuite parce qu'il sera toujours possible de faire appel aux règlements militaires ; nous laisserons donc cette catégorie d'arme de côté, pour l'instant tout au moins, pour n'examiner aujourd'hui que les armes de « circonstance » les plus usuelles, c'est-à-dire les revolvers et les pistolets automatiques à l'exclusion des mitraillettes qui feront l'objet pour chacune d'elles d'une étude spéciale ultérieure.

Y

Nous poserons tout d'abord deux principes dont l'application doit être absolue lors du maniement d'une arme.

1° TOUTE ARME DOIT ETRE TOUJOURS CONSIDEREE COMME CHARGEE ET EN CONSEQUENCE MANIEE COMME TELLE (canon vers le sol, doigt allongé sur le pontet) ;

2° AVANT D'EXAMINER UNE ARME, MEME SI ELLE VIENT D'ETRE DECHARGEE, DONNER TOUJOURS DEUX COUPS DE SECURITE.

Le revolver est la plus ancienne des armes à répétition, c'est-à-dire, susceptibles de tirer plusieurs projectiles à la suite sans avoir besoin d'être approvisionnée. Ce n'est pas une arme automatique puisque la percussion ne s'effectue que sous la pression du doigt sur la gachette *à chaque coup*.

Il en résulte de gros avantages :

1° Sécurité de fonctionnement, l'action du doigt sur la détente pouvant toujours vaincre la résistance rencontrée par défaut d'entretien, encrassage, etc...

2° Sûreté absolue. — Le revolver est toujours prêt à faire feu, sans être jamais armé. En effet, c'est l'action du doigt sur la détente qui arme en ramenant le chien en arrière. Il s'en suit que le départ du coup ne peut être intempestif et qu'il est toujours précédé d'une action sur la gachette.

3° Corollaire du paragraphe ci-dessus. — Le revolver n'a pas de sûreté car elle n'a aucune raison d'être.

4° Il résulte de ces conditions d'emploi une rusticité telle que le revolver est d'un fonctionnement certain et que c'est une arme sûre.

Les revolvers ont généralement un canon fixe, ce qui leur donne, même usagés, une grande précision de tir. Certains, et en particulier les armes de provenance américaine (Smith et Wesson) sont à canon basculant vers le bas, comme les canons des fusils de chasse.

Le barillet tourne dans une cage délimitée par le canon, le mécanisme de détente et le chien. Généralement dans les revolvers à canon fixe, le barillet bascule sur le côté pour faciliter l'extraction des douilles vides et rendre plus aisé le chargement.

L'extraction est produite ordinairement par une sorte d'étoile centrale solidaire d'un poussoir. Dans les revolvers à canon basculant, l'extracteur fait généralement saillie automatiquement au moment du basculement du canon.

Les pistolets automatiques sont des armes qui utilisent la réaction des gaz sur la douille de la cartouche percutée pour effectuer les différentes opérations d'extraction, d'éjection, d'armement, de chargement, de fermeture et sur certaines armes de verrouillage.

En opposition avec le revolver classique, ces armes présentent les inconvénients suivants :

1° Dangers permanents par suite de la présence d'une balle dans le canon, même lorsque le chargeur est retiré.

2° Départ du coup par simple pression du doigt sur la gachette.

3° Automaticité, la plupart du temps, absolue. Le tireur n'a aucune action, ni positive ni négative sur le déroulement des différentes opérations énumérées plus haut.

4° Enrayage possible, généralement par manque d'entretien ou mauvaise munition.

Par contre, le pistolet automatique en *bon état* présente les avantages suivants :

1° Facilité de l'approvisionnement ;

2° Automaticité des manœuvres ;

3° Rapidité du tir.

Les différents fabricants de pistolets automatiques se sont efforcés sinon de supprimer, du moins de diminuer les inconvénients énumérés plus haut. Ils y sont parvenus plus ou moins parfaitement, plus ou moins complètement, certains dispositifs étant couverts par des brevets de firmes concurrentes.

1° Le danger présenté par la balle dans le canon a été résolu de deux manières différentes :

a) Dans le pistolet « Le Français » de la Manufacture d'armes de Saint-Etienne, le canon *bascule* lorsque l'on retire le chargeur et découvre ainsi la chambre où il est facile de voir la cartouche oubliée.

b) Dans la plupart des autres pistolets automatiques récents, existe une sécurité de chargeur qui rend la percussion impossible

si le chargeur est retiré. La cartouche oubliée dans le canon ne peut donc pas être percutée.

2° La plupart des pistolets comprennent également une double gachette, c'est-à-dire, un dispositif de crosse ne permettant pas à la gachette de jouer si *en même temps* on ne tient pas la crosse à pleine main. Ceci pour éviter surtout les départs intempestifs à la suite de chocs ou de chutes.

3° L'automaticité, qui est un avantage pour une arme en bon état, devient un défaut pour une arme que les péripéties du combat ont pu mettre dans un état défectueux d'entretien ou de graissage. En effet, si les parties mobiles de l'arme grippent ou se coïncent la poussée des gaz qui est invariable, sera impuissante à exécuter les différentes opérations du fonctionnement fractionné.

Certains constructeurs (M.F., Walther) ont donc pensé à utiliser le procéder du revolver et à imposer à l'action du doigts sur la détente l'accomplissement de certaines opérations, en particulier l'armé.

Ces dispositifs présentent en plus l'avantage d'éliminer le danger du départ du coup involontaire (voir 2e ci-dessus) sans adjonction de la double gachette.

4° Les fabricants n'ont naturellement pas trouvé le moyen de rendre propre une arme sale et c'est au tireur qu'il appartient de prendre soin de son pistolet. Il faut toutefois signaler que les enrayages sont généralement dus à un défaut de poussée provenant fréquemment de munitions eu mauvais état, provoquant un recul incomplet de la partie mobile.

5° Enfin, nous devons signaler le danger présenté en cas de chute par certains pistolest à chien extérieur dans lesquels aucun dispositif n'empêche ce dernier de venir frapper la tête du percuteur.

Compte tenu de ces améliorations apportées au pistolet automatique de la première heure, certains perfectionnements ont été ajoutés par différentes manufactures.

Nous avons dit tout à l'heure en parlant du revolver, que ce dernier, muni d'un *canon fixe,* restait, après usage égal, plus précis que le pistolet automatique.

En effet, dans le pistolet, pour des raisons de construction et aussi pour faciliter le démontage, le canon est généralement rapporté et se fixe sur la carcasse du pistolet lui-même par un assemblage de tenons et de mortaises.

La plupart du temps cet assemblage ne s'applique que sur une partie du pourtour de la chambre, et il est facile de comprendre en examinant une arme de ce type (Ruby, Eibar, F. N.) que ce mode de fixation n'aura jamais la rigidité d'un bloc massif.

Certains constructeurs se sont affranchis de cette servitude, ce qui leur a permis d'allonger le canon et de gagner ainsi en puissance et en précision (Star, Walther, Parabellum). Le type « Le Français », peut à la rigueur être rattaché à cette famille des canons fixes.

D'autre part, la poussée des gaz s'effectuant simultanément sur la balle et sur la douille (ce qui provoque l'automaticité), il est évident qu'une partie de la force vive de la poudre est ainsi employée au détriment du projectile.

Utiliser toute la force d'expansion de la poudre à propulser la balle et utiliser la seule force du recul pour les opérations d'automaticité, tel est le but recherché dans le verrouillage de la culasse par certaines firmes (Colt, F.N. 9 m/m, Parabellum).

A vrai dire, il s'agit plutôt dans les deux premiers d'un retard à l'ouverture que d'un verrouillage proprement dit, mais pour la commodité de l'exposé nous avons classé ces armes avec le Parabellum puisqu'aussi bien la culasse mobile et le canon forment durant un laps de temps, il est vrai très court, un bloc assemblé et verrouillé.

Ce résultat est obtenu par un artifice de mécanique semblable à celui employé dans le F.M. 29, à cette différence près que cette fois c'est le canon qui, soulevé sur sa biellette, vient encastrer ses tenons dans les mortaises de la culasse.

Au départ du coup, l'ensemble recule verrouillé, mais au bout d'une course de quelqes millimètres, le canon s'abaisse et libère la culasse. Ce temps a toutefois suffi à la balle pour s'échapper du canon, poussée par la totalité des gaz.

On voit aisément que ce dispositif a le désavantage de rendre le canon mobile. Ainsi non seulement il n'est pas fixé rigidement et définitvement au bâti, mais il est de plus mobile autour de sa biellette, et cela n'est par pour ajouter, pensons-nous, à sa précision.

Les pistolets de la classe Parabellum fonctionnent, eux, par court recul du canon. Ce n'est en effet qu'après *la sortie de la balle* du canon, que la réaction des gaz sur l'air fait reculer le canon et que ce mouvement déverrouille la culasse.

Il en résulte que toute la force de propulsion de la poudre est utilisée uniquement à lancer le projectile et que les opérations d'automaticité ne sont que le fait du recul sur l'air. Lorsque ces opérations se produisent, le projectile est libre sur sa trajectoire et aucune opération ne vient l'influencer. Précision et puissance sont donc le résultat de cette formule.

Pour terminer cet examen général des pistolets nous ajouterons que, contrairement aux revolvers, ils se démontent sans aucun outil, au moins en ce qui concerne les démontages normaux d'entretien.

Y

Nous allons maintenant donner succinctement quelques indications relatives au démontage d'une arme inconnue.

Nous commencerons tout d'abord par la désapprovisionner, puis la décharger, généralement en manœuvrant la culasse mobile, canon tourné vers la terre, index allongé le long du pontet, ainsi que nous l'avons déjà spécifié au début de cet exposé.

Nous donnerons ensuite deux coups de sécurité et nous pourrons alors disséquer en toute tranquillité notre arme, même au milieu d'un cercle d'élèves.

Nous examinerons l'arme attentivement, en portant notre attention sur les détails de construction qui contiennent parfois toute l'astuce de l'assemblage et surtout nous nous garderons bien de forcer quoi que ce soit.

La clavette d'assemblage se présentera généralement sous la forme d'un bouton molleté ou quadrillé qui tourne sur son axe ou au contraire est légèrement excentré. En la faisant jouer, nous essayerons de la sortir de son logement. Bien souvent ce rôle de clavette sera joué par la sûreté dont l'enlèvement ne sera possible qu'après une certaine rotation.

Dans certains pistolets (Ruby, F.N.) la sûreté ne joue que le premier rôle accessoire. Elle sert à maintenir dans la position arrière la culasse mobile, au moyen d'un second cran identique au

cran de sûreté. Dans cette position la partie antérieure du canon est découverte.

Vous pouvez alors essayer de tourner le canon à droite ou à gauche, ce qui entraînera tout le démontage.

Si la sûreté résiste à toutes vos sollicitations et si aucune autre pièce ne fait saillie sur le bâti, examinez l'arme minutieusement. Le pontet est peut-être coupé et tourne autour d'un axe (Walther). Une partie quadrillée sollicitée s'effacera (Star) ou la gâchette arrière basculera (Lepage). Enfin la clavette d'assemblage (ou ce qui en tient lieu) peut être verrouillée et ne sortir qu'après déverrouillage (Parabellum, recul du canon).

Signalons en passant que dans les armes à canon fixe (M.F., Star, Lepage, etc.), la culasse se démonte la plupart du temps en la tirant vers l'arrière et en la soulevant légèrement, contrairement aux pistolets à canon mobile où le démontage s'obtient au contraire en poussant tout l'ensemble vers l'avant.

Quoi qu'il en soit, nous ferons très attention à l'ordre dans lequel s'opère le démontage et nous repèrerons la position des pièces parfois déterminée par une petite dissymétrie qui risque d'échapper à un examen artificiel.

Le remontage se fera naturellement dans l'ordre inverse et toujours sans forcer aucune pièce.

Un dernier conseil : dans les armes où le démontage s'effectue avec le ressort récupérateur bandé, attention à la détente du ressort ; celui-ci risque de vous sauter à la figure ou de voltiger dans l'espace en entraînant quelque petite pièce dont l'absence vous gênera au remontage et à fortiori aux essais.

Y

L'arme remontée, donner à nouveau deux coups de sécurité pour s'assurer de son bon fonctionnement.

Nous terminerons cet exposé par un tableau synoptique comparatif dans lequel nous avons, compte tenu de tout ce qui précède, mis en relief les différentes particularités de certains pistolets.

Nous avons ainsi classé quelques grandes familles et nous pensons qu'il sera toujours possible de rattacher à l'une d'elles l'arme examinée.

	Armé	Gâchette	Sécurité de chargeur	Culasse	Canon	Sûreté	Chien
LE FRANÇAIS (M. F.)	à la gâchette	simple	oui	libre	fixe	non	sans
ESPAGNOL (RUBY, EIBAR, etc...)	automatique	simple	non	libre	démontable	oui	intérieur
STAR, WEBLEY ...	automatique	simple	non	libre	fixe	oui	extérieur
F.N., M.A.B.	automatique	double	oui	libre	démontable	oui	intérieur
WALTHER	à la gâchette	double	oui	libre	fixe	oui	extérieur
MAUSER	automatique	simple	oui	libre	démontable	oui	sans
COLT, F.M. 9 m/m 1935 A.	automatique	double	oui	verrouillée	démontable	oui	extérieur
PARABELLUM	automatique	simple	non	verrouillée	fixe	oui	sans

Partie tactique

Généralités sur la marche d'approche et la prise de contact dans une ville en état d'insurrection

Un de nos lecteurs nous a communiqué l'étude suivante relative à la marche d'approche et à la prise de contact dans une ville en état d'insurrection.

Ce travail, que nous nous faisons un plaisir de publier, complètera utilement l'étude parue dans notre numéro 2 relative à la marche d'approche de la trentaine dans le combat de rues.

Le problème de tactique que nous analysons dans cette étude correspond à une situation fréquente dans la guerre civile.

En effet, pour des raisons politiques et tactiques, l'insurrection a le plus souvent son foyer dans les agglomérations urbaines qui fournissent aux émeutiers, par la misère qui y règne et par la mentalité revendicatrice d'une partie de la population, un élément de choix ; le recrutement de l'armée insurrectionnelle, son camouflage et son rassemblement y sont grandement facilités par la forme de vie en commun qui est la règle dans les usines et cités ouvrières.

Pour les mêmes raisons, les forces de l'ordre ne peuvent espérer se rassembler dans une ville dont la périphérie, par suite de l'existence de banlieues usinières, sera généralement fortement tenue par les émeutiers. Au début d'un soulèvement, les forces loyales urbaines seront rapidement isolées et ne devront durant un certain temps compter que sur leurs propres moyens.

Il découle de la situation ci-dessus que le problème se posera le plus souvent sous la forme suivante :

Pénétrer dans la ville, soit pour s'y rassembler, soit pour y dégager des forces loyales encerclées.

Ceci est d'autant plus vrai, que bien souvent, pour des raisons de sécurité personnelle, il aura été plus indiqué de fixer à l'unité un lieu de rassemblement en dehors de l'agglomération, surtout dans le cas d'emploi de francs-gardes bénévoles dont le rassemblement en tenue dans une ville en rébellion est difficilement réalisable.

*
* *

Quoi qu'il soit, notre unité se trouve donc dans la situation suivante :

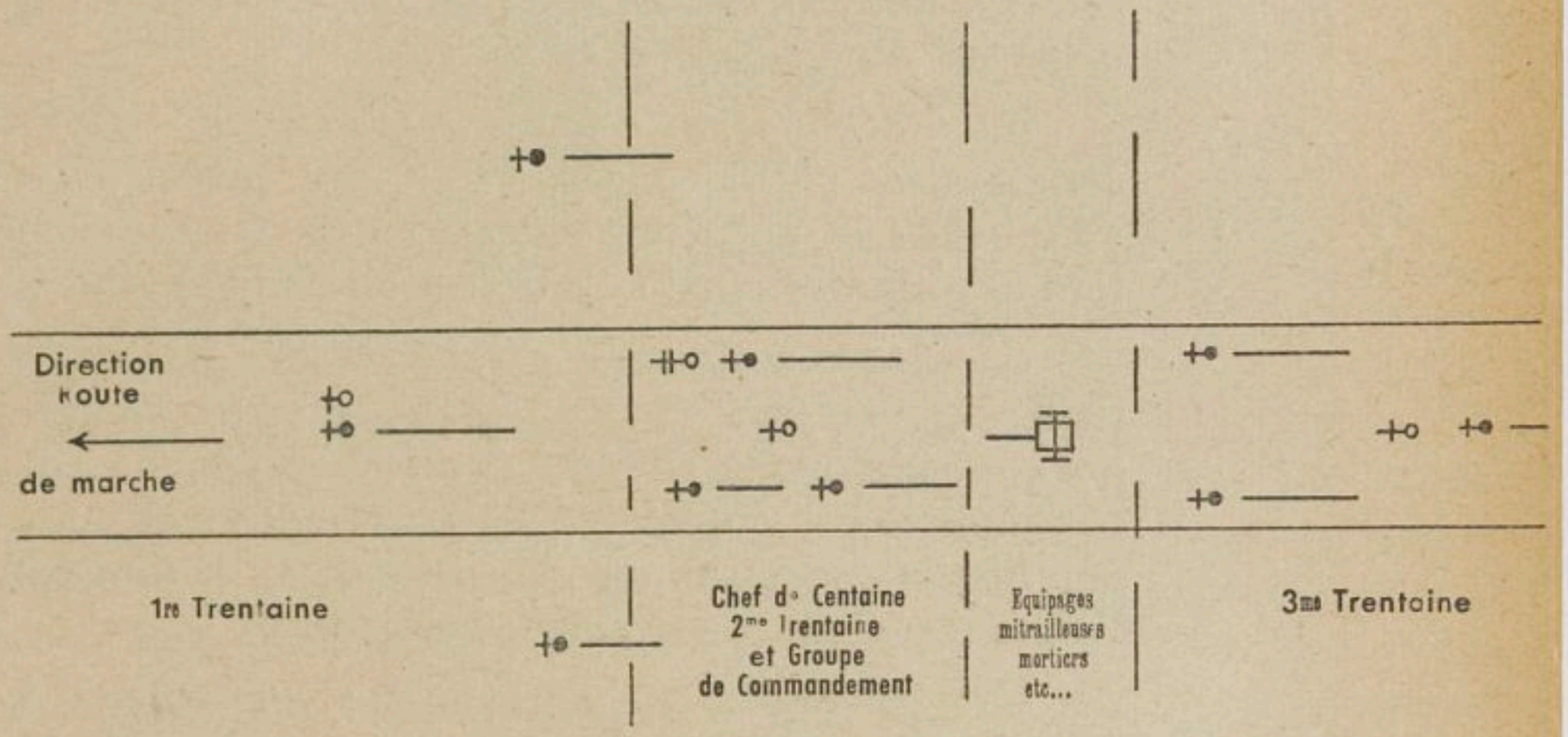
Elle est rassemblée en rase campagne, doit se diriger vers une ville tenue par les insurgés et y pénétrer.

Le fait d'agir en liaison avec d'autres colonnes ne changera pratiquement rien aux mesures immédiates que le chef de notre unité devra prendre, sinon que les itinéraires des différentes colonnes seront vraisemblablement convergents et qu'il devra, dès qu'il le pourra, rechercher la liaison avec ses camarades des unités voisines.

Le dispositif de l'unité se dirigeant vers la ville désignée comme objectif sera donc celui correspondant à une colonne effectuant une marche d'approche non couverte.

La sûreté de ses flancs et de ses arrières sera renforcée, la situation dans un pays en rébellion n'étant jamais claire comme elle peut l'être dans une guere européenne en rase campagne contre une armée adverse régulière, non appuyée par des actions de partisans.

Il y aura lieu de grouper les voitures au milieu du dispositif. Ces dernières devront être légères et tirées à bras. Les chevaux, qui sont une cause de désordre dans les guerres de rues, ne pourront être tolérés que dans la première phase de notre mission, c'est-à-dire dans l'approche vers la ville. Dès l'entrée dans l'agglomération leur emploi devra être absolument proscrit.



Si nous prenons pour base une centaine, le dispositif sera réalisé suivant le schéma ci-dessus.

L'effectif de l'avant-garde doit varier suivant la situation de 1/6 à 1/3 de l'effectif total de la colonne.

L'arrière-garde dans la marche en avant peut être moins fournie. Elle a surtout pour but de protéger contre les harcelements et n'a pas le rôle primordial que va se voir dévolue l'avant-garde lors de la prise de contact.

Dans le dispositif schématique ci-dessus, on remarquera que la première trentaine assure également la couverture des flancs au moyen de ses deuxième et troisième dizaines, placées en 2e échelon. Il est évident que, si l'effectif total de la colonne le permettait, il serait préférable de laisser à la première trentaine la libre disposition de tout son personnel pour le rôle d'avant-garde et de charger une autre unité de couvrir les flancs de la colonne en marche.

La colonne ainsi formée peut alors se déplacer en sûreté. Toutefois, le chef de colonne ne devra pas manquer d'exploiter le temps nécessaire au rassemblement et à la formation de la

colonne, pour éclaircir la situation et être renseigné sur l'adversaire.

Il découplera dans ce but, dès sa mise en alerte et *de préférence avant si c'est possible,* un dispositif de « découverte » et un dispositif de « sûreté éloignée ».

La « découverte » (pour reprendre la terminologie militaire) sera assurée par des partisans en civil qui, mêlés à la foule dans la ville insurgée, pourront recueillir des renseignements sur la situation et préparer ainsi la pénétration de la colonne.

La « sûreté éloignée » sera assurée par des éclaireurs éventuellement en civil, et qui pourront être avantageusement cyclistes, qui précéderont la colonne à distance variable, mais n'excèderont pas dans le cas étudié 1.000 à 1.200 mètres et dont l'avance se fera par bonds successifs en choisissant des points caractéristiques de l'itinéraire (hameaux, ponts, carrefours).

Ces patrouilles n'omettront pas « d'éclater » aux carrefours rencontrés et de pousser de rapides coups de sonde sur les différentes routes ou chemins aboutissants aux carrefours, sans pour cela retarder la marche de la colonne.

Dans ce but il est indiqué de scinder en deux équipes le peloton d'éclaireurs, sous les ordres d'un seul chef.

Pendant l'éclatement et le sondage d'un point d'arrêt par une équipe, l'autre équipe passe en avant et fait un nouveau bond jusqu'à l'objectif suivant, où elle sera dépassée par la première équipe dès que cette dernière aura terminé sa mission et aura été rattrapée par la tête de colonne.

La marche de celle-ci ne subit ainsi aucun à-coup et peut être réglée par un horaire.

Dès que les colonnes convergentes arrivent à distance suffisante (1.000 mètres) il y a lieu d'établir les liaisons latérales sur les grands itinéraires transversaux.

Dans tous les cas, le chef des éclaireurs ne devra jamais oublier qu'il n'a pas *une mission de combat,* mais de *renseignement* et que les renseignements devront être acheminés le plus rapidement possible au commandant de la colonne.

La marche se poursuivra ainsi en avant jusqu'à ce que les éclaireurs rencontrent une résistance sérieuse. La parole passera alors à la trentaine d'avant-garde qui, avertie, aura eu le temps

de prendre de l'avance sur la colonne, de se déployer et la « prise de contact » commencera.

Il s'agit là d'une phase particulièrement délicate du combat ; c'est une des plus importantes missions qui incombent à un chef de petite unité, puisque l'engagement des forces dépend des renseignements qu'il va tirer de cette prise de contact.

Il s'agit de définir d'une façon aussi précise que possible le contour de l'ennemi ; de déceler ses points forts (armes automatiques en particulier) son importance, éventuellement ses intentions (défensives et offensives), de l'accrocher en ses points faibles (si l'on en a reçu l'ordre), d'occuper parfois rapidement des points primordiaux pour le développement ultérieur du combat, de ne pas se laisser accrocher soi-même et *enfin et toujours* de faire parvenir tous ces renseignements dans le minimum de temps au chef de colonne afin de lui permettre de prendre ses dispositions en toute connaissance de cause.

La plupart du temps, remarquons-le, il s'agira surtout de résistances isolées, les insurgés, tout au moins au début, ne s'organisant pas, sur une ligne déterminée de défense pour y combattre les forces de l'ordre.

Il n'y a donc pas de schéma à priori. Les troupes qui, dans la marche d'approche, marchaient en petites colonnes pour éviter la fatigue prématurée, seront déployées dès les premiers coups de feu.

Pour la pénétration dans la ville, il y aura toujours intérêt à utiliser l'action convergente de plusieurs colonnes. Dans chaque colonne même, dont la formation sera celle adoptée dans la marche d'approche, il y aura lieu de s'attacher à un itinéraire direct pour se rendre au point choisi (postes, gares, préfectures, etc...) et à emprunter des voies larges et rectilignes de préférence aux petites rues tortueuses de la plupart de nos villes de provinces. Les vues et les champs de tir seront ainsi dégagés. Si la colonne rencontre en cours de route un bouchon adverse, après évaluation des forces en présence, il pourra être avantageux au point de vue moral de le faire sauter. Toutefois, il ne faut pas que le chef oublie sa mission à l'occasion d'un combat de rencontre. Il sera parfois plus rapide et moins coûteux d'éviter, par un crochet dans les rues adjacentes, un immeuble tenu fortement par l'ennemi.

Comme en rase campagne, les patrouilles de tête éclateront dans les rues parallèles à l'itinéraire. Il sera à cette ocasion avan-

tageux de rechercher sur les grandes artères la liaison avec les colonnes voisines.

Naturellement on n'aura garde d'oublier la sécurité des arrières qui sera assurée par une fraction de la colonne comme dans la marche d'approche.

Les voitures tirées à bras seront dans le milieu de la colonne. Les éléments de tête de la colonne pourront avantageusement être porteurs d'écriteaux : « Dégagez la rue » — « Fermez les fenêtres ».

Pour terminer nous indiquerons que la progression dans une ville insurgée suppose une troupe fortement disciplinée et parfaitement dans la main de son chef. Celui-ci, de son côté, doit être animé d'un grand esprit de décision.

Pas de coups de feu en l'air qui seraient exploités par les agitateurs et interprétés comme des provocations.

D'autre part, c'est l'attitude des adversaires qui déterminera la sévérité de la répression.

Enfin, si à un moment donné, la foule disparaît et si la troupe ne trouve plus que des rues et des places désertes devant elle, il y aura lieu de croire à un accrochage imminent.

INFORMATIONS

Sur une mort parmi tant d'autres...

Alors que tant des nôtres meurent victimes de leur courage et de leur loyauté envers l'idéal révolutionnaire qu'ils ont accepté de servir, il semble presque indécent de s'arrêter à la mort de l'ancien ministre de l'Intérieur, Pierre Pucheu.

Le personnage n'avait rien qui fût susceptible de nous attirer. Normalien passé au service des trusts et de la grande industrie, il fut le type même de ces hommes qui confondent les affaires avec la politique et restent, aux principaux postes de l'Etat, les serviteurs des intérêts financiers dont ils sont les esclaves. Pucheu fit partie de cette étrange équipe de jeunes ministres, issus de l'Ecole Polytechnique ou de l'Inspection des Finances, et dont on peut se demander longtemps si leur présence au sein d'un Gouvernement prétendu révolutionnaire, n'était pas une espèce de gageure.

Au temps où la synarchie avait pris officiellement possession de l'Etat, Pucheu joua au révolutionnaire, fut anti-communiste, collaborationniste, crut à l'Allemagne et à l'Europe. Mais son anti-communisme valait ce que peut valoir l'anti-communisme d'un grand chef d'industrie : il n'était qu'une forme de ce conservatisme des bourgeois d'affaires, de ce fascisme corrompu dont il n'y eut jamais rien à attendre. La bourgeoisie a longtemps espéré arriver un jour à se débarrasser du communisme par la force, en évitant une révolution, et sans que ses privilèges aient à subir de trop douloureux accrocs ! Pucheu fut de ceux-là : son intelligence d'homme rompu aux grandes affaires ne l'empêcha pas de rester fermé aux impératifs de notre temps. L'inéluctable nécessité du socialisme ne s'imposa jamais à lui.

Conservateur par formation, il ne sut pas être un ministre révo lutionnaire et fut de ceux qui contribuèrent à donner au Gouverne ment français cette allure réactionnaire qu'il n'a point complè tement perdue encore.

Quant à sa position collaborationniste, elle fut celle d'un oppor tuniste qui tient pour profitable une entente avec l'Allemagne dan la mesure où la victoire de celle-ci apparaît certaine, mais enten par contre reprendre sa liberté, voire même changer de camp, dè que la situation militaire des Alliés s'améliore. Homme d'affaire et grand chef d'industrie, Pucheu vit dans l'Allemagne victorieuse non pas l'animatrice de la révolution européenne, mais l'arbitr possible des intérêts économiques de l'Europe. En s'entendant ave l'Allemagne, Pucheu et ses pairs voulaient prendre une assuranc sur l'avenir, mais une assurance d'ordre purement économique C'est une particularité des financiers et des hommes d'affaires qu de croire à l'absolue primauté de l'économique, déformation intel lectuelle et morale qui les fait ressembler étrangement aux Mar xistes.

Un pareil état d'esprit devait fatalement et sans transition con duire Pucheu de la collaboration à la dissidence et cela sans qu'i crut devoir se justifier d'une attitude qui à ses yeux ne comportai ni équivoque ni contradiction. Son américanophilie fut la suite logique de son éphémère foi dans l'Allemagne. Le jour où il cru que la victoire était acquise aux Etats-Unis, Pucheu cessa tout sim plement d'être collaborationniste parce qu'il était incapable d'ima giner à la collaboration d'autres raisons que des raisons d'ordr économique. De même que le national-socialisme ne l'avait pas attiré et qu'il était resté froid devant les perspectives révolution naires que la victoire de l'Allemagne laissait entrevoir, il ne fu pas davantage ému devant les conséquences possibles d'une vic toire des Anglo-Saxons et la ruine des espérances révolutionnaires qu'elle risquait de consacrer. Homme d'affaires, Pucheu n'eut de la politique qu'une conception étriquée et réduite à la mesure tou jours fausse de l'économie, conception de marchand et de bouti quier incapable d'imaginer d'autres mobiles à l'activité des hommes que les échanges et le négoce.

En passant à la dissidence après avoir été collaborationniste, Pucheu resta fidèle à lui-même. Il crut aux Etats-Unis comme il avait cru à l'Allemagne ! En jouant le jeu américain, après avoir joué le jeu allemand, Pucheu suivit une ligne que nous pourrions croire tortueuse, mais qui pour un homme préoccupé exclusivement d'affaires se révélait pourtant sans détour ! Préoccupé d'intérêts économiques et rien que d'intérêts économiques, seule la politique dite du « communiqué » s'imposait à son esprit.

*
* *

D'autres que Pucheu furent dissidents pour des raisons analogues, d'autres furent complices de cette immense trahison qui permit aux Anglo-Saxons de s'installer sans coup férir en Afrique du Nord. Il ne fut pas le seul à avoir rallié la dissidence, malgré la foi jurée au Maréchal. Le cas de ce grand bourgeois ne fut pas un cas isolé et nous avons connu à partir d'octobre 1942 d'autres trahisons que la sienne, inspirées par des motifs tout aussi suspects.

Si nous nous en tenions aux apparences, nous éprouverions quelques difficultés à expliquer l'exceptionnelle rigueur avec laquelle fut traité ce malheureux, qui ne nous paraît ni plus ni moins méprisable que tant d'autres Français, coupables comme lui d'avoir sacrifié leur Pays à leurs ambitions ou à leurs intérêts ! Car enfin Pucheu fut condamné par ses semblables et ses complices, par des Français qui comme lui avaient trahi leur pays et eussent dû reconnaître en lui un des leurs. Pourtant la solidarité dans le crime ne joua pas en sa faveur. Pucheu fut abandonné de tous et Giraud lui-même, qui avait tout fait pour l'amener à la dissidence, ne fit rien pour tenter de le sauver.

Les motifs officiellement invoqués pour justifier sa condamnation sont de simples prétextes qui devraient valoir non seulement pour lui mais pour la troupe nombreuse de ceux qui, avant d'être dissidents, furent à Vichy dans les conseils de Gouvernement au service du Maréchal !

La condamnation et la mort de Pucheu ne sont qu'un épisode, mais un épisode étonnamment significatif du drame qui se joue, et en Afrique, et dans tous les pays où les Anglo-Saxons ont réussi à s'installer, drame devant lequel tant de Français stupides restent indifférents. L'exécution de l'ancien ministre n'est l'œuvre ni des Français dissidents, ni des autorités anglaises ou américaines. Ceux qui instruisirent son procès, ceux qui prononcèrent sa condamnation n'ont pas agi de leur plein gré : ils ne firent qu'exécuter les ordres de la puissance qui, derrière les autorités officielles de l'Afrique du Nord, derrière le Comité d'Alger, derrière les armées d'occupation anglaises ou américaines, est maîtresse absolue des peuples soumis aux Anglo-Saxons. Pucheu fut condamné et exécuté parce que les Soviets l'ont exigé et que sa mort devait avoir pour eux la valeur d'un symbole.

En poussant à sa condamnation les Soviets se sont livrés à une épreuve de force. Ils ont voulu mesurer le poids de leur influence sur la coalition des dissidents et des Anglo-Saxons et acquérir la certitude que Français, Américains et Anglais étaient incapables d'opposer la moindre résistance à leurs exigences sans cesse accrues.

La condamnation de Pucheu par des Français à qui les mêmes griefs eussent pu être reprochés, sous l'œil complice des Anglo-Saxons, c'est pour Staline la preuve formelle que les desseins du bolchevisme s'imposent à tous. L'ancien ministre du Maréchal fut anti-communiste et c'est en cette qualité qu'il fut condamné. Les Soviets ont voulu frapper en Pucheu l'homme qui s'était déclaré leur adversaire et par la même occasion donner un ultime avertissement à ceux qui, dans l'avenir, eussent pu être tentés de mener à Alger une action anti-bolchevique ou de mettre la dissidence au service d'autres intérêts que les leurs. En faisant exécuter Pucheu, les Soviets ont voulu éprouver leur puissance. L'expérience fut concluante et leur a révélé qu'il leur suffisait de commander pour être obéis.

*
* *

Le procès d'Alger et son épilogue tragique ont une signification politique qui dépasse la personnalité de celui qui en fut la victime. Les Soviets, en obligeant les Français de la dissidence à sacrifier un des leurs, ont voulu mettre l'irréparable entre les Français d'Alger et ceux de Vichy et empêcher le va-et-vient qui jusque là demeurait possible entre la dissidence et la France restée théoriquement fidèle au Maréchal. Depuis le matin où Pierre Pucheu fut exécuté à la suite d'une condamnation prononcée par des Français, les ponts sont définitivement coupés entre Vichy et Alger. Un fossé séparera désormais les deux France entre lesquelles tant de liens existaient encore. Le sang de Pucheu rendra impossible une réconciliation qu'en d'autres circonstances on eût pu espérer et qu'il n'était interdit à personne de souhaiter.

Les Soviets, avec leur brutalité coutumière, ont contraint les misérables qui prétendaient encore abriter leur patriotisme derrière une scandaleuse équivoque à jeter le masque et à se « mouiller » définitivement en leur faveur. La condamnation de Pucheu vaut, pour ceux qui l'ont prononcée, comme une profession de foi en faveur des Soviets, comme une adhésion sans réserve au bolchevisme. Les hommes de Staline qui, à Alger, veillent aux intérêts des Soviets ont voulu « mettre dans le bain » les bourgeois et les bien-pensants qui jusqu'ici pouvaient encore essayer de nous abuser sur leurs intentions. Nous savons maintenant qu'ils sont embarqués sur la galère soviétique ; nous savons aussi vers quel rivage ils conduisent ceux qui ont accepté de les suivre.

Notre camarade Claude Martin, l'éditorialiste de l' « Echo de la France », a fort justement comparé les conséquences politiques de l'exécution de Pucheu à celle qu'eut la mort de Louis XVI. Les jacobins avaient voulu eux aussi placer les hésitants et les mous

devant l'irréparable et les obliger à choisir entre deux partis extrêmes : faire la preuve de leur « patriotisme » en sacrifiant le roi, ce qui leur interdisait dans l'avenir toute réconciliation avec les Bourbons ou leurs partisans, ou bien repousser la condamnation du roi et avouer, par là même, qu'ils n'étaient point des patriotes.

Le calcul des jacobins révélait un remarquable esprit politique ! Les régicides formèrent en France une monstrueuse aristocratie, l'aristocratie du nouveau régime. Ils furent les plus acharnés défenseurs de la République, parce qu'avec la République c'était leur propre vie qu'ils défendaient et qu'ils savaient que le retour des Bourbons eût été pour eux un irréparable désastre. Certains d'entre eux, qui s'étaient bercés d'illusions, apprirent longtemps après que le sang de Louis XVI les avait marqués pour la vie ! Fouché fut de ceux-là que Louis XVIII chassa du ministère de la police où il avait cru pouvoir se maintenir et où il eût pourtant rendu à la monarchie d'inappréciables services ! Les conventionnels régicides s'étaient trop « mouillés » jadis pour pouvoir un jour cesser d'être républicains et s'ils acceptèrent l'Empire ce fut parce que Bonaparte n'hésita pas à se « mouiller » lui-même jusqu'à devenir un des leurs en faisant couler le sang d'un autre Bourbon, le duc d'Enghien !

Les Soviets viennent à Alger de renouveler une opération politique qui a un précédent dans l'histoire. Depuis la mort de Pucheu, les Français d'Alger ont fait dans la dissidence un pas définitif, un pas qui doit à leur tour les marquer pour la vie et empêcher leur réconciliation avec les dissidents de France. Entre ceux de Vichy et ceux d'Alger, le fossé est maintenant infranchissable. Le sang du synarche, victime de sa légèreté et de son manque d'esprit politique, les attachera pour la vie à la cause qu'ils ont très imprudemment embrassée. Prisonniers des Soviets, comme les jacobins le furent de la République, ils ne pourront s'affranchir de cette suggestion qu'en allant au devant de la haine de leurs anciens complices devenus leurs ennemis.

*
* *

La mort de Pierre Pucheu est le signe que l'unité est réalisée au sein de la dissidence. Nos réfractaires et nos maquisarts nous avaient convaincus déjà de cette réalité ! Nous savions que membres de l'armée secrète et F. T. P. faisaient assez bon ménage. Nous savions depuis longtemps que la distinction n'était plus à faire entre la dissidence nationale et la dissidence au service de Moscou.

Pour ceux qui jusqu'à ce jour se seraient obstinés à nier l'évidence et aujourd'hui encore fonderaient quelques espoirs sur les

Anglo-Saxons, le tragique destin de Pucheu illustre de façon très cruelle mais éclatante un des aspects les moins contestables de la politique actuelle : la marche ascensionnelle du bolchevisme et la faiblesse chaque jour plus accusée des nations démocratiques. L'exécution de Pucheu est parmi tant d'autres un des événements qui depuis un an jalonnent la voie triomphale où se sont engagés les Soviets, grâce à la complaisance, la lâcheté et l'impuissance des Anglo-Saxons. La guerre des démocraties n'est plus que la guerre du bolchevisme.

Si l'Europe ne le comprenait pas, si certaines nations européennes, au lieu de se ranger aux côtés de l'Allemagne nationale-socialiste, persistaient dans une réticence que seule peut expliquer une sentimentalité hors de propos, toute espérance s'évanouirait de voir un jour réalisé ce sauvetage de l'Occident qui doit être pour l'heure notre unique préoccupation.

Etude de politique contemporaine

DÉCADENCE ET GRANDEUR DE LA LATINITÉ

La latinité nous offre depuis longtemps de nombreuses occasions de douter d'elle. Nous n'étions pas loin de tenir tout ce qui s'y rattache comme frappé d'une espèce d'impuissance à sortir du médiocre.

L'ITALIE en qui la latinité des temps héroïques avait voulu revivre, est de toutes les nations latines celle dont l'abaissement fut le plus remarquable, si l'on compare le sort misérable de l'ITALIE au rêve qu'avait fait pour elle le dernier des grands latins. MUSSOLINI avait voulu pour l'ITALIE une destinée grandiose que les Italiens n'étaient déjà plus capables de vouloir. Le mot de Dominique SORDET ; « l'ITALIE ne méritait pas le Fascisme » résume admirablement ce que fut la médiocrité de ce peuple, qui eut pu vivre une magnifique aventure, et ne reconnut pas dans le fascisme la chance inespérée qui lui était offerte de s'élever au-dessus de cette médiocrité où ses efforts l'ont fait retomber depuis.

Il semble — et l'état présent de la FRANCE n'est pas fait pour nous inciter à penser le contraire — que latinité soit devenu synonyme de facilité et de bassesse et que les peuples latins soient aujourd'hui incapables de rien concevoir au delà d'une vie facile, dont toute grandeur serait banie. Vieux pays, que la civilisation a usés, où la soif d'un bien-être tranquille est la seule aspiration du peuple, où la mystique du sacrifice et le goût de l'aventure ont depuis longtemps disparus, les nations latines sont-elles promises à un irrémédiable esclavage ?

Nous devrions répondre par l'affirmative, si nous nous en tenions au spectacle que nous offrent les trois sœurs latines d'EUROPE, toutes trois impuissantes à résister à l'attrait qu'exerce sur elle la civilisation anglo-saxonne, celle qui précisément symbolise un idéal de vie où les satisfactions d'ordre matériel sont tenues pour le souverain bien.

Il apparaît qu'aujourd'hui c'est sur le bloc latin que les Anglo-Saxons exercent l'influence la plus marquée et que sans efforts de leur part toute cette partie de l'EUROPE accepterait volontiers de rentrer dans leur clientèle pour y connaître l'esclavage doré qu'ils offrent ordinairement aux peuples qui n'ont su ni se renouveler, ni retrouver dans leur tradition des raisons d'avoir foi en un destin nouveau.

L'exemple de l'ITALIE est trop éclatant pour qu'on s'y arrête longtemps : s'être livrés pieds et poings liés aux Anglo-Saxons ne signifie pas seulement que le peuple italien était las de la guerre, mais surtout qu'il était las d'un régime, qui trop longtemps avait exigé de lui d'impossibles efforts de dépassement. En s'abandonnant à l'ANGLETERRE et aux ETATS-UNIS, l'ITALIE a fait l'aveu de son incapacité à vivre noblement : elle a révélé son désir de retrouver l'aimable bassesse convenant si parfaitement à sa nature délicate et amollie. En face du Fascisme, qui avait voulu la faire vivre sur un rythme trop accéléré, les démocraties anglo-saxonnes devaient forcément lui apparaître comme des libératrices. Débarrassée du Fascisme, liqueur trop forte pour elle, elle accepta une servitude qui signifiait la fin d'une vie trop tendue et lui permettait de se consacrer à un idéal à sa mesure.

*
* *

L'exemple de la FRANCE n'est pas plus consolant ! On se tromperait lourdement en croyant que seules des considérations d'ordre sentimentales éloignent les Français de l'ALLEMAGNE et leur font espérer la victoire des nations anglo-saxonnes.

Leur ignorance de l'ALLEMAGNE, pour si énorme qu'elle soit, ne les empêche pourtant pas de sentir confusément que le national-socialisme est capable d'apporter à l'EUROPE quelque chose de neuf. Une intuition obscure les pousse à se méfier d'un peuple qui a, comme nul autre, exalter le goût du sacrifice et de l'effort désintéressé et leur crainte devant l'éventualité d'une victoire allemande est surtout fondée sur l'horreur que leur inspire une genre de vie qui pour eux serait sans joie !

Les Français souhaitent la victoire de l'ANGLETERRE et des ETATS-UNIS parce que cette dernière leur fait entrevoir un retour vers les années heureuses de l'avant-guerre, où la vie leur paraissait belle parce qu'elle n'était que basse et facile. L'ALLEMAGNE nazie, héroïque et rude, sa jeunesse ardente et dure qui a soif

d'héroïsme, fait bloc autour du Führer et communie avec lui dans un même idéal de grandeur nationale, sont aux yeux de la bourgeoisie française du XX^e^ siècle la manifestation d'excentricités condamnables. Ce que le message national-socialiste a d'un peu excessif, l'effraie et l'inquiète parce qu'il fait appel à des valeurs auxquelles depuis longtemps elle a cessé de croire. Un idéal plus bas qui concilierait ses aspirations vers un solide bien-être matériel, avec un amour raisonné de la Patrie la séduit davantage et la pousse à mettre sa confiance dans les Anglo-Saxons, dont la victoire épargnerait à la FRANCE l'épreuve d'avoir à vivre trop intensément.

L'ESPAGNE nationale-syndicaliste, si elle ne nous fournit pas des raisons aussi graves de croire en la décadence de la latinité, nous révèle néanmoins elle aussi un assez fâcheux penchant pour la vie facile. La guerre civile n'a pas durci les Espagnols autant qu'on aurait pu le croire et, le calme revenu, la bourgeoisie s'est remise à vivre et à penser comme par le passé. Proie facile pour l'ANGLETERRE, la bourgeoisie espagnole, en dépit d'une expérience douloureuse qui moins que tout autre eût dû la laisser indifférente, en dépit aussi des efforts déployés par le Caudillo pour empêcher l'ESPAGNE de retomber dans sa léthargie d'autrefois, a recommencé à espérer pour l'ESPAGNE en une destinée exempte d'efforts. L'ESPAGNE ne sut résister que très mal aux avantages que les Anglo-Saxons faisaient miroiter à ses yeux et peut-être eût-elle pu davantage se consacrer à parfaire son œuvre révolutionnaire, si elle avait eu l'héroïsme de se passer de tout ce qui lui valut et lui vaut encore aujourd'hui son rapprochement avec l'ANGLETERRE et les ETATS-UNIS.

*
* *

Ce qui nous frappe dans la latinité européenne, c'est un goût morbide pour tout ce qui tend à maintenir l'homme au niveau de la matière, en même temps qu'un attrait irrésistible pour les civilisations qui correspondent à cet idéal de vie. La latinité semble aujourd'hui se complaire dans la vulgarité, parce que presque toujours facilité et vulgarité se confondent et que l'homme n'atteint jamais à la noblesse sans effort et sans sacrifice.

Rien n'est plus décourageant que de constater combien la propagande anglaise a peu d'efforts à déployer pour atteindre ses objectifs et faire des latins ses alliés ; il lui suffit de quelques pro-

messes vulgaires, toujours les mêmes, mais toujours articulées sur les facilités futures de la vie en EUROPE après la victoire des alliés, pour que Français, Espagnols ou Italiens se sentent immédiatement solidaires des Anglo-Saxons.

L'esclavage capitaliste qu'ils nous préparent — à défaut de l'esclavage bolchevique — leur semble la douceur même, comparé à certaines perspectives plus âpres, mais combien plus exaltantes, auxquelles d'autres peuples se sont attachés. Un jeune Allemand qui n'appartenait pas à cette catégorie de gens pour qui les joies d'une vie facile justifient toutes les lâchetés, s'écriait il y a quelques années : « Nous ne luttons pas pour que le peuple soit heureux. Nous luttons pour lui imposer une destinée » (1). Quand donc les peuples latins comprendront-ils à leur tour que pour les hommes comme pour les nations, le bonheur n'est rien et qu'il s'agit moins d'être heureux que de se réaliser pleinement soi-même, au prix des renoncements les plus durs et des sacrifices les plus inhumains ?

*
* *

Et pourtant cette latinité décadente vient, alors que nous avions perdu tout espoir en elle, de nous donner récemment une preuve de sa vitalité. Elle vient de nous montrer qu'elle n'est pas complètement disposée encore à s'abandonner aux Anglo-Saxons et qu'elle préfère endurer pauvreté et dénuement, plutôt que de se résigner aux douceurs d'une servitude trop facile.

Ces raisons imprévues d'espérer en la latinité ne nous viennent pas des vieilles nations européennes chez lesquelles le sens de la grandeur paraît subir une éclipse définitive. Elles nous viennent d'une autre latinité, de cette latinité d'AMERIQUE, si longtemps méconnue et qui pourtant s'affirme aujourd'hui capable de nous montrer le vrai chemin de l'honneur.

Il n'existe pas au monde de nations plus mal placées que les Etats d'Amérique du Sud pour résister à l'emprise des ETATS-UNIS. Leurs richesses en matières premières fussent restées inexploitées sans l'apport des capitaux américains et il y a longtemps déjà que leur économie n'est plus qu'un secteur de l'économie nord-américaine. Les grands trusts des ETATS-UNIS sont

---

(1) ERNEST VON SALOMON. — Les réprouvés.

les maîtres de l'économie du SUD dont ils contrôlent toute l'activité. L'énorme production métallurgique des nations sud-américaines est entièrement tributaire des financiers de NEW-YORK, qui non contents d'acheter des concessions ont voulu aussi acheter des consciences. Ces manœuvres ont parfois réussi et certaines nations sud-américaines n'ont le plus souvent qu'une indépendance théorique. Leurs hommes d'Etat sont les créatures des financiers américains, à qui ils n'ont pas hésité à asservir leur pays.

Mais ces pays esclaves ne sont pas peuplés de gens à l'âme d'esclaves. Les Américains du Sud ne se sont jamais résignés à n'être que les sujets des Juifs de NEW-YORK. La puissance capitaliste des ETATS-UNIS ne les a pas émus au point de leur faire mettre genoux à terre et ils sont dans l'ensemble infiniment moins sensibles que nous-même à l'opulente grossièreté des mœurs américaines. Ils sont fiers de leur civilisation, qu'ils savent supérieure à la civilisation du nord, et supportent les Américains tout en les méprisant. Leur mépris pour eux d'ailleurs n'a d'égal que celui qu'ils éprouvent pour ceux de leurs hommes d'Etat dont ils connaissent les attaches avec les ETATS-UNIS.

Nous avons en Europe constamment méconnu ces peuples prétendus légers et superficiels mais aux qualités pourtant si réelles, très attachés à leurs traditions et dont les mœurs sont si souvent voisines des mœurs patriarcales d'autrefois. Les récents événements d'Amérique du Sud, en nous les montrant sous un jour nouveau, devraient nous inciter à réformer le jugement hâtif que nous avons porté sur eux.

*
* *

Les ETATS-UNIS ont avec l'ARGENTINE joué leur grand jeu. Ils ont voulu lui imposer la rupture des relations diplomatiques avec l'ALLEMAGNE. L'ARGENTINE, après bien des hésitations, a fini par y consentir mais aussitôt après le Président RAMIREZ faisait le geste symbolique de se démettre de ses fonctions. Son remplacement par le Président FAREL signifiait que l'ARGENTINE avait agi contrainte et forcée mais qu'elle ne s'inclinait pas devant .l'ingérence des ETATS-UNIS dans ses propres affaires Après ce changement de gouvernement qui eut toute l'importance d'un coup d'Etat, les ETATS-UNIS à leur tour rompirent avec l'ARGENTINE. Les relations entre les deux nations ne sont pas

encore rétablies aujourd'hui, les ETATS-UNIS ayant posé à la reprise des relations normales des conditions inacceptables.

Pendant que sur le plan extérieur, elle opposait aux prétentions américaines son propre droit à faire la politique de son choix, l'ARGENTINE avouait officiellement son intention de donner une orientation nouvelle à sa politique intérieure dont les principes essentiels étaient définis sans équivoque par le Président FAREL, successeur et continuateur du Général RAMIREZ. Les Anglo-Saxons horrifiés ne furent pas longs à découvrir dans ces propos un relent national-socialiste qui les plongea dans la plus vive inquiétude. Cette dernière fut à son comble lorsque le gouvernement argentin interdit la publication de *l'IDEA SIONISTA*, journal juif de BUENOS-AYRES dont les sympathies bolcheviques étaient bien connues.

L'ARGENTINE ne se cachait pas pour crier bien haut qu'elle entendait faire désormais une politique exclusivement nationale, sociale et antidémocratique. Se doute-t-on du courage qu'il faut à un peuple qui vit dans la dépendance économique des ETATS-UNIS pour avouer à l'heure présente de pareils desseins ?

*
* *

La BOLIVIE de son côté avait manifesté quelque temps auparavant le même esprit d'indépendance. Elle aussi, connut la honte de posséder des chefs de gouvernement inféodés aux financiers du Nord et à la Maison Blanche. Une révolution à la fois militaire et populaire vient de chasser le dernier représentant de cette triste série d'hommes d'Etat, et la BOLIVIE tout en maintenant ses relations économiques et politiques avec les ETATS-UNIS, entend vivre hors de la vassalité que lui imposaient ces derniers, et recouvrer son indépendance !

La révolution bolivienne n'est pas un simple coup d'Etat, un « pronunciamento » semblable à ceux auxquels l'histoire de l'AMERIQUE du SUD nous a habituée. C'est un mouvement révolutionnaire qui sans doute en première urgence se propose de délivrer le peuple bolivien de l'oppression du capitalisme américain mais qui surtout a pour but d'instaurer un régime socialiste dans une nation régénérée.

En BOLIVIE, comme en ARGENTINE, se manifestent pour la première fois en AMERIQUE du SUD des tendances sembla-

bles à celles qui en EUROPE ont fini par se reconnaître dans le National-Socialisme : lassitude devant les duperies de la démocratie et du libéralisme, révolte contre les injustices du capitalisme et les inutiles horreurs du bolchevisme juif, aspiration vers un ordre nouveau capable de faire au peuple, dans l'Etat, la place qu'il mérite.

Ainsi l'AMERIQUE du SUD, sans que rien apparemment l'y contraigne, s'engage résolument dans des voies qui ne sont pas celles de la bassesse et de la facilité. Rien pourtant n'était plus commode pour ces natiqns oue la sujétion relativement douce que leur proposaient les ETATS-UNIS. Les investissements de capitaux américains assuraient aux populations sud-américaines une prospérité tranquille qui eût fait le bonheur de notre bourgeoisie. Plutôt que cette servitude aux chaînes d'or, l'ARGENTINE et la BOLIVIE ont préféré aller au-devant des mesures rigoureuses que les ETATS-UNIS ne manqueront pas de prendre à leur encontre.

Non contentes, pour avoir manifesté leur désir d'indépendance, d'encourir déjà la rancune des financiers juifs de NEW-YORK, elles n'ont pas craint non plus d'affirmer encore leurs préférences pour des principes politiques que la démocratie américaine déteste et qui aux yeux de cette dernière font de la BOLIVIE et de l'ARGENTINE, les alliés de l'ALLEMAGNE nazie.

*
* *

Ce National-Socialisme hispano-américain qui se fait jour à un moment où l'AMERIQUE du SUD semblait plus que jamais destinée à subir l'influence des ETATS-UNIS mérite plus qu'une attention distraite. Il est le signe que la latinité n'est pas encore prête, dans son ensemble à rendre un hommage définitif aux forces dans lesquelles s'incarne le plus abject des matérialismes, qu'elle reste capable de tenir tête aux manœuvres du judaïsme et que les charmes faciles de la démocratie sont sans effet sur elle. Parmi toutes les voies qui s'offraient à elles, la BOLIVIE et l'ARGENTINE ont choisi la plus périlleuse et la plus difficile. L'avenir nous dira si les nations latines d'EUROPE sauront suivre l'exemple de leurs sœurs d'outre-mer ou bien si elles voudront achever de se diluer et de se perdre dans les douceurs mortelles d'une vie que l'esprit de sacrifice ne serait plus capable d'animer.

L'Angleterre et la guerre

Des événements qui n'étaient point imprévisibles sont venus, au cours de ces dernières semaines, nous apporter de nouvelles preuves de la place prépondérante qu'a réussi à s'octroyer l'U.R.S.S. dans la coalition des Alliés. Certes, pour des observateurs lucides de l'actualité politique, il y a longtemps déjà que la question est entendue et les rares Français dont la propagande anglaise n'a pas encore atteint l'intelligence, n'avaient nullement besoin de ces faits nouveaux pour voir dans la Grande-Bretagne et les Etats-Unis les commis-voyageurs du bolchevisme.

Toutefois, les événements auxquels nous faisons allusion ont ceci de particulier qu'ils manifestent à la fois et la puissance des Soviets et l'effondrement de l'Angleterre. La nouvelle victoire que vient de remporter Staline lèse si gravement les intérêts britanniques que nous ne serions pas loin d'éprouver pitié et compassion pour une nation autrefois si orgueilleuse et aujourd'hui contrainte de laisser ses alliés lui porter des coups irréparables.

***

L'attribution à la Russie d'une partie de la flotte italienne passée aux mains des Alliés après l'armistice du 8 septembre, fut une décision prise par l'Amérique seule, sans consultation préalable de l'Angleterre. Or, les unités de la flotte italienne qui ont pu échapper aux coups de l'aviation et de la marine allemandes sont aujourd'hui stationnées en Méditerranée. Pour rallier les ports de guerre soviétiques, il leur faudrait soit forcer le passage des Dardanelles, soit posséder le libre accès de la Baltique. L'une et l'autre de ces deux alternatives étant à écarter, il est indispensable pour posséder quelque valeur que le cadeau fait gratuitement à la Russie par les Etats-Unis comporte, en guise d'annexe, le droit pour la nouvelle flotte soviétique de posséder un port d'attache en Méditerranée. Si l'Amérique n'a pas voulu se moquer de l'U. R. S. S. — et c'est peu probable — on ne peut pas raisonnablement

admettre que cette dernière se soit contentée de posséder sur le papier une flotte condamnée au mouillage forcé dans des ports pendant toute la durée de la guerre.

Les conversations diplomatiques ayant abouti à cet accord, que le gouvernement anglais ignora ou feignit d'ignorer, ont dû traiter également de l'attribution à l'U. R. S. S. d'un port du littoral méditerranéen actuellement aux mains des Anglo-Saxons ! Sera-ce Alger, Bizerte, Mers-el-Kébir ou Tarente, nous l'ignorons encore ! Mais la question ne peut faire de doute et nous pouvons être assurés qu'avant peu une flotte battant pavillon soviétique naviguera en Méditerranée, sur cette route impériale où l'Angleterre eut tant de mal à assurer la sécurité de ses communications.

Ce nouveau succès soviétique vient après bien d'autres et nous semble couronner la politique que la Russie poursuit inlassablement depuis des siècles avec une remarquable opiniâtreté. Depuis des temps immémoriaux, en effet, cet immense pays, privé de débouchés maritimes, subit le mirage de la mer latine que les efforts incessants de ses tzars ne lui ont jamais permis d'atteindre. Les détroits furent un obstacle infranchissable qui s'est constamment dressé devant elle comme pour lui signifier de n'avoir pas à se mêler des affaires de l'Occident.

La Russie soviétique vient de gagner par la bande ce que les tzars s'étaient révélés incapables d'obtenir. Sans avoir eu à vaincre la résistance de la Turquie, sans complication et sans risque de nouveaux conflits, la Russie est aujourd'hui installée en Méditerranée en qualité de puissance continentale comme en qualité de puissance maritime. Maîtresse des rives africaines de la Méditerranée, elle va pouvoir demain faire sillonner par ses escadres une mer où jamais son pavillon n'avait été aperçu.

Si, par ailleurs, nous rapprochons ce résultat déjà remarquable des nouvelles qui nous parviennent d'Italie, nous comprendrons alors combien la Russie sait exploiter la faiblesse de ses alliés, et profiter de leur impuissance pour se tailler en pleine Méditerranée des zones d'influence, comme jamais n'eussent osé en espérer, dans leurs rêves les plus fous, les plus impérialistes des tzars de l'ancienne Russie !

*
* *

Le remaniement du cabinet Badoglio dont il est question dans la presse depuis quelques jours, n'a pas précisément pour but de renouer avec le fascisme ! Ce que l'on entend dire de lui nous révèle que l'Italie est en voie de subir le sort de tous les autres pays qui commirent l'imprudence de se livrer aux Anglo-Saxons ! Badoglio, cet autre Giraud, se trouve lui aussi contraint de subir la pré-

sence des hommes de Moscou en attendant que ceux-ci le remplacent et l'invitent à une retraite sans espoir. Une inculpation de haute trahison, pour avoir jadis servi le fascisme, pourrait aussi bien, dans un avenir prochain, mettre plus brutalement encore fin à sa carrière et à sa vie.

En attendant cette éventualité qui n'est pas à écarter, l'ex-duc d'Addis-Abebba est prié de remanier son cabinet et de faire une place à de nouveaux arrivants dont la présence au sein du gouvernement de l'Italie « libre » est tout un programme. Déjà des noms sont mis en avant ! Ce sont ceux des membres de l'ancien parti communiste italien que le fascisme avait autrefois réduits au silence. Et ainsi la comédie continue ! L'Italie du Sud ne saurait être épargnée par un sort impitoyable : les armées anglo-saxonnes, dans la Péninsule comme en Afrique du Nord, ont été réduites au rôle de détachement précurseur. Leur arrivée n'a fait que précéder celle des anciens proscrits du parti communiste et des délégués de Moscou. On croirait, en voyant se dérouler en plusieurs épisodes ce scénario, toujours unique, que les Anglo-Saxons agissent en gérants d'affaires pour le compte des Soviets, qu'ils se contentent d'opérer en qualité de mercenaires non rétribués et que les succès politiques de la Russie suffisent à les payer de leur peine.

*
* *

Mais laissons l'Italie subir le poids de ses trahisons, et les Italiens méditer sur les avantages et inconvénients comparés de l'amitié allemande et de l'esclavage bolchevique. Cette nouvelle victoire de la Russie soviétique nous intéresse moins en elle-même que par ses répercussions sur la politique anglaise.

La Méditerranée est une mer anglaise ! Depuis que, grâce aux efforts d'un Français, cette mer fermée s'ouvrit pour livrer passage vers l'Orient, et devint une des routes maritimes les plus importantes du monde, la Grande-Bretagne apporta tous ses soins à ne pas laisser une autre puissance européenne lui en interdire l'accès.

La France ,avec ses trois mers à défendre, ne l'inquièta jamais ! La situation géographique de notre pays empêchait en effet nos escadres de se concentrer en Méditerranée, où la balance des forces pencha constamment en faveur de l'Angleterre. Son système défensif, appuyé sur les points capitaux que sont Gibraltar, Malte et Alexandrie, était à l'épreuve de toute opération offensive.

L'Italie fasciste, le jour où elle porta atteinte à l'interprétation britannique du principe de la liberté des mers, en concentrant en Méditerranée la totalité de ses forces navales composées de bâtiments neufs, rapides et bien armés, devait s'attirer l'inimitié de

l'Angleterre, inquiète de voir grandir une puissance nouvelle, jusque-là peu dangereuse, mais qui paraissait vouloir posséder des escadres capables avant peu de neutraliser les siennes.

Or, par une étrange ironie du sort, le jour même où l'Italie abandonnait la partie, le jour où la flotte italienne qui l'avait tant inquiétée, devenait une force alliée, les circonstances empêchaient l'Angleterre de retirer de l'opération le bénéfice escompté, puisque la disparition de l'Italie permettait à la Russie soviétique d'affirmer sur la Méditerranée une maîtrise que déjà l'occupation de l'Afrique du Nord avait solidement assise !

La Russie prenait pied en Italie, de l'autre côté de ce fameux détroit, longtemps impraticable pour des convois et les escadres anglais, et obtenait simultanément qu'une partie des forces navales enfin neutralisées lui soient attribuées ! Travailler pour le roi de Prusse exprimait autrefois chez nous l'amertume et le dépit de ceux dont les efforts et les peines avaient profité à d'autres ! Travailler pour Staline aura bientôt pour les Anglais un sens équivalent.

Il semble en effet que l'Angleterre soit aujourd'hui incapable d'exploiter directement et à son profit ses succès militaires ou diplomatiques, et la Russie destinée à la frustrer du fruit de ses efforts. Il n'y a plus pour l'Angleterre de victoire qui ne soit celle de la Russie. Avoir réduit l'Italie à un armistice déshonorant et contraint ses escadres à une reddition sans précédent dans l'histoire des nations maritimes, n'a ni enrichi l'Angleterre, ni amélioré ses positions .

Ces succès qui, en d'autres circonstances, eussent pu être définitifs, furent réduits à néant par l'habileté de la Russie, et son adresse à abuser des faiblesses de ses alliés. Déjà l'armistice du 8 septembre n'avait pas été pour les Anglo-Saxons l'événement décisif sur lequel ils comptaient. La foudroyante riposte allemande, comme leurs propres insuffisances militaires, les ont empêchés d'atteindre leurs objectifs, et après sept mois de combats, les forces anglaises et américaines pataugent en Italie comme aux premiers jours.

Et cette grande opération manquée est, pour l'Angleterre en particulier, la source de complications dont elle n'est pas près d'être délivrée. Pour l'heure un fait demeure : la Russie étend son influence sur les deux rives du détroit de Sicile dont les Anglo-Saxons avaient successivement réussi à chasser Français, Allemands et Italiens. Et, pour couronner une œuvre déjà remarquable en soi, la Russie pourra bientôt faire la preuve de cette influence nouvelle en montrant sur ces rivages le pavillon rouge frappé du sceau de Salomon.

*
* *

Singulière guerre, en vérité ! Quel est l'Anglais qui pourrait aujourd'hui se flatter de définir les buts de guerre de son pays ? M. Churchill lui-même sait-il ce que fait l'Angleterre dans un conflit où chacune de ses rares victoires se mue automatiquement en défaite ? Le temps de la guerre des démocraties est loin ! Il s'agissait alors d'abattre le national-socialisme, de délivrer l'Europe de la tyrannie totalitaire et d'y faire à nouveau régner la liberté ! Où en est aujourd'hui l'Angleterre et que pense l'Anglais moyen d'une guerre qui a conduit son pays, après cinq ans d'efforts, à des abandons sans nombre, introduit en tiers les Etats-Unis et la Russie dans des intérêts autrefois strictement anglais et qui, si elle se terminait victorieusement, consacrerait l'hégémonie de la Russie soviétique sur l'Europe ? L'opinion britannique se pose-t-elle ces questions ? Nous l'ignorons ! Mais pour nous, qui sommes réduits au rôle d'observateurs, ces événements doivent être la source d'enseignements politiques de premier plan ! Le conflit actuel a réuni dans un seul camp des partis dont les intérêts, loin d'être communs, sont essentiellement divergents. Les Etats-Unis se battent pour assurer leur avenir économique et conquérir des débouchés sans lesquels leur industrie connaîtrait dans l'après-guerre une crise qui, à son tour, entraînerait l'effondrement de leur système économique. La Russie, derrière ses visées impérialistes, n'a pas oublié qu'elle s'est assigné pour mission la révolution internationale et la bolchevisation du monde. Quant à l'Angleterre, son but n'est pas de conquérir, mais de conserver, et de conserver des positions qui ne peuvent que contrarier les ambitions de ses alliés.

Au sein d'une coalition de rapaces, l'Angleterre manque de ce dynamisme qui fait généralement défaut à tous ceux qu'anime seulement l'instinct de conservation ! Semblable à une armée qui voudrait se borner à des actions purement défensives et aurait perdu tout espoir offensif, l'Angleterre est malgré elle placée dans un état d'infériorité manifeste, parce qu'elle ne veut que défendre ses conquêtes anciennes et connaît par ailleurs la malchance de posséder des alliés dont les intérêts rencontrent trop souvent les siens.

Quelle que soit l'issue du conflit, la Grande-Bretagne ne peut qu'en être la victime ou la dupe ! Ses efforts sont voués à la stérilité et, sans le judaïsme qui pèse lourdement sur ses destinées, il y a longtemps déjà qu'elle aurait dû, faute d'intérêts, s'écarter d'une mêlée où seuls l'attendent des coups chaque jour plus meurtriers !

Un livre à lire

L'ESPAGNE NATIONALE-SYNDICALISTE

de R. MARCOTTE

Il est dans la vie des peuples des moments cruciaux où les drames de leur passé, à l'occasion d'un choc occasionnel, remontent et les prennent à la gorge. L'histoire de l'Espagne a été souvent dramatique ; sa structure géo et psycho-politique lui imposant des époques d'accumulation, de paix, puis d'explosion d'énergie, de reconquête, de colonisation et de guerres. Elle a connu, comme toutes les grandes nations européennes, des alternances et des oscillations ; elle a fait des erreurs. Sa dernière en date : son expérience Front Populaire a failli lui être mortelle. Mais le régime des Negrin, des Passionnaria et des détrousseurs de cadavres devait périr sous le poids de ses crimes. Et ce n'est pas sans un sentiment d'admiration profond que nous autres, Révolutionnaires Français, avons vu la jeunesse nationaliste espagnole verser à flot son sang généreux afin que son pays puisse répondre contre les barbares à l'appel de sa destinée historique.

Dans un ouvrage d'une extrême documentation, « L'Espagne nationale-syndicaliste », M. R. Marcotte entreprend de nous faire revivre non seulement la révolution franquiste, mais aussi tout le caractère et le passé de l'Espagne.

M. R. Marcotte a parcouru l'Espagne en voyageur et, dans la première partie de son livre, la forte personnalité du sol ibérique marque toutes ses descriptions. L'opposition des vieilles montagnes usées, des larges plateaux bordés de dépressions nous montre à chaque moment la complexité d'un sol qui a vu naître une race fière et farouche dont l'histoire souvent tragique fut toujours glorieuse.

L'Espagne en effet fut toujours la terre des envahisseurs. La première invasion qu'elle subit semble être la colonisation phénicienne. Puis ce furent les Arabes et les Berbères, attirés, eux aussi, par la richesse du sous-sol de cette terre, connue de ce temps comme l'une des plus riches d'Europe, autant que par le fanatisme religieux qui les poussait à « Coraniser » les « infidèles ».

Aux invasions succédèrent bientôt la période de la « reconquête », le règne de Charles-Quint et enfin l'Espagne des « Siècles d'Or » qui dura jusqu'à ce que l'auteur appelle « l'Espagne des Bourbons ».

Nous arrivons rapidement à l'histoire contemporaine de l'Espagne, à la dictature bienfaisante du général Primo de Rivera, à celle semi-libérale du général Bérenger, à la période trouble et anarchique où un souverain faible et mal conseillé se croira obligé de démissionner et livrera ainsi son pays à la démocratie bolchevisante, aux incendies de couvents, aux massacres de prêtres, aux grèves et aux émeutes. A partir de ce moment, l'Espagne est virtuellement en état de révolution. Les assassinats succèdent aux assassinats et ce fut la mort tragique d'un Calvo Sotelo qui termina cette triste période de l'histoire de l'Espagne.

LE NATIONAL-SYNDICALISME ET LA PHALANGE

Au moment où l'Espagne vacillait sur ses fondements, un grand nom d'Espagne, le jeune Antonio Primo de Rivera, fils de l'ancien dictateur, se leva et se jeta tout entier dans la mêlée. Face au marxisme destructeur, à la lutte des classes, au libéralisme et au mécanisme de la lutte des partis, José Primo de Rivera soutient l'idée fasciste et exprime à merveille qu'au-dessus des luttes intestines, il y a quelque chose de permanent, d'une transcendance suprême : l'unité historique appelée : Patrie.

L'ascension du mouvement de Primo de Rivera fut prodigieuse quoique sa route, comme celle de la Milice, fut jalonnée de victimes.

Malgré la terreur rouge, le national-syndicalisme s'organisa et tous ceux qui aspiraient à rendre à l'Espagne son harmonie sociale dans le concept de nation, contre l'ordre mensonger de Moscou, y affluèrent en masses.

Le destin ne permit pas à José Antonio Primo de Rivera de voir le triomphe de l'idée nationaliste. Emprisonné sur l'ordre du président Azana, ses bourreaux devaient le fusiller dès les premiers jours du soulèvement franquiste.

LE SOULEVEMENT FRANQUISTE

Les communistes espéraient se débarrasser du gouvernement radical d'Azana par la violence, le 1er août 1936. Bien renseignés, les généraux nationaux avaient établi des contacts et un plan d'insurrection, et le 17 juillet un télégramme arrivait de Tétouan à Madrid : c'étaient de simples compliments d'anniversaire ; le nom de l'expéditeur avait 17 lettres, celui du destinataire 11, ce qui signifiait pour les initiés : « Les troupes africaines se sont soulevées le 17 juillet à 11 heures ».

Dès l'arrivée de ce message, les agents de transmission des nationalistes apportaient la nouvelle à tous les chefs du mouvement qui allait sauver l'Espagne de l'hydre bolchevique.

M. Marcotte nous décrit alors avec minutie les forces en présence et nous entretient longuement de cette terrible guerre civile, si rapidement « internationalisée » et qui devait se terminer le 1er avril 1938 à 23 heures 30 par le dernier communiqué du généralissime Franco annonçant la victoire de l'Espagne sur Moscou.

LE NATIONAL-SYNDICALISME

Il fallut penser à rebâtir. La nouvelle Espagne se déclara nationale-syndicaliste. Cette doctrine n'a pas été codifiée par un seul homme, comme les doctrines des autres pays totalitaires. Le national-syndicalisme est né de la fusion de plusieurs programmes qui avaient de nombreux points communs mais étaient loin d'être identiques.

Au nationalisme fasciste de José Antonio Primo de Rivera était venu s'ajouter au début le syndicalisme d'un Ledesma Ramos, sur lequel étaient venus se greffer les conceptions d'un Onesimo Redondo, caudillo de Castille.

Le général Franco avait incorporé cela dans les doctrines traditionalistes et dans ce sens de l'hispanité, si vivant chez lui ; puis fusionné tous ces points doctrinaux par la proclamation de la Charte du Travail. Et comme nous le démontre le livre de M. Marcotte, cette doctrine, sœur du fascisme et du national-socialisme même, en est demeurée foncièrement différente.

L'imposant ouvrage que constitue cette étude extrêmement approfondie sur l'Espagne se termine par un examen détaillé de la vie économique espagnole et de l'histoire de la colonisation hispanique.

A travers cette histoire de l'Espagne, nous suivons à merveille l'évolution de grands desseins. Autrefois l'hispanité fut pour l'Espagne l'idée impériale de ses rois catholiques ; c'était la contre-réforme, la lumière du concile de Trente ; aujourd'hui, avec Franco, c'est le « non » résolument jeté au matérialisme sordide du marxisme hébraïque.

Et c'est quand même et toujours un retour à la catholicité et aux vieilles croisades pour la sauvegarde de l'Occident.

Livre à lire

La vie en forme de proue

d'Henry de MONTHERLANT

Ces textes choisis des principaux ouvrages de Montherlant et réunis dans un petit livre à l'usage des jeunes gens, sont avant tout des messages de l'esprit nouveau contre l'esprit petit bourgeois et démocratique sur lequel Montherlant s'acharne dans tous ses ouvrages.

Toutes les valeurs juvéniles qui font la mystique de l'Europe naissante y sont magnifiées et cela à une date où le fascisme et le national-socialisme existaient à peine. Vie communautaire, vie au grand air, goût du risque, de la discipline, de l'autorité, pureté de la jeune fille, « la camarade, la sœur du soldat », horreur du flirt, du débraillé ; tout cela suffit pour que certains milieux de la société française soient déconcertés de par cette sève et de ce sang, qui de toute évidence fait craquer les cadres du tempérament français de haut en bas et de long en large. Cependant l'impérieuse nécessité fait que la France doit faire craquer le cadre de ses conceptions morales et politiques pour trouver son salut, comme elle l'a déjà fait aux grands moments de son histoire, dans l'effort de son propre dépassement. Le culte du corps, le climat spartiate qui accompagnent toutes les œuvres de Montherlant ne tuent cependant pas la sensibilité, ni l'amour passionné qu'il a de l'âme.

Dans « la Relève du matin », par exemple, l'amour de la vie intérieure éclate à chaque ligne, à chaque mot. Il y a un aspect intérieur de l'homme à sanctifier. Où cet aspect se manifeste-t-il avec le plus d'intensité ? Chez l'enfant, qui est le siège de cette révélation à l' « âge ingrat ». L'âge de l'âme, nous dit Montherlant. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'intérêt passionné que l'auteur de « la Relève » porte au collège, au collège catholique, bien entendu, car c'est là où l'on sait le mieux labourer les âmes.

Mais pour Montherlant, l'enfant partage avec le combattant le siège d'une abondante vie intérieure. Et « le Chant funèbre pour les morts de Verdun » est tout orienté vers le culte de la guerre,

parce que la guerre est le seul lieu qui reste aux hommes d'aujourd'hui où ils peuvent encore s'élever.

Par les strictes nécessités qu'elle impose, la guerre tue le « pas sérieux » et le superflu. « Ayant craint, estimé et aimé des objets qui en valent la peine, on ne peut plus craindre, estimer et aimer des choses qui n'en valent pas ».

Parmi les valeurs de paix, détruites par la guerre, se place d'abord la morale des midinettes, la sentimentalité, que Montherlant poursuit dans ses œuvres de toute sa haine.

« Quelle importance accorder aux souffrances morales, comparées aux souffrances physiques, aux larmes de femmes, après avoir vu des larmes de soldats qui mourraient ? ».

La guerre est seule capable de tirer de l'homme les accents profonds qui dorment en lui, elle développe sa vitalité : « Il y a plus d'emploi, nous dit l'auteur du « Songe », de toutes les manifestations humaines, dans trois mois de guerre, que dans toute une longue vie humaine ».

Enfin, au risque de choquer nos dévôts démocrates-chrétiens, Montherlant nous dit que ce que le guerrier regrette dans la guerre, c'est l'amour : « La guerre est le seul lieu où vous avez pu aimer les hommes (les ennemis y compris). C'est à la guerre dit-il, où j'ai vu apparaître le peu de bien qu'il y avait en moi ».

En effet, jamais le bien véritable ne doit se confondre avec ce que les âmes sentimentales entendent par sa désignation ; à notre sens à nous, révolutionnaires, Nietzsche est beaucoup plus près de l'idéal chrétien que le croyant qui se croit bon parce qu'il obéit consciemment aux commandements de la loi d'amour, contribuant ainsi au maintien harmonieux de la tradition. Seul ne vaut que l'amour générateur d'enrichissement de la personne humaine. Ce qui n'agit pas dans ce sens, ce qui procure un consentement banal, voilà à nos yeux l'incarnation du mal véritable. Et nous sommes obligés de constater que ce principe qui ne compte nulle part autant de représentants que parmi les noms chrétiens d'aujourd'hui, croît en proportion directe avec l'importance que les fidèles attribuent sciemment à la loi d'amour.

Et ceux-ci ne veulent pas s'en rendre compte parce qu'ils se trouveraient ainsi en contradiction avec leurs préjugés fixés par une douce et paresseuse habitude.

Montherlant parle également du stade comme du collège et de la guerre, car le stade est un prodigieux facteur de l'enrichissement de l'humain. Poème de la camaraderie, de l'équipe, de l'effort (les coureurs amis par la foulée), il serait peut-être plus important pour l'avenir de la race française que le jeune de chez nous prenne conscience de l'harmonie qui se dégage d'une partie de ballon, d'un corps d'athlète, que de s'évertuer à comprendre tel ou tel vers de la poésie classique.

Poésie enfin de l'ordre mâle, sus à l'amour sentimental. Alban ne se brouille-t-il pas avec sa camarade de stade parce qu'elle était devenue amoureuse de lui... Et Montherlant d'engager partout le combat contre un état de chose qu'il tient pour responsable d'avoir participé à la ruine de la France : « Les relations de l'homme et de la femme ». Et dans « les Jeunes Filles », c'est la liste dressée de quelques maux graves de l'Occident moderne, et plus particuliers aux démocraties, c'est la lutte entreprise contre la morale des midinettes et les efforts pour substituer à une culture décadente un ordre plus raisonnable et plus sain.

En Allemagne, les œuvres d'Henry de Montherlant furent saluées comme un souffle de nietzschéisme passant dans la littérature française et en balayant les miasmes ridicules, comme une promesse que notre pays allait pouvoir enfin participer à l'ordre viril du monde qui naît. Quant à nous, Miliciens, nous pensons que par ses Essais, Montherlant a bien mérité de cette nouvelle Europe que nous voulons construire pour qu'enfin nous ne nous fassions plus tuer, comme en 39-40, pour une civilisation dont nous ne nous sentions plus solidaires.

Poésie enfin de l'ordre mâle, sus à l'amour sentimental. Alban ne se brouille-t-il pas avec sa camarade de stade parce qu'elle était devenue amoureuse de lui... Et Montherlant d'engager partout le combat contre un état de chose qu'il tient pour responsable d'avoir participé à la ruine de la France : « Les relations de l'homme et de la femme ». Et dans « les Jeunes Filles », c'est la liste dressée de quelques maux graves de l'Occident moderne, et plus particuliers aux démocraties, c'est la lutte entreprise contre la morale des midinettes et les efforts pour substituer à une culture décadente un ordre plus raisonnable et plus sain.

En Allemagne, les œuvres d'Henry de Montherlant furent saluées comme un souffle de nietzschéisme passant dans la littérature française et en balayant les miasmes ridicules, comme une promesse que notre pays allait pouvoir enfin participer à l'ordre viril du monde qui naît. Quant à nous, Miliciens, nous pensons que par ses Essais, Montherlant a bien mérité de cette nouvelle Europe que nous voulons construire pour qu'enfin nous ne nous fassions plus tuer, comme en 39-40, pour une civilisation dont nous ne nous sentions plus solidaires.

DOCUMENTATION DES CADRES DE LA MILICE FRANÇAISE

4

8° Z
2 9745
(4)

SOMMAIRE

I. - Doctrine, page 5

Fascisme conservateur et communisme réactionnaire.

II. - Combat, page 17.

Partie générale :

L'élaboration des ordres de combat.

Partie technique :

Instruction du tir.

Partie combat :

Attaque d'une résistance isolée par une trentaine.

III - Informations, page 37.

Stratégie allemande.

Etude de politique contemporaine : Le Malaise catholique *(suite)*.

La Charte du Travail et le sort du Syndicalisme interprofessionnel.

Le régime actuellement en vigueur en U.R.S.S.

Livre à lire : « L'Armée Inconnue », de Nicolas Bassèches.

Un livre à lire : « Les Forces Occultes dans le monde moderne », de Léon de Poncins.

Reproduction interdite. Il a été tiré
2.000 exemplaires hors commerce.
Numérotés de 1 à 2.000

Edité pàr
L'Ecole des Cadres de la Milice
Française, Château d'Uriage (Isère).

DOCTRINE

FASCISME CONSERVATEUR et COMMUNISME REACTIONNAIRE

Il n'est pas trop tard pour préciser certaines notions, auxquelles le temps a joué le mauvais tour de les rendre méconnaissables et de les déformer. Pendant des années les gens d'extrême gauche on jeté comme une insulte à la face de leurs ennemis, le qualificatif de « fasciste ». Le mot n'avait pas besoin d'être défini : il se suffisait à lui-même. Dans l'esprit de ceux qui l'employaient, il servait à désigner une certaine attitude politique, axée sur un conservatisme intransigeant et dynamique à la fois, un conservatisme capable pour défendre ses droits d'user de la force et de la violence. Cette acception était fausse si on la rapproche du sens que son fondateur donna au fascisme, mais vraie par contre, si avec le recul du temps, on essaye de percer les véritables intentions de nombreux fascistes d'autrefois.

Le communisme, d'autre part, vu à travers les écrits ou les discours de ses premiers disciples, était quelque chose de très précis : il symbolisait la victoire définitive du prolétariat et son émancipation par la fin de l'oppression capitaliste. Il signifiait que les fruits de la production n'iraient plus à une minorité, mais à la classe travailleuse tout entière, et qu'ainsi la prospérité profiterait à tous et non plus seulement à quelques-uns. A côté de cette image à la fois brillante et livresque de la cité communiste, la réalité nous apparaît très différente ! Le prolétariat russe n'a été émancipé que pour retomber dans une nouvelle sujétion. Délivré du patronat capitaliste, il est devenu l'esclave de son héritier, l'Etat prolétarien ! Il n'est sorti du salariat privé, que pour rencontrer le salariat d'Etat. A tout prendre rien n'est changé, et après 27 ans de remous, il ne semble pas que le bolchevisme soit autre chose qu'une forme assez particulière d'un certain conservatisme.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

Ainsi, fascisme et communisme, les deux antagonistes irréconciliables. semblent aujourd'hui se rejoindre sur le terrain même d'où ils partirent jadis, pour essayer de construire un monde meilleur. Ils sont tous deux par des voies différentes revenus à leur point de départ et ont fait la preuve de leur impuissance à maîtriser les forces contre lesquelles ils s'étaient dressés ! L'un et l'autre ont subi des déviations, qui peu à peu les ont éloignés de leur objectif principal, pour les égarer dans des voies accessoires d'où ils sont sortis méconnaissables et dépouillés de toute vigueur révolutionnaire.

Y

Le fascisme tel que le conçut Mussolini, fut à l'origine un mouvement spécifiquement révolutionnaire et d'inspiration socialiste. Mussolini, lui-même, par formation comme par tempérament, ne pouvait pas concevoir une action politique susceptible de régénérer l'Italie, tout en se développant dans le cadre des institutions établies ! Son passé de socialiste et même parfois d'agitateur, constituait un gage certain en faveur des aspects novateurs du fascisme.

Ses adversaires ne s'y trompèrent point, et, dès l'apparition des premiers fascistes, le marxisme abandonna ses têtes de turc habituelles. pour se retourner tout entier vers cet ennemi nouveau, qui n'avait pas simplement pour but de défendre l'ordre établi, comme l'avait fait jusque-là une bourgeoisie déjà sclérosée et vaincue d'avance, mais bien de créer un ordre neuf, qui eût restauré certaines valeurs traditionnelles, contestées par le marxisme, et en même temps reconnu au prolétariat émancipé sa place dans l'Etat.

Très vite le socialisme marxiste avait reconnu dans le fascisme un adversaire impitoyable, avec lequel il fallut par avance renoncer à s'entendre, et dont le triomphe ne pouvait signifier que l'extermination du marxisme ! Et cet adversaire provoquait le marxisme jusque sur son propre terrain, puisqu'il poursuivait des fins semblables aux siennes, tout en prétendant les réaliser par des moyens radicalement opposés.

La vieille bourgeoisie étant une ennemie autrement commode et facile à manier : installée sur des positions indéfendables, qu'elle ne défendait d'ailleurs que mollement, les coups qui lui étaient portés produisaient toujours leurs effets, parce qu'aux aspirations du prolétariat vers un ordre social plus juste, elle ne savait opposer

que ses propres prétentions au maintien injustifié de privilégiés sans fondement. Il était fatal qu'elle fut grignotée par le marxisme, et que dans ce tournoi inégal elle partit perdante.

Le jeune fascisme était autrement dangereux. Il n'avait pas partie liée avec les conservateurs, qu'il méprisait. Il se présentait à l'opinion sous les espèces d'une force neuve, capable de construire un ordre social très éloigné sans doute de celui que souhaitaient les marxistes, mais profondément différent de l'ordre établi, conservateur, capitaliste et bourgeois.

Dans leur action politique journalière, les fascistes se heurtèrent aux marxistes et c'est entre « squadristes » et rouges que parut se circonscrire la lutte. Pendant que les troupes fascistes secouaient les rouges, et par la violence entreprenaient de détruire leurs permanences et leurs organisations officielles ou occultes, la bourgeoisie restait spectatrice et attendait son heure.

N'éprouvant aucune sympathie pour le fascisme, elle ne retenait de son action, que la lutte menée par lui contre le marxisme, et ne voyait en lui qu'un rempart susceptible de la protéger contre les rouges, qu'elle craignait et haïssait, mais qu'elle se révélait elle-même incapable de combattre. Ce que le fascisme apportait de neuf à la vieille Italie lui échappait totalement, ou l'inquiétait si par hasard elle entrevoyait la vérité ! Que le fascisme fut le premier mouvement politique contemporain, qui tentat de réconcilier le peuple avec la patrie, et d'intégrer le socialisme dans la nation, lui importait peu. Elle ne cherchait pas non plus à comprendre les raisons profondes qui faisaient du marxisme l'ennemi numéro un du fascisme naissant. Elle se borna à voir en lui une force assez puissante pour triompher du marxisme, et poursuivant à ce titre des fins analogues aux siennes.

Il était donc fatal que tôt ou tard le fascisme rencontra l'alliance de la Bourgeoisie, soucieuse de voir ses privilèges mis à l'abri des revendications socialistes. Mais ce fut une alliance qui présentait plus d'inconvénients que davantages, car l'adhésion de la bourgeoisie au fascisme n'était pas sans arrière-pensée. Il ne s'agissait pas d'une adhésion totale et sans restrictions, mais d'une adhésion qui dans l'esprit de la bourgeoisie était limitée à l'œuvre purement négative du fascisme, et ne valait que dans la mesure où ce dernier s'engageait à abattre le marxisme. Pour la bourgeoisie le fascisme était une force d'ordre dont elle acceptait d'appuyer l'action bien qu'elle n'eût pas de l'ordre la même conception que lui. Pour

elle, l'ordre ne pouvait être que l'ordre existant, sauvé des entreprises révolutionnaires, alors que de leur côté Mussolini et ses partisans travaillaient à une autre révolution, qui pas plus que celle des marxistes n'avait l'intention de partiser avec l'ordre bourgeois en place.

Rien n'est plus dangereux pour un parti révolutionnaire, que d'être aidé dans sa tâche, par des partis qui restent bourgeois, et limitent leur collaboration à celle de ses actions capables de satisfaire leurs propres desseins, non sans conserver l'intention secrète, soit de l'abandonner aussitôt après la disparition de l'ennemi commun, soit, ce qui est plus grave encore, de l'empêcher d'aller jusqu'au bout de ces projets !

Un parti révolutionnaire ne peut accepter de telles alliances, que s'il est dès l'origine sans illusion sur leur valeur et possède une vue très nette des dangers auquel il s'expose. L'Esprit bourgeois et conservateur est corrupteur par excellence : c'est à son contact que se diluent les plus généreuses aspirations révolutionnaires. La Bourgeoisie qui est incapable d'une action violente et directe, excelle dans l'art d'user les alliés imprudents qui eurent recourt à elle, et avec l'aide du temps soit transformer en bourgeois impuissants les plus farouches des révolutionnaires.

Le fascisme devait connaître cette aventure. Son alliance avec la bourgeoisie capitaliste, contre le marxiste, lui coûta de s'embourgeoiser à son tour. Il n'alla pas jusqu'au bout des promesses qu'il contenait et déçu les espérances qu'il suscita. Le Socialisme fut un sujet de discours et d'articles de presse, pendant que l'Italie restait capitaliste ! La Révolution fasciste échoua, parce que les structures anciennes étaient restées en place et que le socialisme demeurait un rêve que Mussolini ne sut pas dissocier de l'idéologie marxiste. Le peuple conserva son attachement pour cette dernière, qui au moins ne l'avait pas déçu et ne s'était jamais comme le fascisme trouvé dans le cas d'appliquer son programme. Le fascisme vainqueur du marxisme avait échoué et sortait diminué de cette confrontation avec le réel, alors que l'ancien socialiste conservait dans la défaite toute sa fraîcheur et sa séduction.

Si le régime fasciste en plus de vingt années de pouvoir ne parvint pas à gagner la confiance du peuple, si la personnalité gigantesque de Mussolini put s'effondrer un jour sous les coups d'adver-

saires dérisoires, c'est parce qu'insensiblement le fascisme avait dévié vers un conservatisme très bourgeois et qu'en fin de compte, il ne trouva pour défendre son œuvre, par ailleurs incomparable, ni la classe ouvrière qu'il n'avait pas ralliée, ni la bourgeoisie qui s'était détachée de lui depuis le jour déjà lointain où, grâce à lui, le danger marxiste avait été écarté.

Le marxisme n'est pas une force que l'on peut abattre sans lui substituer un autre socialisme. Pour venir à bout de l'attrait qu'il exerce, et exercera probablement encore longtemps sur les masses populaires, il est indispensable que la lutte que l'on mène contre lui, le soit au nom d'autres principes, et que l'application de ces derniers permettent au prolétariat d'entrevoir une transformation radicale de l'ordre social. Tous les groupements politiques qui ont inscrit à leur programme la lutte anti-communiste, et s'en sont tenus là, ont fini par tourner en rond à la recherche de nouveaux adhérents qui ne vinrent jamais. Semblables à ces réactions blanches, dont, après la révolution d'octobre, nous avons connu en Russie la fin lamentable, ils étaient par avance destinés à échouer faute d'avoir su opposer à leurs adversaires autre chose que la restauration intégrale de l'ancien ordre social.

Nous avons connu en France, au moment du Front populaire, des groupements politiques puissants, qui s'étaient donné pour but de débarrasser la France du communisme et parvinrent à constituer des groupes d'auto-défense équipés et armés. Composés de militants révolutionnaires, ils connurent le malheur d'avoir pour chefs des personnages sans esprit politique qui crurent pouvoir consolider leur mouvement en sollicitant l'appui de la Grande Industrie, de la Banque, et même de certains grands chefs militaires. Furent-ils complices ou simplement naïfs, peu nous importe ! Toujours est-il que parti sur des bases révolutionnaires, leur action ne devait pas tarder à tourner court.

Le plus fameux d'entre eux ne résista pas à l'épreuve de la guerre ; la plupart de ces chefs tant militaires que civils sont un à un passés à la dissidence où ils ont rejoint dans la coalition Russo-Anglo-saxonne leurs complices et leurs adversaires de jadis. Leur évolution n'a rien qui doive nous étonner. Conservateurs camouflés en révolutionnaires, ils ne pouvaient pas, dans l'après-guerre, ne

pas déserter les rangs de ceux qui ne voulaient plus seulement conserver l'ancien ordre social mais souhaitaient que cet ordre social subit une transformation radicale. Leur passage dans le camp des forces conservatrices fut plus qu'un événement heureux ; puisqu'il fournit l'occasion de dissiper une équivoque et permit de faire le départ entre « fascistes conservateurs » et « fascistes révolutionnaires ».

Ces derniers ne furent qu'une minorité en France comme en Italie et avec le recul du temps, on comprend mieux combien les rouges eurent la partie belle en raillant l'ensemble du mouvement fasciste. En faisant du qualificatif de fasciste l'usage que l'on sait, ils n'offensèrent pas tellement la vérité. Trop souvent, hélas ! Le fasciste n'était qu'un conservateur opérant les armes à la main, à qui le véritable fascisme mussolinien avait appris l'usage de la force et de la violence, mais qui n'eût pas rougi de mettre celles-ci au service du capitalisme.

Le fascisme fut pour la bourgeoisie un éducateur incomplet. A son contact, elle apprit à défendre ses droits. Jusque-là persuadée que l'argent servait surtout à corrompre, elle entrevit tout à coup qu'il pourrait aussi servir à acheter des armes et que mieux valait supprimer un ennemi que le corrompre. Lénine avait l'habitude de dire des socialistes révolutionnaires russes, ses adversaires, qu'ils étaient des libéraux armés de revolvers ! La plupart de nos fascistes furent des bourgeois que l'usage des armes à feu n'effrayait plus !

Y

Ces considérations peuvent passer pour secondaires, depuis qu'en France le fascisme des Giraud, Lemaigre-Dubreuil, et autres défenseurs de la société bourgeoise a sombré dans la dissidence et la trahison, et que dans sa Patrie, le premier fascisme eut la fin misérable que l'on connaît. Mais d'autre pays, comme l'Espagne ou le Portugal, sont aujourd'hui encore en pleine révolution, et tous deux nous laissent l'impression que leur fascisme commence lui aussi à se teinter de conservatisme. L'Espagne nationale, pour venir à bout des forces rouges déchaînées, n'eut pas la faculté de choisir ses alliés. Elle dut accepter toutes les alliances qui s'offraient à elle, et en particulier celle de la bourgeoisie libérale. A côté du groupe de jeunes hommes, qu'avait rallié José-Antonio Primo de

Rivera, elle fut comme une fausse note. Elle ne tarda pas à alourdir l'ensemble du mouvement et surtout à freiner ses tendances socialistes et révolutionnaires, au point qu'aujourd'hui l'Espagne de Franco, qui connaît par ailleurs d'autres terribles difficultés, nous paraît à nouveau menacée des dangers de jadis !

Y

Le Fascisme comme tout mouvement à la fois contre-révolutionnaire et révolutionnaire ne peut connaître des chances solides de succès que dans la mesure où son action destructive des forces marxistes, se fonde sur une action révolutionnaire constructive, et si son opposition systématique aux forces du socialisme international, trouve sa justification dans l'élaboration parallèle d'un ordre neuf, excluant les injustices du capitalisme. Par contre, tout mouvement révolutionnaire qui se contenterait d'être anti-marxiste ou différerait à plus tard l'instauration du socialisme, serait par avance destiné à ne jamais rallier les masses, et à stériliser lui-même sa propre action.

Si l'histoire de ces dernières années ne nous montrent que trop l'écueil sur lequel risquent de sombrer les mouvements révolutionnaires contemporains, elle nous montre aussi un exemple éclatant d'une Révolution en voie de réunir et de réaliser les buts qu'elle s'était proposée. Cet exemple c'est celui de l'Allemagne nationale-socialiste, où les coups portés au marxisme furent d'une violence inégalée, mais où aussi en même temps l'ordre socialiste nouveau se construisait. Chaque fois que s'effondrait l'une des espérances de l'ancien socialisme, c'était une espérance nouvelle qui naissait, inspirée d'un socialisme dans lequel le peuple pouvait discerner la reconnaissance de ses droits.

Si l'Allemagne hitlérienne est aujourd'hui pour les bourgeois de France un objet de surprise, si notre opinion ne parvient pas à comprendre et à expliquer l'esprit de sacrifice qui anime le peuple allemand, ne commettons pas la même erreur d'appréciation. L'Allemagne nationale-socialiste supporte avec héroïsme les rigueurs d'une guerre effroyablement meurtrière et destructrice, parce que son chef a su faire ce que le fascisme italien n'a pas fait, et ce que l'Espagne nationale-syndicaliste est entrain de manquer à son tour : l'union de tous les membres de la communauté nationale, autour d'un nouvel idéal socialiste.

Pendant que le fascisme se diluait dans le conservatisme, et reniait ses origines, le communisme de son côté subissait une évolution différente, mais qui devait le mener lui aussi à un échec retentissant.

Le communisme bolchevique de Lénine, émanation du marxisme, fut à l'origine une force essentiellement révolutionnaire: il n'était même que cela, et dut cette particularité à l'action personnelle de son fondateur, type achevé du révolutionnaire contemporain, qu'ignore compromis et nuances, et fonce droit devant lui vers le but qu'il s'est fixé.

Dès son installation au pouvoir le bolchevisme fit une tentative de socialisation totale : la Russie connut alors la suppression du commerce privé, la nationalisation des banques, et quantité d'autres mesures qui composent depuis un siècle, l'essentiel des revendications communistes. Puis brusquement Lénine parut vouloir renoncer à ses premiers projets et par sa nouvelle politique économique (la N.E.P.) renoua avec les traditions libérales et capitalistes. Staline, son successeur, reprit les premiers projets de Lénine, pour revenir ensuite, après toute une série de détours à une forme d'économie nouvelle, qui sans être un retour vers le capitalisme-libéral, est à l'opposé du véritable socialisme.

Pour justifier cette politique qui allait imposer à l'U.R.S.S. un capitalisme d'Etat d'une rigueur jusqu'alors inconnue, Staline invoqua l'état de la Russie, pays agricole, où le prolétariat des grandes villes ne représentait par rapport aux masses paysannes qu'une infime minorité. Reprenant les thèses les plus traditionnelles du marxisme, Staline affirma que l'instauration du socialisme ne deviendrait possible que le jour où l'industrialisation du pays serait totale. Jusque-là, et en attendant que cette industrialisation devint efficace, Staline avoua la nécessité de passer par une période transitoire pendant laquelle, et pour longtemps, le socialisme ne pourrait être qu'un espoir lointain. Les plans quinquennaux destinés à assurer l'équipement industriel du pays se virent assignés encore pour mission d'activer le développement de la grande industrie et par là d'avancer le moment où enfin le socialisme pourrait être appliqué !

Nous devons retenir de cet aveu, qu'à l'heure actuelle le bolchevisme, après vingt-sept ans de pratique du pouvoir n'est pas sorti encore du capitalisme et qu'en dépit de ses efforts la patrie du socialisme connaît aujourd'hui le moins socialiste des régimes.

L'Etat prolétarien, représentant la collectivité des travailleurs, détient bien la totalité des moyens de production ; il s'est substitué aux forces capitalistes, il a absorbé les trusts privés, il oriente et dirige la production mais le problème de la répartition est resté sans solution ou plutôt n'a reçu qu'une solution exclusivement capitaliste. Le prolétariat russe délivré du capitalisme privé, connaît la joie d'être l'esclave d'un nouveau capitalisme, celui de l'Etat. Débarrassé du patronat, qui prétendait le réduire au rôle de salarié, son salaire lui est maintenant versé par l'Etat soviétique, lequel le maintient dans un état de sujétion exactement semblable à celui qu'il connut jadis.

Y

Certes, la propagande officielle du régime n'est pas en peine pour expliquer ses échecs. Son argument essentiel que nous connaissons déjà c'est la nécessité d'un état social transitoire, qui permette de faire le pont entre le capitalisme privé et le socialisme, et pendant lequel l'Etat jouera le rôle autrefois dévolu au capitalisme privé. Les Soviets essayent de faire croire à leurs dupes que le capitalisme d'Etat qui sévit aujourd'hui en U.R.S.S. n'est que provisoire et prépare l'avènement prochain du socialisme.

Que les malheureux que Bolchevisme abuse se laissent prendre encore aux astuces de cette propagande, force nous est de le croire, puisque nous pouvons constater chaque jour l'importance des troupes communistes. Mais des arguments aussi grossiers ne devraient tromper que des aveugles. Tout nous prouve en effet aujourd'hui que la Russie soviétique est parmi les pays d'Europe le moins socialiste et celui où le prolétariat connaît les conditions de vie les plus dures et les plus humiliantes.

Quand on apprécie les résultats de l'expérience socialiste russe, il faudrait se souvenir que dans l'esprit de ses théoriciens, le communisme se proposait avant tout de résoudre un problème de répartition, celui-là même que le capitalisme n'avait jamais voulu aborder. L'essentiel du communisme était la règle fameuse : « Chacun suivant ses moyens, à chacun suivant ses besoins. » Ces quelques mots permettaient d'entrevoir ce que serait la cité future : une espèce de paradis terrestre, patrie de la béatitude matérielle où, grâce à une industrialisation poussée jusqu'à l'absurde, la masse des biens produits seraient constamment en abondance, et où cha-

cun pourrait prélever suivant ses besoins, sans contrôle ni limite, les biens nécessaires à sa propre vie. Par ailleurs, les doctrinaires du communisme ajoutaient que le jour où la machine ne produirait plus pour le seul profit du capital, mais pour celui de la collectivité tout entière, la production, délivrée des limites imposées par le capitalisme lui-même, atteindrait des proportions telles que chacun aurait la faculté de ne travailler que suivant ses moyens. Et ainsi se justifiait la règle d'or du communisme : bien que n'étant astreint à travailler que dans la mesure de leurs forces et de leurs moyens et sans avoir par conséquent à connaître les journées de travail d'une durée fixe, les hommes seraient assurés d'être constamment en possession de ce qui est nécessaire à la satisfaction de leurs besoins, sans que ceux-ci puissent se voir imposer une limite quelconque.

Le communisme orthodoxe apportait donc une solution valable à la fois pour le problème de la production comme pour celui de la répartition. C'est en cela qu'il était véritablement socialiste. Or la Russie soviétique n'a su résoudre dans un sens socialiste ni le problème de la production, ni celui de la répartition. L'ouvrier travaille dans des entreprises d'Etat dans les mêmes conditions que l'ouvrier des pays capitalistes dans les entreprises trustées, et comme lui ne reçoit pas d'autres rémunérations que le salaire.

L'évolution du bolchevisme stalinien vers la forme la plus inhumaine du capitalisme nous montre l'incapacité du marxiste à construire un ordre socialiste vrai. Du marxisme ne peut sortir qu'une nouvelle forme d'oppression capitaliste dans laquelle la collectivité représentée par l'Etat a pris la place du patronat privé, pendant que le prolétariat a changé de maître sans changer d'état.

Y

Le communisme qui fut à sa naissance une force révolutionnaire n'a pas échappé lui non plus à cette déviation vers le conservatisme que nous constatons aujourd'hui chez lui. L'état présent de la Russie soviétique accuse la ruine du seul rêve socialiste qui jusqu'à nos jours ait jamais eu l'occasion de se réaliser. Les militants communistes sincères — il en existe en dehors des assassins que sont les F.T.P. — devraient méditer sur cette décevante et inexorable chute du socialisme vers le capitalisme. Ce serait pour eux l'occasion d'un retour à une plus juste appréciation des conditions dans lesquelles un ordre socialiste pourra s'instaurer.

Le bolchevisme est la duperie la plus énorme dont furent jamais victimes les masses prolétariennes. Fanatisées par sa propagande, elles espérèrent de lui leur émancipation définitive, alors que l'idéologie bolchevique impuissante à réaliser la révolution sociale, qui était pourtant son unique raison d'être, présente aujourd'hui en Russie l'aspect de la réaction la plus brutale. Celui qui adhère au bolchevisme n'a plus le droit de s'affirmer révolutionnaire : son adhésion nous prouve certes ses préférences pour un idéal de vie purement matérialiste et pour un type de civilisation utilitaire et mécanique, mais elle n'est pas un signe certain de ses intentions socialistes.

Le communisme stalinien n'est plus une force révolutionnaire. N'en déplaise à ceux que les apparences suffisent à contenter et qui sur des fantômes fondent des espoirs, le bolchevisme n'est aujourd'hui qu'une force réactionnaire.

Y

Fascisme devenu conservateur et communisme tournant à la réaction nous prouvent tous deux combien les mouvements révolutionnaires lorsqu'ils sont aux prises avec le réel, éprouvent de difficultés à réaliser leurs intentions premières, et la facilité avec laquelle par contre ils s'égarent sur des chemins dont ils avaient cru s'être écartés à jamais. Le socialisme que l'Europe attend n'a pu naître ni du fascisme ni du communisme. L'avenir nous dira si le national-socialisme réussira là où les autres ont échoué.

COMBAT

Partie générale

L'élaboration des ordres de combat

Nous avons exposé dans le numéro 1 de la Revue la méthode de résolution des cas concrets de combat ; cette méthode permet au chef, chargé d'une mission de prendre, en connaissance de cause une décision logique. Cette décision s'exprime, nous le rappelons, sous la forme de l'INTENTION OU L'IDEE DE MANŒUVRE DU CHEF.

Il ne suffit pas de concevoir logiquement une manœuvre ; il faut traduire la décision en UN ORDRE CLAIR, PRECIS, CONCIS ET AVANT TOUT EXPLOITABLE EN TEMPS UTILE ; une décision parfaite sera en effet mal exécutée par les subordonnés chargés de la mettre en œuvre si elle ne s'exprime pas en un ordre correct.

Aussi, estimons-nous de toute première importance de traiter dans ce fascicule de l'élaboration des ordres de combat.

Y

Un ordre de combat doit répondre aux conditions suivantes :

1° Il doit être exploitable en temps utile ;

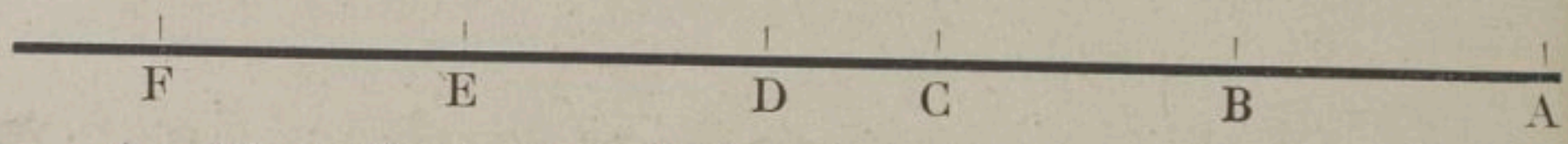
2° Il doit être intelligible.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R.F.

1° *COMMENT RENDRE L'ORDRE EXPLOITABLE EN TEMPS UTILE ?*

Le Chef doit avoir présent à l'esprit, dès qu'on lui confie une mission, le délai qui lui est impartit ; tantôt on lui aura imposé l'instant du début de l'exécution de la mission (1), tantôt l'instant d'achèvement de la mission (2), tantôt ces deux instants limites à la fois (3). Chacun de ces instants, ainsi que l'instant de réception de l'ordre définissant la mission, marquent les limites extrêmes entre lesquelles le chef doit répartir les diverses opérations qui précèdent l'exécution de son ordre. La représentation graphique suivante, schématise cette organisation du temps :

Echelle des temps :



A : début d'exécution de la mission ;

AB : temps nécessaire aux subordonnés pour lire l'ordre du chef, prendre leurs décisions propres, les exprimer en un ordre ;

BC : temps nécessaire au chef pour TRANSMETTRE ses ordres (BC est réduit à zéro, s'il s'agit de l'expression d'un ordre verbal) ;

CD : temps nécessaire au chef pour REDIGER ses ordres ;

DE : temps nécessaire au chef pour raisonner le problème et prendre sa décision ;

F : heure de réception de l'ordre supérieur par le chef ;

EF : marge supplémentaire de temps.

Il s'agit en somme pour le chef de déterminer la durée des temps pendant lesquels il peut agir, à savoir : BC, CD, DE, et de ne pas leur donner une extension telle que AE soit plus grand que AF. On y parviendra en respectant les règles suivantes :

A) SI L'ON DISPOSE DE PEU DE TEMPS (AF TRES LIMITE) NE PAS RECHERCHER LA PERFECTION DE L'ORDRE DANS SON FOND ET DANS SA FORME.

---

(1) Exemple : appui de feu à fournir à partir de telle heure.
(2) Exemple : installation défensive en place pour telle heure ; renseignement de reconnaissance à fournir pour telle heure ; objectif à atteindre pour telle heure.
(3) Exemple : résistance sur place de telle heure à telle heure.

Cette règle est souvent difficile à respecter parce que les chefs sont animés du souci de trop bien faire. Les prétextes sont alors nombreux ;

1° On ne possède pas de données de base assez complètes (ainsi les renseignements sur l'ennemi sont considérés comme insuffisants, l'étude du terrain pas assez approfondie) ;

2° On veut pousser trop loin l'analyse des facteurs de la décision (mission, ennemi, terrain, moyen, temps) ;

3° On veut systématiquement donner à l'ordre un caractère secret (chiffrement).

B) RECHERCHER LA CONCISION :

Pour y parvenir :

1° Utiliser le VOCABULAIRE SPECIAL MILITAIRE ; il existe des mots et expressions, au sens bien défini, qui évitent l'emploi de longues périphrases ;

2° N'incorporer dans un ordre QUE CE QUI INTERESSE DIRECTEMENT LES SUBORDONNES. Extraire en particulier de la situation les seuls éléments susceptibles d'aider ceux-ci dans l'accomplissement de leur mission. Eviter de donner aux subordonnés les missions des unités supérieures à celle du chef direct dont ils dépendent (1) ;

3° Ne pas porter dans l'ordre ce qui est général, valable dans tous les cas particuliers, ce qui est sous-entendu (2) ;

4° Ne pas s'immiscer dans les attributions des subordonnés, en particulier en leur imposant l'utilisation de tel ou tel moyen particulier dont ils disposent ; ne pas oublier que pour l'exécution d'une mission, le subordonné a le choix des moyens. Cette règle est stricte lorsque l'ennemi est faible ; par contre, si l'ennemi est fort, la coordination

---

(1) Ainsi, un chef de centaine donnera obligatoirement à ses chefs de trentaine la mission de la centaine. Il est généralement inutile par contre de leur indiquer la mission de la cohorte, encore moins, celle du centre.

(2) Ainsi, si une unité a une mission d'avant-garde, cela sous-entend qu'elle doit renseigner et prendre le contact. Inutile de le préciser ; parce que c'est connu de tous, à la condition que le personnel soit instruit. Sur une position d'avant-poste, on tire à limite de portée des armes ; sur une position de résistance, on tire au contraire seulement lorsque l'ennemi arrive à très courte portée de la position.

étroite dans le temps et dans l'espace des actions des subordonnés s'impose ; l'initiative des subordonnés est alors forcément réduite ;

5° Ne pas donner d'ordres aux subordonnés de ses subordonnés (1).

C) NE PAS PREVOIR TROP LOIN DANS LE TEMPS :

L'exécution d'une mission impose souvent une série d'opérations particulières échelonnées dans le temps.

Soient A B. C. D ces opérations. Portons-les graphiquement sur une échelle des temps, ainsi que les situations correspondantes :

	H1	H2	H3	H4	Heure d'exécution.
:	A	B	C	D	Opérations.
:	:	:	:	:	
S (initiale)	S1	S2	S3	S4	Situations correspondantes.

1° Si l'on était certain que les situations S1, S2, S3, S4, correspondant aux instants H1, H2, H3, H4, soient semblables à S ou très voisines de S, il semble qu'il n'y **aurait** à priori aucun inconvénient à régler dans un même ordre initial les opérations A B C D. Cependant la conception et la rédaction ou l'expression de cet ordre demanderaient beaucoup plus de temps. Aussi y a-t-il généralement intérêt à opérer par ORDRES SUCCESSIFS :

— Le chef conçoit et exprime d'abord un premier ordre relatif à l'opération A et correspondant à la situation initiale S.

— Puis, il conçoit et exprime un deuxième ordre relatif à l'opération B et correspondant à la situation S1, très semblable à S.

— Puis, un 3e ordre relatif à l'opération C et correspondant à la situation S2, très semblable aux situations précédentes S1 et S, etc., etc...

---

(1) Sauf si ces derniers sont peu instruits : auquel cas, leur chef devra, pour éviter des erreurs, leur « mâcher la besogne ».

— Lorsque le ou les premiers ordres successifs visent des opérations préliminaires d'importance secondaire, telles que l'alerte ou la mise en place d'unités, ces premiers ordres prennent le nom d'ORDRES PREPARATOIRES.

2° Il va de soi que rarement les situations S1, S2, S3, S4 seront semblables à la situation initiale S, surtout à une époque où les moyens puissants et rapides de combat font évoluer rapidement les situations (1).

Dans ce cas, la nécessité de donner des ordres successifs est encore plus flagrante ; en effet, si l'ordre initial englobait l'exécution des opérations A, B, C, D, les prescriptions relatives aux opérations B, C, D correspondraient à des situations nouvelles et seraient de ce fait inadaptées à ces nouvelles situations.

D) POUR DONNER UN ORDRE VITE, IL FAUT ETRE EN ETAT DE PRENDRE SA DECISION VITE :

1° Pour cela, il faut s'astreindre à appliquer souvent, au cours d'exercices, la méthode de résolution de cas concrets de combat. C'est une gymnastique intellectuelle qui ne porte ses fruits qu'à la longue. Mais si l'on est peu entraîné à utiliser cette méthode, il y a lieu de ne pas s'astreindre à l'appliquer au combat ; le chef comptera alors sur l'intuition... et sur la Providence.

2° Par ailleurs, pour décider vite, il faut être en mesure de posséder RAPIDEMENT les données du problème à résoudre ; en particulier, le chef devra avoir une connaissance rapide :
— des réactions de l'ennemi,
— de la situation des exécutants.

Cela lui impose d'être le plus en avant possible ; l'idéal pour lui serait de recueillir DIRECTEMENT les renseignements sur lesquels il fondera sa manœuvre. Cela sera d'autant plus difficile à réaliser que le Chef exercera un commandement plus élevé, parce que la nécessité

---

(1) Ceci est vrai aussi dans la guerre de rue où la guerre de partisans, en raison du caractère très instable du moral des adversaires en présence.

d'exercer son commandement lui impose de ne pas être pris sous les premiers feux susceptibles de paralyser les unités de tête.

REGLE A APPLIQUER : quel que soit l'échelon considéré, le chef devra se trouver le plus en avant possible, sous réserve qu'il puisse exercer son commandement (c'est-à-dire transmettre RAPIDEMENT ses ordres pour faire intervenir en temps utile ses unités réservées).

L'exécutant, de son côté, devra s'appliquer à renseigner vite et souvent son chef (1).

2° *COMMENT RENDRE L'ORDRE INTELLIGIBLE ?*

— Par sa CLARTE,

— Par sa PRECISION.

A) ORDRE INTELLIGIBLE PAR SA CLARTE :

L'ordre doit être clair dans son FOND et dans sa FORME.

Clarté dans le fond. — Il faut tendre à la SIMPLICITE dans le choix des solutions adoptées, éviter les solutions compliquées. Il est vrai que dans le cas d'attaque contre un ennemi solidement organisé, il sera nécessaire de coordonner les missions des unités subordonnées, ce qui entraînera une organisation méthodique complexe.

Par ailleurs, il sera bon de réunir les missions des unités subordonnées, phase par phase ; ainsi, au lieu de dire :

— mission de telle unité X : 1re phase ; .....
2e phase : .....
3e phase : .....
— mission de telle unité Y : 1re phase : .....
2e phase : .....
3e phase : .....

on dira :

— 1re phase : mission de l'unité X : .....
mission de l'unité Y : .....

---

(1) Ne pas hésiter à envoyer des comptes rendus, même négatifs.

— 2e phase : mission de l'unité X : .....
mission de l'unité Y : .....

Clarté dans la forme. — Elle découlera de l'emploi d'un plan ordonné, toujours le même, mettant en valeur des paragraphes nettement marqués, d'un vocabulaire précis. S'il s'agit d'un ordre écrit, par le soin apporté à la calligraphie, par l'inscription des noms propres en majuscules, par l'emploi de la forme infinitive dans la définition des missions (1) ; si l'ordre est donné verbalement, par l'articulation nette et martelée des mots, par l'intonation ferme.

B) ORDRE INTELLIGIBLE PAR SA PRECISION :

La mission devra particulièrement être définie nettement, sans termes ambigus ; ainsi elle devra comporter dans l'offensive la conduite à tenir en cas de rencontre de l'ennemi, dans la défensive les conditions d'utilisation des feux, la ligne sur laquelle ils doivent s'appliquer. S'il s'agit de renseignements à rechercher (avant-garde par exemple), le chef précisera la nature exacte des renseignements à recueillir l'heure et le lieu auxquels ils doivent être transmis.

Il va de soi que si la mission doit être minutieusement précisée, il faudra par contre en règle générale laisser à l'exécutant le choix des moyens.

Notons en terminant que l'INTELLIGIBILITE de l'ordre concourt à son EXPLOITATION RAPIDE DANS LE TEMPS. En effet, si un ordre est clair et précis, il sera aisément compris des exécutants, il sera donc exécuté sans perte de temps et sans erreur.

Voici donc exposés les principes suivant lesquels les ordres doivent être élaborés. Pour compléter cette étude, nous donnons ci-après, à titre d'exemple, un schéma d'ordre valable tant pour

---

(1) Se poster, attaquer, s'installer défensivement, appuyer, prendre sous son feu, etc...

l'offensive que pour la défensive ; ce schéma est à appliquer, que l'ordre soit verbal ou qu'il soit écrit.

PC (tel endroit) (1) Date Heure (1)

ORDRE N° .... (1)

Carte 1/50.000e Grenoble S.E. (1)

I. — *SITUATION :*

a) renseignements sur l'ennemi (nature — importance — éventuellement intentions — armement — armes repérées — état physique et moral)

b) troupes amies : état physique — moral — moyens (de l'unité considérée) (2)
situation initiale
situation des unités voisines.

II. — *MISSION DE L'UNITE :*

III. — *INTENTIONS DU CHEF DE L'UNITE* (ou idée de manœuvre) :

IV. — *MODALITES D'EXECUTION :*

a) dispositif initial (3)

b) répartition des missions entre les unités subordonnées :

— objectifs à atteindre (offensive) ou tranches de terrain à interdire à l'ennemi (défensive) par l'application des feux.

— zones d'action — itinéraire ou axe de marche (3).

— conduite à tenir en cas de rencontre de l'ennemi.

— renseignements à rechercher : nature
à fournir à telle heure
en tel lieu.

---

(1) Dans le cas d'un ordre écrit.
(2) A préciser spécialement pour les exercices de combat.
(3) Intervient au titre de la coordination dans l'espace, des missions des unités subordonnées.

c) COORDINATION DES MISSIONS DANS LE TEMPS :
— succession dans le temps ou simultanéité des différentes missions des unités subordonnées
— signal (ou heure) de déclenchement
— des mouvements,
— des feux ;
— heure d'arrivée sur les objectifs (ou signal d'arrivée).

d) Place du chef (qui donne l'ordre).

e) DIVERS : ravitaillement — évacuation — consommation en munitions — conduite à tenir vis-à-vis des prisonniers.

DESTINATAIRES (1) Signature : (1)

NOTA. — Ce modèle d'ordre est complet : il ne faudra pas chercher dans tous les cas à en remplir les cases ; cela dépendra des circonstances et surtout du temps dont on disposera.

En particulier, si en cours de combat, une réaction de l'ennemi impose un ordre, celui-ci s'adressera aux seules unités subordonnées intéressées ; il ne devra comporter que les paragraphes modifiant l'ordre initial (en général : situation nouvelle, mission nouvelle délimitée, subordonnée, visée).

Ainsi, si une trentaine installée sur le terrain en appui de feu, doit intervenir par le mouvement en raison du repli de l'ennemi en un point donné de son dispositif, l'ordre se bornera à ceci :

I. — SITUATION NOUVELLE : l'ennemi installé en ....., se replie dans telle direction.

II. — MISSION NOUVELLE DE LA 1re TRENTAINE :

Se porter en avant :
— soit : pour occuper tel objectif,
— soit : pour reprendre le contact avec l'ennemi sur tel itinéraire,
— ligne à ne pas dépasser : .....

---

(1) Dans le cas d'un ordre écrit.

CONCLUSION. — De même que l'étude de la décision ne peut être réalisée correctement que si le chef s'est entraîné à appliquer au cours de fréquents exercices la méthode de résolutions de cas concrets de combats, de même l'expression ou la rédaction rapide d'ordres sera le fruit d'une pratique assidue. Aussi les chefs francs-gardes astreindront-ils leurs subordonnés à donner leurs ordres, au cours des exercices de combat, dans les conditions de la réalité, c'est-à-dire en présence de leurs propres subordonnés, auxquels ils s'adresseront DIRECTEMENT. (1)

---

(1) Ne pas tolérer qu'un chef dise : « Je rassemble mes subordonnés et je dis à un tel de faire ceci, à tel autre de faire cela ». Lui dire : « Voici vos subordonnés, faites comme si vous étiez seuls avec eux, sans spectateurs ou censeurs. Donnez-leur vos ordres directement, comme vous le feriez dans la réalité ».

Partie technique

INSTRUCTION DU TIR

Chevalet de pointage de fortune

Le chef de cohorte de la Franc-Garde permanente DUPUY a mis au point un type de chevalet de pointage de fortune. Nous en donnons ci-après la description et le mode d'emploi.

1° DESCRIPTION (voir croquis)

A) *Type monté sur trépied, destiné à l'instruction en salle ou en cour de quartier* (planche I et II).

La chape de pointage (A) peut osciller autour d'un axe horizontal (B) et réaliser ainsi le pointage vertical ; le pointage horizontal s'effectue par la rotation de la tige (C) autour de son axe vertical ; la tige C est fixée avec un serrage approprié sur l'étrier (D) ; ce dernier est appliqué par deux tirefonds sur la planchette horizontale H.

B) *Type « tous terrains », adaptable sur n'importe quel support naturel* (tronc d'arbre, muraille, talus, etc.) (planche III).

Ce type est semblable au modèle ci-dessus, mais l'étrier (D) est fixé sur un support métallique (E) muni de deux fiches (F) et (G), permettant de pointer soit en utilisant un appui vertical (arbre) (1), soit un appui horizontal (tronc couché sur le sol) (K).

Le masque L peut-être avantageusement utilisé comme objectif en terrain varié.

2° MODE D'EMPLOI :

Le chevalet de pointage du premier type, monté sur trépied, s'emploie en salle ou sur le terrain :

— pour enseigner à prendre la ligne de mire et à viser un point marqué ;

— pour vérifier la constance et la régularité du pointage.

L'appareil du second type. monté sur règle à deux fiches, peut être utilisé sur n'importe quel terrain d'exercice :

— d'abord pour exécuter les mêmes exercices que ceux prévus avec le chevalet du premier type (1) ;

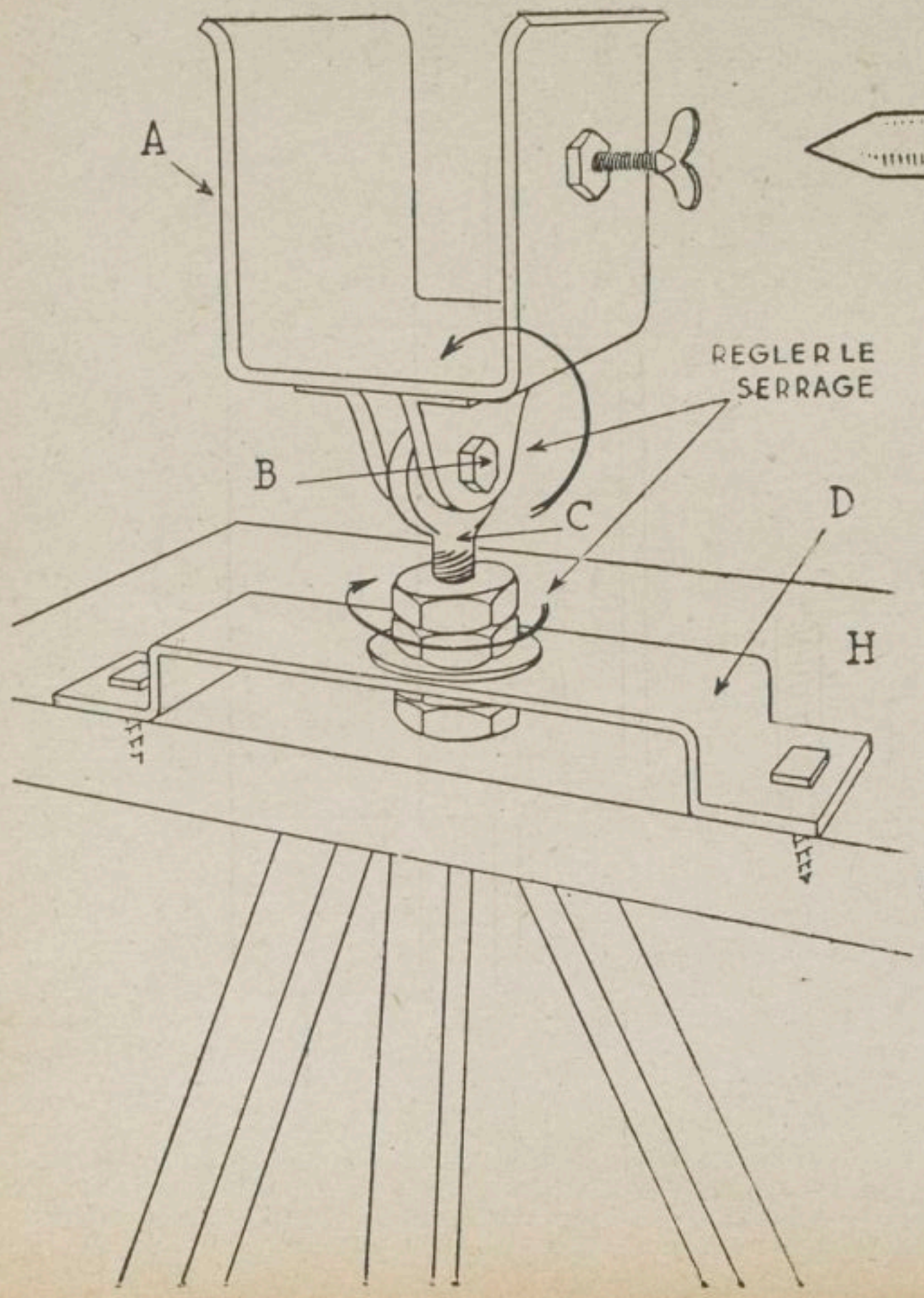
— ensuite pour entraîner les tireurs à faire des pointages *rapides* sur objectifs de combat, tels que L.

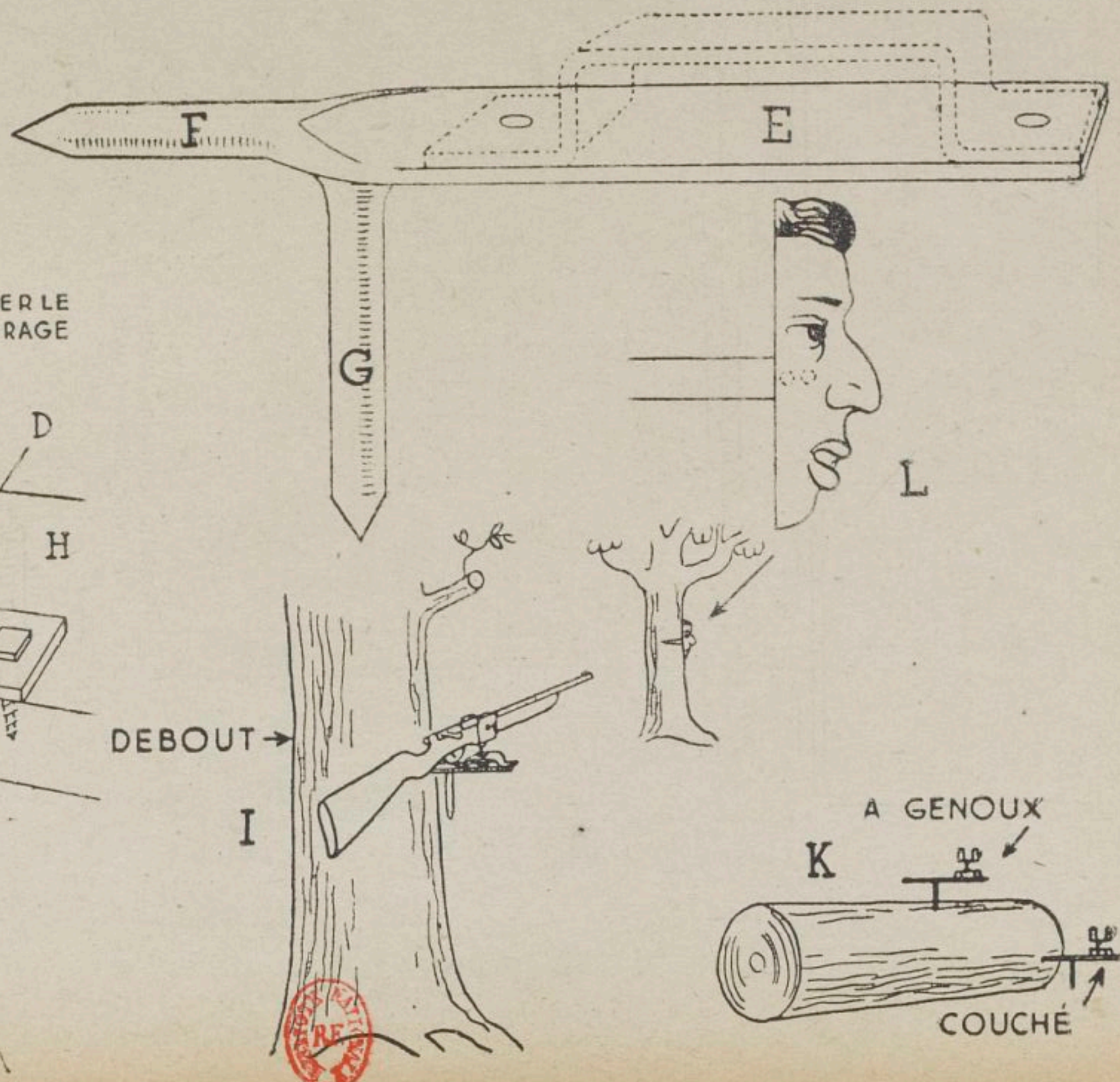
Dans ce dernier cas, la durée du pointage est chronométrée et la régularité de la visée est contrôlée par l'instructeur qui vérifie le pointage.

— Cet appareil permet le pointage dans les diverses positions (debout, à genoux, couché).

Dans une prochaine étude, nous traiterons de l'instruction du tir au chevalet et de la mise en œuvre détaillée de ces deux dispositifs.

(1) Dans ce cas, l'avantage de ce dispositif réside dans l'emploi de la règle à deux fiches qui est moins encombrante que le chevalet et qui peut s'adapter sur n'importe quel support naturel.


A
REGLER LE SERRAGE
B
C
D
H


F
E
G
L
DEBOUT
I
A GENOUX
K
COUCHÉ

A

X

ÉCROU DE 8 m/m SOUDÉ

BOULON DE 10 x 25

2 ECROUS DE 10 m/m
2 CONTRE ECROUS

C

RONDELLE TOURNANT LIBREMENT SUR SON AXE
A NE RIVER QU'APRÈS AVOIR VISSÉ LA VIS
EN X

2 RONDELLES PLATES
DE 10 m/m

D

2 TIREFONDS DE 8 m/m

2 BOULONS 8 x 20

Partie combat

Attaque d'une résistance isolée par une trentaine

(Maison d'angle à un carrefour)

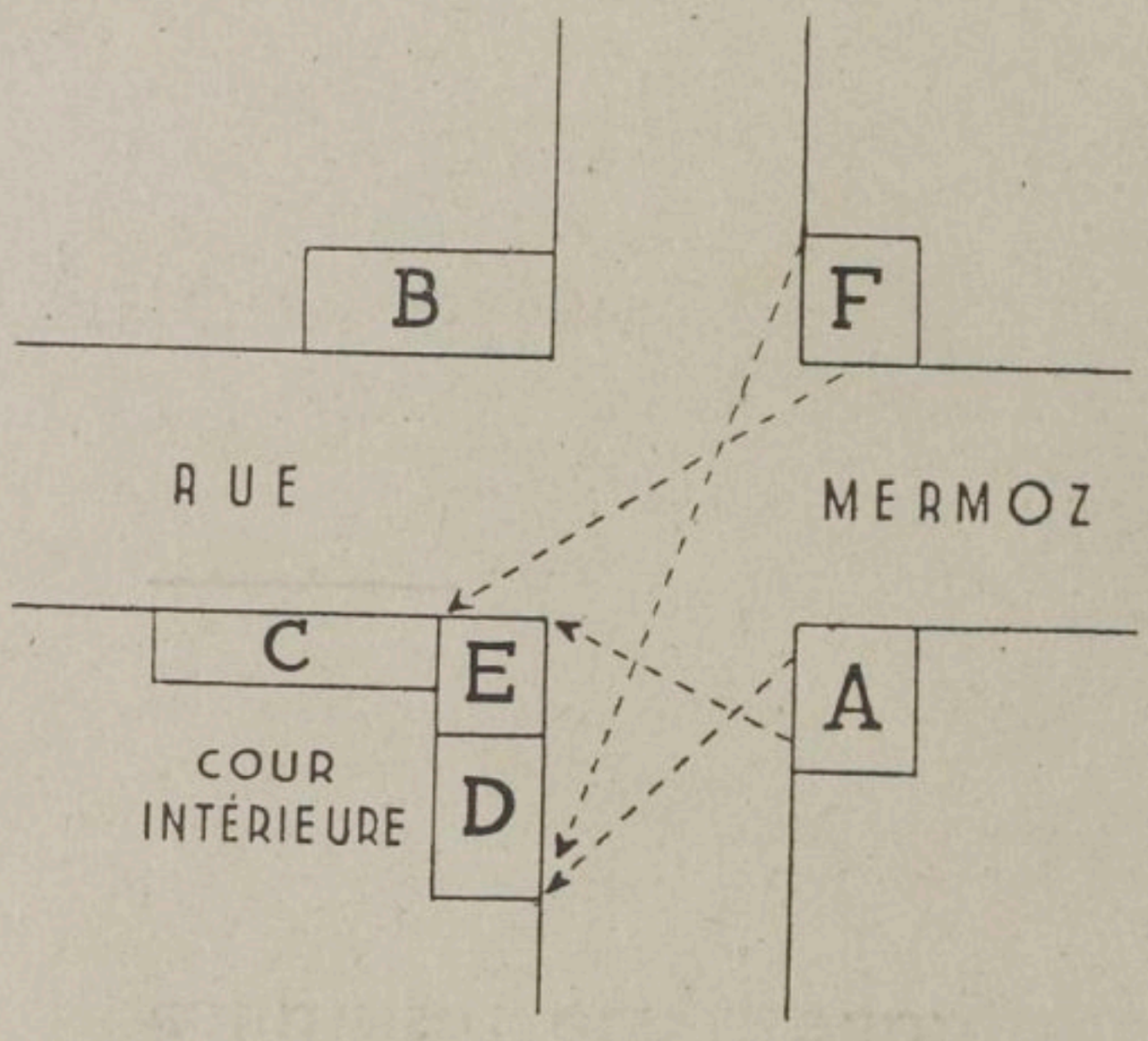
La présente étude vise à la résolution d'un cas concret de combat de rue. Elle insiste sur l'élaboration de la décision et sur l'expression de l'ordre verbal du chef.

SITUATION DE BASE (voir croquis) :

Dans l'immeuble E, une bande d'une quarantaine d'insurgés environ est solidement retranchée depuis plusieurs heures. D'après des renseignements dignes de foi, le moral de ces hommes est excellent ; ils sont disposés à se battre jusqu'au bout.

Les pâtés de maisons Z, W, X sont occupés par des troupes amies. La trentaine, chargée de l'attaque de E occupe B. D'après les derniers renseignements reçus, les immeubles C et D sont évacués par l'ennemi depuis 6 heures.

Tous ces immeubles ont trois étages.



ORDRE REÇU A 8 HEURES PAR LE CHEF DE TRENTAINE OCCUPANT B :

« Attaquer, à 10 heures, l'immeuble E, le nettoyer et faire le « maximum de prisonniers. Des appuis de feux seront fournis par « les troupes amies se trouvant en A et F .»

Y

La situation était ainsi posée, nous allons, dans une première partie raisonner ce problème, et dans une deuxième partie, nous établirons l'ordre correspondant.

Y

1° ETUDE DE LA DECISION :

Ce raisonnement est basé, comme nous l'avons déjà vu dans le n° 1 de la revue sur l'étude des éléments même de l'action, à savoir :

1° Mission,
2° Ennemi,
3° Terrain,
4° Temps,
5° Moyens { Humains / Matériels

Nous rappelons que le chef envisage chacun de ces éléments, à la lumière de la situation dans laquelle il se trouve placé ; de cet examen, il tire une conclusion pour chaque élément. Puis de toutes ces conclusions partielles, réunies en une synthèse d'ensemble, découle son intention ou idée de manœuvre.

1° *Mission :*

a) — *Que veut mon chef à son échelon ?*
— Réduire la résistance ennemie en E.

b) — *Rôle qu'il m'a assigné ?*
— Occuper E, et faire des prisonniers.

Conclusion :

— Il ne faudra pas seulement prendre pied en E mais *faire des prisonniers ;*

d'où : 1° éviter l'emploi de moyens de destruction trop violents (obus, incendie) ;

2° organiser l'encerclement de E, pour éviter la fuite des insurgés.

2° *Ennemi :*

a) — *Importance ?*
— 40 hommes environ solidement retranchés et décidés à se bien battre.

b) — Qu'a-t-il fait depuis 8 heures ?
— Il a dû renforcer sa défense.

c) — *Localisation ?*
— La résistance E est isolée.

Conclusion :

1° Agir rapidement ;

2° Monter cependant une opération coordonnée dans l'espace et dans le temps (nécessité de conjuguer étroitement les mouvements avec les appuis de feu).

3° *Terrain :*

a) — *Avantages ou désavantages pour moi ?*

— *Avantages :* E battu sur les façades de la rue par feu ami ; immeubles contigus de même hauteur et évacués ;

— *désavantages :* je n'ai aucune vue sur la cour intérieure.

b) — *Avantages ou désavantages pour l'ennemi ?*

— *Avantages :* correspondent à mes désavantages.

— *Désavantages :* correspondent à mes avantages.

Conclusion :

Il faut que j'ai des vues sur la cour intérieure pour batte la façade E. Les façades sur le carrefour étant battues par feux amis, mon effort devra se porter sur la cour intérieure.

4° *Temps :*

Il me faut « grosso modo » 1/4 d'heure pour résoudre le problème ;

1/4 d'heure pour donner les ordres ;
3/4 d'heure pour la mise en place ;
1/4 d'heure de marge libre.

Conclusion :

Temps suffisant pour la préparation de l'attaque et pour la mise en place sur la base de départ.

5° *Moyens :*

Une trentaine normale pour l'attaque ;.
Appui de feux des troupes amies qui occupent A et F.

Conclusion :

Les moyens suffisent pour conduire mon attaque avec succès. En particulier, les appuis de feux de M et F facilitent ma mission.

De ce raisonnement découle l'*intention* ou *idée de manœuvre* du chef ; dans un 1er *temps,* occuper les immeubles C et D (base de départ) ; dans un 2e *temps,* attaquer l'immeuble E simultanément par les toits et par la cour intérieure en combinant le feu et le mouvement.

Le chef de trentaine ayant ainsi pris sa décision, il s'agit pour lui de l'exprimer en un ordre clair, précis, exploitable en temps utile :

II° *ORDRES DU CHEF DE TRENTAINE* (donnés verbalement à 8 h. 15) :

1° *Situation générale :*

a) — *Amis :* occupent Z, W, X et nous appuient de leurs feux ;

b) — *Ennemi :* 40 hommes environ, solidement retranchés en E, et décidés à lutter jusqu'à la dernière cartouche.

2° *Situation particulière :*

Aux derniers renseignements, l'ennemi a évacué les immeubles contigus C et D.

3° *Mission de la trentaine :*

Attaquer à 10 h. l'immeuble E ; le nettoyer et faire des prisonniers. Des feux amis de A et F appuyeront l'opération.

4° *Idée de maœuvre :*

— dans un 1er temps : occuper les immeubles C et D (base de départ) ;

— dans un 2e temps : attaquer l'immeuble E, simultanément par les toits et par la cour intérieure, en combinant le feu et le mouvement.

5° *Modalités d'exécution :*

a) dans le 1er temps :

Chef 1re dizaine : *Mission :* à 9 h. 30, aborder C et l'occuper.

Mettre F. M. en surveillance sur la cour intérieure et appuyer la main de voltigeurs de la 2e dizaine pour l'abordage de D.

Chef 2e dizaine : *Mission :* à 9 h. 40, aborder D en passant par C et la cour. Laisser la main de fusillier en C. Fouiller et occuper D.

Chef 3e dizaine : appuyer 1re et 2e dizaine pour le passage de la rue Mermoz. Rejoindre aussitôt après en C.

b) *dans le 2e temps :*

Chef 1re dizaine : *Mission :* Attaquer E par le toit avec les voltigeurs. F. M. en batterie en C sur la façade E.

Chef 2e dizaine : *Mission :* Attaquer E par le toit avec les voltigeurs. F. M. en surveillance sur la façade et la cour.

Chef 3e dizaine : *Mission :* Attaquer E par la cour intérieure F. M. en batterie sur la cour intérieure.

6° *Place du chef :*

Chef de trentaine, avec la 2e dizaine.
Chef de trentaine adjoint, avec la 3e dizaine.

7° *Divers :*

a) — *Signal d'attaque :*

2 coups de sifflet brefs. A ce signal : F. M. ouvrent le feu sur les ouvertures de la façade E (1 boîte chargeur).

b) *Point de rassemblement des prisonniers :*

Centre de la cour intérieure. F. M. de la 3e dizaine en batterie sur eux.

INFORMATIONS

STRATÉGIE ALLEMANDE

Depuis que la guerre à l'Est a changé d'aspect, et que les armées allemandes ont amorcé ce vaste mouvement de repli vers l'Ouest, qui leur a fait évacuer la plupart des territoires russes conquis au cours des offensives de 1941 et 1942, l'opinion a pris en France une orientation nouvelle. Cette phase imprévue de la guerre fit naître chez les uns des espérances, comme elle suscita chez d'autres des découragements. Les uns et les autres nous semblent manquer totalement de fondement. En nous aidant de documents originaux, des récits de combattants du front de l'Est, et de nos propres contacts avec certaines personnalités allemandes, nous voudrions essayer de dégager les raisons profondes d'une stratégie à première vue déconcertante, et qui pourtant à la réflexion, finit par apparaître comme empreinte de la plus rigoureuse sagesse.

***

La conception stratégique à laquelle s'est ralliée la Wehrmacht depuis un an s'inspire de deux considérations essentielles. L'une est un fait d'expérience, l'autre résulte d'une appréciation des conditions ultérieures du conflit.

La pratique de la guerre en Russie a révélé à l'Etat-Major de la Wehrmacht que l'armée rouge possédait un matériel dont nul n'avait soupçonné l'importance, et qui se révélait en outre indéfiniment renouvelable. Les Soviets avaient tendu à l'extrême toutes les capacités productives de la Russie, et orienté la presque totalité de l'activité économique de la nation vers les productions de guerre. D'énormes cités industrielles inconnues de l'Allemagne elle-même, avaient été créées en Sibérie, au-delà de l'Oural, à l'abri des incursions de la Luftwaffe. Leurs possibilités de production presque illimitées, jointes à l'appui éventuel de l'industrie américaine, faisaient apparaître comme irréalisables les premiers desseins de la Wehrmacht, qui, assurée de sa supériorité tactique, avait pensé d'abord venir à bout de l'armée rouge par des destructions semblables à celles des premières campagnes. L'expérience de deux années de

guerre montrait le côté illusoire et inopérant de cette tactique, qui risquait en outre de coûter cher à l'armée allemande en hommes et en matériel. L'Etat-Major de la Wehrmacht ne s'obstina pas dans cette erreur d'appréciation, d'ailleurs avouée, et changea radicalement de méthode.

Deux années de guerre à l'Est révélaient par contre que la Russie avait été infiniment plus sensible à ses pertes en personnel. L'âge des combattants de première ligne s'abaissait sans cesse : des enfants de dix-sept ans étaient faits prisonniers, des femmes étaient employées dans les services jusque sur le front. Ces symptômes, que tous les combattants du front de l'Est purent constater, mettaient à nu les véritables faiblesses de l'armée rouge, qui, contrairement à ce que l'on aurait pu croire, connaissait une crise d'effectifs grave.

Il restait donc à l'Etat-Major allemand à découvrir une tactique nouvelle qui, tout en ménageant ses propres forces, lui permît d'infliger à l'ennemi les pertes qui lui seraient les plus sensibles. Cette tactique nouvelle, l'armée rouge, par ses offensives massives, engagées et conduites sans aucun souci du sang de ses soldats, en fournissait elle-même les éléments à la Wehrmacht. Celle-ci se cantonna dès lors dans une attitude purement défensive, portant aux forces ennemies des coups très durs, et préférant perdre du terrain plutôt que de subir elle-même des pertes, que des raisons impérieuses lui commandaient par ailleurs d'éviter à tout prix.

***

Ces raisons ont trait au déroulement futur de la guerre et nous révèlent le réalisme de l'Allemagne, qui sait, au mépris de l'opinion, assigner aux divers théâtres d'opérations l'importance qu'ils méritent. Or, n'en déplaise à nos fidèles de la B. B. C., toujours en retard d'une année, le front de l'Est a cessé dans l'esprit de l'Etat-Major allemand, d'occuper la première place. Cette dernière revient maintenant aux opérations qui se préparent à l'Ouest, et dont peut dépendre l'issue du conflit. L'Allemagne croit que pour elle la guerre sera gagnée ou perdue suivant qu'échouera ou réussira le débarquement projeté par les Anglo-Saxons. Cette perspective, qui nous semble plus que justifiée, la met donc dans l'obligation de ne pas user ailleurs ses effectifs, dans des engagements secondaires, pour se réserver à l'Ouest des possibilités d'interventions immédiates et foudroyantes. L'Allemagne ne vise plus à conquérir, mais à ne pas laisser entamer ses réserves, qui sont énormes, afin de pouvoir, au jour prochain d'un débarquement anglo-saxon, opposer aux envahisseurs du continent européen, la totalité de son appareil militaire.

Ménager ses réserves devenait donc pour la Wehrmacht une nécessité et c'est à cette nécessité qu'elle préféra sacrifier la politique de prestige qu'elle eût pu continuer à mener en Russie, au prix de sacrifices en personnel et en matériel, qui pour nous seraient peut-être passés inaperçus, mais qui n'eussent pas manqué plus tard de peser lourdement sur l'issue des prochains combats.

A l'Est, si elle l'avait voulu, la Wehrmacht aurait pu conserver la plupart de ses positions, et se livrer ainsi à une manifestation militaire purement spectaculaire, dont l'incidence sur la fin du conflit eût été nulle. Elle a préféré passer par profits et pertes ce que lui coûtèrent ses premières conquêtes, abandonner les territoires récemment acquis et se limiter à une action exclusivement défensive, n'exigeant en ligne qu'un nombre restreint d'unités, pendant qu'à l'arrière l'apport des nouvelles recrues permettait de combler les vides et de reconstituer une armée, prête à intervenir avec les plus grandes chances de succès partout où les armées alliées se montreraient.

***

La nouvelle stratégie allemande s'inspire intimement de cet ensemble de considérations, si mal comprises en France et dans d'autres pays européens. La Wehrmacht n'entretient sur le front de l'Est, qui naguère semblait retenir toute l'attention de son Etat-Major, qu'un rideau de troupe insignifiant, dont la mission est seulement de retarder l'avance de l'armée rouge et d'opérer dans ses rangs les destructions maxima. Pendant qu'à l'Est on se montre singulièrement économe en hommes et en matériel, la Pologne, l'Allemagne et d'autres pays européens regorgent de troupes fraîches, qui n'ont jamais été engagées, et attendent le moment favorable pour intervenir là où les circonstances exigeront leur présence.

Cette stratégie, qui fait fi de tout prestige, néglige les perspectives brillantes de conquêtes immédiates, et s'inspire plus des exigences de l'avenir que des fausses nécessités de l'heure présente, n'est pas plus destinée à satisfaire ceux qui, depuis le premier jour du conflit, escomptèrent la défaite de l'Allemagne, qu'à décourager la petite troupe courageuse des collaborationnistes.

Les premiers auraient le droit de se réjouir si l'armée rouge, dans son avance vers l'Ouest, avait trouvé devant elle la totalité des forces de la Wehrmacht : on eût pu seulement parler de défaite et d'amoindrissement du potentiel militaire allemand. Le recul des armées allemandes ne prouve rien en faveur de la thèse des alliés, et si nos gaullistes et giraudistes pouvaient comprendre la langue anglaise et écouter au lieu et place des émissions judéo-françaises de Londres, les émissions destinées aux auditeurs anglais de la B.

B. C., ils s'apercevraient que, loin de chanter victoire, le gouvernement britannique est plus que jamais inquiet des forces demeurées intactes de la Wehrmacht.

Quant aux seconds, les événements de ces derniers mois devraient les confirmer dans leur foi politique, puisqu'ils démontrent le souci de l'Allemagne à ne pas se laisser dominer par des considérations d'opportunité politique, en même temps que son désir de conserver la totalité de ses forces militaires pour des interventions ultérieures. Bien plus que des victoires brillantes, mais incapables d'emporter la décision définitive, le fait que la Wehrmacht soit intacte en Europe, prête à rejeter à la mer les forces anglo-saxonnes de débarquement, doit susciter en nous une confiance au moins égale à celle qui nous animait lorsque les Allemands étaient sur la Volga. N'en déplaise aux imbéciles, hélas nombreux, aux idéologues et aux maniaques de l'anti-germanisme, nous croyons personnellement que jamais l'éventualité d'une victoire des alliés ne fut aussi éloignée de la réalité, et nous croyons aussi, en dépit d'apparences contraires, que jamais l'Allemagne ne fut plus près de triompher de la coalition de banquiers et de malfaiteurs avec laquelle elle est aux prises.

Etude de politique contemporaine

LE MALAISE CATHOLIQUE

(*suite*)

Parce que, dans l'avant-guerre, les catholiques avaient pris parti pour la démocratie, ils furent incapables, après l'armistice, d'aligner leur position sur les réalités nouvelles que la défaite aurait dû leur révéler. Inconsciemment ils devaient traîner après eux le boulet de leur foi en la Démocratie, et subir le poids de l'hypothèque dont eux-mêmes s'étaient frappés, en embrassant sans circonspection ni mesure les desseins du régime.

Leurs réactions devant les possibilités politiques que la victoire allemande laissait à notre pays furent tristement semblables à celles que l'on constata, soit chez les profiteurs de la République parlementaire, soit chez les idéologues les plus intransigeants. Les catholiques démocrates, qui furent parmi les partisans les plus actifs de la croisade des démocraties, se retrouvèrent tout naturellement à leur place dans les rangs de la dissidence. Ils étaient même dissidents avant la lettre, parce que trop amoindris dans leur pensée politique pour résister aux entraînements faciles d'une sentimentalité que l'idéologie démocratique avait exaspérée !

L'étrange synthèse que les plus autorisés des théologiens, comme les écrivains catholiques les plus en vue, avait voulu construire l'impossible conciliation qui avait été tentée entre l'idéal chrétien et l'idéal démocratique, ne pouvait pas ne pas conduire le catholicisme dans l'impasse où il est engagé aujourd'hui. La défense de la démocratie, assimilée autrefois à la défense de la foi chrétienne, devait dans l'après-guerre prendre l'aspect de la « résistance » et de la « libération » et s'incarner dans la germanophobie la plus farouche. Germanophobie d'une nature d'ailleurs particulière, puisque empreinte de sentimentalité, mais aussi de mystique et de religiosité ! Les catholiques démocrates ne pouvaient que haïr l'Allemagne nationale-socialiste, non seulement parce que cette dernière symbolisait l'anéantissement des espérances démocratiques, mais surtout parce qu'à leurs yeux elle symbolisait aussi le recul du

catholicisme. Abattre l'Allemagne hitlérienne c'était, à travers le triomphe de la Démocratie, assurer du même coup le triomphe du catholicisme !

***

La récente aventure survenue aux démocraties bourgeoises et capitalistes, alliées depuis plus de deux années au bolchevisme stalinien, n'a pas encore pleinement modifié cette attitude. Si certains catholiques s'inquiètent timidement des dangers que le communisme fait courir à l'Europe chrétienne, d'autres continuent, contre toute évidence, à espérer dans la victoire finale des Anglo-Saxons, victoire remportée non plus directement sur l'Allemagne, mais sur la Russie après que cette dernière aura elle-même réglé son compte au national-socialisme. Quant à une dernière partie de l'opinion catholique-démocrate, plus radicale encore, elle ne recule pas devant l'affirmation de sa foi en un communisme régénéré, qui accepterait de se laisser tempérer par le catholicisme. Oublieuse des encycliques pontificales et acharnée à croire que le communisme peut utilement subir une influence contraire ou évoluer dans un sens étranger à ses origines marxistes, elle envisage sans peur ni dégoût l'éventualité d'une victoire russe, parce qu'elle est persuadée que le communisme actuel n'est plus celui que l'Eglise condamna il y a dix ans.

***

Les erreurs doctrinales, on le voit par cette aberration, mènent plus loin qu'on ne pense ! Nous assistons aujourd'hui à de nouveaux effets de celles que nous signalions dans notre précédente étude, à propos de l'évolution qui devait amener les catholiques à unir dans une même foi l'Eglise et la Démocratie. Bien que pour tout esprit averti, l'idéologie démocratique fut d'essence anti-chrétienne, on se complut dans un essai de conciliation, dont le résultat le plus grave, sinon le plus apparent, fut de donner au catholicisme un visage nouveau qui devait le rendre rapidement méconnaissable.

Le catholicisme souillé par l'idéologie individualiste et libérale n'était plus le catholicisme traditionnel. Il continuait à en porter le nom, à en avoir les apparences, mais quelque chose insidieusement s'était introduit en lui, qui allait le livrer sans défense aux risques de nouvelles erreurs et empêcher les catholiques d'avoir devant ces dernières les réactions que normalement on eût pu attendre d'eux.

Le catholicisme, amoindri et comme avili par l'esprit démocratique, fut incapable de voir le côté abject et hideusement matérialiste du marxisme. La Démocratie l'avait intellectuellement préparé

aux complaisances et aux faiblesses qu'il devait avoir plus tard pour le communisme, en même temps qu'elle dépouillait les catholiques de ce sens chrétien qui eût dû dresser d'un seul bloc toute la chrétienté devant les horreurs possibles d'une civilisation où la primauté était assignée à la matière, pendant que l'homme était invité à renoncer à la sublime destinée spirituelle que le catholicisme lui avait laissé espérer ! Loin de réagir aussi violemment, loin de refuser d'instinct tout compromis avec le communisme, les catholiques démocrates s'abandonnèrent une fois de plus aux illusions de jadis et, de même qu'autrefois ils avaient tenté de christianiser l'idéologie libérale, ils prétendirent, devant les progrès du communisme, que ce dernier n'était pas exclusif des valeurs spirituelles et que le catholicisme, en usant d'adresse et d'habileté, parviendrait à l'humaniser et le rendre acceptable !

***

Une pareille position doctrinale justifiait l'indifférence des catholiques démocrates devant les problèmes politiques nouveaux, que l'essor de la Russie soviétique posait aux nations européennes ! L'éventualité d'une bolchevisation totale de l'Europe ne devait pas les rapprocher de l'Allemagne nationale-socialiste ! Persuadés que le national-socialisme est par nature un agent destructeur du catholicisme, et que celui-ci ne saurait connaître d'ennemi plus acharné à sa perte, leur attitude ne pouvait pas ne pas être ce qu'elle fut.

Les raisons qui, en dépit même de dispositions sentimentales souvent opposées, contraignaient les meilleurs des Français à prendre conscience de la mission européenne de l'Allemagne, demeuraient pour eux sans valeur, et ne parvenaient pas à les détacher du camp des Alliés. Les événements de ces derniers mois et la prépondérance chaque jour plus affirmée de la Russie soviétique ne les impressionnaient pas davantage : Le spectacle de l'Angleterre et des Etats-Unis, s'effaçant progressivement devant les ambitions staliniennes, tant en Afrique du Nord, qu'en Grèce, en Yougoslavie et en Pologne, ne les incitait nullement à réviser leur position et ne parvenait même pas à exciter leur curiosité.

Frappés de cette espèce de paralysie intellectuelle qui est chez les idéologues une affection bien connue, les catholiques fourvoyés dans les rangs des démocrates restaient insensibles à la réalité. La guerre demeurait pour eux une guerre sainte. L'état d'esprit qui, en 1939, leur avait fait accepter avec joie une guerre qu'ils eussent détestée si elle avait été dirigée contre l'Allemagne de Weimar, restait inchangé, et malgré son aspect anachronique, continuait à les guider. La dissidence était pour ces égarés un refuge naturel. En s'y précipitant, ils crurent sauver et leur pays et leur foi !

Nombreux sont les Français qui s'indignent de voir les catholiques figurer parmi les plus méprisables des ennemis de notre pays, et se mêler sans pudeur à la troupe des adversaires de cette révolution nationale, qui seule pourtant peut justifier la foi que nous n'avons pas perdu encore dans l'avenir de la France. Mais l'indignation, si elle est parfois un sentiment légitime, n'est pas une attitude politique, et nous ne devons nous y abandonner qu'après en avoir mûrement pesé les raisons !

Si la position du catholicisme se situe aujourd'hui en des régions où nous n'aurions cru rencontrer que des juifs, des francs-maçons, et les larves de l'ancien régime, radicaux, conservateurs et socialistes bourgeois, nous croyons qu'un aussi déconcertant phénomène ne doit pas être considéré en soi, et en tant que tel, mais qu'il est indispensable d'en rechercher les causes lointaines, hors de la conjoncture présente.

Seule une longue suite d'erreurs peut avoir immobilisé le catholicisme dans l'ornière où il gît aujourd'hui. Cette série ininterrompue d'erreurs commence au début du XIX^e^ siècle, avec la pénétration de la doctrine chrétienne, par l'idéologie démocratique, et se poursuit à travers toutes les aberrations dans lesquelles plus tard il devait sombrer.

Les réactions actuelles de la majorité des catholiques Français, devant les nécessités les plus évidentes de notre politique extérieure, étaient déjà en germe et comme en puissance dans les premières tentatives qui furent faites de christianiser la Démocratie, tentatives qui en fait n'aboutirent qu'à démocratiser le christianisme. Si pour nous le catholicisme est plus qu'un poids mort, s'il est une force hostile, ce n'est pas dans la doctrine catholique elle-même que résident les causes de cette trop évidente opposition entre les buts qu'il poursuit, et notre propre position politique, mais bien dans les déviations et les faiblesses que valut au catholicisme son contact trop intime avec l'idéologie égalitaire et individualiste.

Le catholicisme se laissant emporter par le charme pervers de son flirt politique avec le communisme, n'est plus le catholicisme de Saint-Thomas d'Aquin, de St-François de Sales, de Bossuet. C'est celui des pères Dominicains Démocrates de « Sept », c'est celui de Jacques Maritain, c'est le catholicisme, où, grâce à la voie ouverte par la Démocratie, pénétrèrent l'esprit du Judaïsme et de la Franc-Maçonnerie.

***

Dans l'examen sommaire que nous venons de faire de la position politique actuelle du catholicisme, nous n'avons jusqu'ici envisagé la question qu'à l'unique point de vue du problème extérieur,

celui qui à notre sens est le plus essentiel, car c'est de sa solution définitive que dépendra la faculté qui nous sera laissée de poser le problème intérieur et de lui donner à son tour la solution révolutionnaire que nous souhaitons. Mais ce souci d'ordonner nos recherches par rapport aux aspects successifs de la réalité politique, ne doit pas nous empêcher d'avoir de la question une vue d'ensemble et d'apprécier le rôle actuel du catholicisme dans l'œuvre immense et qui reste à accomplir de la Révolution Intérieure.

Seuls les naïfs purent penser au lendemain de l'armistice, que l'Eglise de France allait devenir l'auxiliaire la plus précieuse de la Révolution Nationale. Certains le crurent ! Leur déception fut rapide, et ils ne leurs fallut pas longtemps pour s'apercevoir que la Révolution devrait se faire, malgré l'Eglise, en dehors d'elle, et presque contre elle ! Derrière les manifestations de loyalisme que l'Eglise prodiguait au Gouvernement du Maréchal et à sa personne, on ne tarda pas à voir poindre méfiance et hostilité. L'on sentit tout de suite que ce loyalisme était conditionnel, et qu'il vaudrait dans la mesure seulement où le nouveau gouvernement ne serait pas Révolutionnaire. Par ailleurs, on ne peut pas ne pas remarquer que les catholiques comptaient surtout sur ceux des membres du Gouvernement, qui précisément inspiraient aux vrais révolutionnaires la plus légitime méfiance, et représentaient, au sein de cabinets jamais homogènes, les tendances conservatrices de l'ancien Régime.

***

Placés devant les perspectives d'un ordre nouveau, fondé sur des valeurs à la fois neuves et pleinement orientées vers le meilleur de nos traditions nationales, les catholiques réagirent comme ils se devaient de réagir. Leur croupissement prolongé dans le marais des idéologies libérales et démocratiques, les destinait encore une fois à prendre systématiquement position contre tout ce qui aurait pu permettre à notre pays de vivre sur un rythme semblable à celui qui déjà commençait à animer la vieille Europe.

Ils freinèrent les aspirations de la jeunesse vers un idéal de vie plus rude et plus viril, et ne voulurent rien changer à des méthodes d'éducation, dont l'expérience révélait la lamentable faillite. Un mouvement de jeunesse unique, d'où l'influence de l'Eglise n'eut pas été exclue, et dont tout pourtant exigeait la création, n'eut pas d'adversaires plus résolus que les milieux catholiques. Férus de leur scoutisme, de leur J.O.C., de leur J.E.C. et de leur J.A.C., ils furent incapables d'en saisir les lacunes, les faiblesses et les insuffisances, parce qu'ils étaient persuadés, comme ils le sont encore aujourd'hui, qu'une formation purement morale se suffit à elle-

même et qu'un pays pour être grand n'a besoin que de bons fils, de bons pères et de maris fidèles. Obstinés à contester la nécessité d'une éducation politique de la jeunesse, ils ne comprirent pas que l'avenir de la France était tout entier, dans un vaste mouvement de jeunes, qui sans les détourner de la foi chrétienne, les eut embrasé d'une foi et d'une mystique politique nouvelles, qu'aucun autre sentiment pour si fervent qu'il fut, n'était capable de remplacer !

***

Ignorants comme on ne peut pas l'être des dangers du Judaïsme international, ils se dressèrent, cardinaux et évêques en tête, devant les mesures pourtant étonnamment bénignes, que le Gouvernement se décidait enfin à édicter, contre les entreprises malfaisantes d'Israël ! Par un recours grossier à la plus fade des sentimentalités, ils tentèrent d'apitoyer les Français sur le sort des juifs, soit disant molestés et martyrisés par la police gouvernementale, et insinuèrent que des décrets aussi inhumains n'avaient pu être pris par le gouvernement du Maréchal, qu'à l'instigation des autorités allemandes.

Une pareille affirmation aboutissait à un double résultat : elle déconsidérait le Chef de l'Etat, qui pouvait désormais passer pour un jouet aux mains de l'Allemagne, en même temps, qu'elle déconsidérait du même coup l'antisémitisme officiel, présenté à l'opinion comme une institution d'inspiration exclusivement allemande. C'était oublier trop vite que Drumont ne fut pas un théoricien du National-socialisme, mais bien un homme de chez nous, de notre race et de notre sang, et dont les attaches avec le sol de France n'étaient pas contestables.

Si dès 1941, nous constatâmes avec quelque surprise, que nombre de Français nourris avant la guerre du plus salutaire antisémitisme, cessèrent brusquement de croire au péril juif, et à la nécessité d'écarter ces indésirables de la communauté française, ne cherchons pas ailleurs les raisons de cette étrange volte-face. En attribuant à l'Allemagne une influence politique qu'elle n'eut point, les catholiques savaient ce qu'ils se faisaient : un soupçon allait peser sur l'antisémitisme, et en écarter définitivement les Français, déjà trop enclins à assimiler le péril juif, au croquemitaine de notre petite enfance.

***

Désaxée par l'idéologie égalitaire, que leur adhésion à la Démocratie avait développé en eux, ils se cabrèrent devant le racisme. Ils l'accablèrent de leur sarcasme et oubliant de Gobineau comme ils avaient négligé Drumont, affectèrent de croire que le racisme n'était

pas séparable de l'Allemagne nationale-socialiste. Le couvrant une fois de plus de l'autorité de l'Eglise, ils affirmèrent que la notion de race ne trouvait aucune place dans la doctrine catholique. Persuadés que toute législation raciste, ne pouvait que heurter la foi chrétienne, ils n'hésitèrent pas, au nom d'un spiritualisme mal compris, à prononcer contre le racisme une condamnation sans nuance et sans appel, oubliant ainsi que les rois très chrétiens de l'ancienne France, conscients des dangers que le métissage faisait courir à la race française, n'avaient pas craint de sacrifier autrefois à un racisme avant la lettre, en interdisant les mariages entre Français et indigènes des îles.

Pour condamner le racisme, on arguait de la primauté de l'esprit sur le corps, que personne ne contesta jamais, et l'on feignit d'oublier que si l'âme est la source en nous de facultés supérieures, nous n'en sommes pas moins le produit de son union substentielle avec le corps. Prendre à propos du racisme, la défense de l'esprit, c'était enfoncer avec éclat une porte ouverte, mais c'était surtout déformer la doctrine traditionnelle de l'Eglise, telle que l'exprime St-Thomas, pour essayer de justifier un point de vue erroné, que seul le plus insensé des égalitarismes, dictait aux catholiques.

⁂

Si nous confrontions une à une les positions actuelles du catholicisme français, avec les grandes idées, autour desquelles l'action révolutionnaire moderne est en train de se cristalliser, constamment nous nous apercevrions, qu'à chacun des carrefours où survit l'esprit contre-révolutionnaire et conservateur, l'Eglise occupe la première place, au milieu d'autres opposants — juifs, maçons et créatures de l'ancien régime — devenus ses alliés naturels ! Face aux valeurs traditionnelles que les révolutions du XX^{e} siècle essayent de restaurer et auxquelles la Révolution de 1789 avait substitué ses mythes abstraits, les catholiques étalent la plus stupéfiante incompréhension. Ils nous révèlent une impuissance presque congénitale à comprendre notre temps, et leur hargne et leur mauvaise humeur, devant les ruines d'un monde, auquel eux-mêmes s'obstinent à rester liés, en sont arrivés à faire d'eux des adversaires méprisables et dangereux. Méprisables, parce que constamment de mauvaise foi, dangereux parce que toujours prêts à s'abriter derrière un texte sacré, et à en donner une interprétation volontairement erronnée !

⁂

L'Eglise nous apparaît donc aujourd'hui comme une force contre-révolutionnaire, avec laquelle il nous faudra compter. Les clercs, comme les fidèles, sont en majeure partie les adversaires de la Ré-

volution nationale, avec encore cette circonstance aggravante que leur attitude contre-révolutionnaire prétend trouver ses justifications dans la foi chrétienne ! Les catholiques de France sont — du moins l'affirment-ils — contre-révolutionnaires parce que catholiques et en tant que tels !

Et ainsi par leur faute et grâce à l'extravagance de leur conduite, a fait depuis peu son apparition en France, une nouvelle forme d'anticléricalisme, qui tend à remplacer l'anticléricalisme, aujourd'hui expirant des Combes et autres seigneurs du radicalicisme. Cet anticléricalisme nouveau est étranger aux considérations qui inspirèrent son prédécesseur. Il ne prétend pas dresser devant le catholicisme, la contre-Eglise de l'incroyance et de l'impiété, il ne symbolise plus le refus de l'homme de s'incliner devant Dieu. Plus simplement, et sans prétentions dogmatiques, il se fonde sur une réalité que l'Eglise elle-même a pris soin de nous révéler : son opposition systématique à toute tentative révolutionnaire, opposition qui n'est pas seulement une particularité propre à notre pays, mais qui se révèle à nous sous l'aspect d'un fait européen ! L'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, connurent et connaissent encore aujourd'hui cette hostilité de l'Eglise, tantôt avouée, tantôt sournoise et son inexplicable attachement aux formes périmées de l'ancien ordre social ! Et c'est en cela, que cet anticléricalisme, qui n'est plus celui des Homais et des grotesques de la libre-pensée, est à notre sens infiniment plus dangereuse pour l'Eglise elle-même que son devancier !

Il est d'inspiration purement nationale ; **il est la réaction d'une élite, qui, loin de rejeter le concours de l'Eglise, eût voulu la voir collaborer à ses côtés, à la grande œuvre révolutionnaire, et ne s'écarta d'elle qu'à la suite d'un malentendu douloureux, dont elle-même souhaite qu'il puisse être dissipé un jour prochain.** Anticléricalisme provisoire, certes, et que l'Eglise entretient et justifie pleinement, mais qui risque aussi de dépasser la mesure et d'aller plus loin qu'il ne devrait.

Car, en présence d'une Eglise, autrefois si indulgente pour les ignominies de l'ancien régime, et aujourd'hui si injustement hostile à l'égard de ceux qui ne veulent que le bien de leur pays, comment éviter que certains se demandent, parfois avec angoisse, si le catholicisme n'est pas une doctrine définitivement vieillie et sclérosée, et bonne tout au plus pour satisfaire les petits enfants et consoler les vieilles filles, les malades et les affligés, mais incapable de répondre aux exigences, des âmes bien trempées et des cœurs durs ? **Le Catholicisme tend-il à déviriliser l'homme ? Est-il encore capable d'être pour le héros moderne, une règle de vie ?** Questions terribles, qu'il faut avoir le courage de poser sans équivoque, parce que nous avons le devoir d'y répondre avec franchise.

(à suivre).

La Charte du Travail et le sort du Syndicalisme interprofessionnel

La promulgation de la Charte et l'institution d'un régime nouveau organisant la profession sur le plan social, semblait avoir réglé de façon définitive l'irritante question du syndicalisme interprofessionnel. Unions locales, Unions Départementales et Centrales nationales, étaient condamnées par la Charte elle-même, qui ne leur faisait aucune place, et rejetait toutes les organisations de classe, au profit des organismes purement professionnels.

La doctrine de la Charte était sur ce point inattaquable : une association qui groupe soit des employeurs, soit des salariés appartenant à toutes les activités professionnelles, ne peut avoir pour but exclusif la défense d'intérêts purement professionnels. Elle est forcément et malgré elle au service d'intérêts de classe, et ne peut que favoriser la survivance de l'esprit de lutte de classe ! La Charte en inaugurant un système d'organisation professionnelle fondé sur le principe de la collaboration des classes, ne pouvait laisser subsister des organismes inévitablement destinés à perpétuer la tendance contraire. Comités sociaux de la Charte, et Unions locales ou départementales, ne pouvaient vivre côte à côte : Il était impossible que subsistâssent à la fois des institutions groupant à l'intérieur d'une même profession et dans un même comité, des représentants de toutes les catégories professionnelles, et d'autres institutions réunissant pour l'ensemble des professions les représentants d'une seule catégorie professionnelle.

***

Sur le plan doctrinal, la question ne soulevait donc aucune difficulté. Les Unions interprofessionnelles, tant patronales qu'ouvrières étaient vouées à une disparition définitive et l'on ne pouvait qu'applaudir aux perspectives séduisantes que nous laissait entrevoir la charte, mettant enfin un terme aux agitations des organisations ouvrières, comme aux manœuvres moins spectaculaires mais plus sournoises du syndicalisme patronal !

Mais pour que cette condamnation du principe des liaisons interprofessionnelles fut acceptable et légitime, il fallait qu'elle s'appliqua à l'ensemble des organismes interprofessionnels, qu'ils

fussent patronaux ou ouvriers. Il fallait qu'elle ne visa pas seulement la disparition des uns tout en laissant par une voie détournée subsister les autres.

C'est malheureusement ce qui s'est produit ! Certes la loi du 16 août 1940 n'a fait aucune distinction entre la Confédération Générale du Travail et la Confédération générale du patronat français. L'une et l'autre ont été dissoutes et la C.G.T. comme la C.G.P.F. ont depuis cessé leur activité. Mais la loi du 16 août 1940 n'a entendu viser que les centrales nationales. Elle laissa subsister par contre les organisations locales ou départementales, si bien que jusqu'à la promulgation de la Charte, Unions départementales des Syndicats ouvriers, et Fédérations départementales des syndicats patronaux, fonctionnèrent dans des conditions normales. C'est seulement le texte de la Charte, qui en excluant le syndicalisme de classe, posa à son tour la question de leur disparition.

Les milieux patronaux se turent et s'abstinrent de toute opposition. On put croire que la dissolution prochaine de leurs fédérations les laissaient indifférents. Les milieux ouvriers par contre ne firent pas preuve de la même résignation. Ils firent valoir pour essayer de sauver leurs Unions départementales, des arguments tellement impressionnants que le Gouvernement s'inclina. En dépit des dispositions contraires de la Charte, il accepta de prolonger la vie des Unions départementales qui aujourd'hui encore, en marge des organisations nouvelles, continuent à jouer leur rôle et à représenter les intérêts de la classe ouvrière.

Ainsi, après avoir opté pour un syndicalisme purement professionnel et condamné sans retour les liaisons interprofessionelles, le Gouvernement français paraît avoir renoncé par la suite à son intransigeance première, pour se rallier à une solution mixte, dans laquelle l'un et l'autre syndicalisme aurait sa place.

***

Ce système hybride condamnable au nom des principes, n'est qu'un expédient qui a dispensé le Gouvernement de prendre parti, et reporté à plus tard le moment où le problème recevrait une solution définitive. On peut néanmoins se demander qu'elles sont les raisons qui ont conduit le gouvernement à prolonger pour un temps indéterminé une situation de fait, qui au regard de sa propre doctrine pouvait passer pour un dangereux anachronisme. Ces raisons n'ont rien de doctrinal. Elles s'inspirent du plus pur opportunisme. Si le Gouvernement français recula devant l'application pure et simple de la Charte c'est parce que cette dernière eut engendré une

nouvelle injustice et que de son côté la classe ouvrière eut été en droit de s'élever contre le régime nouveau, infiniment plus rigoureux pour elle que pour le patronat.

Sans doute la stricte application de la Charte, eut entraîné la disparition simultanée des organisations interprofessionnelles patronales mais sans pour cela priver le patronat d'autres organisations, déjà existantes, qu'aucune législation nouvelle n'avait abrogées, et que la Charte ne menaçait point. Les Chambres de Commerce, à défaut des Fédérations syndicales interprofessionnelles, restaient en place, et en cas de besoin eussent été capables, après une facile adaptation, de jouer le rôle précédemment dévolu aux organisations disparues. Leur qualité d'Etablissements publics, n'empêche pas en effet les Chambres de Commerce d'être les organes de liaison interprofessionnelle. Fédérées sur le plan régional comme sur le plan national, elles sont de véritables centrales patronales, et, bien que leurs adhérents ne soient pas des syndicats, elles n'en restent pas moins, un moyen pour les intérêts de classe de s'exprimer librement.

***

Si le patronat ne s'émut point, lorsque la promulgation de la Charte menaça l'existence du syndicalisme interprofessionnel, si, contre toute attente il ne manifesta qu'une indifférence qui laissa croire de la résignation, c'est parce qu'il savait que d'autres organisations de même nature lui restaient, et qu'en tout état de cause, il pourrait continuer par d'autres moyens à bénéficier des mêmes avantages. Il eut fallu pour que l'égalité des droits exista entre employeurs et employés, non seulement que la Charte fut appliquée à la lettre, mais encore que fussent dissoutes les Chambres de Commerce ! Solution extrême que le gouvernement repoussa, soit que les pressions patronales s'exercèrent avec efficacité, soit que lui-même reconnut l'utilité d'organismes capables de représenter le patronat.

Cette attitude équivoque fournit à la classe ouvrière un argument de plus, qu'aussitôt elle exploita avec fruit. Si l'Etat tout en condamnant le principe même des liaisons interprofessionnelles reconnaît la légitimité des organisations patronales, et avoue ne pouvoir s'en passer, pourquoi ne pas accorder le bénéfice d'une tolérance égale, aux organisations ouvrières, aussi indispensables que les premières, et comme elles susceptibles d'assurer la représentation permanente de la classe ouvrière.

***

Par ailleurs les syndicalistes ouvriers faisaient valoir aussi que la législation du 16 août 1940, en créant les Comités d'Organisation,

avaient permis la reconstitution les puissantes associations patronales, où les trusts s'étaient aussitôt solidement installés, tant et si bien que par une voie détournée les trop fameux « Comités » de jadis, en dépit d'une suppression demeurée théorique, n'en avaient pas moins repris leur activité passée. Leur position s'était, même trouvée renforcée, puisqu'ils s'abritaient désormais derrière une législation nouvelle qui consacrait définitivement leur existence. Comité d'organisation de l'Industrie sidérurgique et Comité d'Organisation de l'Industrie du sous-sol, rappelaient étrangement le Comité des Forges et le Comité des Houillères. Si les noms ont changé, les intérêts représentés sont restés les mêmes.

L'Etat français, par son impuissance d'ailleurs avouée, à maîtriser le patronat capitaliste, justifia les prétentions du syndicalisme ouvrier et fournit lui-même des arguments sans réplique à ceux que l'on pouvait soupçonner de n'avoir pas pour le régime nouveau, une très chaude amitié. Le désir manifesté par la classe ouvrière, de conserver face au patronat toujours organisé, ses propres organisations, nous apparaît dans l'état d'anarchie actuel comme parfaitement fondé. Non pas, certes, que nous approuvions en soi les principes des liaisons interprofessionnelles ! Nous continuons tout au contraire à penser, que l'ordre nouveau doit être exclusif de l'idée de classe, et que maintenir cette forme corrompue et déviée du syndicalisme, c'est très exactement reculer le moment où pourra être enfin reconstitué la communauté française. C'est aussi et encore permettre à l'état d'esprit que l'on veut détruire de se perpétuer indéfiniment, et de survivre, à sa propre condamnation, à travers les institutions nouvelles dont on a voulu l'expulser.

Mais à côté de cette attitude exclusivement doctrinale, qui ne laisse place à aucun doute, il y a le terrain des faits et de la tactique politique, qu'il serait dangereux de mépriser ou de tenir pour secondaire ! C'est là que la position syndicale nous apparaît solide, et surtout capable de faire réfléchir les plus intransigeants des « corporatistes ». Puisque l'Etat ne veut pas ou ne peut pas supprimer les organisations qui symbolisent les intérêts du patronat et du haut capitalisme, puisque l'application de la Charte ne doit pas enlever à la classe patronale le bénéfice de ses organismes de liaison, que l'on cesse d'opposer le texte de la Charte à la classe ouvrière, pour la convaincre d'avoir à renoncer à ses Unions Départementales ou Locales ! La Charte mérite mieux que d'être utilisée à des fins aussi tortueuses !

***

Nous serons les premiers à réclamer la disparition des liaisons syndicales interprofessionnelles, système que rien sur le plan doctrinal ne justifie, le jour où cette disparition frappera en même

temps et sans restriction d'aucune sorte, l'ensemble des organisations patronales correspondantes. Jusque là, nous persisterons à penser que la classe ouvrière doit continuer à jouir de droits rigoureusement analogues à ceux du patronat.

***

Que les partisans d'une orthodoxie rigoureuse et trop formaliste réfléchissent ! Les principes, s'ils sont respectables, peuvent aussi jouer le rôle d'écrans, déformant la réalité, et risquant même parfois de la cacher définitivement à nos yeux. En trois années, la classe ouvrière, comme la plupart des Français révolutionnaires, a fait le tour de toutes les désillusions. Elle est prête aujourd'hui à perdre la dernière espérance qui la retient encore hors des rangs du stalinisme : la foi en la Révolution Nationale. Ce serait une singulière façon de la confirmer dans cette espérance que de faire servir la Charte, le seul texte vraiment révolutionnaire que nous devions à l'Etat nouveau, à l'établissement d'un régime injuste, dont sans contre partie tout le profit irait au patronat.

LE RÉGIME ACTUELLEMENT EN VIGUEUR EN U.R.S.S.

L' « évolution » du régime soviétique et les « réformes » staliniennes, commentées à tort et à travers par des propagandes intéressées, a créé une confusion considérable dans les esprits.

Le tableau ci-dessous résume la situation en U. R. S. S. telle qu'elle se présente au début de l'année 1944 et montre que le régime qui est actuellement en vigueur n'a en somme subi aucun changement notable.

Réformes de guerre	Ce qui a été maintenu
EVOLUTION DE L'ETAT SOVIETIQUE VERS UN NATIONALISME RUSSE. — RECOURS A LA PROPAGANDE NATIONALE ET PATRIOTIQUE.	**LA CONSTITUTION STALINIENNE :**
Les principaux mots d'ordre communiste comme par exemple : **« Révolution mondiale » « Union Internaionale des prolétaires ». « Les prolétaires n'ont pas de patrie », « Division du monde en classes et lutte de classes ». But de toutes les mesures sociales et économiques du Gouvernement soviétique », ets...** sont théoriquement abandonnés. Il n'est plus question du prolétariat russe ou allemand luttant contre le capitalisme d'un combat entre **Germains et Slaves.**	(L'article 146 prévoit, en effet, que cette constitution ne peut être modifiée que par décision du Conseil Suprême de l'U. R. S. S. adoptée à une majorité d'au moins les deux tiers des deux Chambres. Conseil de l'Union et Conseil des Nationalités.) La Presse soviétique soulignait, d'ailleurs, l'attachement du Gouvernement à cette constitution à l'occasion de l'anniversaire de sa promulgation (5/12/36, 5/12/4/43). **(« A l'ombre de la Constitution Stalinienne, derrière le drapeau de Lénine et de Staline, sous la conduite du Parti bolchevque, le peuple s'élancera vers de nouvelles victoires ».** « Pravda » du 5/12/43). A noter que la Constitution Stalinienne fut promulguée dans la période où la politique internationale des Soviets était en plein

développement (tactique du « Front Populaire », du « Front Unique »). D'ailleurs, Staline le soulignait lui-même dans son ouvrage « La Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes », quand il écrivait : « **La théorie léniniste de la dictature du prolétariat n'est pas une théorie purement russe, mais une théorie pour tous les pays.** »

A LA PROPAGANDE, les mêmes hommes sont restés les porte-paroles préférés du Gouvernement soviétique (notamment Yaroslavsky-Goubelmann, mort au début du mois de décembre, resté très actif jusqu'au dernier jour de sa vie ; Ilia Erenbourg, etc...).

LE MONOPOLE DU PARTI COMMUNISTE ET LA DOCTRINE MARXISTE TOTALITAIRE :

Toute une série d'articles parus récemment dans la Presse soviétique (notamment à l'occasion du Ve Anniversaire de la parution de l' « Histoire du Parti Communiste par Staline ») montre que la propagande communiste proprement dite s'est à nouveau intensifiée après avoir été reléguée à l'arrière-plan au moment des grandes difficultés militaires, lorsque le régime voyait, dans le réveil des sentiments nationaux de la population, son principal espoir de salut.

On décèle, à l'heure actuelle, le désir de consolider et de renforcer le prestige du Parti communiste en inculquant aux masses qu'avec son chef Staline, il a été le principal artisan de la résistance (articles de Mitime du 23/11, intitulé : « Le Parti Bolchevique, inspirateur et organisateur de la lutte mondiale contre les envahisseurs

allemands », éditorial de la « Pravda » du 29/11. « Le Parti Bolchevique, inspirateur et organisateur de la lutte contre les envahisseurs facistes », etc...).

A noter que la Presse soviétique signale que cette campagne est particulièrement active dans les régions réoccupées par l'Armée rouge, vers lesquelles ont été dirigées de nombreuses équipes de propagandistes et où sont distribuées d'innombrables publications de propagande communiste.

Il semble donc que les circonstances ont favorisé le Parti au pouvoir et la dictature personnelle de Staline.

Il est significatif, d'ailleurs, que la Presse et la Radio soviétiques soulignent toujours que le Parti Bolchevique est resté fidèle à l'idéologie de Marx, Engels, Lénine, etc...

LE PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT PUBLIC D'INSPIRATION COMMUNISTE CONTROLE PAR LE PARTI TOUTES MANIFESTATIONS CULTURELLES

Par suite des nécessités de la guerre, le Gouvernement Soviétique attache une moindre importance à ces problèmes, d'autant plus que la jeunesse des écoles est très largement utilisée dans l'industrie et la culture au détriment des études. Il n'en est pas moins vrai que le statut établi en 1927 relatif à l'enseignement public est toujours en vigueur et prévoit une très large part à l'instruction politique de la jeunesse. Il en est de même des organisations de la jeunesse, telles le « Komsomol », qui continue à former des cadres,

RETABLISSEMENT DU « CORPS DES OFFICIERS ».

RETABLISSEMENT DES REGIMENTS DE LA GARDE.

RETABLISSEMENT DES ECOLES MILITAIRES SECONDAIRES AVEC INTERNAT (ancien corps de cadets de Souvoroff).

INTRODUCTION DE DECORATIONS HONORANT D'ANCIENS CHEFS MILITAIRES (Alexandre Nevsky, Souvoroff, Koutouzoff).

Depuis le début de la guerre, les Soviets ont, en effet, réalisé un certain nombre de réformes d'ordre militaire, réformes qui s'apparentent à la campagne patriotique signalée plus haut.

dont la préparation politique est particulièrement soignée.

En ce qui concerne les lettres, les arts, les sciences, ils sont naturellement subordonnés aux nécessités de guerre et subissent un contrôle politique plus sévère encore, s'il se peut, qu'en temps de paix.

L'ETATISATION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. LE COLLECTIVISME AGRAIRE.

Il est particulièrement intéressant de relever que la Presse soviétique annonce le retour dans les régions réoccupées des anciens fonctionnaires soviétiques et le rétablissement intégral de toutes les anciennes administrations.

Le système des kolkhoses et des sovkoses, particlièrement détesté par la population, y est également rétabli.

Là où les fabriques et usines n'ont pas été détruites et peuvent être remises en marche, tout se passe comme avant guerre.

LES DECORATIONS SOVIETIQUES de « l'Etoile rouge », de « l'Ordre de Lénine », etc..., ainsi que le « Drapeau rouge » passant d'un régiment à l'autre ou d'une usine à l'autre sont toujours considérées comme les plus honorifiques et priment sur les récompenses nouvellement introduites.

D'autre part, le retour aux disciplines traditionnelles militaires s'imposait dans un pays en guerre. Il est incontestable, en effet, que le système de recompenses nouvellement introduit (grands nombres de décorations, attribution du titre de « Régiment de la Garde » à certaines unités, etc...), la création d'un corps d'officiers homogène et discipliné, ainsi que la préparation intensive de cadres était indispensable pour augmenter la combativité de l'Armée Rouge.

SUPPRESSION DES COMMISSAIRES POLITIQUES DANS L'ARMEE (Décret du 10 octobre 1942).

DIRECTION POLITIQUE DE L'ARMEE : Toujours maintenue, ce qui a été confirmé de source soviétique officielle dans le courant du mois d'octobre 1943.

Quant aux commissaires politiques, ils ont été incorporés dans le « corps des officiers », et leurs fonctions spéciales (contrôle politique) ont été attribués aux adjoints des commandants d'unités.

D'autre part, ont été considérablement augmentés (presque doublés) les effectifs déjà énormes des troupes spéciales du « NKVD » (troupes de choc du Commissariat à l'Intérieur — Ancienne Guépéou) qui, d'ailleurs, sont, d'ores et déjà, utilisées pour le maintien de l'ordre dans les régions réoccupées par les Bolcheviques.

L'UNION DES SANS - DIEU MILITANTS

Quoique la propagande soviétique n'en parle pour ainsi dire plus depuis la guerre, cette organisation existe toujours, et son chef Yaroslavsky Goubelmann, mort dernièrement, était, jusqu'à la fin, considéré comme « persona grata » en U. R. S. S. et, en particulier, au sein du Parti Communiste.

D'autre part, l'article 124 de la Constitution Stalinienne restreignant la liberté religieuse et favorisant les menées des Sans-Dieu, n'a été ni abrogé, ni modifié, et, d'après le témoignage autorisé de l'archevêque d'York (qui, comme on s'en souvient, s'est rendu en U.R.S.S. dès l'élection du patriarche Serge en septembre dernier), le Gouvernement Soviétique reste areligieux.

La propagande religieuse, c'est-à-dire l'évangélisation et l'enseignement religieux restent interdits comme par le passé.

D'autre part, aucune information n'a été reçue concernant la libération éventuelle des ministres de l'Eglise confessionnelle, dite : « Eglise de catacombes » qui, seule, peut-être considérée comme la véritable Eglise acceptée par le peuple russe.

En conclusion, on peut constater d'emblée qu'aucune des réformes réalisées par le Gouvernement soviétique n'affecte les bases de de l'Etat et qu'elles répondent simplement aux nécessités de la guerre. L'Etat soviétique demeure aujourd'hui comme hier totalitaire, à base étatiste communiste, et le Parti communiste continue à l'inspirer et à le diriger comme précédemment.

Sur le plan national, comme sur le plan international, Staline, s'inspirant des préceptes de Lénine, mène une politique de compromis, sans, pour cela, abandonner le but final, qui est la Révolution communiste mondiale.

Livre à lire

L'ARMÉE INCONNUE

de Nicolas BASSÈCHES

Après plusieurs mois de communiqués rythmant les puissants assauts de l'Empire Allemand vers l'Est, les plus hautes personnalités du Reich déclarèrent que la puissance de l'armement et l'esprit de combativité de l'Armée Rouge avaient été pour les informateurs les mieux renseignés, une cause de profonde surprise.

Les militaires allemands n'hésitèrent pas de leur côté à affirmer que l'Armée Rouge constituait la plus forte puissance militaire de l'Histoire.

Comment les bandes en guenilles de l'époque révolutionnaire avaient pu se transformer en une terrible machine de guerre destinée à broyer l'Occident tout entier, sans que les Etats-Major-adjoints aux représentations diplomatiques et aux Consulats puissent s'en douter le moins du monde.

Dans son livre « L'Armée Inconnue », Nicolas Bassèches tente de faire l'historique et de nous expliquer l'organisation du plus grand inconnu de cette guerre.

Le fruit du travail de M. Bassèches est un ensemble d'observations recueillies pendant plus de vingt années en U. R. S. S. même, observations d'une grande objectivité dont il signale lui-même les faiblesses et les lacunes dans la préface de son ouvrage.

En effet, qui pourrait prétendre être complètement renseigné sur un organisme quelconque du pays des Soviets, alors que l'Etat impérialiste et dictatorial russe surveille chacun de ses sujets au point que rien ne lui échappe et sait utiliser avec une habileté diabolique les agents de renseignements des services étrangers pour leur faire parvenir des informations fausses, mais dans tous les cas susceptibles de servir de dessins.

« L'Armée Inconnue » est dans sa première partie l'histoire des forces militaires russes depuis les premières tentatives d'organisation militaire des princes slaves primitifs. Et partout nous sentons le souci des guerriers de cet immense pays d'adapter leurs troupes et leur stratégie au concepte de démesuré qui caractérise le sol russe.

La partie la plus intéressante est évidemment celle qui traite de l'organisation et de l'esprit de l'Armée Soviétique, de son évolution vers un « climat » toujours plus militariste et impérialiste. Et quoi de plus sai-

sissant que ce passage où l'auteur nous parle de ce jeune officier rouge de la garnison de Batoum, assis à l'écart de ses hommes, sanglé dans son magnifique uniforme blanc et chaussé de ses grandes bottes à la russe.

Il y a vingt cinq ans, nous dit l'auteur, un autre lieutenant était assis là, sur la même chaise et d'établir un paralèlle entre ces deux officiers d'une même nation, mais dé régimes antagonistes.

La vie de l'officier impérial se meublait avec le souvenir de fêtes solennelles, telles que celles de l'Ecole militaire, dans d'immenses salles et devant de gigantesques portraits du Tzar, de l'étincelant bal des Cadets, des uniformes pompeux et ruisselants d'or, de l'adoration platonique vouée à quelque jeune fille d'un aristocratique pensionnat.

La jeunesse de l'officier du Tzar s'écoulait ainsi, entre sa vie militaire, ses camarades de régiment et le baise-mains solennel et courtois aux dames de la haute société impériale, avec. il faut bien le dire, les nuits de « bombes » dans les « salons » d'une dame « Emma » ou « Catherine ».

L'officier, même pauvre se haussait jusqu'à cette caste militaire morgue et hautaine qui constituait le plus sûr soutient du régime des Tzars.

Le lieutenant soviétique, lui aussi, appartient à une classe privilégiée. Dans ce pays de fonctionnaires il est le mieux payé, le mieux habillé, le mieux nourri, et le mieux considéré de tous. Il trouve dans sa caserne — et tous les officiers rouges, même les généraux vivent en caserne — tout ce dont il peut avoir besoin.

Il y a bien longtemps que la démagogie antimilitariste et égalitaire de base, a été abandonnée en U. R. S. S. Pour des raisons de discipline, l'officier soviétique vit dans des locaux séparé de ses hommes, il a son « mess » et son « club ». En ville, le règlement lui interdit de fréquenter les mêmes salles que ses soldats. Les cours de danse, de maintien, de culture générale, sont pour lui obligatoires. L'officier du régime stalinien incarne en somme toutes les caractéristiques que nos anti-militaristes d'avant-guerre attribuaient à ceux qu'ils appelaient « les gueules de vache », des armées bourgeoises.

L'Etat soviétique cultive de plus en plus dans le corps de ses officiers un sectarisme de caste très poussé et une morgue d'une insolence sans pareille.

L'on pourrait croire, que Staline ayant chaussé les bottes des Romanoff, le péril communiste se dissipe pour les autres nations.

Heureusement, M. Nicolas Bassèche, prend la précaution de nous dire que dans l'éducation de l'officier soviétique, le culte du patriotisme le plus intégral, s'identifie avec le triomphe du communisme mondial En un mot, l'idéal communiste sert aujourd'hui l'impérialisme Stalinien.

Cependant, malgré tous les efforts du Tsar Rouge, la formation des cadres et de l'Armée Rouge n'était pas achevée quand l'assaut germanique se produisit et la question reste à savoir si pendant la guerre, pourra être terminé ce qui ne l'était pas encore en 1940.

De cela, dépend nous dit l'auteur de « L'Armée Inconnue » la solution du gigantesque conflit de l'Est.

Un livre à lire

LES FORCES OCCULTES DANS LE MONDE MODERNE

de Léon de PONCINS

M. Léon de Poncins nous ayant aimablement expédié l'un de ses derniers ouvrages, nous sommes très heureux de pouvoir le commenter et le recommander à tous nos camarades et chefs de la Milice.

Pour M. de Poncins, comme pour nous, Miliciens, les forces occultes sont la Franc-Maçonnerie, le Judaïsme et le Communisme. Le secret de tels organismes réside moins dans leur existence qui est connue de tous, que dans leur organisation, leur activité et leurs buts réels très différents de leurs buts d'action avoués.

En dehors de leur existence et de leur activité apparentes ces organismes comportent toujours une discipline, une activité et des buts secrets.

Et l'auteur de nous montrer les points communs de ces forces occultes : « toutes professent une idéologie matérialiste et irreligieuse, elles se réclament ensemble des principes de 1789 ».

Tout, en effet, se passe comme si ces trois grandes forces travaillaient en liaison à l'accomplissement d'un grand plan d'ensemble, hostile aux traditions et au génie propre de l'Occident. Et depuis cent cinquante ans, nous assistons au développement de ce plan démoniaque articulé sur un rythme tantôt prudent, tantôt emballé.

Avec une clarté merveilleuse, M. de Poncins développe devant nous l'exécution de ce plan : Il nous montre à l'aide de documents saisissants, l'alliance de la franc-maçonnerie, du judaïsme et du communisme et leur action dans les diverses révolutions françaises et européennes.

Il nous fait comprendre par des documents et par le rapport de nombreux faits historiques quelle formidable puissance ces trois mouvements alliés possédaient et comment ils ont très souvent dirigé les événements. Enfin, il étudie l'influence de ces trois groupes sur le traité de Versailles et cite de nombreux aveux de juifs, de franc-maçons et de communistes ; puis selon une méthode comparative très habile ce sont les déclarations de princes de l'Eglise et d'hommes d'Etat tels que : Disraéli, Rattenau, Doumergue, Baldwin.

Et nous sentons la grandeur du péril que ces sociétés secrètes font courir aux nations qu'elles dirigent, quelquefois même contre la volonté des chefs d'Etat eux-mêmes.

Ce sont aussi les témoignages d'écrivains, tels que Trocase, l'abbé Toumentin, Monseigneur Jouin, qui ont pressenti, parce qu'ils connaissaient bien leurs adversaires juifs, tous les événements européens de ces vingt-cinq dernières années.

Les aveux des écrivains juifs, maçons et communistes nous apprennent les moyens d'action de ces sociétés tentaculaires à qui la démocratie et le suffrage universel procurent par l'audace des démagogues, la puissance accordée à l'argent, dans un monde où les valeurs spirituelles sont combattues, les meilleures armes à leurs buts anti-nationaux.

Possédant tout l'argent nécessaire pour faire l'opinion, journaux, cinémas, etc... Israël et ses alliés organisent la conspiration du silence autour de leurs adversaires. Un journal qui osait publier un article antisémite se voyait aussitôt retiré toute la publicité des banquiers, agents d'affaires et marchands juifs ou enjuivés et acculés par tous les moyens à la faillite.

Le résulat immédiat de la dictature de ces forces occultes a toujours été la corruption générale de la nation.

M. de Poncins nous montre la malhonnêteté et la veulerie généralisées de nos hommes d'Etat juifs ou F. M. d'hier, la part immense de responsabilités qui leur incombe dans la désagrégation française. Français souvenons-nous que c'est cette France corrompue par eux, affaiblie et désarmée par eux, que ces trois mouvements anti-occidentaux lancèrent dans la guerre et la défaite.

Deux appendices terminent cet excellent ouvrage, le premier rappelle les oscillations du parti communiste, le deuxième traite de la question juive dans le communiste. Nous voyons dans la liste que nous livre l'auteur, que tous les chefs des partis communistes en France, en Russie et dans le monde, sont juifs. Enfin, il nous est opportunément rappelé que la révolution soviétique russe fut financée par des banquiers américains juifs.

L'alliance de la ploutocratie et du communiste est donc ancienne et solide car derrière toutes les forces occultes et internationales, même apparemment opposées, se cache l'éternel adversaire du genre humain : LE JUIF.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

DOCUMENTATION DES CADRES DE LA MILICE FRANÇAISE

5

Z
e 9745
5)

I.

II

SOMMAIRE

I. - Doctrine, page 5.

Principes d'un socialisme communautaire.

II - Informations, page 16.

La dissidence face à l'Islam.

Etude de politique contemporaine : Le malaise catholique (suite).

Livres à lire : « Incarnation de l'Homme », de Marce de Corte ; « Retour au Réel », de Gustave Thibon.

Reproduction interdite. Il a été tiré
2.000 exemplaires hors commerce.
Numérotés de 1 à 2.000

Edité par
L'Ecole des Cadres de la Milice
Française, Château d'Uriage (Isère.)

DOCTRINE

PRINCIPES D'UN SOCIALISME COMMUNAUTAIRE

Le socialisme que nous voulons instaurer s'inspire de principes envers lesquels le marxisme manifesta un mépris d'autant plus violent que son fondateur était incapable d'en comprendre la portée et le sens. Appartenant à une race, nomade, par attavisme, et déracinée par tradition. Marx ne pouvait que rester insensible devant l'état où la Révolution et les institutions révolutionnaires avaient réduit les hommes. Ce qui nous frappe dans la situation paradoxale que l'application des dogmes libéraux fit à l'homme moderne, devait laisser indifférent cet intellectuel juif incapable de comprendre, faute d'en avoir lui-même éprouvé la nécessité, combien la vie communautaire est la substance même de notre vie, et combien elle fait corps avec ce que la nature une fois pour toutes a voulu que nous soyons.

Les excès du libéralisme, Marx a la prétention d'y remédier par des procédés qui les justifient pleinement, et, en croyant les combattre, en consacrent au fond tout le poids. Il ne fait aucun effort pour que l'homme se réconcilie avec les valeurs traditionnelles que la Révolution voulut détruire. Il en consomme au contraire la ruine définitive, achève ce que cette dernière n'avait pu faire et nous propose un idéal de vie qui risquerait, s'il triomphait, d'écarter à jamais les hommes du seul type d'organisation sociale qu'exige leur nature. C'est en ce sens que la victoire du Marxisme conduirait l'humanité à une faillite sans espoir, à une espèce de désertion obligeant les hommes à n'être plus eux-mêmes.

Notre socialisme prétend au contraire, tout en réalisant la justice sociale et sans manquer un seul des objectifs que s'était fixé le marxisme, redonner aux hommes le sens et le goût de la vie communautaire et après les avoir contraint, au besoin malgré eux, à s'intégrer dans les communautés où la nature a voulu que s'écoule leur vie, les amener insensiblement à retrouver par eux-

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

mêmes et sans effort, l'ensemble des valeurs, qu'on leur avait jusqu'ici appris à méconnaître.

Ce socialisme qui se développe loin des disciplines périmées du marxisme, est communautaire, parce qu'il s'instaurera de lui-même presque avec automatisme, le jour où après nous être ralliés au principe communautaire, nous doterons la société de structures nouvelles inspirées de ce dernier. Le socialisme — nous l'avons déjà fait remarquer — n'est pas un ensemble d'institutions, capable de s'intégrer dans n'importe quel ordre social. N'a le droit de se proclamer socialiste que celui qui a définitivement rompu avec les enseignements fallacieux de la Révolution, et renoncé au dogme ruineux de la primauté de l'individu.

Etre socialiste, c'est vouloir que l'intérêt général voit l'ensemble des intérêts individuels s'incliner devant ses propres exigences, c'est sacrifier l'individu à la communauté, c'est mettre le lien commun au-dessus de l'intérêt particulier. C'est en d'autres termes soumettre les activités économiques des hommes aux règles de la vie communautaire et délivrer l'économie de la loi souveraine du profit.

Le socialisme tel que nous le concevons n'est donc qu'un des aspects d'une doctrine plus vaste, dont il constitue l'une des multiples applications. Il est la transposition sur le plan de l'économie des principes fondamentaux de cette doctrine, étant entendu que celle-ci ne vaut pas seulement pour le domaine limité des relations économiques, mais pour l'ensemble des rapports que crée la vie de société.

Encore risquons-nous en parlant de doctrine à propos des tendances communautaires d'évoquer l'idée radicalement fausse d'un vague système philosophique où la spéculation et les concepts abstraits joueraient chacun leur rôle. Il n'est nullement question ici de se livrer au jeu facile des idées, ni de se complaire dans un faux intellectualisme qui, au mépris du réel, voudrait construire un monde nouveau à partir de principes a priori.

Les encyclopédistes qui préparèrent la Révolution de 1789, et leurs descendants innombrables, parmi lesquels nous voyons

encore figurer trop de nos contemporains, eurent la sotte prétention de rebâtir la société en négligeant systématiquement le réel. Leur incurable irréalisme nous valut de connaître un type d'organisation sociale en état de perpétuel déséquilibre et dont l'adaptation aux besoins humains ne pouvait manquer de se révéler impossible. En rompant avec la tradition révolutionnaire nous entendons aussi rompre avec des habitudes intellectuelles dont avec le temps nous avons pu mesurer le danger. Le réalisme le plus intransigeant guidera nos recherches et les principes d'organisation sociale auxquels nous nous arrêterons seront ceux précisément qui nous paraîtront les plus proches de cette réalité, dont par avance nous nous astreignons à subir la tyrannie et à laquelle volontairement aussi, nous nous imposerons de confronter toutes nos conclusions.

La doctrine communautaire n'a pas d'autre prétention que de se fonder sur une donnée expérimentale et c'est à partir de cette dernière qu'elle entend reconstruire un ordre social à la mesure de l'homme et répondant à des besoins véritablement humains.

La Révolution lorsqu'elle construisit le monde libéral imagina au contraire un type d'homme nouveau, qu'elle voulut conformer aux idées purement abstraites de ses doctrinaires. Elle refusa de constater que la nature humaine est à elle seule une réalité indépendante de nos propres conceptions et que sa maléabilité est presque nulle. Méprisant le réel, elle tenta d'imposer aux hommes un ordre social qui n'était point fait pour eux et devait forcément les heurter, parce qu'il s'adressait à des êtres imaginaires, n'ayant rien de commun avec cette humanité très banale, dont les besoins constituent pourtant des impératifs qui s'imposent aux sociologues avec la même rigueur qu'une loi de l'ordre scientifique.

La doctrine communautaire n'a pas pour objet de refaire l'homme, mais seulement de dégager les règles fondamentales de la vie sociale pour doter ensuite la société de structures nouvelles, dont le fonctionnement devra permettre le libre jeu de ces règles essentielles et aboutir ainsi à la pleine satisfaction des besoins primordiaux d'une humanité, à laquelle nous ne voulons imposer aucune destinée particulière, mais que nous acceptons par avance de considérer telle que la nature a voulu qu'elle fut.

Si en dehors de toute considération d'ordre philosophique, nous essayons de saisir le mode de vie sociale qui convient le mieux à l'homme occidental, nous ne pouvons pas ne pas faire cette constatation fondamentale, à savoir que toute société est par essence même un ensemble de communautés et que les activités humaines depuis les plus humbles jusqu'aux plus élevées en dignités, s'exercent non pas isolément mais à l'intérieur de groupements naturels, dans lesquels chaque homme inévitablement rencontre d'autres hommes.

Une constatation analogue s'impose à nous à propos de l'ensemble des besoins humains, qui ne semblent pas non plus pouvoir être satisfaits en dehors de ces mêmes groupements et cela. qu'ils s'agisse des besoins d'ordre matériel, comme des besoins d'ordre spirituels. Ces groupements humains, ces communautés sont de natures très diverses, suivant qu'il s'agit de satisfaire certains besoins plutôt que d'autres, ou de permettre aux hommes l'exercice des diverses activités dont ils sont capables ! Il existe en réalité une véritable spécialisation communautaire, qui veut qu'à chaque activité ou à chaque besoin, corresponde un type particulier de communauté, tout homme appartenant d'ailleurs simultanément et par nécessité même, aux divers types de communautés existant.

Les besoins des hommes comme leurs activités peuvent être grossièrement classés en quatre catérogies principales, correspondant aux divers aspects de notre vie. Recevoir le Jour, être éduqué et élevé à la dignité d'homme, pour pouvoir plus tard perpétuer l'espèce, et éduquer à notre tour ceux que nous mettrons au monde, constituent ces premiers besoins, ces premières activités, auxquelles correspondent la plus vivante et la plus parfaite des communautés : la famille qui sera le modèle dont toutes les autres communautés devront se rapprocher.

L'enfant devenu homme, son éducation terminée. se trouve placé devant les nécessités de la vie : une activité professionnelle s'impose à lui. Le choix d'un métier, son apprentissage, son éducation professionnelles, l'obligent sans abandonner pour cela la communauté familiale, à prendre place dans d'autres communautés

auxquelles il appartiendra pendant sa vie entière. Cette activité professionnelle, il l'exercera à l'intérieur d'une entreprise et d'une profession, communautés essentielles correspondant à une nouvelle série d'activités et de besoins et à l'intérieur desquelles, les hommes sont contraints de vivre, après en avoir accepté les règles et les disciplines.

Mais ces hommes déjà attachés à une famille, à une entreprise, à une profession, ne sont pas des nomades. Ils sont fixés quelque part, stabilisés à un lieu quelconque, où d'autres hommes appartenant à d'autres familles, à d'autres entreprises, à d'autres professions, sont également fixés. Cet enracinement d'un groupe humain dans le sol, va créer des besoins communs et en même temps donner naissance à de nouvelles activités ; aux uns comme aux autres correspondent des communautés d'un type différent ; la cité ou la commune, la province et la nation, groupements naturels d'hommes à qui les exigences de la vie en commun créent des devoirs et des obligations auxquels personne n'a la faculté de se soustraire.

Enfin, en dehors de ces activités qui sont en rapport avec les besoins matériels des hommes, d'autres activités moins importantes se rencontrent, dont le but est de satisfaire nos besoins d'ordre spirituel. Pour répondre à ces derniers, nous constatons l'exitence de nouveaux groupements humains, tels que la paroisse, le diocèse, ou l'Eglise, véritables communautés, comportant elles aussi leurs règles et leurs disciplines particulières et auxquelles les hommes s'ils veulent vivre d'une vie spirituelle sont obligés d'appartenir.

La Société, si nous savons nous dépouiller du fâcheux héritage intellectuel qui pèse sur notre esprit, nous apparaît donc comme quelque chose d'infiniment simple et d'infiniment complexe à la fois. Infiniment simple dans son principe, puisque tout est communauté et qu'il ne semble pas y avoir place dans la Société, pour l'homme, qui n'acceptant pas de se plier aux exigences de la vie communautaire, voudrait faire cavalier seul. Mais infiniment complexe aussi, puisque la Société n'est qu'un enchevêtrement de communautés, se partageant nos diverses activités et que toutes doivent fonctionner librement en évitant de se gêner, voire même de s'écraser mutuellement.

Y

La Révolution en niant la communauté au profit de l'individu, avait fort simplifié le problème et réduit du même coup les

relations sociales aux seules relations existant entre l'individu et l'Etat. Mais cette simplification excessive ne tenait aucun compte de la réalité sociale. Elle négligeait systématiquement l'ensemble des communautés ou corps intermédiaires, qui prennent naturellement place entre l'individu et l'Etat et font que dans une société établie sur des bases rationnelles, ce dernier exerce directement son activité beaucoup moins sur les individus que sur les communautés, les individus n'ayant à subir l'autorité de l'Etat que de façon indirecte et par le truchement des divers groupes auxquels ils appartiennent.

C'est là que nous apparaît avec éclat tout ce que le système individualiste eut d'absurde et de faux, en soumettant l'homme directement à l'Etat et en voulant malgré lui le détacher matériellement et moralement des communautés, hors desquelles aucune vie n'est possible pour lui. Une aussi folle prétention ne pouvait être que le fait d'intellectuels, disposés à croire qu'entre la réalité de leurs propres idées, le dernier mot resterait à celles-ci. L'expérience ne ratifia pas leurs ambitions. Elle nous enseigne au contraire que les idées, si quelquefois elles mènent le monde, ne peuvent rien contre ce qui est. L'intelligence humaine ne saurait être créatrice qu'en acceptant vis-à-vis du réel une soumission totale. Sa mission n'est pas de heurter le réel, avec l'espoir insensé de le modeler à son gré, mais plutôt de s'attacher à en découvrir les aspects les plus cachés, afin de pouvoir ensuite s'y soumettre plus fidèlement encore.

Y

Le problème politique et social auquel nous devons apporter une solution ne nous oblige donc nullement à nous lancer dans les spéculations d'ordre intellectuel. Nous n'avons pas davantage à faire œuvre de philosophe ou à étaler complaisamment des idées. Il nous suffira, après avoir reconnu le principe essentiel de toute vie sociale et dégagé ses règles d'application pratique, de créer des institutions capables d'assurer le respect de ces règles et de replacer enfin les hommes dans des cadres naturels, où ils retrouveront une activité normale et où leurs besoins pourront être en même temps pleinement satisfaits.

Le principe fondamental au tour duquel s'ordonne l'ensemble des activités humaines, c'est — nous l'avons déjà dit — celui de la vie communautaire. L'homme n'est pas seulement un être fait

pour vivre en société, c'est surtout un être fait pour vivre dans ces sociétés très diverses et spécialisées que sont les communautés. Qu'il s'agisse des communautés de sang : famille — des communautés de lieu : communes, provinces, nation — des communautés professionnelles : entreprises et professions ou des communautés spirituelles : paroisses, diocèses, églises, les règles auxquelles obéissent ces groupements profondément différents quant à leur destination, mais identiques quant à leur nature, sont valables pour tous et nous pouvons donner de la communauté une définition qui vaudra pour les uns comme pour les autres : « La Communauté est un groupement de personnes libres, réunies pour la poursuite d'un bien commun, sous l'autorité d'un chef muni des pouvoirs nécessaires et qui lui-même incarne le bien commun. »

Y

Cette définition qui réduit à l'essentiel le contenu de la notion de communauté, met en valeur deux éléments principaux qui sont précisément ceux que l'individualisme révolutionnaire et le libéralisme s'étaient le plus catégoriquement obstinés à nier. Les diverses applications du principe démocratique avaient abouti en effet à ruiner la notion de chef autoritaire et détruit le principe même de toute autorité, en soumettant le chef dans sa désignation comme dans ses agissements au contrôle de ses subordonnés, pendant que le principe individualiste affirmait la primauté de l'intérêt particulier sur l'intérêt général. Toute la pensée révolutionnaire semble s'être laissée hypnotisée par ces deux objets qu'elle voulut croire capitaux : ne pas entraver le libre jeu des intérêts individuels et par crainte de la tyrannie, restreindre l'autorité jusqu'à opter inconsciemment pour l'anarchie.

Nous sommes encore malgré nous aujourd'hui victimes de ces préoccupations puériles, et nombreux sont à notre époque ceux que leur hantise de la tyrannie pousse, en dépit d'un ralliement trop souvent verbal au principe d'autorité, à chercher à restreindre par tous les moyens les pouvoirs des chefs et conduit ainsi à ruiner l'autorité, après lui avoir rendu un hommage demeuré purement théorique. Bien qu'ayant abjuré les erreurs de la philosophie individualiste, la complaisance que l'on continue à ressentir en faveur de l'individu est telle que volontiers on consentirait encore à lui sacrifier l'autorité, de peur que cette dernière ne l'opprime ou ne l'empêche de s'épanouir librement .

En adoptant cette attitude contradictoire, on oublie que le bien commun ne peut devenir une réalité vivante qu'en régime autoritaire et que seul un chef muni de pouvoirs que rien ne limite est capable de conduire vers les destinés heureuses la communauté dont il a la charge. Bien commun et autorité sont deux notions qui vont de pair et que la prétendue garantie des droits de l'individu ne saurait servir de prétexte à séparer. L'individu n'est rien lorsque le bien commun est en jeu et les intérêts particuliers ont l'obligation de s'effacer, lorsque l'autorité du chef, seul responsable du bien commun, l'exige.

Y

Nous rallier au principe communautaire, nous contraint donc à renoncer une fois pour toutes à prendre soins des droits et des intérêts individuels, pour n'avoir d'autre préoccupation que celle d'assurer au bien commun la plus large réalisation possible. Et c'est parce que pour nous la primauté absolue appartient à ce dernier, que nous n'imaginons pas que les structures communautaires de demain, pourraient ne pas comporter un recours constant au principe d'autorité.

Les communautés françaises qui sont à reconstruire, ne seront de véritables communautés que si les chefs à la fois autoritaires et parfaitement responsables sont placés à leur tête et que le soin d'assurer le bien commun n'appartient qu'à eux. Leur responsabilité aura sa source dans l'autonomie et la complète indépendance dont ils jouiront par rapport à ceux sur qui s'exerce naturellement leur autorité.

Est-ce à dire que ces chefs devront se comporter en tyrans et gouverner leur communauté, à la manière des satrapes orientaux, dont les ordres ne sont que l'expression de fantaisies passagères ? Certes, non ! Il leur appartiendra au contraire d'associer au gouvernement le plus grand nombre possible de membres de leur communauté, en les appelant dans des conseils, dont les avis ne s'imposeront pas à eux, mais qu'ils auront l'obligation de prendre. Et ainsi se trouvera réalisé le gouvernement autoritaire parfait, où le pouvoir de décision, qui est à proprement parlé la prérogative du chef n'appartient qu'à lui, mais où rien ne le dispense non plus de solliciter de ceux qu'il gouverne les conseils indispensables à l'élaboration de ces décisions.

On croit trop souvent en effet que participation au gouvernement est synonyme de partage d'autorité et qu'il n'y a pas d'autres moyens pour un chef d'associer ses subordonnés au gouvernement que de partager avec eux sa propre autorité. Il en est ainsi du régime démocratique où le chef n'est qu'un simple mandataire constamment obligé de solliciter de ceux qui lui doivent obéissance, non pas seulement des avis, mais des approbations, aboutissant en fait à faire passer le pouvoir de décision de la tête du chef sur celle des gouvernés. La doctrine communautaire repousse ces conceptions négatives de toute autorité et veut que celui qui dirige une communauté soit libre, après s'être fait éclairer par ses subordonnés de prendre en pleine indépendance toutes les décisions jugées par lui capables de promouvoir le bien commun.

Y

Un groupement d'hommes libres, sous les ordres d'un chef ayant pour mission de réaliser le bien commun, telles sont donc les caractéristiques propres à toute communauté. Laissons de côté pour l'instant l'organisation des communautés familiales, des communautés de lieu, comme des communautés spirituelles, pour nous attacher plus particulièrement aux communautés professionnelles, nous affirmons, en dépit de tous les penseurs et songe-creux, que le judaïsme a couvés et dont les folles abstractions ont pu faire illusion jusqu'ici, que le socialisme, ce régime après lequel le monde occidental soupire depuis un siècle, n'est que l'application des règles les plus élémentaires de la vie communautaire à l'entreprise et à la profession et qu'il suffira, pour l'instaurer, après les avoir défini en tant que communautés, de soumettre l'une et l'autre aux principes que nous venons de dégager.

Y

Le libéralisme avait nié leur caractère communautaire et laissé l'entreprise et la profession sans structure. Abandonnées à la règle de l'intérêt individuel et soumises à la loi du profit, elles cessèrent en fait d'être des communautés pour devenir toutes deux les esclaves du capital, qui en changea le caractère, jusqu'à leur faire subir une transformation tellement radicale que leur nature même parut s'en trouver modifiée.

On refusa de voir dans l'entreprise un groupement d'hommes attachés à la réalisation d'une œuvre commune, pour la confondre

avec la personnalité de l'apporteur du capital et en faire pour ce dernier une simple source d'enrichissement. L'entreprise en régime libéral est la propriété de son chef qui en dispose à son gré, en tire tout le profit possible et n'a d'autres obligations envers les membres de l'entreprise que le paiement d'un salaire. Il peut l'aliéner, la céder à ses héritiers comme un bien quelconque, la détruire, ou la ruiner par ses maladresses et sòn incompétence sans encourir aucune espèce de responsabilité. En régime libéral et capitaliste l'entreprise est soumise au régime de la propriété individuelle, droit inviolable et sacré qui confère à son détenteur jusqu'à la faculté d'abuser du bien qui fait l'objet de son droit. Les membres de l'entreprise, depuis les plus modestes collaborateurs, jusqu'aux techniciens placés au sommet de la hiérarchie demeurent des étrangers par rapport à l'entreprise. Ils ne pourraient d'ailleurs s'y intégrer, puisque celle-ci n'est pas un groupement d'hommes mais seulement une masse de biens mobiliers et immobiliers dont dispose le chef d'entreprise en vue de la réalisation d'un profit qui est l'unique fin de l'entreprise et reste la propriété personnelle de son chef.

La profession ne connut pas un sort meilleur et jamais le capitalisme ne consentit à lui concéder le caractère d'une communauté. Chaque entreprise ignorait ses voisines et lorsqu'une tentative était faite pour grouper les entreprises appartenant à la même profession, l'initiative en revenait au patronat, qui voyait seulement dans ce procédé un moyen d'accroître ses profits. Les cartels et ententes industriels dont le capitalisme nous donna de si nombreux exemples, ne furent que des associations de patrons, des groupements de capitaux, n'ayant nullement pour but de créer à l'intérieur de la profession une prospérité qui eut profité à tous, mais bien de garantir aux capitaux investis une plus large rémunération.

L'idée du bien commun était absente de la profession comme de l'entreprise. Abandonnées au principe du libre jeu des intérêts privés, elles furent toutes deux au service du capital et subirent elles aussi cette loi d'airain du profit, qui est la source même de l'oppression capitaliste.

Y

La Révolution sociale, celle que le marxisme prétendit faire et dont en Russie, aujourd'hui, nous voyons l'échec définitif, veut que l'on restitue à l'entreprise comme à la profession leur carac-

tère de communautés et que l'un et l'autre fonctionnent suivant les règles traditionnelles applicables à l'ensemble des institutions communautaires.

Les buts que poursuivent inlassablement depuis un siècle les diverses écoles socialistes, seront atteints de façon parfaite par la mise en œuvre de ces principes presque élémentaires que l'idéologie individualiste nous apprit à méconnaître. Faire du socialisme, émanciper le prolétariat, le délivrer de la sujestion capitaliste, rétablir le travail à sa place et à son rang, ne comportent pas que l'on bouleverse de fond en comble la société, ni que les uns soient massacrés pour le bonheur des autres. « Le Grand Soir » et les visions apocalyptiques de Marx sont des rêves de juifs, au prise avec des souvenirs bibliques, et qu'un judaïsme corrompu par l'enseignement des rabins a obsédé. Le socialisme n'a rien de commun avec ces anticipations sanglantes et leur fausse grandeur. Il n'est que le retour de la sagesse, à une sagesse, qui ne se repait pas d'envolées philosophiques mais se contente de pénétrer au plus profond des enseignements du réel.

Faire du socialisme, c'est simplement rétablir les communautés professionnelles, replacer les hommes dans des institutions à leur mesure, afin de les y intégrer avec les droits et les devoirs qui incombent à tous. Ces communautés professionnelles, à l'intérieur desquelles naîtra le socialisme, s'intégreront à leur tour dans une communauté nationale, enfin reconstituée, dont le chef coordonnera l'activité des communautés inférieures pour que toutes concourent au bien commun. Et ainsi triomphera ce socialisme national que nous ne craignons pas, quitte à faire hurler les imbéciles nombreux qui nous entourent de qualifier plus simplement de national-socialisme.

INFORMATIONS

La dissidence face à l'Islam

Ce n'est pas sans surprise que nous avons appris récemment la fermeture sur l'ordre de de Gaulle, de la célèbre université de Fez, El Caroubine, un des hauts lieux de l'Islam. La disparition d'El Caroubine, venant après celle d'El Azhar, au Caire, fermée sur l'ordre des Anglo-Saxons, nous prouve que tout ne va pas pour le mieux dans les territoires, possédant déjà sur nous l'innapréciable privilège de connaître l'occupation de ceux qui se flattent de devenir plus tard nos propres libérateurs.

L'énorme répercussion qu'une telle mesure est susceptible d'avoir dans tout l'Islam, nous incite à nous interroger sur la gravité du malaise que provoquèrent en Afrique du Nord les troupes Anglo-Saxonnes. Avoir été acculé à une décision aussi lourde de conséquences est le signe que de Gaulle et ceux qui le payent connaissent auprès des populations musulmanes d'Afrique du Nord les plus graves difficultés. A moins, ce qui n'est pas à exclure, que ce général à la solde de l'étranger, soit aussi, comme beaucoup de ses pairs, un espèce d'illétré, n'attachant pas à El Caroubine, plus d'importance qu'à l'une quelconque de nos facultés de province ! Peut-être de Gaulle a-t-il cru, en ordonnant la fermeture d'El Caroubine, que la disparition de cette dernière ne provoquerait pas dans l'Islam plus de remous, qu'en France la fermeture de la faculté des lettres de Poitiers ou de Cermont-Ferrand !

La prodigieuse ignorance des Français envers les choses de l'Islam, nous autorise à faire cette supposition, et à voir dans ce geste presque insensé, une de ces légèretés criminelles, dont tant des nôtres nous ont déjà donné l'exemple !

*
* *

Quelques soient les raisons qui ont pu conduire de Gaulle à cette extrémité un fait demeure : sur l'ordre d'un Français, une des plus vénérables écoles de théologie coranique, celle qui groupe les plus

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

savants et les plus saints docteurs de l'Islam, a dû cesser son activité. Les professeurs — les oulemas — et leurs élèves ont été dispersés, et ainsi s'est éteint, du moins provisoirement, par notre faute, l'un des foyers les plus intenses de la culture musulmane ! Le rayonnement d'El Caroubine dans l'Islam, pouvait être comparable en effet à celui qu'exerça au Moyen-Age, dans le monde chrétien, l'Université de Paris.

Si nous n'étions pas les plus déspiritualisés des hommes nous comprendrions sans effort la vénération dont les peuples restés profondément religieux entourent ces établissements, à la fois Eglise et Ecole, où se dispense la science sacrée, et où se conserve avec dévotion le souvenir de tous les saints docteurs qui y enseignèrent au cours des siècles. Les civilisations restées attachées à la tradition, où la religion est la science des sciences, et dont les institutions ne sont sur le plan politique ou social que la projection de préceptes purement religieux professent pour tout ce qui touche aux choses de la foi un respect qu'ont émoussé, chez nous, des siècles de scepticisme et de laïcisme, avant de nous rendre finalement incapables de le comprendre chez les autres.

Le Français qui apprend par son journal que de Gaulle a décidé la fermeture d'El Caroubine n'accorde à cette nouvelle qui glissera dans sa mémoire sans y laisser de trâce, qu'une attention distraite. Ce doute-t-il pourtant que les incidences d'une telle mesure sont comparables à celle qu'au Moyen-Age eût entraînées la disparition de l'Université de Paris, et que les musulmans de notre Afrique du Nord risquent d'éprouver des sentiments voisins de ceux qu'eussent éprouvés nos ancêtres, si on avait voulu les priver brutalement de l'enseignement de Saint-Thomas-d'Aquin, de Saint-Bonaventure, ou de Saint-Albert-le-Grand !

Se doute-t-il aussi que le fanatisme religieux, qui est toujours à craindre de la part des populations musulmanes, et que les marabouts peuvent à tout moment exaspérer jusqu'à en faire la plus redoutable des forces politiques, est capable de nous aliéner à jamais ces hommes farouches, mais à l'âme essentiellement religieuse, que nos colonisateurs eurent tant de mal à rallier à la cause de la France ?

Le Français du XX^{e} siècle que le matérialisme a atteint jusqu'au plus profond de l'âme, et qui tient le progrès technique et le confort pour les raisons d'être de la vie, est totalement étranger à la psychologie de ces peuples, d'autant plus éloignés de nous maintenant que chez eux les valeurs spirituelles ont conservé toute leur force, pendant qu'elles étaient progressivement chez nous réduites au rang secondaire où nous les voyons aujourd'hui !

La civilisation occidentale n'a eu jusqu'ici sur l'Islam qu'une influence dérisoire, et les vrais musulmans ont su rester parfaitement

insensibles à l'attrait de cet appareil extérieur que nous apportons avec nous et dont nous avons la naïveté de croire qu'il l'impressionne. L'Islam n'est pas le moins du monde ému par ce progrès technique, auquel nous attachons sottement tant de prix et des populations que facilement nous considérions comme barbares, parce qu'elles ignorent les facilités de notre propre vie, nous rendent mépris pour mépris, lorsqu'elles nous voient nous abandonner à cette adoration de la matière, qui constitue pour elles la pire des déchéances.

En dépit des illusions dont trop souvent nous nous berçons, l'Islam n'éprouve aucune admiration pour la culture occidentale : il la juge très inférieure à la sienne et le peu de place qu'elle fait à la religion est à ses yeux le signe d'une irrémédiable décadence !

*
* *

On n'a pas assez remarqué combien sont rares aujourd'hui les échanges intellectuels entre l'Islam et l'Occident, à une époque où pourtant les expéditions coloniales et la facilité des moyens de communication ont multiplié les contacts. Nous vivons côte à côte avec le monde islamique, sans le pénétrer, sans le connaître, sans en comprendre la mentalité. Ses savants, ses littérateurs, restent pour nous des inconnus ! Lui-même n'éprouve aucune curiosité pour notre propre culture. Il reste indifférent et impassible devant ce que nous prenons pour les manifestations de notre supériorité, et préfère sa misère et son dénûment à l'opulence que nous nous plaisons à étaler sans discrétion. L'Islam n'éprouve que mépris pour nous, parce qu'il nous tient pour un peuple sans foi, chez lequel la matière a triomphé de l'esprit.

Cette incompréhension qui, en dépit des efforts de quelques hommes cultivés, va s'aggravant chaque jour, est un fait essentiellement moderne. Ce n'est pas la civilisation occidentale que l'Islam déteste, c'est le monde occidental moderne, et s'il ne fait aucun effort pour se rapprocher intellectuellement vers nous, c'est uniquement parce qu'il sait que plus rien de commun n'existe entre sa mentalité et la nôtre.

Il n'en a pas toujours été ainsi ! Au Moyen-Age, à un moment où l'Occident était imprégné de christianisme, et où la foi animait les institutions, l'Islam était infiniment plus près de nous qu'aujourd'hui. Malgré des divergences dogmatiques inconciliables, malgré le caractère presque permanent des luttes politico-religieuses, les deux civilisations étaient du même type, et l'incontestable primauté que l'une et l'autre reconnaissaient à la foi inclinait à un rapprochement, que les circonstances actuelles, pourtant autrement favo-

rables, ne sont jamais parvenues à réaliser. Au Moyen-Age nos théologiens et nos philosophes, connaissaient la pensée de l'Islam, et parfois même en subirent l'influence ! Que cette dernière fut pour la pensée occidentale un bien ou un mal, il ne nous appartient pas de le dire. Ce qui nous arrête et nous surprend, c'est seulement l'intérêt que portaient les savants chrétiens aux œuvres de penseurs, dont les descendants nous sont aujourd'hui totalement inconnus. Tout homme cultivé connaissait au Moyen-Age le nom et les œuvres d'un Averroes ou d'un Avicenne ! Quel est l'honnête homme qui en Europe aujourd'hui pourrait se flatter de connaître l'état de la pensée musulmane contemporaine !

*
* *

Loin de se rapprocher, l'Islam et l'Occident se sont progressivement éloignés l'un de l'autre, au cours du siècle passé, et si dans une certaine mesure la France a pu réussir auprès des peuples musulmans, elle doit ce succès pour beaucoup à la seule intelligence de ses colonisateurs ! Mais cette intelligence de nos colonisateurs fut, oserions-nous dire, « officieuse ». Leur politique leur fut commandée moins par les maîtres de notre pays, soucieux surtout de laïcité, que par leur propre expérience de l'Islam ! S'ils surent se montrer constamment respectueux de la croyance et de la foi des peuples qu'ils eurent à administrer, après les avoir conquis, une telle attitude ne leur fut nullement dictée par ceux qui gouvernaient la France ! Des hommes formés aux disciplines matérialistes de la Franc-Maçonnerie, n'étaient pas capables de comprendre l'âme religieuse de l'Islam, et c'est malgré eux que la France finit par s'imposer auprès de peuples dont tout nous éloignait.

*
* *

Notre tolérance, notre compréhension allaient d'ailleurs de pair, avec une force militaire, dont nous savions faire un usage non moins intelligent. Durs sans cruauté, et constamment justes, nos chefs militaires, dont Lyautey reste le plus brillant exemple, surent éveiller chez les musulmans cette admiration que les peuples guerriers éprouvent toujours à l'égard de ceux qui savent les dominer sans les asservir. L'éclat de nos victoires furent pour beaucoup dans le succès de nos entreprises coloniales en pays islamique ! La France forte et victorieuse s'imposait sans difficulté, et elle s'imposa d'autant mieux que l'intelligence dont firent preuve certains de ses administrateurs, empêcha souvent l'Islam de se heurter trop directement à ce matérialisme du monde occidental, qui est le vice le plus grave de notre civilisation !

Force et tolérance furent les conditions de nos succès en pays islamique ! Qu'en reste-t-il aujourd'hui !

*
* *

Ceux qui, au lendemain d'une défaite constituant déjà une terrible atteinte à notre prestige de nation coloniale, ont livré notre Afrique du Nord aux Anglo-Saxons, ont-ils songé qu'aux yeux de l'Islam la France avait cessé d'être un pays victorieux ? Ont-ils réfléchi, qu'en 1942, la France n'était plus la nation invincible dont les troupes de Lyautey avaient symbolisé autrefois la force et la puissance ? L'armée qui continuait après l'Armistice à occuper l'Afrique du Nord, n'était que les débris d'une armée vaincue, et réduite à merci. Cette situation déiicate entre toutes, n'était pas de nature à faciliter la mission de nos administrateurs, à qui incombait avec des forces insuffisantes et placées dans des conditions d'infériorité manifeste, la tâche écrasante de détourner les populations indigènes du désir, bien légitime, de secouer un joug qui à leurs yeux ne pouvait plus se justifier depuis que nous avions été vaincus ! Au lieu de s'employer avec loyauté à sauver notre prestige du naufrage où menaçait de l'entraîner la défaite, au lieu de continuer à en imposer à l'Islam par notre force et notre calme, nos généraux eurent la lâcheté de céder aux attraits d'une trahison sans gloire, et, du moins le crurent-ils, sans danger ! Sensibles aux intrigues et aux sollicitations des Anglo-Saxons, ils leur livrèrent des territoires, où déjà notre influence subissait une éclipse, dont le pire était à craindre.

L'arrivée des troupes anglaises et américaines en Afrique du Nord fut pour les indigènes le signe de notre irrémédiable abaissement, et d'une défaite dépassant en gravité celle que deux années plus tôt nous avions subie sur les champs de bataille européens. Les soldats anglo-saxons prenant pied sur le territoire africain, et s'y conduisant comme en pays conquis, ne pouvaient manquer de passer aux yeux des indigènes pour les nouveaux maîtres d'un pays, que ses précédents occupants avaient abandonné, et circonstance aggravante, qu'ils avaient abandonné sans combattre !

Les subtilités d'un de Gaulle ou d'un Giraud, expliquant aux populations de l'Afrique du Nord les raisons politique d'une opération pour elles incompréhensible, ne suffirent pas à les détourner de cette impression première et malheureusement trop fondée. Les détours et les virages d'une politique tortueuse, n'étaient pas de nature à atténuer les conséquences brutales d'une réalité trop éclatante : la France représentée par ses armées s'effaçait devant des forces étrangères, à qui elles permettaient de prendre possession des territoires sur lesquels jusque-là le drapeau français avait été le seul à flotter. Que penser des misérables qui par ambition, sottise, et man-

que d'esprit politique, furent les auteurs de ce drame, où venait sombrer un siècle d'efforts et de sacrifices ? Ceux qu'un autre misérable, victime lui aussi de son ambition et de sa légèreté, qualifia avant de mourir de « salopards étoilés », portent l'entière responsabilité de cette trahison, qui là comme ailleurs acheva l'œuvre de la défaite, et nous valut plus d'humiliations et de désastres que n'en avait suscités cette dernière !

Mais il manquait un épisode à cette tragédie qu'est l'agonie d'une grande nation, et il fallait qu'un Français en fut l'auteur.

*
* *

Aujourd'hui alors que tout est perdu ou en voie de l'être, alors que la France a cessé d'être pour les populations indigènes de l'Afrique musulmane, un pays heureux et fort à qui sourit la victoire, alors que d'autres ont pris la place que nous avait gagnée le génie d'un Lyautey, un de ces militaires stupides, à l'ambition démesurée, semble vouloir mettre la dernière main à la ruine totale de notre influence, en portant atteinte aux institutions dans lesquelles s'exprime le plus parfaitement l'âme de l'Islam. Et ces mesures sacrilèges sont l'œuvre d'un général, placé à la tête d'une armée vaincue, et contrainte de céder à une autre armée, les droits que de très anciennes victoires lui avaient conférés !

Ces circonstances qu'un de Gaulle n'aurait pas dû négliger sont de nature à rendre plus cruelle encore l'injure faite délibérément à la foi musulmane, et à nous faire prendre en exécration par l'Islam tout entier ! Certes, on ne manquera pas d'objecter dans le camp de la dissidence, qu'El Caroubine était devenu un centre d'agitation politique et qu'en fait maîtres et étudiants s'intéressaient moins à l'étude du Coran qu'aux moyens de satisfaire leur désir d'indépendance. Mais c'est là un argument sans valeur qui ne saurait en aucune façon atténuer la responsabilité de de Gaulle.

Tous ceux qui sont familiers de l'Islam savent combien l'intransigence du sentiment religieux y sert les velléités d'indépendance et combien politique et religion sont étroitement liées ! Affirmer qu'au sein d'El Caroubine, les oulemas et leurs élèves s'occupaient de politique plus que de religion, c'est faire état d'une situation aussi ancienne que l'Islam lui-même, et aux dangers de laquelle nous avions su constamment parer, en nous montrant à la fois forts et tolérants.

Pour éviter que le fanatisme religieux se mue en un danger politique il eut fallu ne pas lui donner de légitimes raisons de se déchaîner. Or, ces raisons la dissidence les lui fournit, en mettant à nu devant les populations indigènes, nos faiblesses et nos divisions,

et surtout en appelant en Afrique du Nord l'armée anglo-saxonne. Ce fanatisme à la fois politique et religieux, auquel de Gaulle crut mettre fin en fermant El Caroubine, les Français de la dissidence le suscitèrent et tout porte à croire que la mesure qui vient d'être prise aggravera l'agitation au lieu de l'apaiser ! Et finalement la France — quelle différence les musulmans feraient-ils entre l'une et l'autre France, celle du Maréchal et celle de la dissidence ? — portera seule la responsabilité d'une décision, que l'Islam est en droit de tenir pour la plus intolérable des atteintes portées à sa foi !

*
* *

Ainsi la dissidence continue son œuvre, et bientôt de siècles de gloire et de grandeur plus rien ne subsistera ! Ce qu'un armistice honorable nous avait permis de conserver s'en est allé au cours de ces quatre années par pièces et par morceaux ! Après avoir perdu nos territoires coloniaux, notre marine de guerre, et la majeure partie de notre marine marchande, toutes choses infiniment précieuses, mais qui restent malgré tout susceptibles de reconquête ou de reconstruction, nous assistons aujourd'hui à l'effondrement de ces biens inestimables que sont notre influence spirituelle et le rayonnement de notre culture et de notre intelligence. Avec lui s'achève la décadence de notre pays ! Nous avions été jusqu'ici semblables à un homme malchanceux qui n'aurait perdu que ses biens ! Nous ressemblons aujourd'hui à un homme en train de perdre son âme.

Etude de politique contemporaine

LE MALAISE CATHOLIQUE

(Suite)

Dans les deux premières études que nous avons consacré à l'état actuel de l'opinion catholique, nous nous sommes attachés à définir la position de cette dernière par rapport d'une part à l'idéologie démocratique et, d'autre part, aux aspirations révolutionnaires contemporaines.

Nous nous sommes livrés à ces recherches sans nous laisser emporter par la passion. Nous avons essayé d'être constamment impartiaux et libres de toute idée préconçue. Sans être certains d'être parvenus à cette neutralité absolue, dont est incapable le plus froid et le moins passionné des hommes, nous croyons pourtant n'avoir formulé que des conclusions rigoureusement objectives, et conformes à une réalité que les plus évidents des faits nous ont révélé.

Nous avons été ainsi conduits à constater que les catholiques dans leur immense majorité, sont aujourd'hui pour nous des adversaires et qu'ils ont conservé intacts et leur foi en la vertu du principe démocratique, et leur attachement aux structures politiques et sociales inspirées par ce dernier. Nous avons constaté en outre que ce parti-pris conservateur et contre-révolutionnaire n'est pas particulier au catholicisme français et n'a rien de Gallican, mais qu'il est seulement la forme française d'une attitude plus générale et presque catholique dans le sens étymologique du mot, attitude qui vaut pour tous les pays européens et apparaît comme l'expression même de la politique actuelle de l'Eglise à l'égard des mouvements révolutionnaires du XX^{e} siècle !

*
* *

L'Eglise catholique, dans les nations européennes où la Révolution a triomphé, s'est invariablement comportée en adversaire du régime nouveau, pendant que ses fidèles s'obstinaient à rester les plus acharnés partisans du régime disparu. Son hostilité s'est affirmée de mille manières. Tantôt avouée, tantôt sournoise, elle fut d'abord pour les jeunes mouvements révolutionnaires partis à la

conquête du pouvoir, un obstacle avec lequel il leur fallut compter. Plus tard, après leur victoire, ils eurent à faire face à une opposition non moins violente quoique moins ouvertement affichée. L'hostilité du début se mua en une réticence polie, en un attentisme prudent. L'Eglise refusait de se rallier : contrainte d'accepter officiellement le nouveau pouvoir établi, elle ne s'y résignait qu'avec dégoût. On sentait que cette adhésion comportait une part énorme de restrictions mentales, et que l'Eglise n'y consentait qu'à titre précaire et révocable, parce qu'elle tenait le nouveau régime pour la simple manifestation d'une crise aiguë, dont le temps aurait raison, et qu'à ses yeux il était inscrit dans la nature même des choses que tout dans un avenir plus ou moins lointain devait rentrer dans l'ordre. Et le retour à l'ordre c'était pour elle, le retour à la démocratie et au libéralisme.

Ainsi partout s'affirmaient à la fois, et l'hostilité du catholicisme à l'égard des révolutions européennes et surtout son impuissance à saisir le sens des aspirations les plus profondes et les plus légitimes de notre temps ! Ce que l'Eglise au cours de ces dernières années, s'est révélée incapable de comprendre, c'est l'importance et la valeur du fait révolutionnaire moderne. Elle ne voulut voir dans ce dernier qu'un épisode sans lendemain dans la vie des nations européennes, et se refusa à en tenir compte autrement que pour en empêcher l'essor. Et c'est parce que l'Eglise s'abandonna dès le début à cette énorme erreur de perspective qu'elle crut pouvoir se dresser, et se dresse encore aujourd'hui devant des mouvements dont elle ne sait mesurer ni la grandeur ni la force. Tout ce que les tendances politiques modernes comportaient de neuf et d'exhaltant lui échappa, comme lui échappent encore maintenant les nécessités révolutionnaires les plus évidentes !

*
* *

C'est là précisément ce qui nous frappe le plus, dans la position actuelle de l'Eglise, que l'Histoire nous révèle pourtant infiniment plus perspicace ! Depuis ses origines, l'Eglise, conservatrice par essence, s'est maintes fois heurtée à ces jaillissements d'idées et d'aspirations nouvelles, qui marquent un détour dans la vie des peuples, et sont à l'ordinaire le signe précurseur d'agitations dont un monde neuf doit naître sur les ruines d'un monde vieilli et en voie de disparition. L'Eglise, chaque fois qu'elle s'est trouvée en présence de phénomènes sociaux de cette nature, s'est comportée à leur égard, avec une sagesse prudente, qui lui permettait tout en se gardant d'un jugement trop hâtif, de se ménager pour l'avenir des possibilités d'entente et de compromis. Il n'entre pas dans les habitudes de l'Eglise de s'emballer, ni de prendre parti à la légère, mais sa réserve traditionnelle l'incitait aussi à ne jamais rompre les ponts avant d'avoir pesé les intentions et les idées de novateurs, dont par système

elle se méfiait mais qu'elle ne rangeait pas, a priori, parmi ses adversaires.

Et c'est ainsi que maintes fois nous avons vu l'Eglise, quand les exigences du dogme ne lui dictaient pas une attitude nécessairement intransigente, attirer à elle des penseurs dont les doctrines avaient semblé à l'origine devoir se développer loin des disciplines du catholicisme, tâcher de faire sienne leur propre pensée, en mettant en relief ce qui dans cette dernière ressortissait à la doctrine traditionnelle de l'Eglise, et aboutir à leur conférer une sorte de brevet d'orthodoxie !

L'Eglise, quoi qu'on en pense communément, n'a jamais été par principe l'adversaire de toute nouveauté et dans la mesure où ce qui est nouveau n'est pas entaché d'hérésie, elle nous paraît au contraire avoir constamment manifesté un indiscutable désir de conciliation et de synthèse.

C'est même au cours de ces dernières années que l'Eglise affirma avec plus de force son droit à ne pas rester étrangère aux manifestations les plus caractéristiques de la pensée contemporaine. Nous avons vu ses théologiens et certains de ses religieux, avides de paraître « à la page », ne rien craindre tant que de passer pour rétrogrades ou mal informés. L'Eglise a voulu être « dans le train », et n'a rien négligé pour être moderne au sens même le plus fâcheux du mot. Elle est allée au-devant de ses adversaires, et souvent avec beaucoup de loyauté a essayé de les comprendre et de les attirer à elle ! Il y avait parfois dans ce désir d'être en contact constant avec les aspects les plus divers de la vie moderne, beaucoup de naïveté, mêlée à la crainte panique et un peu puérile de perdre pieds, ou de s'entendre à nouveau accusée de ne rien vouloir connaître en dehors des vieilles doctrines poussiéreuses et figées, dont le pouvoir de séduction était épuisé depuis longtemps !

Deux exemples choisis, l'un dans le domaine de la pensée pure, l'autre dans celui de la politique, nous montrent cette tendance moderne de l'Eglise à sortir de son isolement pour se mêler intimement à la discussion d'idées qui l'eussent en d'autres temps laissée indifférente, où à l'égard desquelles elle n'eut manifesté qu'une hostilité sans chaleur, mais dont la vogue suffisait pourtant à justifier l'intérêt et la sympathie qu'elle leur porta !

Parmi les penseurs non catholiques de notre temps, il n'en est pas auxquels les théologiens et les philosophes de l'Eglise aient attaché autant d'importance qu'à Bergson. Certains d'entre eux se sont fait du Bergsonisme une sorte de spécialité et semblent avoir voulu se consacrer exclusivement à son étude, voir même à sa défense, On a poussé devant le néo-spiritualisme bergsonien des cris d'admiration, et nulle part plus que dans l'Eglise Bergson n'a trouvé d'aussi chaleureux partisans.

Et pourtant on chercherait en vain quelle contribution nouvelle ou originale pouvait apporter Bergson à la défense de l'esprit, aux yeux d'hommes dont le thomisme avait nourri la pensée ! Certes, à l'époque où parurent les premiers ouvrages de Bergson, on s'attendait peu à voir un philosophe appartenant à l'Université et juif par surcroît, affirmer avec autant de chaleur ses convictions spiritualistes. La philosophie officielle paraissait avoir définitivement adopté les thèses matérialistes, et l'on comprend la surprise qu'éprouvèrent certains milieux intellectuels au moment où Bergson avança ses premières propositions.

On comprend aussi l'attrait qu'exerça aussitôt le bergsonisme, sur tous ceux que l'enseignement officiel avait déçu jusqu'à l'écœurement, et qui semblables à Péguy et à tant d'autres, cherchaient, sans l'avoir trouvé jusque-là, le moyen de fuir les solutions désespérantes que leur proposaient les maîtres de la Sorbonne. Mais quelle qu'ait été, étant donné ces circonstances très particulières, l'incontestable nouveauté de Bergson, l'effet de surprise qu'il produisit n'eut pas dû toucher des milieux déjà familiarisés avec le spiritualisme thomiste et n'ayant rien à apprendre de neuf, d'un philosophe juif, découvrant à grand peine et encore très imparfaitement ce qu'avait énoncé de façon définitive, quelques siècles plus tôt, le prince des philosophes chrétiens du Moyen-Age.

Les catholiques devant la vogue dont jouit très tôt Bergson, et malgré les insuffisances et les dangers de sa philosophie, n'hésitèrent pas à sortir de leur habituelle réserve pour se mêler à la foule bigarée des élèves et fondateurs du nouveau maître, parmi lesquels on remarquait d'ailleurs autant de femmes du monde et de snobs que de véritables philosophes.

Les théologiens catholiques en cédant au snobisme bergsonien, contribuèrent plus que quiconque à la popularité de Bergson, et firent si bien que ce dernier finit par passer aux yeux des gens mal informés pour un auteur catholique. Le cas Bergson est un de ceux qui illustrent le mieux cette tendance actuelle de l'Eglise, à aller d'instinct vers ce qui plaît aux foules et à courir au succès, comme si l'intérêt porté par elle à ces nouveautés était susceptible de faire rejaillir sur le catholicisme, quelque chose de la popularité dont jouissent celles-ci !

*
* *

Nous avons choisi un second exemple de cet état d'esprit dans un domaine tout à fait différent et plus politique que philosophique. Il y a plus d'un siècle que la classe ouvrière subit l'attrait du socialisme marxiste ! Depuis qu'il a cessé d'être une doctrine parmi tant d'autres, et que la Révolution d'octobre lui permit d'animer les institu-

tions d'un immense empire, le marxisme gagna encore en popularité, et c'est le communisme à la mode soviétique, qui au cours de ces dernières années emporta l'adhésion presque unanime de la classe ouvrière.

L'expérience communiste russe hypnotisa le prolétariat européen, et ce qui n'avait été jusque-là qu'une doctrine peu connue, confuse et assez indigeste, suscita tout à coup l'enthousiasme de masses immenses. Aucun mouvement politique n'eut autant d'adhérents ou de sympathisants, et à la faveur d'une réussite étrangère d'ailleurs contestable, le marxisme devint tout à coup une vedette très à la mode, en présence de laquelle nul ne pouvait rester indifférent ! L'Eglise eut à son égard une double attitude. Le communisme fut condamné en tant que doctrine et en des termes tels qu'aucune équivoque ne put subsister. La question se trouvait réglée une fois pour toutes : aucun compromis ne demeurait possible entre le catholicisme et le marxisme.

Pendant que l'Eglise, représentée par le Pape, parlant au nom de la catholicité entière, prononçait contre le communisme une condamnation sans appel, les clercs aux divers degrés de la hiérarchie se comportaient envers lui de façon infiniment plus nuancée. Sans revenir naturellement sur la condamnation elle-même, les prêtres, et spécialement ceux chargés des œuvres de jeunesse, adoptèrent en faveur, non point du communisme mais des sectateurs du communisme, une indulgence au moins aussi grande, qu'avait été sévère l'anathème porté sur la doctrine.

Certes, nous n'ignorons pas, que l'Eglise, fidèle en cela à l'enseignement du Christ, hait le péché sans haïr le pêcheur, et que ce dernier est assuré d'un pardon toujours très largement dispensé. Mais en ce qui concerne la clientèle communiste les clercs dépassèrent les bornes, et nous laissèrent souvent l'impression que le communisme en soi les intéressait beaucoup plus que le sort des âmes des malheureux qui s'étaient laissé séduire par lui !

Pendant que l'action catholique se consacrait à cette spécialité pour le moins inattendue, nous assistâmes parallèlement à l'éclosion d'une littérature non moins curieuse, qui se proposait sur le plan de la doctrine, de concilier certaines propositions du communisme avec les dogmes chrétiens ! Non sans continuer à affirmer qu'il restait condamné, on insinua qu'au fond il eut suffi de très peu de chose pour que l'Idéal communiste correspondit à l'Idéal chrétien, et que tout ce qu'il contenait de nobles et légitimes aspirations vers une société plus juste, n'était pas incompatible avec les efforts déployés au cours des siècles par l'Eglise pour que triomphe le règne de la justice et de la charité !

Et ainsi prit place avant guerre dans la galerie des types politiques contemporains, celui du catholique bolchevisant, curieux hybride, décevant sur bien des points, mais prodigieusement intéressant, tant par la naïveté avec laquelle il obéissait à la plus inutile et à la plus inopérente des démagogies, que par la contribution qu'il apporta à la confusion générale.

C'est à ce type qu'appartenait le jeune vicaire de paroisse urbaine, actif, remuant et plein de zèle, qui, pendant ses années studieuses de séminaire, avait conçu le rêve généreux de ramener au Christ les masses populaires, comme le théologien austère s'épuisant à découvrir dans la doctrine de Marx, quelques traces de la charité du Christ !

Par contre, on eut cherché en vain un seul communiste qui prenant au sérieux ces avances, accepta de faire vers le catholicisme le pas que les catholiques avaient fait de leur plein gré vers le communisme. Il y eut bien de la part du bolchevisme la politique dite de la main tendue, mais ce geste n'eut qu'une valeur dérisoire, et fut dicté aux communistes par les nécessités d'une politique, commandée elle-même par le plus pur opportunisme.

En réalité, seuls les catholiques avaient sincèrement tendu la main aux communistes, lesquels comme il fallait s'y attendre, répondirent par le plus insultant silence aux propositions de ces généreux utopistes.

Quels que soient les échecs que connut l'Eglise dans ses tentatives de rapprochement avec les communistes, nous devons retenir de celles-ci la séduction qu'exerce en soi sur les milieux catholiques, tout ce qui remue et agite l'opinion, tout ce qui est à la mode et jouit d'une certaine vogue. L'Eglise ne sait plus rester indifférente et impassible devant le nombre et les nouveautés qui jouissent de sa faveur. Elle semble attendre de cette politique, le retour de son ancienne popularité, et croit pouvoir grâce à elle, reprendre contact avec des milieux dont elle est depuis longtemps coupée !

*
* *

Laissons l'Eglise à ses espoirs ou à ses illusions et comparons maintenant son attitude généralement conciliante, à l'incompréhension dont elle fait preuve depuis plus de vingt ans dans l'Europe entière à l'égard des partis révolutionnaires qui ont entrepris de réconcilier le peuple avec la nation.

L'Eglise, dont nous avons noté l'étonnante ouverture d'esprit, et la paternelle indulgence pour les partisans d'une des erreurs les plus abjectes de notre temps, aurait dû, nous semble-t-il, réserver un accueil empreint au moins de la même bonne grâce, ou à défaut de

la même impartialité, aux idées qui commencèrent à se faire jour après l'armistice de 1918, et exprimèrent à quelques variantes près, l'essentiel des aspirations révolutionnaires des diverses nations européennes ! Au lieu du visage souriant que nous nous attendions à lui voir, nous eûmes la surprise de constater chez elle une réserve dans laquelle bientôt nous discernâmes sans peine une hostilité formelle. En dépit de nos espoirs il fallut bien vite nous rendre à l'évidence : l'Eglise ne nous approuvait pas !

Cette constatation, tous les révolutionnaires la firent avec surprise ! Le fascisme, comme le national-socialisme trouvèrent dans les membres de la hiérarchie catholique, leurs adversaires les plus résolus. Pour une fois l'Eglise se refusait à leur accorder au moins le préjugé favorable qu'en d'autres circonstances elle avait si généreusement concédé à tant de décevantes nouveautés ! Les clercs qui s'étaient passionnés pour le phénomène communiste, ne s'intéressèrent que pour les combattre aux premiers efforts du fascisme et du national-socialisme. Alors qu'ils avaient voulu à tout prix se rapprocher des communistes et avaient fait maintes tentatives d'ailleurs louables, pour comprendre leur mentalité très particulière, ils n'essayèrent même pas de pénétrer les intentions des fascistes et des nazis ! Ils s'hynoptisèrent sur des points de détail sans intérêt et portèrent de ridicules condamnations sur des propositions secondaires dont ils affectèrent de croire qu'elles constituaient l'essentiel de la doctrine.

Pour les combattre sur le terrain purement politique, ils leur suscitèrent des adversaires dérisoires, et soutinrent des partis fantômes, dont les membres étaient des larves sans autorité ni influence !

L'Eglise italienne ne sut opposer au fascisme que le parti populaire de Don Sturzo, comme l'Eglise allemande lia son sort à celui du fameux « Zentrumi », qui groupaient l'un et l'autre un étonnant ramassis de bourgeois libéraux et de vieux routiers de la politique parlementaire. L'Eglise sur le plan tactique n'était pas plus avisée que sur le plan politique. N'ayant pas su discerner ce que le fascisme et le national-socialisme contenaient de neuf et de jeune, elle cru pouvoir en venir à bout par des méthodes périmées, en dressant devant leurs fougueux militants, les forces usées de la démocratie.

L'Eglise habituellement si attentive à saisir les moindres évolutions de la pensée moderne, fit preuve en la matière d'une incompréhension allant jusqu'à l'aveuglement. Elle resta insensible devant ces forces neuves, qui suscitaient l'enthousiasme de masses énormes et fanatisaient la jeunesse plus encore par leur aspect mystique et par leur poésie que par leur contenu purement politique !

C'est surtout à l'égard du national-socialisme que l'Eglise révéla son impuissance à rien imaginer au delà de la médiocrité libérale et

bourgeoise : dès que le Furher commença sa prodigieuse ascension, elle ne sut pas prévoir la séduction qu'allait exercer sur l'âme allemande le message national-socialiste ! Grâce à lui chaque jeune allemand put se croire personnellement désigné pour participer à l'œuvre grandiose de la renaissance de sa patrie, et invité à consentir à cet idéal les plus durs sacrifices ! Le Fuhrer suscita partout des vocations de héros ; il embrassa la jeunesse allemande d'une foi nouvelle, capable, avec le goût des tâches nobles, de redonner l'espérance et la joie de vivre à un peuple qui avait failli quelques années plus tôt sombrer dans le désespoir !

L'Eglise ne comprit rien à cette extraordinaire renaissance ! Sa méfiance, sa réserve hargneuse lui valut de passer à côté de l'occasion magnifique, qui lui était offerte de faire du héros nazi un héros chrétien. Au lieu d'essayer de comprendre le national-socialisme et de faire à son sujet l'effort qu'elle n'avait pas craint de faire en faveur du communisme, au lieu de chercher les points où l'entente était possible plutôt que de mettre pesament et avec une joie mauvaise l'accent sur ceux qui révélaient des divergences, l'Eglise manifesta ouvertement sa réprobation, puis plus tard, lorsque le Furher prit le pouvoir, et consacra la victoire du national-socialisme sur les vieilles idéologies sclérosées, s'enferma dans une indifférence glacée dont elle ne sortit plus.

Ce que nous venons de dire de l'Allemagne n'est pas moins vrai pour l'Italie, l'Espagne et la France ! Partout où la Révolution s'est faite, elle s'est faite sans l'Eglise, malgré elle, et contre elle ! Là où elle a échoué, comme en Italie, l'Eglise occupe en revanche la première place, dans la coalition des responsables de cet échec.

*
* *

En présence d'un phénomène aussi général, et qui ne saurait être tenu pour le fait d'un hasard, ou considéré comme le simple fait d'un manque d'intelligence politique, nous sommes en droit d'en rechercher les vraies raisons, et de nous demander si le catholicisme ne contient pas en soi, au plus intime de sa doctrine, des éléments incompatibles avec les valeurs nouvelles qu'exhaltent les tendances révolutionnaires modernes ! On l'a soutenu avec quelque apparence de raison, et il nous faut bien reconnaître que le type d'homme courant que produit actuellement la formation catholique, celui que nous qualifierons de catholique moyen, est physiquement et moralement très éloigné du type d'homme qu'avait voulu façonner le fascisme mussolinien, et que le national-socialisme paraît avoir réussi à former ! L'éducation chrétienne ne semble pas à l'heure présente fabriquer des héros pour les futures luttes civiques. Elle nous paraît au contraire lâcher dans la vie, des êtres peut-être fort bien armés pour

résister aux sollicitations du péché, mais moralement incapables de jouer dans la cité le rôle qu'on serait en droit d'attendre d'eux. L'ancien scout, arrivé à l'âge d'homme est le plus souvent un spécimen assez décevant d'homme sans grande virilité, pour qui toute la noblesse et la grandeur de la vie, se réduisent à l'observation rigoureuse de quelques règles morales. Sa mentalité est celle d'un petit bourgeois honnête et scrupuleux que sa conscience tourmente pour des vétilles, mais qui reculera d'instinct devant les actes essentiels de la vie. L'héroïsme d'une existence simple et droite lui échappe d'ailleurs complètement et quelques soient la vivacité de ses convictions religieuses, la foi ne produit chez lui que des actes dépourvus de grandeur, qu'il accomplit sans y apporter la moindre passion ! Il va par goût et tout naturellement vers ce qui est neutre, incolore ou gris, s'arrête aux solutions moyennes, rejette par principe tout recours à la violence et ne se départit de son habituelle prudence que pour condamner sans nuance ce qui est tout en couleur ou comporte par certains côtés quelque dose d'excessif. Le catholique de notre temps, oubliant qu'il eut les croisés pour ancêtres, n'aime rien tant que la mesure, trop rapidement confondue avec la sagesse. Tout projet qui contient une part d'imprévu, un grain d'aventure, l'inquiète. Il est toujours à mi-chemin entre le bien et le mal, entre le beau et le laid !

Il n'y a pas jusqu'à son aspect physique qui ne se ressente de ses dispositions morales. Georges Bernanos, à une époque où il n'avait pas embrassé encore la cause de la Démocratie et du judaïsme, nous a laissé du bien pensant un étonnant portrait, qui n'a malheureusement rien d'une caricature. Il nous le dépeint sous les traits d'un homme toujours vêtu sans élégance, au regard bas et voilé, sans assurance ni allure, mal nourri et sentant le cierge, et dont les enfants, ajoute-t-il, semblent manquer de viande rouge !

Cet être presque toujours insignifiant et falot n'éprouve en général aucun attrait pour les besognes grandioses. Il est fait pour accomplir honnêtement les actes journaliers de la vie, mais restera le plus souvent insensible devant les tâches exhaltantes qui suscitent des héros ! Chez lui la vertu cardinale de prudence a dégénéré en un goût morbide pour la mesure et pour le médiocre, comme la vertu de charité s'est muée en sensiblerie féminine.

*
* *

L'homme simplement honnête et droit, tel que le produit aujourd'hui l'éducation chrétienne, n'est pas un citoyen. Riche en vertus privées, il est sur le plan politique un invraisemblable débile, incapable de se prononcer ou de prendre parti. Il est, suivant les fallacieux enseignements de ses maîtres, partisan du pouvoir établi, et

ne veut rien connaître au delà de cette règle trop facile, derrière laquelle s'abritent aisément toutes les lâchetés et tous les abandons. Dans ce domaine il s'interdit de penser et se refuse à avoir des idées. La politique est à ses yeux un mal en soi, dont les honnêtes gens ne peuvent se mêler sans risquer de pêcher.

Il n'est pas surprenant, étant donné cette complexion très particulière, que la démocratie soit à ses yeux le meilleur des régimes politiques. C'est bien en effet celui qui, contrairement aux apparences, exige des citoyens le moins d'efforts et le moins de sacrifice. La démocratie est le triomphe et le règne de la médiocrité, médiocrité des hommes, et médiocrité des choses !

La Démocratie hait les personnalités puissantes : elle les tient pour dangereuses et les écarte invariablement pour confier le pouvoir à des individus sans talent, qui jamais n'entreprendront de tâches héroïques, et se borneront, dans les conditions les plus favorables, à « expédier les affaires courantes ». Jamais un chef d'Etat démocratique ne concevra pour son peuple un grand dessein, pas plus qu'il ne tentera de lui imposer une destinée ! Il n'exigera de lui ni sacrifice, ni effort de dépassement et le laissera volontiers croupir dans cette médiocrité honnête, ou abandonnés à eux-mêmes les hommes s'accommodent si aisément ! Il ne fera rien pour l'amener, en dépit de ses instincts, à acquérir le sens de la grandeur et de la beauté et à consentir volontairement dans la joie au sacrifice de ses aises et et son bien-être. En régime démocratique, les hommes vivent petitement, d'une vie étriquée sans chaleur et sans enthousiasme, généralement à l'abri des grandes aventures, mais sans éprouver jamais ces chocs, qui trempent les âmes des peuples, et les font plus grands dans l'épreuve que dans les moments heureux de leur existence.

*
* *

Le catholique de nos temps, formé par les œuvres de la jeunesse de l'Eglise, est, il faut bien le dire, le type même de l'homme fait pour vivre dans ces sociétés où il semble que la vertu elle-même veuille prendre le visage réjouissant de la médiocrité ! Comment, une telle formation eut-elle permis aux catholiques de goûter toute la grandeur de l'altière et orgueilleuse formule du fascisme : « Mieux vaut vivre une journée de la vie d'un lion, que la vie entière d'une brebis » — qui exprime en termes colorés le dessein qu'avait conçu Mussolini de sauver le peuple italien de la médiocrité où il s'enlisait et lui redonner le goût des entreprises nobles et aventureuses.

Dans l'Europe actuelle, le catholique est un inadapté ! Il se comporte comme auraient seuls le droit de se comporter des hommes appartenant à des nations privilégiées, où les luttes politiques

seraient inconnues et tout le monde d'accord sur la forme de l'Etat et du Gouvernement, où les principes politiques servant de fondement aux institutions seraient reconnus et acceptés de tous, et où, rien ne menaçant la civilisation, chacun pourrait se désintéresser de la chose publique, et n'avoir de soins que pour ses seuls intérêts personnels, n'est pas davantage celui du brave homme, aux solides vertus pri- ou cultiver dans le privé les plus délicates vertus morales.

L'Europe n'est pas près de jouir encore de cet état paradisiaque, et les conditions que nous venons d'énumérer loin d'être réunies. Le monde occidental est aux prises aujourd'hui avec une crise d'une violence inégalée ; son existence même est mise en cause, par la plus inhumaine et la plus repoussante des barbaries, qui ont jamais menacé notre civilisation. Il ne se sauvera que par un effort presque surhumain, qui sera l'œuvre d'hommes purs et impitoyables, dont l'âme héroïque aura été façonnée spécialement en vue de ce combat gigantesque. Le salut de l'Europe sera une victoire qu'il nous faudra arracher par la force et la violence, et que la seule pratique de quelques vertus morales serait insuffisante à provoquer. Notre temps n'est pas celui du jeune scout empêtré dans sa bonne action journalière, vées, mais hésitant, timoré, et incapable, par fausse prudence, de prendre parti ; c'est celui de l'homme fort et décidé, qui sait vouloir avec violence, et aimer jusqu'au sacrifice, et jusqu'à la folie même, l'idéal qu'il s'est proposé de servir.

*
* *

Les jours rudes et âpres que nous vivons, imposent un nouveau type de héros, une nouvelle chevalerie ! Le Moyen-Age vit fleurir le chevalier, qui fut le type même de l'homme adapté à son temps et faisant corps avec lui. Ces siècles, dont la grandeur aujourd'hui nous échappe, furent des siècles de luttes et de combats, en même temps que des siècles de foi où l'homme pieux savait être le plus rude des combattants ! Les croisades, triomphe de la chevalerie, furent l'œuvre de ces hommes étonnants, qui savaient allier aux plus pures vertus chrétiennes, les qualités qui font les grands aventuriers et les grands conquérants. Avec le recul du temps ils nous apparaissent comme de superbes mâles, capables de pires excès comme des plus beaux actes de foi, et des actes de charité les plus délicats. Ce qui nous séduit en eux, c'est leur magnifique virilité, jointe à des âmes simples et pures comme des âmes d'enfants !

Le Moyen-Age chrétien réussit cet incomparable chef-d'œuvre, de concilier au plus intime de l'âme humaine, la plus extrême rudesse avec la plus exquise douceur, et de créer un type d'homme parfaitement équilibré, chez qui les vertus purement humaines et la foi s'alliaient harmonieusement, sans jamais se gêner. L'homme pos-

sédait à cette époque un tempérament lui permettant d'être indifféremment moine ou soldat, et l'existence même des grands ordres religieux et militaires du Moyen-Age, sont pour nous comme les témoins de siècles ou l'héroïsme était un, et ne comportait pas nécessairement la distinction actuelle entre son aspect chrétien, et pourrions-nous dire son aspect laïque !

Le catholicisme n'avait pas dévirilisé l'homme ! Il ne l'avait pas émasculé encore, pour en faire ce personnage inconsistant, et terne, souvent ridicule et laid, que nous rencontrons trop fréquemment dans les milieux bien-pensants. Le Moyen-Age nous révèle au contraîre une époque où le culte de la beauté et de la grandeur simplement humaines, faisait bon ménage avec la foi, et où les qualités les plus mâles et les plus viriles n'excluaient pas des manifestations les plus vives du sentiment religieux. Le chevalier n'était pas un timide, il n'avait pas cette fausse prudence qui caractérise le catholique moderne, et n'était pas sage, de cette sagesse désespérante que l'on cultive aujourd'hui ! Le chevalier était un passionné, un excessif, qui débordait de vie et savait que la vraie sagesse consiste le plus souvent à accomplir des actes voisins de la folie !

*
* *

A la question que nous avons posée à la fin de notre précédent article, nous pouvons d'ores et déjà faire une double réponse. Le catholicisme n'a pas toujours eu sur les hommes l'influence que nous constatons aujourd'hui ! Loin de les avoir autrefois dévirilisés, il a, nous semble-t-il, contribué à les rendre plus forts. Tout en permettant à la nature humaine d'acquérir certaines vertus nouvelles, il transforma en les sublimant celles qu'elle eut possédé sans son secours.

La vertu cardinale de force avait alors dans l'âme humaine l'action étendue qu'elle doit y posséder : on ne considérait pas qu'elle dut se borner seulement à permettre un meilleur exercice des vertus morales, et que grâce à elle l'homme fut simplement mieux armé pour triompher du péché ! On croyait qu'il lui appartenait au contraire d'animer tous les actes de la vie, et que l'homme fort au sens catholique du mot, devait être héroïque, dans toutes les manifestations de son activité, sans qu'on eut à faire la distinction entre ce qui ressortissait à la vie spirituelle, et ce qui n'appartenait qu'à la vie familiale, politique ou professionnelle ! Et c'est ainsi que l'histoire nous révèle ce type humain magnifique que fut l'homme du Moyen-Age, véritable héros d'un temps, où l'homme vertueux n'était pas seulement un « brave homme », et où le péché même révélait une certaine grandeur, dont la vertu paraît aujourd'hui dépourvue !

Si le catholicisme de jadis, loin de déviriliser l'homme, accentua en lui les qualités mâles, il nous faut reconnaître par contre que l'éducation chrétienne tend aujourd'hui à développer à l'infini un type d'homme profondément différent de celui qu'elle peut s'énorgueillir d'avoir formé jadis. Le catholicisme au cours de son histoire n'a donc pas eu sur l'âme humaine une influence constante et uniforme. Tantôt génératrice de vertus héroïques, tantôt amolissante, il semble qu'elle même révèle l'existence de deux conceptions opposées du catholicisme. Ce n'est pas le catholicisme lui-même qui a dévirilisé l'homme, mais bien un certain catholicisme, et nous devons rechercher les causes de cette action amoindrissante, non pas dans la doctrine catholique elle-même, telle que l'ont enseigné les théologiens et docteurs de l'Eglise, mais dans les doctrines hétérodoxes qui se sont emparées de l'esprit des clercs et des fidèles, et qui par leur action corrosive on atteint le sens chrétien, en se superposant au catholicisme lui-même, et en réussissant au détriment de ce dernier une synthèse, que l'on eut trop longtemps le tord de croire impossible.

Le catholicisme moderne, tout en restant sur le terrain dogmatique parfaitement orthodoxe, n'est plus le catholicisme traditionnel, parce qu'il a subi le contact d'éléments étrangers, qui se sont intimement mêlés à lui et ont fini par le recouvrir d'une pellicule qui nous cache son vrai visage ! Et c'est ce catholicisme là, amoindri et dépouillé de toute vigueur, comme privé de sa force originelle, qui a exercé sur l'âme moderne l'action dévirilisante, que ses détracteurs ont beau jeu à imputer purement et simplement au catholicisme !

*
* *

La question que nous agitons aujourd'hui n'est pas nouvelle ! Il y a longtemps déjà que le fléchissement du catholicisme avait été constaté et que l'attention d'hommes pieux et clairvoyants avait été attirée par ses dispositions nouvelles, à se muer en une doctrine fade, empreinte de sentimentalité douceâtre, et dont risquaient de s'éloigner avec dégoût les âmes fortes. S'il a fallu la décevante attitude actuelle de l'Eglise à l'égard des aspirations révolutionnaires contemporaines, pour que le problème de l'influence du catholicisme sur la formation de l'âme moderne fut envisagée dans toute son ampleur, déjà vers la fin du siècle dernier des hommes comme Léon Bloy ou Huysmans, qui furent de magnifiques chrétiens, passèrent pour des excessifs et des fous justement parce qu'ils ne purent s'empêcher de hurler leur dégoût devant l'envahissement du catholicisme par l'esprit patronnage et enfants de Marie !

Qu'eussent-ils dit s'ils avaient comme l'actuel produit du scoutisme, et cette morale de midinette dont on voudrait nous faire croire

qu'elle est celle du Christ ? Huysmans et Bloy furent des chrétiens d'un autre temps, qui eussent été à l'aise dans la société du Moyen-Age, mais dont le tempérament passionné ne pouvait s'accommoder de ce catholicisme à l'usage exclusif d'adolescents débiles, ou d'infirmes dévots ! Ils eussent voulu que les héros chrétiens ne fussent pas des exceptions, et que l'on put rencontrer ailleurs que dans l'Eglise et parmi les moines et les missionnaires, des hommes ayant puisé dans le catholicisme les vertus qui leur permirent de courir les grandes aventures, ou de concevoir de grands desseins !

Mais si Bloy et Huysmans réagirent magnifiquement contre cette influence débilitante du catholicisme moderne, ils ne surent pas en revanche en définir les causes ! Hommes de lettres avant tout, ils étaient totalement indifférents devant le problème politique, qui vers la fin du siècle dernier ne s'était pas, il est vrai, posé encore avec la netteté qu'il a acquis depuis ! La catholicisme édulcoré qu'ils se plaisaient à accabler de leurs broccards et de leurs sarcasmes, c'était le catholicisme ayant subi déjà l'influence de l'esprit démocratique, et qui sous l'action de ce dernier commençait à se diluer dans le composé hybride, dont nous avons aujourd'hui sous les yeux une expression plus accentuée encore !

Et ainsi la question douloureuse posée à la fin de notre précédente étude rejoint ce que nous avions dit de la tendance du catholicisme à lier son sort à celui de la Démocratie. Si l'Eglise nous révèle aujourd'hui un inexplicable attachement au régime que les lois du 13 Juillet 1940 ont définitivement aboli, ce n'est pas seulement parce qu'elle opta pour lui par pur esprit d'opportunisme, mais surtout parce que l'idéologie démocratique s'est peu à peu insinuée en elle jusqu'à devenir un appendice à la doctrine évangélique.

Action dévirilisante du catholicisme et fidélité au régime démocratique ont une origine commune : l'une et l'autre sont le fruit de son adhésion à la plus pernicieuse des idéologies. L'esprit démocratique, nous l'avons déjà dit, possède un pouvoir dissolvant d'une étonnante efficacité, et ce n'est pas impunément que l'on peut souffrir son contact. Le temps est passé où l'Eglise pouvait prétendre que son ralliement à la Démocratie ne lui était dicté que par la nécessité impérieuse de vivre en bonne intelligence avec les gouvernements existants. Il y a longtemps déjà que cette adhésion de pure forme, a fait place à une adhésion plus complète qui révèle un accord complet sur les principes.

En se laissant dominer par l'esprit démocratique, les membres de la hiérarchie ecclésiastique en ont subi l'influence non seulement sur le plan purement politique, mais sur un plan beaucoup plus général encore ! Le vieil esprit catholique, dont nous avons au Moyen-Age noté les magnifiques effets, et qui s'est perpétué quoiqu'amoindri et diminué jusqu'au XIX^{e} siècle, a peu à peu disparu sous l'action

de tout à l'idéologie démocratique apportait avec elle des conceptions fausses sur l'homme et sur la nature humaine !

Ce catholicisme moderne, dont nous ne pouvons pas ne pas constater qu'il dévirilise l'homme, c'est un catholicisme à la Rousseau, où la sentimentalité la plus fade s'est substitué à la charité, où la prudence est devenue timidité, la justice faiblesse, la sagesse inaction, où tout ce qui est violent ou excessif est condamné par principe, au nom d'une prétendue mesure, dont on affirme qu'elle seule est capable de rendre les mœurs plus douces ! C'est ce catholicisme-là qui patauge depuis des années dans le plus imbécile individualisme, en invoquant à tout propos les droits de la personne humaine, et sacrifierait volontiers les intérêts de la communauté au respect de cette dernière. Dans tous les organismes dirigés par des ecclésiastiques, qu'il s'agisse des œuvres de jeunesse, ou des associations d'action catholique, on perçoit une tendance constante à n'exhalter que ce qui est terne et médiocre, et à tenir pour fantaisies dangeureuses tout ce qui est haut en couleur et comme tel passionnant !

Tout dans l'Eglise nous révèle l'influence prépondérante de Rousseau et des maîtres spirituels de la démocratie ! En veut-on un exemple encore, qui nous permettra, celui-là, de terminer sur une note comique l'énumération des déviations modernes du sens chrétien ! Il y a quelques années nous entendions un jour lire en chaire la lettre pastorale d'un évêque, exposant à ses fidèles l'œuvre magnifique des missions françaises en Afrique noire ! Après avoir dénombré les catéchumènes de chaque Vicariat apostolique, et signalé l'imporfance croissante du nombre des conversions, ce prince de l'Eglise, de race pourtant très aryenne, continuait en vaticinant sur l'avenir du catholicisme en pays blanc, pour l'évangélisation duquel l'Eglise serait peut-être un jour contrainte de faire appel à des missionnaires noirs ! Il nous a semblé ce jour-là entendre le divin Jean-Jacques nous parler des vertus du sublime sauvage, ou Voltaire nous vanter les qualités de son Huron !

D'aussi folles excentricités parmi tant d'autres moins picaresques, nous révèlent le mal, beaucoup plus profond qu'on ne le croit communément, dont souffre aujourd'hui l'Eglise !

La crise actuelle du catholicisme est une crise grave ! C'est une crise qui l'affecte au plus intime même de sa doctrine, et qui risque d'en altérer gravement le contenu traditionnel, mais ce n'est qu'une crise ! Le spectacle peu encourageant que nous offre ce catholicisme, qui continue à se croire orthodoxe, ne doit pas néanmoins nous conduire à porter contre le vrai catholicisme la condamnation rigoureuse, que nous portons seulement contre ses déviations démocratiques.

N'en déplaise aux révolutionnaires venus des rangs de l'ancienne gauche, et qui inconsciemment souffrent encore de leur formation, nous persistons à penser que le catholicisme n'est pas une force qui puisse être considérée en soi comme naturellement hostile à notre idéal révolutionnaire, et que nécessairement nous devions bousculer au passage pour mener à bien notre entreprise ! Seule est par essence même, notre adversaire, la forme corrompue que revêt aujourd'hui le catholicisme moderne, pour s'être trop intimement rapproché de l'idéologie démocratique, laquelle est bien la somme de toutes les erreurs, dont la destruction impitoyable est la condition même du succès de notre révolution !

Tout en reconnaissant qu'il se justifie sur bien des points nous ne pouvons donc que déplorer l'anti-cléricalisme national qui a fait récemment son apparition en France, dans des milieux que rien pourtant ne disposait à cet état d'esprit, et qui n'eussent rien tant souhaité que de voir l'Eglise toute entière, clercs et fidèles, venir grossir leurs rangs ! Et cette hostilité, qu'elle est seule à avoir provoquée, fait courir à l'Eglise un danger dont la gravité paraît lui échapper : en restant attachée à des fantômes, en persistant à manifester une complaisance périmée envers des formes politiques déjà ensevelies dans le plus poussiéreux des passés, l'Eglise risque, pourrait-on dire, de lâcher la proie pour l'ombre, et pour conserver sa fidélité à des cadavres, de perdre contact avec les seules forces vraiment vivantes de notre temps !

Quoi qu'il advienne le passé est mort ! Un monde nouveau naîtra des convultions actuelles ! Que l'Europe de demain soit soviétique ou national-socialiste, l'Eglise est assurée de perdre sur les deux tableaux à la fois, si par un coup de barre énergique elle ne se rapproche pas des milieux révolutionnaires vers lesquels elle devrait se sentir attirer d'instinct, et qui de leur côté verrait avec joie cette recrue de choix venir vers eux.

Il n'est pas trop tard pour le catholicisme de songer à entreprendre contre l'idéologie marxiste la lutte impitoyable qui s'impose, et dont lui-même nous a déjà donné l'exemple, en prononçant contre elle la condamnation doctrinale que tous les catholiques ne prirent malheureusement pas au sérieux !

Le catholicisme fait trop intimement partie de nos traditions nationales les plus vivantes pour que froidement nous envisagions sa disparition, et que nous n'entreprenions rien pour l'aider à se sauver ! Nous croyons qu'il n'est pas pour nous de meilleur moyen de le faire que de le mettre lui-même en garde avec violence contre les dangers qu'il courrut et qu'il court encore en s'acoquinant avec la démocratie, et de dénoncer sans ménagement ses faiblesses et ses déviations actuelles.

Nous savons que celles-ci ne constituent pas la substance même du catholicisme, mais seulement un accident et que l'accident peut disparaître, sans que sa présence même prolongée ait altéré la substance. Et nous savons aussi que le catholicisme, dépouillé de ce qu'il doit à l'apport de l'esprit démocratique, et ramené à sa véritable nature, peut-être non pas seulement l'auxiliaire, mais une des composantes essentielles des forces révolutionnaires modernes.

FIN

Livres à lire

INCARNATION DE L'HOMME

de Marcel de CORTE

Déjà dans son livre « L'homme cet inconnu »„ le grand érudit qu'est le Docteur Alexis Carrel avait analysé et défini la cause de la décadence des sociétés humaines actuelle comme une crise de santé et de force déterminée par la volonté de l'homme d'aujourd'hui de se soustraire aux lois du réel. Et voici que dans une analyse magistrale, un autre savant, un universitaire cette fois, le professeur Marcel de Corte de la Faculté de Liège, dont on se souvient des remarquables études sur la crise des milieux catholiques contemporains, aborde le même problème. Problème dont l'essence est autant politique et sociale que proprement morale et spirituelle.

Au cours de sa profonde analyse, M. de Corte dresse un tableau saisissant des causes d'une décadence dont les troubles ne sont en fait que l'expression des plus graves dévoiements de l'esprit. Pénétrant les faits actuels au delà de tout ce qui est conséquences ou phénomènes l'auteur touche l'abcès même dont la purulence a corrompu les grandes communautés modernes.

Et l'auteur de « Incarnation de l'homme » de démontrer que le mal dont souffre avant tout la civilisation moderne est la conjonction paradoxale d'un rationalisme et d'un irrationalisme qui se complètent sans s'apporter mutuellement la compensation nécessaire en vue d'une action créatrice.

Les hommes du temps passé, nous dit M. de Corte, « péchaient dans la ligne même du péché, sans doubler leur faute d'une délectation spirituelle plus ou moins intelligente et d'une justification théorique ou dialectique, destinée à mettre l'Univers en harmonie avec leur chute ».

En fait la prétention de l'homme d'aujourd'hui a été de construire un homme abstrait, individualiste, limité en rupture complète avec l'homme réel. C'est la méconnaissance du fait concret qui a précipité le monde d'aujourd'hui dans cette affreuse folie destructrice, dont on ne peut encore aujourd'hui évaluer les ravages sans crainte d'être encore bien au-dessous de la vérité.

Marcel de Corte pense en effet que la crise que traverse la civili-

sation occidentale est due en grande partie à une sorte de « culte de l'abstrait » qui éclate d'ailleurs avec une insolence insencée dans toutes les formules du monde démocratique « Intangibilité des droits de l'homme, inaliénabilité de la personne humaine, caractère sacré de la conscience, valeur absolue de la science, etc... »

A chaque page de l'œuvre magistrale de M. de Corte l'on sent combien l'auteur a subi la discipline de la formation scolastique, mais contrairement à tant d'adeptes d'un thomisme décadent et corrompu, il évite de se perdre dans les interminables discussions et les terminologies des philosophes de cette Ecole.

Rarement les causes profondes du mal moderne ont été définies avec autant d'autorité que dans ce livre remarquable.

« Incarnation de l'homme » mérite une large audience auprès de tous ceux qui comprennent qu'il n'y a pas de solution aux crises de l'heure que si on ne remonte aux erreurs intellectuelles et spirituelles qui les ont déterminées. Et ces errements sont « la funeste pensée de René Bacon et des réalistes au Moyen-Age, de leurs continuateurs de l'Epoque contemporaine : J.-J. Rousseau et les Encyclopédistes. »

RETOUR AU RÉEL

de Gustave THIBON

Dans le même esprit que « Incarnation de l'homme » qui formule la philosophie d'un indispensable « retour au réel », voici l'ouvrage de M. Gustave Thibon. Gustave Thibon participe au même courant idéologique auquel se rattache un Marcel de Corte et dont la source est un catholicisme libéré de tout son miasme moderne. Il y a entre ces deux grands esprits une absolue identité de vue à peine masquée à la première analyse, par une différence de formation et de moyens d'expression. Alors que Marcel de Corte accède aux problèmes les plus brûlants de la vie individuelle et sociale par les chemins classiques de la psychologie, c'est par un bon sens robuste et bien enraciné dans le fait concret que Gustave Thibon fonde une philosophie de la vie et des sociétés qui s'élève jusqu'à un spirituel profondément incarné.

« Retour au réel » considéré comme complément de « Incarnation de l'homme » nous apporte une série de solutions aux grands problèmes que posent la vie psychologique, individuelle et sociale contemporaine.

Et tout au long de ce remarquable ouvrage nous sentons à travers les analyses lucides de l'auteur toutes les manifestations de cette curieuse attitude de l'esprit moderne par laquelle ce dernier s'échappe du réel pour s'asservir à ses propres mythes, aux propres fantaisies de son imagination. Le sujet de « Retour au réel » pourrait très bien se résumer comme l'analyse des maux que le mouvement philosophique du XVIIIe siècle a portés au monde d'aujourd'hui.

Et le développement par lequel s'enchaîne les conceptions de Gustave THIBON se résume dans quelques aphorismes frappants qui donnent à leur auteur, selon l'expression même de Paul Valéry, « une place de premier rang parmi les bienheureux fortunés dont le destin est de conduire les esprits vers l'esprit ».

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R F IMPRIMÉS

14.697 Dépôt légal No 127 30-7-44

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 00173291 8